

## L'Occident et l'apartheid

Une fois encore, en Afrique du Sud et à l'étranger, les mouvements anti-apartheid se sont mobilisés pour faire pression sur Pretoria avant la pendaison de deux personnes impliquées dans le meurtre d'un notable de la cité noire de Sharpeville. Jusqu'à présent, ces appels n'ont pas été entendus. En septembre 1987, deux jeunes avaient été exécutés pour avoir tué un conseiller municipal noir, malgré une campagne active en leur faveur. Dans ce cas, comme dans celui des six personnes impliquées dans le meurtre d'un notable de la cité noire de Sharpeville, les autorités jugeaient nécessaire de faire preuve d'une sévérité « exemplaire » contre ceux qui veulent intimider la partie de la population africaine prête à coopérer avec le régime en place.

L'élément nouveau est l'unanimité des responsables occidentaux pour appuyer une démarche que le président Botha considère comme une immixtion dans les affaires intérieures de son pays. Pourtant, hostiles aux sanctions économiques contre Pretoria, M<sup>rs</sup> Thatcher et le chancelier Kohl ont joint leurs voix à celle du président Reagan. En France, la protestation de M. Chirac est en tout point semblable à celle de M. Mitterrand. Cette attitude contraste avec leurs divergences antérieures d'appréciation sur les meilleurs moyens de faire évoluer le régime de l'apartheid : elles s'étaient notamment traduites en 1986 par le retour en Afrique du Sud de l'ambassadeur de France, rappelé à Paris par le gouvernement socialiste.

La nature de l'affaire en cours explique cette réaction. Parmi les condamnés se trouve une jeune Noire de vingt-six ans qui risque de devenir la première femme exécutée en Afrique du Sud. Et surtout la jurisprudence qui risque de se créer à Pretoria est proprement scandaleuse : serait tenue pour coupable des éventuels dérapages dans les manifestations toute personne qui aurait pris la parole d'y participer. Selon les juges qui les ont condamnés, le crime des « six de Sharpeville » est d'avoir conçu un « projet commun » à toute la foule dont le rassemblement s'est terminé par un lynchage.

Sur le plan politique, les Occidentaux commencent à se lasser de la valse-hésitation de M. Botha face aux immenses problèmes de son pays. La lente gestation de la révolution pour des réformes indispensables constitue une menace pour l'ensemble du monde libre. Un jour, le chef de l'Etat sud-africain fait un geste en autorisant la libération de M. Govan Mbeki, ancien président du Congrès national africain. Quelques semaines plus tard, il interdit toute activité politique aux organisations anti-apartheid. Ces revirements s'expliquent en partie par l'étroitesse de sa marge de manœuvre face à une opposition d'extrême droite bien décidée à exploiter toute « faiblesse ».

Apparemment indifférent aux inquiétudes de ses amis anglo-saxons, M. Botha vient de faire voter par son Parlement un budget tablant sur une relance de l'économie malgré les sanctions internationales, avec une augmentation de 23 % des crédits affectés à la défense. Du nouveau matériel contre les émeutes ne suffira pas à conjurer les périls dont la montée alarme Washington à rechercher un règlement global dans la région, en commençant par un dialogue avec Moscou sur le problème angolais.

(Lire nos informations page 4.)

M 0147 - 03180 - 4,50 F



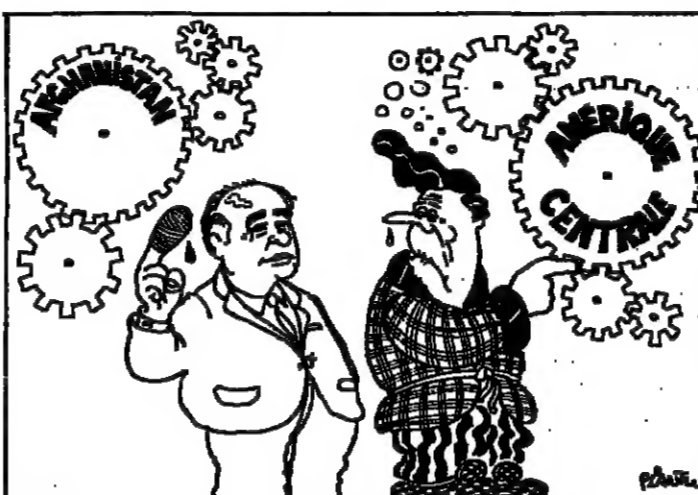
3790147004500 03180

## Brusque aggravation de la situation en Amérique centrale

# Washington envoie des troupes au Honduras après une incursion de l'armée sandiniste

Au Panama, le général Noriega aux abois

Le gouvernement américain a décidé, le mercredi 16 mars, l'envoi d'un contingent de trois mille deux cents militaires au Honduras pour un « exercice de déploiement d'urgence », après la demande d'assistance formulée par ce pays, réagissant à une incursion de l'armée sandiniste, qui avait déclenché la veille une offensive contre la Contra. Au Panama, bien qu'une tentative de putsch militaire ait échoué, le général Noriega est aux abois.



WASHINGTON  
de notre correspondant

Le président Reagan a décidé d'envoyer des troupes américaines au Honduras pour dissuader l'armée sandiniste d'y poursuivre ses opérations en direction des bases de la Contra. Ces troupes ne seront en principe pas appelées à combattre et resteront loin de la frontière. La décision a été annoncée mercredi soir à l'issue d'une journée de rumeurs et de démentis apparemment causés par l'attitude des autorités du Honduras elles-mêmes qui ont tardé à demander formellement l'assistance des Etats-Unis.

JAN KRAUZE

(Lire la suite page 6.)

Un point de vue de M. Edouard Balladur

## L'ardente nécessité d'une confédération RPR-UDF

A propos de la controverse ouverte dans nos colonnes (le Monde du 16 mars) sur les discussions en cours au sein de la majorité pour la constitution d'un grand parti conservateur, le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Edouard Balladur, précise ses orientations dans l'article ci-contre.

Il se déclare partisan de la création d'une confédération nouvelle rassemblant le RPR et l'UDF, mais hostile, en revanche, à la poursuite de toute cohabitation éventuelle après l'élection présidentielle. Ces derniers jours, des dirigeants du PR avaient démenti toute tractation avec le RPR.

Les campagnes électorales sont propices aux simplifications. Celle que nous sommes en train de vivre n'y échappe pas. Mais elle permet aussi, nous aidant à sortir du train ordinaire des jours, de mieux voir les grandes questions de notre vie politique. Est-ce le moment de répondre à ces questions ? Je le crois.

Deux d'entre elles méritent d'être évoquées. Elles concernent, l'une comme l'autre, nos institutions, la meilleure façon de les maintenir, et pour cela de les bien utiliser.

En premier lieu, pourquoi la cohabitation, qui était inévitable en 1986, ne peut-elle que prendre fin en 1988, et pourquoi est-il souhaitable qu'elle prenne fin ?

En second lieu, puisque les deux grands mouvements politiques de la majorité sont et se disent très proches l'un de l'autre, pourquoi présentent-ils chacun un candidat à l'élection présiden-

tielle, et pas un candidat unique, et pourquoi ne se rapprocheraient-ils pas progressivement davantage pour constituer un seul grand courant politique ?

On voudra bien se rappeler qu'en 1983, j'avais indiqué que l'essentiel de l'autorité politique et de la force juridique du pouvoir présidentiel résidait dans l'existence d'une majorité parlementaire unie à lui. Evoquant l'éventualité qu'il pourrait ne pas en être toujours ainsi, j'indiquais qu'en pareil cas les responsables politiques auraient le choix entre deux attitudes : ou bien rechercher l'affrontement, la majorité nouvelle tentant de paralyser le président, le président refusant de tenir compte dans la composition du gouvernement de l'existence d'une majorité nouvelle ; ou bien tenter la cohabitation, ce qui supposait que chacun accepte d'être quelque peu empêché dans la

liberté de ses mouvements et de ses choix.

En pareille hypothèse, l'Assemblée ne renoncera pas plus à son droit de renverser le gouvernement que le président à celui de dissoudre l'Assemblée. Mais, avant d'en arriver là, ils exploseraient, l'un et l'autre, les possibilités d'une certaine vie en commun. Faut-il de quoi, nous courrions le risque de transformer tout changement politique en crise de régime.

Ainsi la Constitution de 1958 démontrerait-elle à la fois son ambivalence et sa faculté d'adaptation : quasi présidentielle, quand le président dispose d'une majorité à l'Assemblée, plus parlementaire quand ce n'est pas le cas. En un tel cas, le premier ministre, charnière entre le Parlement et le président, verrait son rôle s'affaiblir.

EDOUARD BALLADUR

(Lire la suite page 7.)

## Un sondage sur les élèves des grandes écoles

# Les jeunes loups dans la carrière

Avec l'Institut des Etudes politiques de Paris, « le Monde » organise le jeudi 17 mars, un colloque sur « Les cadres dirigeants en l'an 2001 ». Plus de 600 chefs d'entreprise participent à cette manifestation, où sera présenté un sondage « Démoscopie » sur les élèves des grandes écoles.

Face à la réussite, quelle attitude ont-ils, nos surdonnés des concours, brillants produits des grandes écoles à la française ? A quoi peuvent-ils bien nous servir leurs compétences exceptionnelles et peut-on mesurer leur apport, même incidemment, quand notre économie doit subir la concurrence ou s'armer pour d'interminables luttes ?

Réalisé auprès de trois générations d'élèves, entre 1984 et 1986, entre 1974 et 1975 et entre 1964 et 1965, un sondage (1) réalisé par l'Institut français de démoscopie à la demande du Monde et PA Consultants, cabinet de conseil en recrutement a permis d'interroger des anciens de Polytechnique, de l'Ecole cen-

trale de Paris, d'HEC, de Sciences-Po Paris, de l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP), et, en province, de l'Ecole centrale de Lyon.

Cette élite se révèle d'un absolu conformisme. Au-delà des âges, on retrouve la marque d'un milieu presque exclusivement bourgeois et l'imprégnation du moule scolaire. A tel point que le modèle et donc les critères paraissent se transmettre sans heurts apparents, insensibles en tout cas à l'évolution des données environnementales. Ou, encore, que toute spontanéité est étouffée jusqu'au refus d'expression de la moindre déviance. Comme si ces purs fruits de notre enseignement se souciaient d'abord de renvoyer, par leurs opinions, à l'idée que l'on se fait d'eux.

ALAIN LEBEAUCHE

(Lire la suite page 30.)

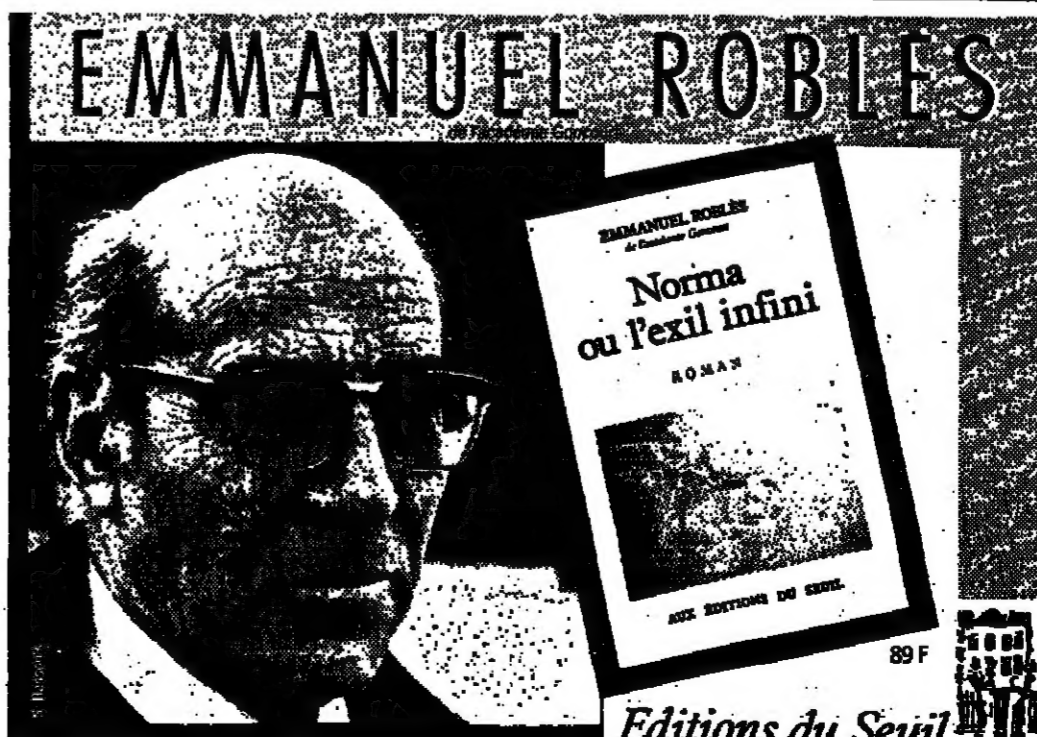
(1) L'échantillon a été constitué à égalité entre les six grandes écoles à raison de 33 % de questionnaires par génération retenue. Au total, quatre cent cinquante interviews téléphoniques d'une durée moyenne de vingt minutes ont été réalisées.

## Le Monde

### LIVRES

Pages 15 à 22

- Nabokov l'enchanté, par Philippe Sollers ; la chronique de Nicole Zand : Quand Nabokov se battait en duel pour Pouchkine.
- Romans : « Le Radeau de la Gorgone », de Dominique Fernandez ; « Autobiographie d'un autre », de François Bott.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « La Tristesse du cerf-volant », de Françoise Mallet-Joris.



Editions du Seuil

## Etranger

IRLANDE DU NORD : l'attentat lors des obsèques des militants de l'IRA

Grenades et coups de feu  
au cimetière de Belfast :  
trois morts, une soixantaine de blessés

La tension était vive jeudi matin à Belfast après l'attentat commis mercredi 16 mars lors des obsèques de trois militants de l'IRA et qui a fait trois morts et une soixantaine de blessés. Les appels au calme sont lancés de toutes parts. Le premier ministre britannique, M<sup>rs</sup> Thatcher, s'est déclaré « choqué et attristé ».

BELFAST  
de notre envoyé spécial

Les corbillards qui avaient amené les corps des trois membres de l'IRA tués à Gibraltar ont servi, mercredi 16 mars, à évacuer précipitamment du cimetière catholique de Belfast-Ouest les victimes d'un tir isolé protestant, qui avait pris pour cible la foule en deuil.

Il était 13 h 30 mercredi. Les funérailles des trois membres de l'IRA tués le 6 mars par les forces spéciales britanniques étaient sur le point de s'achever. Deux cercueils étaient déjà en terre lorsqu'une première grenade a éclaté à proximité de l'endroit où se trouvaient les journalistes. Tout le monde s'est précipité au sol, cherchant refuge derrière les pierres tombales. Six grenades au total ont explosé. Entre deux tombes gisait une jeune femme aux cheveux courts, le visage emporté par les éclats.

On a pu voir alors, à une trentaine de mètres, un homme relativement jeune, barbu, qui courait vers l'extrémité du cimetière en essayant de protéger sa fuite par des rafales de pistolet automatique dirigées sur les jeunes catholiques, qui s'étaient lancés à sa poursuite. Il y a eu de nombreux blessés par balles parmi ces derniers, dont certains avaient moins de quinze ans.

Ce tir isolé a été finalement rejoint près de l'autoroute qui longe le cimetière, et presque lynché. La police, qui jusque-là n'était pas intervenue, a exigé qu'on le lui remette et l'a emmené à l'hôpital. Il s'agit d'un protestant de Belfast-Est, Michael Stone, qui aurait été récemment exclu des rangs de la principale organisation para-militaire loyaliste, l'Ulster Defence Association (UDA). Celle-ci a nié toute responsabilité dans l'attentat. Un second suspect a été arrêté dans la soirée.

Le bilan est très lourd. On dénombrait mercredi soir trois morts et une soixantaine de blessés, dont quatre dans un état grave. M. Gerry Adams, président du Sinn Féin, l'unique politique légale de l'IRA, a tenu à ce que les obsèques se terminent comme prévu et a aussitôt appelé la jeunesse catholique de

Belfast-Ouest à rester calme et à résister aux provocations. Mais dans une conférence de presse, un peu plus tard, il a accusé la police provinciale de « collusion » avec le tueur protestant isolé.

Selon M. Adams, la police n'a pas pu ne pas remarquer la présence sur l'autoroute longeant le cimetière d'une camionnette dans laquelle se trouvaient probablement les grenades et l'arme automatique qui ont servi à l'attentat. Les responsables du service d'ordre du Sinn Féin pensaient eux-mêmes que cette camionnette était un véhicule banalisé de la police.

« Nous sommes certains que la police était au courant et qu'il y a eu collusion », a affirmé le président du Sinn Féin. La police provinciale a fermement démenti un peu plus tard dans l'après-midi. M. Adams a, d'autre part, déconseillé aux personnes présentes au cimetière d'apporter leur témoignage aux autorités. Il a enfin justifié, malgré les circonstances, sa demande que la police et l'armée se tiennent, quoi qu'il advienne, à l'écart des obsèques. « Nous n'en voulons pas aux funérailles des nôtres. Nous n'en voulons pas d'ailleurs non plus dans notre pays », a-t-il conclu.

Autobus et voitures  
incendies

Les obsèques avaient commencé mercredi matin dans le calme le plus absolu, sans un soldat britannique ni un policier en vue, contrairement à d'autres enterrements comparables dans le passé.

Dix mille personnes avaient accompagné jusqu'au cimetière Mairead Farrell, Daniel McCann et Sean Savage dont les corbillards étaient précédés, selon la tradition, par des joueurs de cornemuse. Les cercueils étaient recouverts par le drapeau tricolore irlandais, vert, jaune et orange, mais l'IRA avait respecté son engagement de ne pas apparaître publiquement.

La famille de Mairead Farrell, en délicatesse avec le Mouvement républicain, avait organisé un service religieux à part, mais les trois cercueils avaient été réunis devant l'église Sainte-Agnès, où était dite la messe pour McCann et Savage. Dans son sermon, le curé de la paroisse a évoqué « la colère accumulée devant le traitement du peuple irlandais par la Grande-Bretagne durant les semaines et les mois écoulés ». Il a qualifié de « meurtre » la façon dont les trois membres de l'IRA avaient été tués à

Gibraltar et s'en est pris aux « mensonges » des autorités britanniques concernant les circonstances de leur mort. Il a déclaré aussi que tuer des policiers et des soldats constituait également un « meurtre » condamné par la morale chrétienne.

Malgré les appels au calme de M. Gerry Adams et de la hiérarchie catholique, la jeunesse de Belfast-Ouest a presque aussitôt réagi en mettant le feu à une vingtaine d'autobus, de camions et de voitures individuelles et en barant avec leurs carcasses les principales rues du quartier catholique ainsi que l'autoroute menant à Dublin. Des incidents du même genre ont continué dans la soirée et dans la nuit.

La tension était perceptible mercredi soir à Belfast-Ouest, à la veille de la plus importante fête de l'année, la Saint-Patrick, qui est ici célébrée. De petits groupes désarmés se tenaient aux carrefours.

Sur les hauteurs, à White-Rock-Road, les jeunes gens du voisinage regardaient tranquillement un autobus brûler. « La police ne vient pas, elle a trop peur », commentait l'un d'entre eux. De très jeunes enfants jouaient à la lueur du brasier. Il n'y avait de fait aucun policier en vue.

Sur Falls Road, la rue principale du quartier catholique, des patrouilles militaires avaient pris position à quelque distance des véhicules incendiés, mais n'intervenaient pas. Des scènes comparables ont eu lieu mercredi soir à Londonderry dans les quartiers catholiques du Bogside et de Craigavon.

Les occasions d'affrontement ne manquent pas dans les jours qui viennent. Les obsèques de Kevin McCracken, un militant de l'IRA tué lundi dans un échange de coups de feu avec des soldats britanniques, devaient avoir lieu jeudi en fin de matinée. Il y aura ensuite les funérailles des trois victimes de l'attaque contre le cimetière.

Cette dernière a eu lieu quasiment en direct devant les caméras de télévision mais la personnalité du tueur protestant reste mystérieuse. A-t-il été réellement rejeté par l'UDA, la principale organisation paramilitaire protestante ? Celle-ci a connu récemment de graves dissensions internes. Son numéro deux, M. John McMichael, a été tué le 25 décembre dernier par l'IRA. Son président depuis quinze ans, M. Andy Tyrre, a démissionné de ses fonctions le 11 mars après avoir échappé cinq jours plus tôt à un attentat à la voiture piégée commis apparemment par ceux qui, au sein de son organisation, lui reprochent sa mollesse dans la lutte armée.

DOMINIQUE DHOMBRES.

URSS

Cent sept intellectuels demandent à M. Gorbatchev  
de faire ériger un monument  
à la mémoire des victimes du stalinisme

MOSCOU  
de notre correspondant

Cent sept des plus hautes personnalités de la culture et de la presse soviétique ont récemment adressé une lettre commune à M. Gorbatchev pour lui demander que le comité central accorde son soutien à l'érection d'un monument à la mémoire des victimes de la répression stalinienne.

Lancée à la fin de l'année dernière, cette idée de mémorial avait déjà reçu le soutien de nombreux intellectuels de renom, de la *Literaturnyia Gazeta*, l'organe de l'Union des écrivains, et de cinq mille signataires d'une pétition qui continue à circuler dans plusieurs instituts et salles de spectacles. L'envoi de cette lettre à M. Gorbatchev n'en marque pas moins la confirmation solennelle de l'attitude politique de l'intelligentsia aussi bien vis-à-vis du processus de « restructuration » que dans le débat, chaque jour plus vif, sur le mouvement de réécriture de l'histoire soviétique depuis un an par la « transparence ».

C'est en effet la première fois qu'un grand nombre de personnalités incarnant les efforts et les espoirs de libéralisation se résolvent à entreprendre une démarche politique commune. De fait, s'expriment ainsi les contours d'une partie du mouvement qui n'est plus seulement la simple addition des partisans les plus décidés de la « perestroïka » et de la « glasnost », mais déjà un courant, sans aucune forme d'organisation, ressentant plus nettement qu'auparavant le besoin de montrer son poids pour mieux se faire entendre.

Le front  
du refus

Il s'agit là d'une telle nouveauté que la plupart des signataires ont exigé que leur nom ne soient pas rendus publics et qu'aucune citation directe de leurs noms ne soient pas rendus publics et qu'aucune citation directe de leur lettre ne puisse être donnée.

On devra donc se contenter d'indiquer ici que, outre les signatures, sans surprise, d'Elém Klimov, président de l'Union des écrivains, et de romanciers aussi connus qu'Anatoly Ribakov, on relève celles de huit académiciens ou membres correspondants de l'Académie, six directeurs de théâtre et quatre rédacteurs en chef de journaux ou revues officiels, dont celui de *Novy Mir*, Sergueï Zalyguine.

Les frontières entre ce qui est officiel et ce qui ne l'est pas s'érodent ainsi un peu plus encore, car, si l'on peut, par facilité, classer des artistes ou des écrivains dans la catégorie des esprits critiques, on peut le faire moins facilement avec des académiciens et certainement pas avec des responsables de la presse.

Depuis les débuts de l'ère Gorbatchev et depuis un an plus particu-

lièrement, les vives frontières tendent à partager conservateurs et réformateurs, et c'est la raison pour laquelle les nouveaux clubs politiques « informels » tiennent tant à n'être jamais assimilés à la dissidence des années brejnevienne.

Il s'agit pour eux, comme pour beaucoup d'intellectuels et de journalistes, d'essayer au contraire de donner au gorbatchévisme et à M. Gorbatchev lui-même la base sociale qui leur manque si évidemment face à ce gigantesque front du refus dans lequel se retrouvent tous ceux qu'épouvante les réforme — de donner, en un mot, au secrétaire général les moyens de peser plus lourd dans les rapports de forces politiques.

Ce n'est, à cet égard, un secret pour personne que M. Gorbatchev aurait souhaité, en novembre dernier, à l'occasion des cérémonies du sixième centenaire de la révolution, aller plus loin qu'il ne l'a pu dans la réévaluation officielle de l'histoire du régime. Il l'aurait souhaité par conviction peut-être mais certainement aussi par conscience de l'absolue nécessité de canaliser le débat sur l'histoire avant qu'il ne dépasse totalement les limites qu'il peut lui-même accepter.

Renforcer  
la confiance

En est-il encore temps ? On serait tenté de penser que non quand, du point de vue de la confiance, on voit s'organiser, parmi les érudits et en histoire, ici un groupe de « socialistes-révolutionnaires » (les SR du début du siècle) et là une amicale anarchiste dévouant Makhou et Bakounine. Si supposait soient ces phénomènes, ils n'en demeurent pas moins, jusqu'à présent tout à fait marginaux.

Le pouvoir serait, par conséquent, même de replacer cette soif de savoir sous la bannière unique du retour au libéralisme ; et ce n'est en réalité rien d'autre que suggérer les cent sept signataires de la lettre.

Le mot qui on puisse dire pour- tant est qu'il s'agit de la terre battue en demandant à M. Gorbatchev de

seulement le soutien du parti à l'érection du mémorial, mais aussi l'enregistrement officiel du Comité d'initiative publique qui s'est formé dans ce but : l'organisation d'une conférence à la fin de l'année sur l'histoire des années stalinienne et l'ouverture enfin d'un centre de recherches, avec musée et bibliothèque, sur cette période. Khrouchtchev avait aussi, au vingt-deuxième congrès de 1961, demandé un monument aux victimes du stalinisme — une proposition qui fut vite oubliée.

L'ensemble de ces mesures, écrit-vent les cent sept, recevraient un grand soutien populaire, dont témoignent déjà, selon eux, l'apparition de plusieurs comités d'initiative locaux et permettraient de former la conscience des nouvelles générations pour que la terreur ne puisse plus se reproduire. Ces mesures permettraient également, soulignent-ils en conclusion, de renforcer la confiance de l'opinion internationale dans les propositions soviétiques de démocratisation du monde.

Mardi soir, dans une interview aux *Izvestia*, le commandant en chef du district militaire de Moscou, le général de corps d'armée Vladimir Arkhipov, s'élevait vigoureusement contre les « critiques » dont sont l'objet deux de ses prédécesseurs, morts aujourd'hui, les maréchaux Boudenny et Vorochilov. Grandes figures de l'histoire soviétique, ces deux maréchaux ont pour caractéristique commune d'avoir non seulement traversé sans encombre les différentes purges des années 30 et 40, mais d'avoir été aussi deux des principaux chefs militaires sur lesquels Staline s'est appuyé durant la guerre après avoir décapité l'état-major.

« On oublie [leurs] mérites », se plaint donc le général Arkhipov en déclarant : « Ils ont commis des erreurs, oui, ils en ont commis, mais à quoi bon, en posant des questions ? Pour me poser la question, je ne comprends pas en ce moment. » C'est la première fois qu'un officier supérieur intervient dans le débat sur l'histoire.

BERNARD GUETTA.

agent de nouvelles des troubles en Ouzbékistan (Asie centrale soviétique), selon le quotidien local *Fravde Vostoka*. « Certains extrémistes tentent d'essayer la situation », et les troubles causés ont été provoqués par « des éléments marginaux », rapporte le journal.

« Rassemblement à Paris à la mémoire des victimes arméniennes. — Un rassemblement de recueillement à la mémoire des victimes des massacres anti-arméniens de février-mars en Arménie aura lieu vendredi 18 mars, de 18 h 30 à 20 heures, sur la parvis de Notre-Dame à Paris, à l'appel d'un collectif de cent Arméniens, dont plusieurs artistes et intellectuels (Association le Triangle imaginaire, 60, rue Edouard-Mercat, 75002 Paris).

## LONG COMME UN JOUR SANS POINTS



## COLLECTION DE POCHES POINTS ROMAN SEUIL

ONG  
Agota Krte  
Le grand  
cahier  
COLLECT

## Proche-Orient

La visite de M. Shamir à Washington et les affrontements dans les territoires occupés

### M. Reagan réaffirme solennellement que les Etats-Unis ne renonceront pas à leur plan de paix

WASHINGTON  
de notre correspondant

Les conversations du premier ministre israélien à Washington se sont déroulées selon le scénario attendu. M. Itzhak Shamir a évité de rejeter formellement le plan de paix américain, mais il n'a accepté aucun de ses éléments. Il a, en revanche, ressuscité une autre idée, qui n'a aucune chance d'être acceptée : des conversations directes avec la Jordanie, qui seraient précédées par une cérémonie inaugurale à laquelle participeraient l'URSS et les Etats-Unis.

De leur côté, les Américains ont fermement répété qu'ils n'étaient pas prêts à laisser mettre en pièces leur plan — mais ils ont fait semblant de croire que telle n'était pas l'intention de M. Shamir. Ils ont à nouveau exclu toute pression sur Israël, et évité toute appréciation négative sur la manière dont l'Etat juif se comporte dans les territoires occupés.

L'élément le plus « neuf » de ces deux journées d'entretiens, mardi et mercredi 15 et 16 mars, est sans doute le ton particulièrement ferme employé par le président Reagan dans le discours qu'il a prononcé avant de recevoir M. Shamir à déjeuner, et après avoir eu un assez long entretien avec lui : « Qu'il soit bien clair, a déclaré M. Reagan, que les Etats-Unis ne découperont pas cette initiative [le plan Shultz] en morceaux, et ne l'abandonneront pas ».

M. Reagan a poursuivi par un avertissement solennel : « Ceux qui diront non au plan américain — et le premier ministre [israélien] n'a pas utilisé ce mot — n'ont pas besoin de

nous répondre à nous. Il faudra qu'ils se disent à eux-mêmes et qu'ils disent à leur peuple pourquoi ils ont rejeté un plan réaliste et sensé destiné à permettre des négociations ».

Rarement — jamais peut-être — pareil ton n'avait été utilisé par un membre de l'administration, à plus forte raison par le président Reagan lui-même, à l'égard d'un responsable israélien.

Il est donc clair que le gouvernement américain n'est pas prêt à admettre les arguments utilisés par M. Shamir (qui a déjà dit, mais pas à Washington, que le seul mot acceptable pour lui dans le plan Shultz était la signature du secrétaire d'Etat), mais il est tout aussi clair que les Etats-Unis s'abstiendront de toute action susceptible de traduire dans les faits leur ressentiment ou leur amertume à l'égard de leur ami israélien.

#### Marcher sur des œufs

L'un des sujets évoqués au cours des entretiens de M. Shamir avec ses divers interlocuteurs (le président, M. Shultz, mais aussi les secrétaires à la défense et au Trésor) est d'ailleurs au renforcement de l'alliance stratégique avec Israël, et il semble que des accords nouveaux aient été conclus en ce sens.

Les explications données par un « haut responsable » américain après la rencontre entre MM. Reagan et Shamir ont d'ailleurs bien montré à quel point la partie américaine avait le souci de ménager ses interlocuteurs israéliens, de ne pas les mettre le dos au mur ni même en

situation inconfortable devant la presse et l'opinion américaines. Ainsi, le « haut responsable », semblait marcher sur des œufs, a obstinément refusé de dire si le président Reagan avait évoqué devant M. Shamir l'idée d'un « échange de territoires contre la paix » (qui est pourtant à la base du plan Shultz) ou si M. Reagan avait abordé la question de la répression dans les territoires occupés. En revanche, il a annoncé que les deux dirigeants avaient parlé des juifs soviétiques et de la « qualité de la vie ».

En fait, il semble que les conversations aient surtout porté sur le premier élément du plan Shultz — une conférence internationale, avec la participation des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, qui permettrait d'ouvrir la voie à des négociations israélo-jordanaises.

M. Shamir a émis « de fortes réserves » à ce sujet — manière de dire qu'il rejette le projet, — mais il a repris l'idée qu'il avait déjà exposée à M. Shultz à l'automne (et que la Jordanie avait catégoriquement rejetée) : une conférence à laquelle participeraient, outre les parties concernées au Proche-Orient, l'URSS et les Etats-Unis. Mais, dans l'esprit de M. Shamir, il s'agit d'une réunion purement permanente du Conseil de sécurité, qui permettrait d'ouvrir la voie à des négociations israélo-jordanaises.

Le premier ministre israélien a même déclaré qu'il serait disposé, pour cette « cérémonie », à se rendre à Moscou (où se trouve le prochain sommet Reagan-Gorbatchev, vers la fin mai), en ajoutant, avec un petit clin d'œil : « Je n'ai jamais été à Moscou ».

JAN KRAUSE.

### Loin de la diplomatie une sanglante « routine »

RAMALLAH (Cisjordanie)  
de notre envoyé spécial

Les regards sont las, les visages fatigués. En cette seconde journée consécutive de grève générale, une dizaine de Palestiniens discutent sur le devant de leur porte, mercredi 16 mars, au cœur de Ramallah, à quelques kilomètres de Jérusalem. Les propos sont désabusés — « Toujours rien, pas le moindre signe de négociation, rien », — mais le ton n'est pas à la démolition.

Pas un de ces pères de famille tranquilles pour blâmer la mystérieuse « direction unifiée du soulèvement » qui jour après jour depuis plus de trois mois, multiplie les appels à l'action. Pas un mot non plus à l'encontre des shabab — les jeunes — qui, à quelques centaines de mètres de là, dans un de ces camps aux acroches obstruées par des bidons de ciment, mènent leur habituelle guérilla contre une unité de Golanis : jets de pierres sur la route puis retrait précipité dans les ruelles du camp lorsque les soldats font mine d'avancer ; et le va-et-vient se poursuit des heures durant.

Le soleil est éclatant. On commente les récents « bombages » à la peinture rouge sur les murs alentour ; des slogans

du PC palestinien : « Soutenez le mouvement ! ». On lève à peine la tête quand un adolescent débouche en courant devant une jeep de l'armée tous phares allumés. Routine, tout fait partie de la routine, la mairie fermée, les maisons portes closes, les patrouilles de l'armée, les conciliabules pour trouver de l'essence, ça et là la fumée noire de quelques pneus enflammés, et aussi les équipes de télévision...

#### « Année scolaire fichue »

La grève générale paraît avoir été largement observée. Seuls la poste et l'hôpital sont ouverts. Très peu de Palestiniens sont allés travailler en Israël. « Même si on avait voulu, les transports publics ne marchent pas, et il n'y a plus d'essence pour la voiture. »

Alors, on devise entre voisins inactifs, pas militants mais tout de même solidaires du mouvement. Le milieu est petit-bourgeois, on porte veston et cravate, et l'un des sujets d'inquiétude et d'éducation : « Voilà des semaines, des mois, que les écoles sont fermées, l'année scolaire est fichue », dit un père de famille en désignant un groupe d'adolescents oisifs. Lui, travaille dur, expatrié depuis

douze ans pour aller ouvrir une épicerie à Brooklyn (New-York). « Ça marche plutôt bien. » Comme chaque année, il est revenu à la maison (refaite à neuf) voir la famille. Il exhibe un passeport américain estampillé d'un visa de trois mois, « comme pour un touriste, alors que je suis né ici, dans cette maison ».

La radio égrène un premier bilan de cette journée de grève générale. Longue liste d'affrontements avec l'armée : deux morts dans le camp de Nur Shams, à Tulkarem (dont un homme de soixante ans, apparemment asphyxié après avoir inhalé des gaz lacrymogènes) ; un mort dans le village de Yabad (nord de la Cisjordanie) et un autre dans le village de Nazlat Issa ; dix blessés à Hébron, d'autres à Jelazoun (près de Ramallah) où le couvre-feu a été décrété, et incidents multiples dans la bande de Gaza.

La radio suit pas à pas M. Shamir à Washington : « petit déjeuner décisif à la Maison Blanche [...] Conversations franches, ambiance amicale [...] Aucune pression exercée sur le premier ministre ». Mais, en ce jour de grève générale, l'actualité diplomatique paraît un peu surréaliste, lointaine, comme sans véritable lien avec la routine du « soulèvement ».

ALAIN FRACHON.

#### ÉGYPTÉ

### Les étudiantes islamistes pourront se voiler la face légalement

Le Conseil d'Etat égyptien vient de donner raison aux islamistes en ce qui concerne le port du « neqab », le voile des modernistes musulmanes, qui ne laisse apparaître que les yeux, cachés derrière des lunettes sombres.

Doublé d'amples robes ne laissant pas deviner les contours du corps, il avait été interdit à l'université pour des raisons politiques et pratiques. Cette mesure, adoptée par le président Sadate avant son assassinat par un commando islamiste en 1981, visait à interdire l'accès du campus aux modernistes musulmanes, qui avaient fait de la djellaba et du neqab leur uniforme.

Côté pratique, le neqab pose le problème du contrôle

d'identité. Des surveillants à la faculté de droit ont récemment découvert un avocat barbu qui, derrière son neqab, passait l'examen à la place de sa sœur.

Un membre du groupe terroriste Al Djihad (guerre sainte) a failli s'échapper de prison grâce à un neqab introduit en fraude. Il a finalement été traqué sans succès. Il chausseit du 45.

La décision du Conseil d'Etat, si elle fait le bonheur des ultras islamistes, qui réclamaient « l'imposition d'un uniforme islamique à l'université », a été en revanche mal accueillie par les milieux modernistes égyptiens.

A. B.

#### Le conflit entre l'Iran et l'Irak

### La « guerre des villes » a atteint une intensité sans précédent

Téhéran a été touchée par vingt-trois missiles irakiens depuis dimanche et, dans la seule journée de mercredi 16 mars, les deux belligères ont échangé plus de vingt décollages : non seulement les différents appels de la communauté internationale aux deux pays n'ont pas été entendus, mais les bombardements des zones civiles ont atteint une intensité sans précédent. Aucun bilan précis de cette nouvelle « guerre des villes », qui dure depuis le 28 février et n'a connu, depuis, qu'une brève trêve, n'a été communiqué par Bagdad. Ces tirs ne sont pas accompagnés de bombardements aériens, et la radio iranienne a fait état de soixante-dix morts mercredi.

Le Conseil de sécurité des Nations unies est revenu à la charge, mercredi, pour exhorter une nouvelle fois l'Irak et l'Iran à mettre un terme à leur « guerre des villes ». Quelques heures plus tard, toutefois, Bagdad annonçait avoir tiré son vingt-troisième missile sur Téhéran et l'Iran avait lancé douze fusées sur l'Irak.

Dans son appel de mercredi, le Conseil de sécurité a également donné son appui à une nouvelle initiative du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, pour tenter d'obtenir un arrêt total des hostilités et convoquer les deux parties à donner enfin des réponses « claires et sans ambiguïté » sur leur acceptation de la résolution 598 adoptée, le 20 juillet dernier par le Conseil. Cette résolution exige un cessez-le-feu immédiat et le retrait sans délai des forces des deux pays sur les frontières internationalement reconnues. Si l'Irak s'est affirmé disposé à se plier à cet appel, l'Iran s'est gardé de l'accepter ou de la refuser dans son ensemble, réclamant une inversion des priorités : que l'« agresseur » — donc, à ses yeux, Bagdad — soit avant tout « condamné ».

Les nombreux efforts déployés par M. Perez de Cuellar n'ont pas permis jusqu'à présent d'aboutir au moindre résultat. Mercredi, les membres du Conseil ont manifesté leur détermination à envisager, le cas échéant, des « mesures

efficaces » (des sanctions obligatoires), comme le prévoyait la résolution 598, pour faire pression sur les belligères. Des sanctions que les Occidentaux auraient aimé prendre depuis déjà un certain temps, mais sur lesquelles l'ONU n'a pu se mettre d'accord étant donné la réticence de l'Union soviétique ainsi que de la Chine.

#### Armes chimiques

Sur le terrain, « guerre des villes » et bombardements aériens se sont accompagnés d'une offensive terrestre lancée mardi par l'Irak dans le nord-est de l'Irak, dans la région de Sulaymaniyah. Selon un bilan fourni mercredi soir par Radio-Téhéran, cette opération, Aurora-10, aurait fait plus de trois mille victimes — morts et blessés — dans les rangs irakiens. Les forces iraniennes auraient pris plusieurs localités, dont Khor-mal. Les autorités iraniennes ont expliqué que cette offensive — Aurora 9 avait été déclenchée en février 1986 dans la même région — avait été lancée « en représailles

aux agressions irakiennes contre des zones résidentielles en Iran et dans le but de casser la machine de guerre ennemie ».

Téhéran a, par ailleurs, accusé l'aviation irakienne d'avoir utilisé des armes chimiques près de la zone des combats mardi et mercredi.

A Moscou, le ministère soviétique des affaires étrangères a estimé que l'Iran utilisait « peut-être » des missiles de fabrication soviétique pour bombarder les villes irakiennes. « L'Iran utilise peut-être des fusées soviétiques fournies par la Libye », indique le ministère, cité par l'hebdomadaire Les Nouvelles de Moscou. « Ces fusées, toujours selon le ministère des affaires étrangères, ont été envoyées à la Libye il y a longtemps, et, si leur transfert en Iran a eu lieu, ce serait une violation de l'accord de vente ».

La semaine dernière, l'URSS avait reconnu avoir fourni des missiles à l'Irak, affirmant toutefois que leur portée ne leur permettait pas d'atteindre Téhéran, et évoquant « l'éventualité de leur modernisation par l'Irak ». — (AFP, Reuter.)

## LONG COMME UN JOUR SANS POINTS



COLLECTION DE POCHES POINTS ROMAN dirigée par Jean-Marc Roberts SEUIL

هنا من الاصل

## Asie

## L'incident naval sino-vietnamien

Il s'agit « d'un conflit peu important »  
nous déclare le ministre chinois  
des affaires étrangères

Le Vietnam a proposé jeudi 17 mars à la Chine d'ouvrir des « pourparlers » sur le problème de l'archipel des Spratleys, où vient de se dérouler un incident naval, ainsi que sur les autres questions frontalières, a annoncé le porte-parole du ministère vietnamien des affaires étrangères.

La Chine avait fait état, mercredi, de blessés en nombre indéterminé au cours de l'incident, nous indique notre correspondant à Pékin Francis Deron. Le Vietnam, de son côté, avait affirmé que les deux navires chinois avaient été mis deux de ses bateaux en feu et qu'un troisième avait été ensuite attaqué lorsqu'il avait tenté de se porter à leur secours.

Selon l'analyse de diplomates occidentaux à Pékin, il semble bien que la Chine ait décidé, ces derniers temps, de crever le vif abcès de la dispute sur les Spratleys, afin de contrecarrer une présence vietnamienne accrue dans l'archipel et éviter ainsi l'instauration d'un statu quo à son détriment. Pékin ne veut pas être amené, à la faveur d'une hypothétique baisse de la tension régionale, à devoir troquer sa propre souveraineté sur ces îles contre celle que Hanoi conteste également, sur l'archipel des Paracels, dans le nord de la mer de Chine méridionale. D'autant que l'aviation chinoise n'a nullement les moyens de couvrir en permanence ces îlots et récifs (certains d'entre eux sont même situés sous le niveau de la mer) situés à quelque 1 600 kilomètres de la base aérienne chinoise la plus proche.

Avant de s'embarquer pour Pékin après un court séjour à Paris, le ministre chinois des affaires étrangères s'est efforcé, mercredi, de minimiser la portée de l'incident. Répondant aux questions du Monde, il a parlé d'« accrochage », de « conflit pas très important », et a souligné qu'« il ne présente pas d'ampleur ». M. Wu Xueqian a attribué clairement la responsabilité de l'incident au Vietnam, qui a ouvert le feu, selon lui, sur une mission océanographique faisant des recherches pour le compte de l'UNESCO. Il n'a pas parlé de présence militaire chinoise.

M. Wu a refusé de lier l'incident des Spratleys à la crise cambodgienne. A ce propos, il a réaffirmé la confiance de Pékin au prince Sihanouk et a répété que la solution à ce conflit passait par le retrait des troupes vietnamiennes et un dialogue direct entre le prince et Hanoi. La Chine est en faveur d'un gouvernement khmer « composé de plusieurs fractions, dirigé par le prince ».

sous une garantie internationale à laquelle la Chine est prête à participer. « La communauté internationale, le peuple cambodgien et la Chine, a-t-il précisé, n'accepteront pas que le régime Heng Samrin [...] ou les Khmers rouges constituent la force prépondérante d'un futur gouvernement ».

La crise  
du Tibet

M. Wu a, d'autre part, eu des mots très durs envers le dalaï-lama, dix jours après les émeutes anti-chinoises de Lhassa : « Il se prend pour une personne importante. Il tente de négocier avec des pays tiers sur le prétendu problème de l'indépendance du Tibet. Il n'a aucune qualité pour cela, et ses agissements sont totalement condamnables. En réaffirmant avec force la position traditionnelle de Pékin au lendemain des affrontements de Lhassa, M. Wu semble avoir voulu mettre un terme aux spéculations selon lesquelles la Chine pourrait modifier sa politique au Tibet dans le sens de l'apaisement et souhaiterait rouvrir le dialogue avec le dalaï-lama.

« Si le dalaï-lama veut rentrer en Chine, il sera le bienvenu — en tant que personnalité religieuse — et, s'il veut repartir, nous le lui permettrons », a poursuivi M. Wu. Mais, ces dernières années, il s'est comporté en réfugié politique et non en représentant de la division de la patrie, diffusant la Chine et déformant la réalité en Chine et au Tibet. En octobre dernier, il a lancé aux Etats-Unis de nombreux slogans anti-chinois qui ont été très vite repris au Tibet. Il est facile d'imaginer ce qu'il ferait s'il retournait au Tibet. » Pékin demeure donc toujours opposé au retour du dalaï-lama à Lhassa.

Au cours de son séjour à Paris, M. Wu s'est entretenu avec M. Jean-Bernard Raimond. Le ministre chinois a estimé que les relations franco-chinoises avaient de « grandes potentialités », et il a souhaité qu'elles progressent dans les domaines culturel et de coopération scientifique, technique et économique. Les deux ministres ont souligné leur convergence d'intérêts sur les grands problèmes mondiaux. Il ont enfin parlé des projets de construction de nouvelles ambassades, destinées à manifester de façon visible la qualité des relations bilatérales, ainsi que de la possibilité d'ouvrir un consulat de France à Canton, où résident plusieurs centaines d'hommes d'affaires et de techniciens français et leurs familles.

PATRICE DE BEER.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

## ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 — Tapez LEMONDE, code d'accès ABO

365 jours par an, 24 heures sur 24

## ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. — SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 — Tapez LEMONDE

Impression

7, rue de la

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles

sous accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

## Afrique

## RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Attentat meurtrier alors que la Cour suprême  
se prononce sur le sort des « six de Sharpeville »

Trois personnes ont été tuées et au moins seize autres blessées, le jeudi 17 mars, par l'explosion d'une bombe devant le bâtiment abritant le palais de justice et un commissariat de police de Krugersdorp, à 30 kilomètres à l'ouest de Johannesburg.

Treize des blessés sont de race blanche. La police n'a pas confirmé l'information selon laquelle l'explosion est due à une voiture piégée, mais elle a précisé avoir repéré

une voiture fuyant à grande vitesse avec des occupants noirs à bord.

Cette explosion survient à la veille de l'exécution prévue des « six de Sharpeville » — cinq hommes et une femme — reconnus coupables d'avoir participé, avec une foule d'une centaine de personnes, au massacre du maire adjoint du ghetto noir de Sharpeville.

En dépit des pressions internationales, le président Pieter Botha n'interviendra pas

personnellement en faveur des condamnés, et il l'a fait savoir mercredi à l'archevêque Desmond Tutu, lors d'un entretien de quarante minutes. Il a fait remarquer au Prix Nobel de la paix que la reconsidération du cas de ces six personnes ne pouvait provenir que de la décision de la Cour suprême de Pretoria si de nouveaux éléments étaient mis au jour.

Cette juridiction devait prendre une ultime décision jeudi.

## Un dossier d'accusation peu convaincant

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

« Je dois admettre, pour les besoins du jugement, qu'il n'a pas été prouvé, pour chacun des six accusés, convaincus du meurtre, que leur conduite a contribué directement à la mort de la victime. » Le magistrat qui s'exprime ainsi n'est autre que celui de la cour d'appel qui, dans un arrêt en date du 1<sup>er</sup> décembre 1987, a confirmé le jugement de condamnation à mort de décembre 1985. On ne peut être plus clair. Il n'a pu, en effet, être établi de façon formelle que les accusés avaient été à l'origine du meurtre, le 3 septembre 1984, du maire adjoint de Sharpeville, une cité noire située à 70 kilomètres au sud-est de Johannesburg. Les six se sont donc vu infliger la peine capitale pour complicité. La seule question qui se pose, sur la plan strictement juridique, est de savoir si le lien de causalité peut exister quand le ou les auteurs principaux du crime n'ont pu être identifiés. En d'autres termes, peut-on être complice d'un meurtre, si horrible soit-il, sans coupable reconnu ?

Un point de droit qui a fait dire à un juriste, M. Edwin Cameron, que, « pour la première fois dans la loi sud-africaine, un lien de causalité non établi pouvait néanmoins permettre d'être convaincu de meurtre ». Tel est le cœur du débat, au-delà des campagnes et des pétitions pour épargner la corde à ces cinq hommes et à cette femme, dont les mouvements anti-apartheid ont fait des « patriotes ».

Tous ont été arrêtés bien après les événements du 3 septembre 1984, au premier jour d'une révolte qui allait embraser la plupart des Townships du pays pendant plus de deux ans. L'un d'eux fut même interpellé cinq mois après la mort du conseiller municipal Khuzwayo Dlamini, lapidé avant que son corps inerte soit brûlé par une foule en colère qui protestait contre les hausses de loyer. Une foule estimée à mille personnes qui fut, dans un premier temps, dispersée par la police après avoir jeté des pierres contre la maison de Dlamini. Quinze minutes plus tard, les manifestants sont revenus et ont incendié le bâtiment, après que son occupant eut tiré sur les assaillants, blessant l'un d'entre eux.

Dans une telle situation, il est bien difficile de savoir qui a fait quoi et quels sont ceux qui ont effec-



PANCY

Le Conseil de sécurité demande  
un sursis à exécution

Dans une résolution adoptée à l'unanimité, le mercredi 16 mars, le Conseil de sécurité des Nations unies demande aux autorités sud-africaines de « surseoir à l'exécution et de commuer les peines de mort imposées aux six de Sharpeville ». Il appelle en outre tous les Etats et organisations à user de leur influence et à prendre d'urgentes mesures, conformément avec la charte de l'ONU, les résolutions du Conseil et les conventions internationales, pour sauver les condamnés.

Le secrétaire d'Etat George Shultz a téléphoné mercredi au ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, pour demander la clémence.

Le président du Parlement européen, lord Plumb, a également demandé la grâce, au nom de l'Assemblée de la CEE.

De son côté, M. Mitterrand a adressé un télégramme au président Pieter Botha.

« L'annonce de l'exécution prochaine de six jeunes Sud-Africains condamnés en décembre 1985 pour leur participation à des incidents graves à Sharpeville suscite dans l'ensemble de l'opinion publique française une émotion et une indignation dont je me fais l'écho auprès de vous et que je partage entièrement », écrit notamment M. Mitterrand en demandant la « clémence » pour les condamnés.

Pour sa part, M. Jacques Chirac « a appris avec émotion et inquiétude la nouvelle de l'exécution prochaine des six jeunes Sud-Africains de Sharpeville », indique mercredi un communiqué de l'hôtel Matignon. « Une telle décision, si elle devait être appliquée, susciterait la réprobation de l'opinion publique en France. Les autorités sud-africaines doivent en être conscientes. Le président Botha ne doit pas rester sourd aux appels à la clémence qui lui ont été adressés, notamment par les gouvernements de la Communauté européenne », ajoute ce communiqué.

## Diplomatie

## Après le discours de M. Gorbatchev à Belgrade

Washington accueille avec réserve l'idée  
d'un « gel » des forces en Méditerranée

Les Etats-Unis ont accueilli avec réserve la proposition formulée mercredi 16 mars à Belgrade par M. Gorbatchev d'un « gel » des forces navales soviétiques et américaines en Méditerranée (nos dernières éditions datées du 17 mars).

M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat, a souligné que les Etats-Unis « ont des intérêts importants à protéger en Méditerranée et un engagement fondamental envers leurs alliés de l'OTAN ».

« Toute proposition de ce genre, a-t-il ajouté, doit être examinée à la lumière de ces considérations fondamentales de sécurité ».

Dans le discours qu'il a prononcé devant le Parlement fédéral yougoslave, M. Gorbatchev avait suggéré l'arrêt de l'accroissement, à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain, du nombre

des navires et du potentiel des forces navales des Deux Super-Grands en Méditerranée, avant de fixer des « plafonds » pour ces unités.

Cette initiative soviétique n'a donc rien de particulièrement spectaculaire, comparée à la proposition du 26 mars 1986 d'un retrait simultané des flottes de guerre soviétique et américaine de Méditerranée, relancée par les observateurs. M. Gorbatchev s'est d'ailleurs borné à rappeler brièvement cette initiative antérieure du Kremlin, estimant qu'un « gel » ne devait constituer qu'un premier pas.

Le refus alors opposé par Washington à la proposition de retrait s'explique par l'insécurité supérieure de la VI<sup>e</sup> flotte (environ 500 000 tonnes) sur la IV<sup>e</sup> escadre déployée par l'URSS (quelques 180 000 tonnes selon les estimations occidentales).

## La négociation d'un règlement en Afghanistan

## Polémiques à Genève

La négociation de Genève continue de plâtrer. Revenant sur leur engagement de ne pas polémique en public, les chefs des délégations de Kaboul et d'Islamabad ont entrepris, mercredi 16 mars, par presse interposée, un véritable dialogue de sourds sur les points encore litigieux, s'accusant mutuellement de « tactique dilatoire » et de « manœuvre de diversion ».

Entre-temps, sur sa demande, l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, M. Jack Mallock, a été reçu par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze. Ce dernier, selon l'agence Tass, a « émis l'espoir que l'administration américaine adopte enfin une approche responsable qui permettrait une rapide entrée en vigueur des accords de Genève » et « liquiderait un foyer sérieux de tension dans les relations internationales et soviéto-américaines ».

M. Chevardnadze doit séjourner à

Washington du 20 au 23 mars pour préparer le prochain sommet soviéto-américain.

Pour sa part, le département d'Etat américain s'est déclaré « déçu » par l'éventuel report du retrait de l'armée rouge d'Afghanistan, son porte-parole qualifiant d'« arbitraire » la date du 15 mars, fixée pour Moscou par la conclusion d'un accord à Genève.

Enfin, l'ambassadeur soviétique à Kaboul, M. Pavel Mojavev, membre du comité central du PC, a été remplacé par une personnalité d'un rang inférieur, M. Nikolaï Egorytchev, vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie soviétique depuis 1986.

« Un journaliste italien condamné à sept ans de prison à Kaboul. — Fausto Biloslavo, de l'agence Albatros (Trieste), journaliste italien capturé en Afghanistan voilà près de trois mois, alors qu'il accompagnait un groupe de résistants, a été condamné, le mercredi 16 mars, à sept ans de prison par un tribunal de Kaboul. Fausto Biloslavo, qui s'est rendu plusieurs fois en Afghanistan, a été accusé d'« espionnage au profit d'une puissance étrangère », selon l'agence Tass.

**ETUDES DANS UNE GRANDE UNIVERSITÉ USA**

Pour améliorer son anglais ou préparer tous diplômes. Réduction d'impôt et formalités Doc. contre 3 timbres.

**UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.**  
U.S.A.-France-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Nanterre. 47.22.94.94

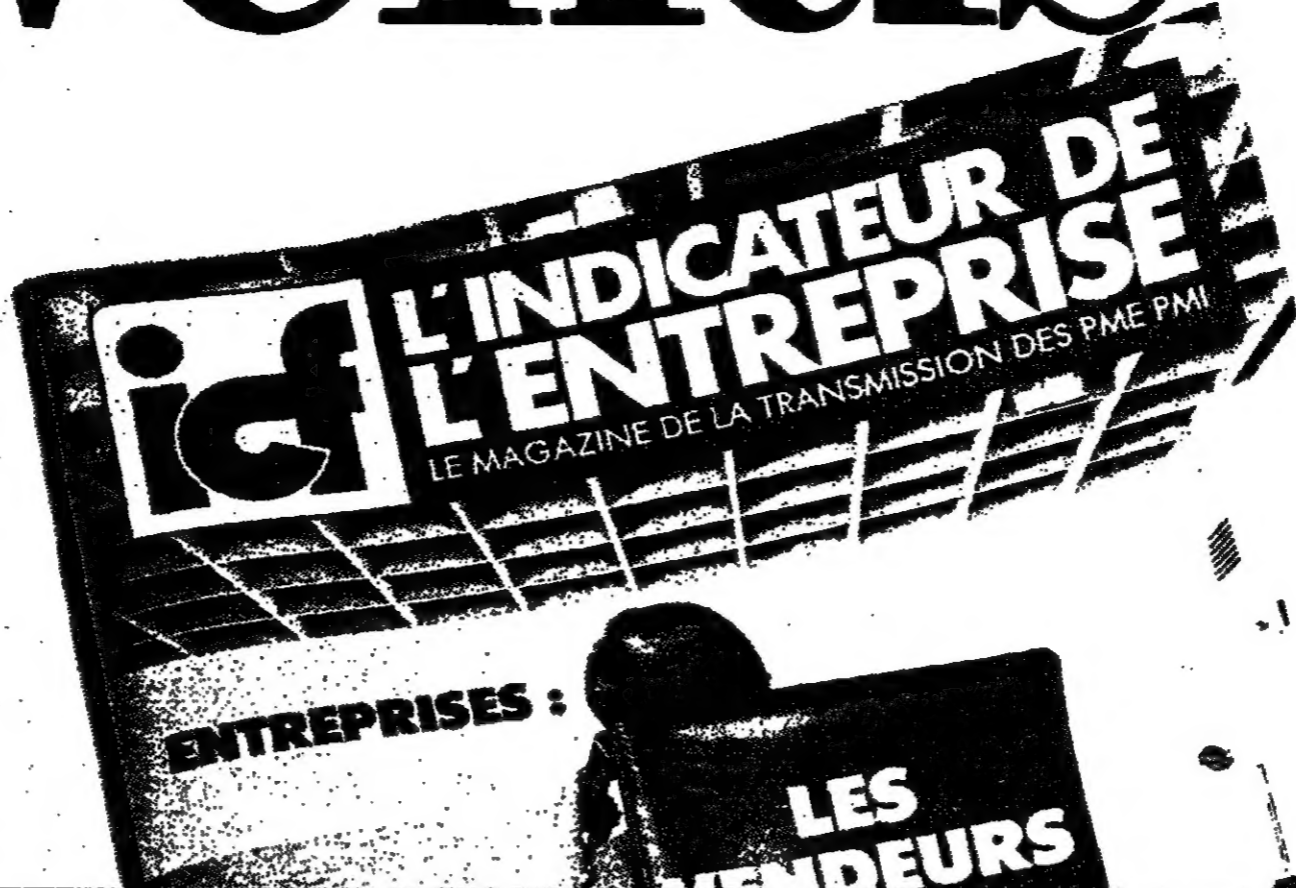
# Je vends

Le saviez-vous : cette année, près de 10.000 entreprises changeront de mains, en partie ou en totalité.

Quelles sont ces entreprises et où se trouvent-elles ? Quel est leur chiffre d'affaires et combien de salariés emploient-elles ? Et, bien sûr, à quel prix sont-elles proposées sur le marché ?...

Avec l'Indicateur ICF de l'Entreprise, pour la première fois en France et au plan national, il existe enfin une réponse fiable à toutes ces questions.

Le N°1 de l'Indicateur ICF de l'Entreprise, le premier mensuel sur la transmission des PME-PMI, est donc en vente aujourd'hui chez votre marchand de journaux habituel. Aussi, n'hésitez surtout pas à la tentation de vous y plonger même si, à l'issue de cette découverte, votre vie professionnelle pourrait s'en trouver quelque peu changée...



Le N°1 est chez votre marchand de journaux. 25 F.

# J'achète

Le saviez-vous : cette année, près de 10.000 entreprises changeront de mains, en partie ou en totalité.

Quelles sont ces entreprises et où se trouvent-elles ? Quel est leur chiffre d'affaires et combien de salariés emploient-elles ? Et, bien sûr, à quel prix sont-elles proposées sur le marché ?...

Avec l'Indicateur ICF de l'Entreprise, pour la première fois en France et au plan national, il existe enfin une réponse fiable à toutes ces questions.

Le N°1 de l'Indicateur ICF de l'Entreprise, le premier mensuel sur la transmission des PME-PMI, est donc en vente aujourd'hui chez votre marchand de journaux habituel. Aussi, n'hésitez surtout pas à la tentation de vous y plonger même si, à l'issue de cette découverte, votre vie professionnelle pourrait s'en trouver quelque peu changée...



Le N°1 est chez votre marchand de journaux. 25 F.

هتدأ من الاميل

## Amériques

L'aggravation de la situation en Amérique centrale

## Washington envoie des troupes au Honduras

(Suite de la première page.)

Peu après 22 heures locales, le porte-parole de la Maison Blanche est venu annoncer à la presse que le président Reagan avait donné l'ordre de faire partir pour le Honduras quatre bataillons (3 200 hommes) appartenant à la 7<sup>e</sup> division d'infanterie, pour « un exercice de déploiement d'urgence ». Le terme d'exercice a clairement été choisi pour éviter de donner l'impression que les soldats américains allaient être envoyés au feu. En fait, ils seront cantonnés sur la base aérienne de Pánuco, à environ 200 kilomètres de la frontière, entre le Honduras et le Nicaragua.

Mais le porte-parole, M. Fitzwater, a pris soin de souligner la portée du geste : il s'agit, a-t-il déclaré, d'une réponse mesurée destinée à montrer notre soutien résolu au gouvernement démocratique du Honduras au moment où son intégrité territoriale est violée par l'armée sandiniste soutenue par les Cubains et les Soviétiques. Selon la Maison Blanche, de quinze cents à deux mille soldats sandinistes, appuyés par des avions, des hélicoptères et de l'artillerie, ont pénétré sur le territoire du Honduras. « Ils y sont et nous n'avons aucune indication qu'ils soient en train de se retirer vers leur pays », a ajouté M. Fitzwater.

Dés lundi, des officiels américains avaient fait savoir que

l'armée sandiniste s'appropriait à l'occasion une offensive majeure contre la « résistance nicaraguayenne », ce que le président Daniel Ortega, lui-même, confirmait peu après. Mardi matin, le porte-parole de la Maison Blanche annonçait que des troupes sandinistes avaient franchi la frontière et ajouté que les États-Unis n'excluaient « aucune option », sauf une invasion du Nicaragua.

La décision, selon la version officielle, n'a été prise qu'en début de soirée. Entre-temps, des versions contradictoires avaient été divulguées de la part de divers officiels honduriens — le ministre des affaires étrangères expliquant, par exemple, qu'il « n'avait pas eu connaissance » d'une demande d'assistance aux États-Unis. En fait, cette demande ne fut rendue publique qu'après un entretien mardi, en début de soirée, entre le président du Honduras, M. Azcona, et l'ambassadeur des États-Unis à Tegucigalpa.

Dans un premier temps, l'annonce par la Maison Blanche d'une incursion nicaraguayenne au Honduras a été accueillie avec scepticisme à Washington. Certains sénateurs démocrates ont même quasiment accusé l'administration d'avoir fabriqué l'affaire pour occulter l'événement majeur de la journée à leurs yeux : l'inculpation de quatre anciens membres de l'équipe Reagan dans le cadre de l'enquête sur l'irangate. Un peu plus tard cependant, la réalité de l'incursion sandiniste devenant de

plus en plus probable (elle a été implicitement confirmée par un représentant de Managua interrogé par la chaîne ABC), les adversaires de l'administration sont devenus plus prudents dans leurs commentaires, expliquant que la Maison Blanche avait réagi de manière exagérée mais que, de son côté, M. Daniel Ortega avait commis « une faute ».

Le speaker de la Chambre des représentants, M. Jim Wright, qui, depuis plusieurs mois, s'attache très efficacement à mettre en échec la politique contrasandiniste de M. Reagan, a d'ailleurs pris contact avec les dirigeants du Nicaragua avec lesquels il entretient des relations propres. Selon M. Wright, il a reçu deux assurances que leurs troupes étaient en train d'être ramenées « bien à l'intérieur de la frontière ».

## « Envoyer les boys »

Pourquoi l'administration s'est-elle décidée à répliquer de si vigoureuse manière à l'offensive sandiniste ? D'abord, semble-t-il, pour sauver concrètement les « contras » et préserver l'existence de ces « combattants de la liberté » que le président Reagan a toujours assurés en termes vibrants de son indéfectible soutien. Il s'agissait d'empêcher que les troupes sandinistes ne s'emparent de leur principale base, Bocay, où est entreposé l'essentiel du matériel qui leur

reste et qui ne pourrait pas être remplacé puisque le Congrès leur a supprimé toute aide.

Vraisemblablement, la Maison Blanche a aussi voulu placer les congressistes devant leurs responsabilités et leur prouver que ses mises en garde n'étaient pas vaines. Pendant les discussions précédentes sur l'aide aux « contras », ces mois derniers, l'administration avait toujours fait valoir que, si les « résistants » étaient privés de moyens d'action et si donc les sandinistes se sentaient libres d'aller à leur guise, il faudrait « envoyer les boys » : la démonstration est presque faite, même si l'on ne s'agit que d'un exercice et même si les « contras » ne sont qu'en faiblesse posture (le porte-parole du département d'État, M. Charles Redman, a parlé de « situation désespérée »).

Logiquement, l'administration devrait tirer argument des derniers événements pour demander à nouveau au Congrès des crédits pour les combattants anticomunistes, y compris pour des armes, mais l'entreprise s'annonce extrêmement difficile tant les relations se sont dégradées entre l'administration et les leaders démocrates du Congrès, et tant au Congrès même l'atmosphère est empoisonnée entre partisans et adversaires de l'aide aux « contras ». L'affaire est à ce point devenue une embrouille washingtonienne que les réalistes sur le terrain paraissent assez secondaires.

## Bataille politique

Pour parvenir à un tel résultat — redonner aux « contras » la possibilité de faire pression sur le régime sandiniste — il faudrait en fait que M. Reagan gagne une bataille politique majeure en battant l'opposition publique, et tant au Congrès que dans l'opinion publique, et en tirant profit de l'excès de précaution manifesté par M. Ortega.

Mais, de leur côté, les démocrates entendent eux aussi se battre sur un terrain qu'ils ont cultivé avec persévérance et qui leur est très favorable : celui du scandale de l'irangate. Les quatre inculpations prononcées mardi viennent à point nommé pour rappeler, à l'opinion, les turpitudes de l'administration, et l'affaire promet de saupurer jusqu'à l'élection présidentielle, ce qui constitue un handicap majeur pour les républicains.

En envoyant le jour même des troupes au Honduras, M. Reagan montre qu'il ne s'avoue pas vaincu et il peut espérer faire valoir que le véritable coupable dans l'affaire de l'irangate, c'est le Congrès qui accorde et supprime alternativement son aide à des mouvements comme la contra sans se soucier outre mesure des conséquences de ses décisions.

JAN KRAUZE.

## De fréquents affrontements frontaliers



Les zones frontalières du Nicaragua, avec le Honduras au nord, et avec le Costa Rica, au sud, depuis le début du conflit entre les sandinistes et le Contra le théâtre d'affrontements réguliers, et constituent des refuges pour les rebelles. De nombreux incidents ont émaillé les relations entre le Nicaragua et ses deux voisins. Les deux plus importants se sont déroulés en 1985.

Le 31 mai 1985, les relations entre San José et Costa Rica et Managua sont ainsi gelées à la suite de la mort de deux gardes civils costariciens. Le gouvernement sandiniste reconnaît la responsabilité de son armée prise de neuf mois plus tard, et, le 13 février 1986, le gouvernement costaricien accepte de normaliser ses relations avec le Nicaragua.

Avec le Honduras, les conflits sont beaucoup plus fréquents, en raison de la tolérance évidente des autorités honduriennes à l'égard des « contras », qui disposent de camps dans la zone limitrophe. En septembre 1985, un incident de frontière prend, pour la première fois depuis trois ans, une tournure dramatique et provoque un affrontement direct, pendant plusieurs jours, entre les armées et les forces aériennes des deux pays.

Les trois pays procèdent à des dialogues d'échanges de notes de protestation durant cette période. Le Nicaragua accuse ses deux voisins de servir de base arrière à la Contra, et d'y per-

mettre l'entraînement des rebelles par les Américains. Le Honduras et le Costa Rica dénoncent, pour leur part, les violations de territoire commises par l'armée sandiniste.

Le plan de paix signé le 7 août dernier à Guatemala par les cinq chefs d'État d'Amérique centrale — qui prévoyait entre autres l'arrêt de toute assistance aux groupes rebelles par les États signataires — avait permis d'éviter de nouveaux affrontements. L'offensive lancée mardi par l'armée sandiniste au nord-est du Nicaragua vise les bases logistiques de la Contra situées dans la région de Bocay, à la limite de la frontière hondurienne.

La situation militaire sur le terrain reste pour l'instant très confuse puisque les militaires honduriens, après avoir affirmé mercredi qu'ils avaient tenté de pénétrer sur le territoire avec l'appui de l'artillerie et de l'aviation, ont été démentis par le communiqué officiel du gouvernement de Tegucigalpa, qui affirme que « plusieurs centaines de soldats sandinistes ont pénétré sur le territoire avec l'appui de l'artillerie et de l'aviation ». Le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, a paré pour sa part de situation militaire « grave » dans la région frontalière de Jinotega, démentant toutefois l'invasion par ses troupes du territoire hondurien. Selon le secrétaire d'État américain, George Shultz, 1 500 à 2 000 soldats sandinistes seraient pénétrés au Honduras à la poursuite de la Contra.

## Coup de semonce

La principale « victime » de l'accroissement de la tension en Amérique centrale est avant tout le plan de paix du président costaricien Oscar Arias, signé le 7 août dernier, à Guatemala, par cinq chefs d'État d'Amérique centrale. L'homme qui a obtenu le prix Nobel de la paix pour son rôle dans la mise au point de cet accord a d'ailleurs, dès mercredi, lancé une mise en garde en soulignant qu'un conflit bilatéral dans la région pourrait « dégrader une guerre qui entraînerait tous les pays de la région, y compris le Panama ».

Tout ce que le subtil montage du traité d'Esquipulas II tentait d'éviter, qu'il s'agisse de l'absence de soutien aux groupes rebelles par les États de la région, de la non-ingérence ou du cessez-le-feu, vient de voler en éclats avec ce qui peut être considéré comme un double coup de semonce, foudroyé sur un pari risqué.

À la veille de nouvelles rencontres entre la Contra et le gouvernement sandiniste, le président nicaraguayen a cru pouvoir lancer une offensive de grande envergure contre les rebelles au moment où ces derniers sont officiellement privés, depuis la fin du mois de février, de toute aide améri-

caine. Une tactique de « bonne guerre » pourrait-on dire, mais qui prend cependant l'allure d'une double provocation.

Tout d'abord à l'égard du voisin hondurien, car il est inconcevable militairement qu'une telle entreprise ne déborde pas sur le territoire voisin, l'un des sanctuaires traditionnels de la Contra. Même si le terme d'« invasion » semble peu adéquat, il est évident qu'une incursion — qui ne serait pas la première — des forces armées sandinistes s'est produite.

Mais surtout ce coup de force du Nicaragua ne pouvait que donner un prétexte au président Reagan pour réaffirmer spectaculairement son soutien aux « combattants de la liberté » alors qu'il se trouve dans une situation militaire difficile. L'initiative militaire du gouvernement sandiniste aboutit à ce paradoxe : permettre à l'exécutif américain de fournir une aide militaire importante à la Contra, non plus sous la forme d'un financement, refusé par le législatif américain — mais par le biais de bataillons de militaires entraînés.

En jouant ainsi les apprentis sorciers dans une région à hauts risques,

le Nicaragua comme les États-Unis risquent surtout de s'engager dans une impasse que le plan Arias avait tenté, avec quelque succès jusqu'ici, d'éviter. L'État le plus vulnérable à une telle montée de la tension est d'ailleurs celui-même qui proposait l'initiative de dialogue, le président de l'accord de paix : le Costa Rica. Coincé entre le Nicaragua et le Panama, ce petit pays à la longue tradition démocratique se retrouve menacé par le cyclone qui balaye actuellement la région.

On voit mal pour l'instant en quoi la convocation d'urgence des chefs d'État d'Amérique centrale, lancée dès mercredi par le président Arias, pourrait apaiser la situation. Les chances d'une paix durable dans la région dépendent avant tout de la volonté des Deux Grands. La progression désenchantée de l'Union soviétique entraîne les concessions du président nicaraguayen, et la prudence relative de Washington permettrait jusqu'ici d'entretenir quelques espoirs. Le double coup de semonce lancé mercredi compromet gravement l'avenir.

DENIS HAUTIN-GURAU.

## PANAMA : malgré l'échec d'un putsch militaire

## Le général Noriega aux abois

Malgré l'échec de la tentative de coup d'État militaire, mercredi 16 mars, contre le général Manuel Antonio Noriega, le dénouement de la crise qui secoue le Panama depuis neuf mois semble très proche. L'homme fort du Panama a perdu le dernier appui sur lequel il pouvait vraiment compter jusqu'alors : l'armée et surtout l'état-major, qui faisaient bloc derrière lui.

PANAMA  
de notre correspondant  
en Amérique centrale

Tôt, mercredi matin, la principale caserne de Panama, située dans les vieux quartiers de la capitale, a été le théâtre d'incidents sérieux. De l'extérieur on a pu clairement entendre des échanges de coups de feu. On apprenait par la suite qu'une unité avait tenté de s'emparer de la caserne pour forcer le général Noriega, accusé de trafic de drogue par les États-Unis, à quitter le pouvoir. Les mutins espéraient ainsi mettre fin à la crise qui oppose Washington à Panama.

Selon des sources proches des militaires arrêtés, seize officiers seraient impliqués dans la tentative de putsch, et il y aurait eu quatre morts dans les combats à l'intérieur de la caserne. Les autorités ont annoncé l'arrestation de cinq officiers : le colonel Leonidas Macías, les majors Fernando Quezada, Arístides Valdovinos et Jaime Benítez et le capitaine Humberto Macea. Trois autres officiers, tous membres de l'état-major, auraient participé à la mutinerie : les colonels Barrera et

Mina ainsi que le lieutenant-colonel Lorenzo Farrell.

Dans un communiqué publié quelques heures après les affrontements entre partisans et adversaires du général Noriega, l'armée tentait de minimiser les événements, affirmant qu'il s'agissait d'un « acte isolé ». Les autorités reconnaissent cependant que cinq officiers et surtout le chef de la police, le colonel Leonidas Macías, « figuraient parmi les détenus ». Or, ce colonel, qui fait partie de l'état-major de l'armée (la police est dirigée par les militaires au Panama), était considéré comme un des plus fidèles alliés du général Noriega.

La brèche est d'autant plus importante que la police, en particulier les Dohernans (troupe anti-émeute), s'est révélée indispensable au maintien de l'ordre depuis le début de la crise. On a pu le voir mercredi matin, quand, après plus de trois heures de « grève », les Dohernans ont accepté d'aller remettre de l'ordre dans les rues de la capitale où la population célébrait déjà la chute de la dictature. Toutes les rues étaient coupées par des barricades enflammées constituées de poubelles, de planches, de pneus et parfois de véhicules.

La victoire fut de courte durée mais il fallut plusieurs heures aux Dohernans pour nettoyer les rues. Les affrontements les plus violents ont eu lieu dans les quartiers populaires — Calidonia et Chorrillo — que le général Noriega considérait encore tout récemment comme « sûrs ». Les locataires des HLM de Calidonia ont bombardé les policiers depuis les fenêtres, lançant bouteilles et pierres. Furieux, les Dohernans ont riposté par des volées de chevrotines et tiré des grenades lacrymogènes dans les appartements.

Aucun mort n'a été signalé mais il y aurait de nombreux blessés, légers pour la plupart.

Plusieurs magazines ont été pillés et l'un d'eux a été totalement détruit par un incendie allumé volontairement. Des accrochages violents ont eu lieu avec plusieurs groupes d'employés publics qui protestaient contre l'incapacité des autorités à verser leurs salaires à la suite de la décision de Washington de geler les fonds détenus par le gouvernement panaméen aux États-Unis (les banques panaméennes sont fermées depuis le 4 mars).

Les militaires ont réussi à reprendre le port de Balboa, occupé depuis deux jours par les ouvriers, mais n'ont pas été en mesure de rétablir l'électricité dans la capitale qui a passé la nuit dans le noir complet, alors que quelques barricades continuent de brûler. Toutes les stations de radio et de télévision ont cessé d'émettre — la presse d'opposition était déjà suspendue depuis plus de deux semaines —, sauf celles de l'armée américaine qui se alimentent par une autre centrale.

## Les États-Unis mis en cause

Dans l'ancienne zone du canal et dans les bases militaires américaines où sont stationnés environ dix mille soldats, tout était calme, mais les autorités invitaient régulièrement les ressortissants américains, par l'intermédiaire de la radio et de la télévision, à « prendre des mesures de précaution » et à « s'habiller en civil ». En moins de vingt-quatre heures, le Southern Command est passé de l'état d'alerte simple, « Alfa », à « Bravo » puis à « Charlie », dernier stade avant l'alerte

générale et le confinement aux casernes, « Delta ».

Les autorités panaméennes ont mal indirectement en cause les États-Unis dans la tentative de coup d'État, affirmant que les officiers putschistes « avaient récemment suivi un cours de spécialisation dans différentes installations militaires américaines où ils ont été influencés et poussés à la trahison ».

En fait, parmi les jeunes officiers qui ont participé au putsch manqué, on trouve surtout des militaires connus pour leur professionnalisme et leur honnêteté, ingrédients plutôt rares dans cette armée profondément corrompue par des trafics en tout genre y compris la drogue. La corruption ne touche d'ailleurs pas seulement les militaires. Selon des rumeurs persistantes, trois personnalités importantes du principal parti de la coalition au pouvoir (Parti révolutionnaire démocratique, PRD) auraient été arrêtées mercredi au moment où elles s'apprêtaient à quitter le territoire panaméen avec de très grosses sommes d'argent. Parmi elles, on relève le nom du président du PRD, M. Romulo Escobar Bethancourt, très proche du général Noriega. Celui-ci avait-il donné son accord et préparé-il son propre départ en faisant sortir des fonds ? Dans ce cas, qui aurait ordonné les arrestations ? Ou alors s'agit-il d'initiatives personnelles de la part des derniers partisans du régime qui cherchent à échapper au naufrage ?

Quoi qu'il en soit, les événements de mercredi confirment que le général Noriega est aux abois. Tous les Panamaïens, à l'exception du dernier carré de fidèles, chaque jour plus réduit, qui l'appellent encore, ont défilé devant son départ.

BERTRAND DE LA GRANGE.

## Deux ans de conflit

1986  
● 18 février. — M. Reagan demande pour la première fois au Congrès d'attribuer une aide militaire à la guérilla antisandiniste. La Contra avait déjà reçu des fonds à titre « civil ». De 1981 à 1984, une aide militaire avait été fournie par la CIA, mais celle-ci était faite — en principe — tout au moins — secrètement.

● 7 mars. — Afin d'essayer d'apaiser l'opposition du Congrès, le président nomme M. Philip Habib représentant spécial en Amérique centrale pour tenter de trouver une « solution diplomatique » au Nicaragua.

● 20 mars. — M. Reagan subit un premier revers. La Chambre des représentants refuse l'aide militaire, mais neuf jours plus tard le Sénat, alors dominé par les Républicains, l'approuve.

● 7 avril. — Echec de la réunion des ministres des affaires étrangères de treize pays d'Amérique latine à propos d'un plan de paix pour la région.

● 27 juin. — La Chambre des représentants cède à la requête du président Reagan.

● 13 août. — La Cour internationale de La Haye condamne l'action des États-Unis à l'égard de Managua.

● 13 août. — Le programme de 70 millions de dollars d'aide militaire est définitivement adopté par le Congrès.

● 6 octobre. — Un conseiller militaire américain, Eugene Hasenfus, est capturé par les sandinistes, qui ont abattu son avion ravitaillant les « contras ». Dans un geste d'apaisement, il sera libéré le 17 décembre suivant. Il avait été condamné à trente ans d'emprisonnement.

● 25 novembre. — Début du scandale de l'irangate : le ministre américain de la justice, M. Edwin Meese, reconnaît que des fonds ont été illégalement versés aux « contras ».

1987  
● 7 août. — Les cinq chefs d'État d'Amérique centrale parviennent à un accord sur un plan de paix pour toute la région. Il s'agit du projet élaboré par le président costaricien Oscar Arias.

● 13 septembre. — Le gouvernement de Managua propose un « dialogue national », mais en exclut la Contra.

● 5 novembre. — Le président Ortega déclare néanmoins qu'il est prêt à négocier un cessez-le-feu dans des pourparlers indirects avec la Contra.

● 22 décembre. — Echec de ces négociations entre Contra et sandinistes à Saint-Domingue.

1988  
● 3 février. — Le Congrès américain refuse de voter une nouvelle aide militaire aux « contras ».

● 2 mars. — Le président Ortega met fin à la médiation du cardinal Obando, archevêque de Managua, dans les pourparlers indirects.

● ÉTATS-UNIS : M. Poindexter et le lieutenant-colonel North sont inculpés dans l'affaire de l'irangate. — Une chambre de mise en accusation de Washington a inculpé, mercredi 18 mars, quatre des principaux protagonistes du scandale de l'irangate : de leur rôle dans le détournement vers les rebelles nicaraguayens de fonds très des ventes d'armes à l'Irak. Ces inculpations visent les deux anciens conseillers de la Maison Blanche, l'ex-chef du Conseil national de sécurité (CNS) John Poindexter, et son adjoint Oliver North, ainsi que les hommes d'affaires Richard Secord et Albert Hakim. L'accusation mentionne notamment les charges de conspiration, de vol de propriété gouvernementale, d'obstruction à la justice, de fausses déclarations, de falsification et de destruction de documents.



## La campagne dans la majorité

A Nantes

### M. Chirac refuse de se battre « dans son propre camp »

NANTES  
de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac s'est quelque peu dépatillé, le mercredi 16 mars, à Nantes, de la « surdité » qu'il avait opposée, jusque-là, aux critiques barbares. Devant sept mille à huit mille personnes réunies au Parc des expositions, le candidat du RPR à la présidence de la République a précisé qu'il ne s'agit pas d'une « surdité systématique » mais d'une « moindre sensibilité que celle des journalistes ». Lesquels ont pour travers d'« épier ou transformer tout ce qui peut être dit, par les uns ou par les autres, pour tenter de faire battre des montagnes ».

Or M. Chirac, lui, n'est « pas du tout décidé à se battre dans son propre camp ». « Je réserve, a-t-il dit, la totalité de mon énergie pour le camp adverse et je suis sûr qu'il est de même pour Raymond Barre ». En invitant ainsi, implicitement, M. Barre à respecter la discipline majoritaire, le premier ministre a perfectionné la tactique, de l'éducation, qui lui a, jusqu'à maintenant, réussi. Il affecte de négocier son concurrent au sein de la majorité et menace, en même temps, de le dénoncer comme allié objectif de l'adversaire commun.

Plus que jamais, M. Chirac se veut l'homme de l'union de la majorité, sur laquelle il a insisté de nouveau, en soulignant qu'elle s'était affirmée dans l'appui à son gouvernement au cours des deux années écoulées. M. Olivier Guichard, président (RPR) de la région Pays de la Loire, avait, auparavant, opposé M. Chirac à M. François Mitterrand, « candidat de la division », qui chercherait, s'il était réélu, à susciter la trahison dans les rangs de la majorité.

Après les « Saxons » annoncés par M. Alain Peyrefitte (1), voici les « quelques traites » redoublées par M. Guichard. Les deux « barons » gaullistes se retrouvent pour dénoncer en leur vieillesse

— selon les termes de maire de La Baule, « l'incarnation de la revanche et de l'ouverture », celui qui « risque de nous plonger dans ses propres contradictions ». Ces propos sous-entendent une mise en garde contre ceux qui, dans la majorité, seraient déjà sensibles aux sirènes mitterrandiennes. S'esquissent ainsi, autour de la candidature Chirac, une sorte de front du refus.

M. Chirac a indiqué, d'autre part, qu'il est favorable au respect de la « tradition républicaine » d'amitié des contraventions après une élection présidentielle, étant entendu que ce n'est peut-être pas « ce qu'il y a de meilleur dans nos traditions » et que cette amitié doit être limitée aux contraventions « simples », dont il exclut, notamment, celles qui ont sanctionné la conduite en état d'ivresse.

Le candidat du RPR avait visité, avant sa réunion publique, le centre nautique de l'Écluse, où il a rencontré plusieurs navigateurs, dont Marc Pajot, Philippe Jeantot et les frères Stéphane, Loïc et Bruno Peyron. Après avoir été photographié en compagnie de ces célébrités, M. Chirac s'est rendu à la maison de la culture de Loire-Atlantique, où lui a été présentée la mise en scène de Marco Millions, d'Eugène O'Neill. Le premier ministre, qui a salué la troupe sur la scène, a pu avoir, à cette occasion, une photographie rencontre avec un éléphant factice, placé sur son chemin.

PATRICK JARREAU.

(1) « Saxon », est synonyme de filon depuis qu'à la bataille de Leipzig, en 1813, les troupes saxonnes trahirent Napoléon en se ralliant à la coalition formée contre l'Empire. Le mot avait été remis à la mode, en 1974, par un député de la Haute-Marne, Jean Fabre, qui, fidèle à la candidature de M. Jacques Chirac-Delmas, avait traité de « Saxons » M. Jacques Chirac et les autres membres du mouvement gaulliste.

M. Devaquet n'exclut pas de cohabiter avec la gauche

LYON  
de notre bureau régional

Un an après la révolte étudiante de l'automne 1986, l'ancien ministre délégué à la recherche et à l'enseignement supérieur, M. Alain Devaquet, semble prêt à reprendre du service. Interrogé, le mardi 15 mars à Lyon, sur l'attitude qu'il serait la sienne pour le cas où M. François Mitterrand lui proposerait le poste de ministre de l'Éducation, M. Devaquet a affirmé : « Pourquoi pas, si j'obtiens les conditions requises ? Je serai l'université depuis vingt ans ; je peux le faire de multiples façons : comme chercheur, comme militant politique, comme député, comme ministre, aux côtés de Jacques Chirac ou de tout autre responsable politique. Le costume change, la mission reste. Mais il faut qu'un certain nombre de conditions soient remplies pour faire du bon travail. Si elles le sont, j'examinerai tout ce qui me sera fait ».

La veille, à Grenoble, lors d'un débat public qui l'opposait à M. Jean-Jacques Payan, ancien directeur général du CNRS et ancien directeur général de l'enseignement supérieur et de la recherche sous les ministères successifs de MM. Alain Savary et Jean-Pierre

Chevènement, l'ancien ministre avait insisté sur la nécessité de « se débarrasser des scories politiciennes et des discours convenus » pour mieux bâtir un « socle » indispensable aux progrès de la recherche et qui nécessiterait ces changements politiques.

Se situant lui-même « à la gauche du RPR », comme MM. Michel Noir et Alain Carignon, l'ancien secrétaire général du mouvement de M. Chirac s'en prend toujours très vivement, dans les conférences qui accompagnent la parution de son dernier ouvrage, *L'Écluse et l'Érudition*, aux « Ultras » tels que MM. Jean Foyer, député RPR, ou Yves Durand, membre du cabinet du premier ministre.

Très réservé sur l'action de son successeur, M. Jacques Valade et sur celle du ministre de l'Éducation, M. Devaquet affirme cependant que sa fidélité au RPR lui donne le droit et le devoir d'aller parler à des gens qui ne pensent pas comme lui, en précisant : « Je n'ai aucun scrupule à faire mienne les idées considérées comme des idées de gauche ».

Interrogé par TF 1 sur ces prises de position, M. Chirac a répondu, jeudi matin 17 mars : « Je crois que M. Devaquet a tort ».

JEAN-LOUIS SAUX.

### Watergate ou canular ?

LYON  
de notre bureau régional

Un micro émetteur a été découvert dans la matrice du mercredi 16 mars à Lyon, au siège du comité de soutien de M. Raymond Barre. Cet incident, qui, selon M. Hugues Tey, ancien recteur de l'Académie de Grenoble et secrétaire général de ce comité de soutien au député du Rhône, a fait l'objet d'une « simplification excessive » de la part des médias et des télévisions, ne sera pas suivi cependant par le dépôt d'une plainte.

Après examens par différents services de sécurité, il semble, en effet, que le matériel retrouvé dans une bouche de climatisation ouvrant sur le bureau de M<sup>me</sup> Noëlle Noblecourt, ancienne speakerine de la télévision et aujourd'hui attachée de presse du comité lyonnais de soutien à

M. Raymond Barre, soit ancien et qu'il ait été installé par un « sympathisant débrouillard », un amateur de canular, plutôt que par un professionnel du renseignement. C'est ainsi que l'appareil amplifiait les voix des personnes se trouvant à l'intérieur au lieu de les transmettre vers l'extérieur.

Le local « surveillé », situé place de la République en plein centre de Lyon, ne constitue pas la cour stratégique de la campagne de l'ancien premier ministre. Celui-ci ne s'y est d'ailleurs rendu qu'une seule fois, le 8 février, en fin d'après-midi, quelques heures après l'annonce officielle de sa candidature à la présidence de la République. « Le plus étrange », affirme-t-on dans l'entourage de M. Barre, est que la presse ait été prévenue de façon aussi rapide, peu après la découverte de l'appareil ».

J.-L.S.

## L'ardente nécessité d'une confédération RPR-UDF

(Suite de la première page.)

Cette analyse, qui contenait implicitement la suggestion d'accepter la cohabitation, fut l'objet de réserves au sein de l'opposition d'abord. Cependant, les années passant et la victoire électorale du RPR et de l'UDF aux élections législatives devenant probable, ces deux mouvements prirent ensemble, la décision de gouverner après les élections du 16 mars 1988 ; ils le firent malgré la volonté de M. Mitterrand de demeurer président de la République, alors qu'il avait perdu sa majorité parlementaire en dépit du soutien personnel qu'il lui avait apporté.

Force est de constater que les maux que l'on nous prédisait ne se sont pas produits : notre pays a évité, grâce à la cohabitation, une crise politique qui aurait pu devenir une crise de régime ; le gouvernement, malgré les critiques et parfois l'obstruction de M. Mitterrand, a pu mettre en œuvre de nombreuses réformes et commencer le redressement du pays. Cependant, si le président de la République, a vu dans les faits son pouvoir considérablement diminué au profit d'un gouvernement qui a exercé la plénitude des attributions que lui confère l'article 20 de la Constitution, il se manifeste par la nouvelle majorité pour les institutions et l'habile usage des possibilités qu'elle offre l'union médiatique ont empêché son effacement, grâce au recours répété au droit à la parole qui lui a fait perdre, un peu plus encore, sa fonction d'arbitre. Mais il est vrai que le silence l'a conduit à une totale inexistence.

### Intermède

Nous voilà, à nouveau, à la veille d'une élection politique essentielle. Il peut arriver, bien que je n'y crois pas, que le président de la République élu en mai 1988 ne soit pas issu de la majorité actuelle à l'Assemblée nationale. Faudrait-il alors continuer la cohabitation ? Certains le pensent, considérant qu'elle a bien fonctionné, ce qui est un hommage rendu au talent des deux principaux protagonistes ; ils estiment, surtout, qu'elle conduit à un nouvel équilibre institutionnel qui met un frein à la prépotence présidentielle et restaure la liberté de manœuvre du gouvernement et l'indépendance du Parlement face à l'exécutif.

Je ne suis pas de cet avis. La cohabitation était une réponse de circonstance à des circonstances particulières, une transition inévitable. Les transitions ne doivent pas être éternelles.

Regardons les choses en face : si un président socialiste venait à être élu en 1988, il tirerait de son élection force politique et légitimité morale. Pareil choix par le peuple constituerait un désaveu de l'actuelle majorité et de l'action du gouvernement qu'elle a soutenue. Le nouveau président, qui aurait nécessairement défendu des projets politiques et économiques différents, tendrait à les mettre en œuvre. Ce serait même son devoir, pour respecter la volonté populaire. Il ne pourrait le faire qu'avec un gouvernement différent appuyé sur une majorité différente, l'actuelle ne pouvant, sans se renier, soutenir une politique autre que celle qui a été menée de 1986 à 1988.

Dans nos institutions, l'essentiel du pouvoir exécutif est concentré dans les mains du gouvernement et la totalité du pouvoir législatif dans celles du Parlement. Force serait donc à un président de la République socialiste de s'appuyer, pour mener une politique nouvelle, sur un gouvernement et sur une Assemblée partageant ses convictions. Ou alors, il faudrait imaginer qu'un président nouvellement élu se résignerait au rôle qui a été celui de M. Mitterrand durant deux ans, et laisserait la majorité poursuivre la mise en œuvre de sa politique. C'est proprement inconcevable.

En résumé, l'actuelle majorité ne pourrait soutenir l'action d'un président socialiste, et un tel président aurait le choix entre se résigner, aussitôt élu, à l'impuissance, ou tenter de trouver une majorité à sa convenance en prononçant la dissolution de l'Assemblée. La première cohabitation a pu fonctionner en raison de l'effacement du président dévoué en 1986. Il ne faut pas compter sur le même effacement de la part d'un président nouvellement élu.

Si la cohabitation devait s'installer de façon durable dans nos institutions, et non plus être un intermède inévitable et provisoire, il en résulterait un risque de paralysie politique des deux responsables du pouvoir exécutif dont les compétences sont enchevêtrées, le premier s'appuyant sur sa récente élection populaire pour tenter d'agir, le second sur la majorité actuelle de

l'Assemblée. Cet équilibre instable serait fragile et précaire, dans l'attente d'une inévitable épreuve de force.

Il est tout à fait clair que ceux qui souhaitent une nouvelle cohabitation veulent ainsi, et certains le disent déjà, parvenir à une nouvelle répartition des pouvoirs, et modifier radicalement nos institutions. Tel est le sens du « réajustement institutionnel » que préconisent quelques-uns.

Que la cohabitation ait duré deux ans, c'était une contrainte à laquelle on ne pouvait se soustraire, une façon de démontrer la solidité et la souplesse de nos institutions, la volonté d'entamer sans perte de temps le redressement du pays ; qu'elle dure plusieurs années de plus, ce serait changer nos institu-

acquées, le goût de les conserver ou d'en conquérir de nouvelles. Ce sont là problèmes qui peuvent se régler pour peu que l'on y consacre un minimum d'imagination et que l'on y mette un minimum de doigté, s'il le faut de hauteur de vue.

L'intérêt de la majorité est de mener fin à cette organisation en deux mouvements, qui pose un problème à chaque élection.

La responsabilité de tous ceux qui ont un rôle dans la direction des partis de la majorité est claire : après s'en être accommodé du mieux possible dans la période présente, éliminer ce risque pour l'avenir. Pour cela, il faut tout d'abord rassurer l'unité de la majorité ne doit pas signifier la domination des uns par les autres, l'élimination des

pays du monde qui connaissent ce type d'institutions, c'est-à-dire dans tous les grands pays démocratiques, en Allemagne comme en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, ce ne sont pas les hommes situés aux extrêmes qui ont le plus d'influence sur la vie parlementaire et sur l'action des gouvernements.

### « Une nécessité pressante »

Il est vrai que pareil projet peut susciter un certain nombre de réserves, voire d'inquiétudes. En premier lieu, dira-t-on, il serait facile à mettre en œuvre parce que la nécessité en apparaîtrait plus pressante en cas de victoire du candidat de la majorité. Je ne le crois pas du tout. Je suis même persuadé de l'inverse. Quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, une union plus forte de la majorité est indispensable. Elle serait indispensable aussi à un président issu de ses rangs et qui devrait, surtout si la dissolution de l'actuelle Assemblée n'est pas prononcée, pouvoir compter sur une majorité unie en vue des prochaines échéances qui comportent les élections cantonales, les élections sénatoriales, les élections municipales et les élections européennes de l'année qui vient.

Un président nouvellement élu serait d'ailleurs le mieux en mesure d'amener le parti dont il est issu aux concessions nécessaires, en se comportant comme le responsable de l'ensemble de la majorité.

En second lieu, dira-t-on, ce rapprochement risque de susciter des inquiétudes au sein de l'UDF, en raison de son caractère plus divers et moins homogène que celui du RPR. Mais il est vrai aussi que rien ne serait possible si le RPR ne faisait pas sa part des efforts nécessaires pour que cette union, éventuellement cette confédération organisée, permette un bon équilibre de toutes les tendances et fasse sa juste place à chacun. Il s'agit là d'une discussion à mener sur les candidatures uniques, sur la constitution de comités départementaux communs, sur la constitution d'un comité directeur commun à l'échelon national, sur la répartition des postes de direction de la nouvelle confédération envisagée. Rien ne sera possible si chacun n'y met du sien.

Troisième réserve enfin, il ne faudrait pas que la création de cette confédération nouvelle se traduise par l'éloignement de l'une des composantes de l'UDF. Soyons clairs : il ne faudrait pas que le rapprochement envisagé ait lieu uniquement entre le RPR et le Parti républicain et que le CDS n'en soit pas partie prenante, ou inversement. C'est l'UDF tout entière, dans sa diversité et dans sa richesse, qui doit entrer dans cette nouvelle confédération pour que celle-ci soit solide et viable. Tout rapprochement qui conduirait à l'éclatement de l'UDF ferait plus de mal que de bien ; mieux vaudrait, en pareille hypothèse, s'en tenir au statu quo.

Rien de tout cela ne sera facile, je le sais. Combien de problèmes à surmonter ! Combien d'inquiétudes à dissiper ! Combien de souvenirs à oublier ! Mais le moment n'est pas à remémorer l'ancienne histoire. Il s'agit de créer les conditions d'une force plus grande de la majorité, d'une efficacité accrue, de créer les conditions d'un meilleur équilibre de nos institutions pour lutter contre la tendance qui se manifeste au retour vers la IV<sup>e</sup> République.

Il est temps que nous tirions toutes les conséquences, à la fois des institutions qui sont les nôtres et que nous devons préserver, et des convictions communes qui sont aussi les nôtres.

Respecter la Constitution, être fidèle à soi-même, ce n'est pas refaire sans cesse le même raisonnement, c'est adapter la vie politique au cadre et aux règles qui la régissent.

C'est l'enseignement que nous a légué le général de Gaulle.

ÉDOUARD BALLADUR.  
(Le titre et les intertitres sont de la rédaction du Monde.)

### Démentis en tout genre

M. Jacques Chirac a déclaré, le mercredi 16 mars, à Nantes, « totalement dépourvus de fondement » les informations faisant état de « négociations tendant à envisager la création de liens privilégiés entre le RPR et l'un des mouvements appartenant à l'UDF ». Selon le premier ministre, seul un « renforcement des liens » entre le RPR et l'UDF « dans leur ensemble », mais « pas entre morceaux de ces familles », peut être envisagé.

Le candidat du RPR à l'élection présidentielle a observé que M. François Léotard avait « démenti, à juste titre », les informations relatives aux contacts entre le RPR et le RPR. Sans citer le Monde, M. Chirac a déclaré qu'il s'agissait là d'une « petite opération de diversion, qui n'est certainement pas tout à

fait innocente ». « Tout ce qui peut permettre d'essayer de créer une petite zizanie dans la majorité est utilisé par nos adversaires », a-t-il dit. « C'est toujours, d'ailleurs, dans la presse qui leur est dévouée que l'on trouve ce type d'informations ».

Les barbares ont, eux aussi, imputé aux socialistes ce qu'ils qualifient de « rumeurs » sur des négociations PR-RPR. MM. Philippe Mestre, Jean François-Poncet et Philippe de Villiers se sont exprimés en ce sens mercredi. M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, après avoir dénoncé « l'intoxication socialiste », a mis en garde les membres de la majorité qui éprouveraient la « tentation de véhiculer des rumeurs infondées », ce qui les ferait entrer « dans l'engrenage du défaitisme ». — P. J.

tions elles-mêmes, ce serait changer de régime.

La première cohabitation ne pouvait être évitée, la seconde le pourrait et le devrait. Toute la différence est là.

Je souhaite donc que l'ensemble des mouvements qui forment l'actuelle majorité s'y refusent dès à présent de la manière la plus claire.

### Un grand mouvement libéral

La campagne électorale fait apparaître au grand jour un second problème dont on n'a que trop tardé à prendre conscience, afin d'en tirer toutes les conséquences : l'existence dans l'actuelle majorité de deux grands mouvements politiques est pour elle une source d'incertitude. Elle constitue un risque pour toutes les élections, générales ou partielles.

Le centre et la droite sont majoritaires en France. L'existence de deux grandes tendances politiques risque, on l'a déjà vu, de les empêcher de profiter de cette situation majoritaire. Considérer l'histoire de la V<sup>e</sup> République : les récessions ont évolué de façon rigoureuse, inverse à droite et à gauche. Jusqu'en 1974, le candidat du mouvement gaulliste à l'élection présidentielle réunissait, avec le soutien des républicains indépendants, 45 % des suffrages, dès le premier tour. Avec l'appoint des voix du centre, son succès au second tour était quasi nécessairement assuré. La gauche, elle, demeurait divisée en deux camps d'importance sensiblement égale. Depuis une quinzaine d'années, la recombinaison du Parti socialiste qui groupe toute une série de mouvements d'histoire fort diverse, l'affaiblissement du Parti communiste, ont à gauche donné au Parti socialiste une place prépondérante. Dans le même temps, la droite et le centre se fractionnaient eux-mêmes en deux mouvements d'importance voisine, ayant chacun leur candidat au premier tour de l'élection présidentielle. On ne peut guère expliquer autrement le succès de M. Mitterrand en 1981. La structure de l'actuelle majorité fait peser sur elle un risque permanent.

À cet inconvénient majeur, il faut en ajouter un autre : cette structure complique les rapports entre les deux organisations et les hommes qui les dirigent. Qu'est-ce qui peut la justifier ? Les idées et les convictions, certainement pas, elles sont très largement les mêmes. Certes, l'on peut être au sein de l'actuelle majorité plus ou moins européen, plus ou moins social, plus ou moins libéral ; il s'agit de nuances qui existent dans tous les grands mouvements politiques, au sein du Parti socialiste, comme du RPR ou de l'UDF, comme de la CDU en Allemagne ou du Parti conservateur en Grande-Bretagne.

Non, la seule justification de cet état de choses, ce sont les situations

uns au profit des autres ; elle doit au contraire conduire à coordonner l'action de tous en répartissant les responsabilités au niveau national, comme au niveau local. Il ne s'agit pas de bouleverser la géographie politique de notre pays, il s'agit au contraire de la stabiliser dans un équilibre dont tous tireront leur profit et notre pays en premier lieu. Le succès de la gauche ne peut se nourrir que des divisions du centre et de la droite.

Il s'agit de faire en sorte qu'existe, face au Parti socialiste, un grand mouvement politique regroupant tous ceux qui sont attachés aux valeurs de liberté, d'initiative et de solidarité. Le jeu serait plus clair en tout cas à l'intérieur de la majorité actuelle et, dès lors, la désignation d'un candidat unique de la majorité se ferait sans difficulté.

Pareille évolution dégrèserait-elle pour l'extrême droite un espace trop grand ? Je ne le crois pas du tout, et je suis persuadé au contraire que le sentiment de force que donnerait la majorité grâce à ce regroupement dans un grand mouvement nouveau laisserait moins d'espace à l'extrême droite.

Pareille démarche serait rigoureusement inverse de celle que poursuit M. Mitterrand et, avec lui, tous les partisans de la représentation proportionnelle : il s'agit d'empêcher que ne s'opère, sous l'effet du scrutin majoritaire, un regroupement de l'ensemble du centre, de la droite et des gaullistes, et de favoriser l'émiettement propre à toutes les variétés de combinaisons et d'alliances.

Ce qui est en cause, c'est l'avenir de la V<sup>e</sup> République : le maintien du scrutin majoritaire et la création d'un grand mouvement de la liberté assureraient durablement ; le retour à la représentation proportionnelle et l'émiettement partisan nous feraient revenir en arrière vers la IV<sup>e</sup> République.

Peut-être dira-t-on que pareille démarche tendrait à accroître la coupe de notre pays en deux. Je ne le crois pas. Nos institutions portent en elles-mêmes, dès lors que le scrutin majoritaire a été rétabli et que l'élection présidentielle procède du suffrage universel, une logique majoritaire. D'ailleurs, dans tous les

**Allo Raymond Barre**  
Tél : (16) 1 45 49 45 49  
Service Accueil Comité Barre 88  
195 Bd. Saint Germain 75007 Paris

قناة من الإسرائيل

هتدا من الاميل

DU 17 AU 21 MARS

# 5 JOURS CHAMPIONS

## CHAMPION LA REPRISE !

**5000 F**

minimum : Pour tout achat d'une Peugeot neuve\*, nous vous reprenons votre ancienne voiture, quels que soient son âge et son état, 5 000 F minimum et beaucoup plus si son état le justifie. Cette offre est limitée aux particuliers propriétaires d'un véhicule dont la carte grise est à leur nom depuis plus de trois mois.

\* dans la limite des stocks disponibles.

## CHAMPION LE CRÉDIT !

**0 F**

par mois pendant 12 mois\* en location avec option d'achat sur toute la gamme PEUGEOT AM 88, c'est à peine croyable ! Et pourtant... Vous possédez une voiture, si son prix de reprise couvre l'apport initial, partez au volant de votre PEUGEOT neuve et ne payez plus rien pendant 12 mois.

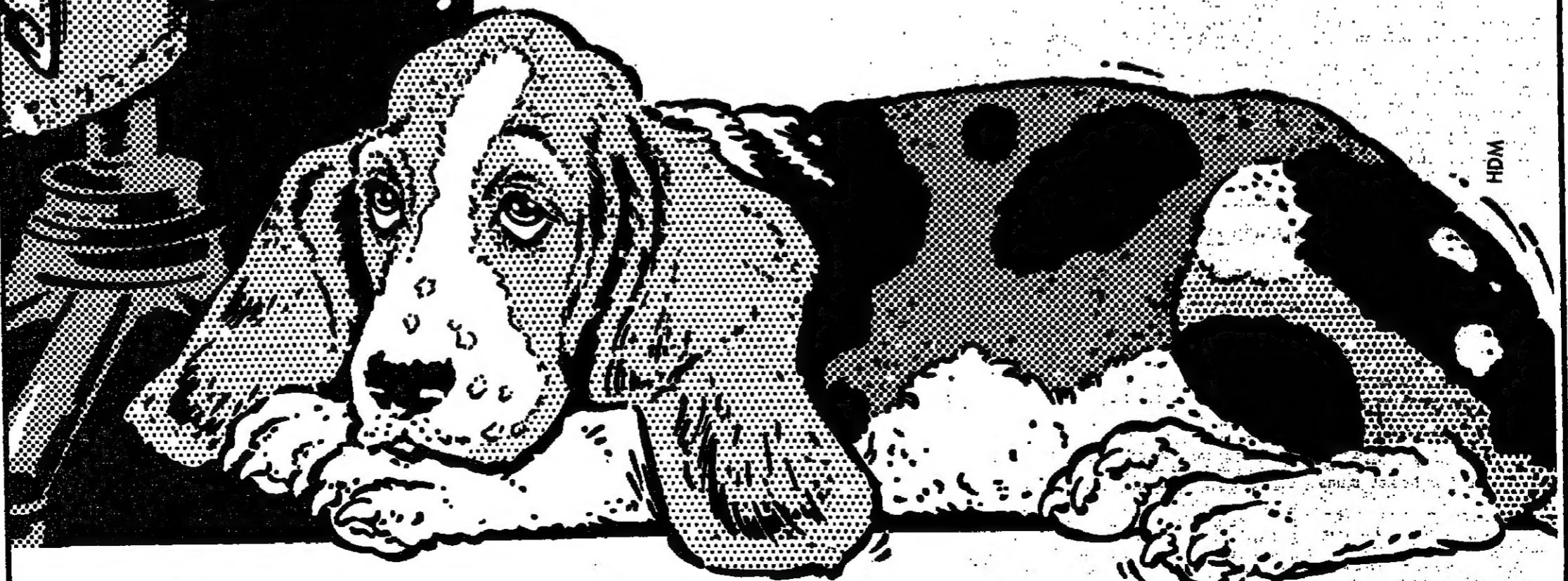
\*Exemple : 205 Junior 3 Portes - Prix - Tarif au 21.01.88 AM 88 - 47 200 F. Apport initial : 16 520 F (dépôt de garantie, 4 720 F + 1<sup>er</sup> loyer 11 800 F) couvert éventuellement par le montant de votre reprise. Suivi de 12 loyers à 0 F puis de 47 loyers à 1 104,48 F. Option d'achat en fin de location : 4 720 F couvert par le dépôt de garantie. Coût total en cas d'acquisition au terme du contrat de location : 68 430,56 F (hors assurance).

\* Sous réserve d'acceptation de votre dossier par CrediPar.

## CHAMPION LA NOUVELLE 205 RALLYE !

Toute blanche aux couleurs de Peugeot Talbot Sport, venez la découvrir ! Et ce qui est vraiment Champion, c'est que vous pouvez GAGNER UNE 205 RALLYE en jouant sur votre Minitel 3615 code Peugeot.

QUAND  
SA FEMME  
VA SAVOIR  
ÇA !



RESEAU PEUGEOT TALBOT

# Politique

## La préparation de l'élection présidentielle

Le PS vulgarise ses propositions

### Le socialisme en version douce

Les dirigeants du PS devaient présenter, lors d'une conférence de presse, le jeudi 17 mars, le magazine de quarante pages, illustré de photographies en couleurs, qui reprend à destination du grand public une version résumée de leurs « propositions pour la France » élaborées à l'occasion de l'élection présidentielle. Les socialistes, qui avaient envisagé de recourir à la bande dessinée, tentent ainsi avec ce magazine de faire des efforts conjugués de MM. Henri Emmanuelli et Dominique Strauss-Kahn, qui sera diffusé à plusieurs millions d'exemplaires, de montrer qu'ils ont un programme et de donner une forme attractive à des propositions dont la version intégrale contenue dans un fascicule de quatre-vingt-quatre pages, grand format très touffu.

Outre un éditorial signé par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS et une petite rubrique « télé » (qui traite brièvement des DOM-TOM, de l'agriculture, du commerce et de l'artisanat, de la vocation maritime de la France et du rôle des consommateurs), ce magazine compte seize titres de chapitre, traités chaque fois en plusieurs pages : « Économie : l'état de l'industrie ; l'éducation ; le rôle de l'intelligence ; droits des travailleurs ; dans l'entreprise, la démocratie ; social : une société plus juste ; solidarité : 16 27 pour en finir avec la misère ; fiscalité ; répartition de l'effort ; habitat : un marché fou, ça se soigne ; justice : France, État de droit ; vivre ensemble : l'immigration, une

chance pour la France ; société : la sécurité au quotidien ; environnement : protéger la vie ; audiovisuel : des médias indépendants ; culture : un nouvel élan ; communauté ; l'Europe du progrès ; développement : leur avenir est le nôtre ».

Paradoxalement, les propositions des socialistes n'ont pas, en étant résumées, gagné plus de force. Au contraire, le PS donne l'impression d'avoir encore « fissé » son texte. Ainsi, dans le domaine essentiel de la politique économique et sociale, le mot « plan » n'est plus mentionné (alors qu'il était dans sa version longue), ce qui est d'ailleurs conforme à la perte de crédit de cette notion dans l'opinion (le Monde daté 13-14 mars). A propos des privatisations, le texte affirme seulement que « la composition des nouveaux plans sera [...] revue » et que « aucune des privatisations ne doit être considérée comme irréversible ». Les contours du secteur public étant « appelés à évoluer à mesure des besoins de l'économie française ».

En matière de politique salariale, le magazine du PS affirme avec une obscurité sans doute voulue : « Pour l'avenir, les socialistes se prononcent en faveur d'une politique salariale assurant aux travailleurs une part des gains de productivité et d'une politique des prix consistant à une évolution comparée des revenus non salariaux. Il en résulte une juste répartition de l'effort et des fruits de l'effort ». Quant à la

lutte contre le chômage, outre les orientations destinées à remodeler l'économie française et à retrouver la croissance, le texte se borne à prioriser « l'aménagement et la réduction du temps de travail » comme « priorités » car « aussi forte que soit la croissance, elle ne suffira pas à résorber le chômage ».

#### Pour ne pas gêner M. Mitterrand

La modestie des propositions socialistes est d'autant plus frappante, dans cette version résumée, que les violentes attaques contre la droite de la version longue — dont le ton polémique tranchait avec la modération de l'ensemble — n'ont pas été reprises. Comment ne pas voir un symbole dans l'absence des mots « droite » et « gauche », dans l'éditorial rédigé par M. Jospin ? Le premier secrétaire du PS se contente en effet d'observer : « Les conservateurs ont une vision courte du temps et une conception étroite de la société. Les socialistes se tournent vers l'avenir avec le souci de donner sa place à chacun ».

Ce magazine illustre ainsi, presque jusqu'à la caricature, la mutation « social-démocrate » du PS. Certes, son contenu ne risque pas de gêner le candidat Mitterrand, qui, plus que jamais, apparaît comme la proposition principale du PS. Mais, avec cette version courte des « propositions pour la France », les socialistes donnent un peu l'impression de tomber d'un excès dans l'autre, d'un excès de sectarisme, d'illusion et de promesses dans les années 70 à un excès de résignation pour les années 90, qui leur fait accepter une dilution de leur identité (même s'ils ont le courage de continuer d'affirmer, par exemple, que « l'immigration est une chance pour la France »).

Sans doute, face à un tel programme, sera-t-il, plus difficile, pour la majorité, d'agiter l'épouvantail du socialisme « modèle 81 ». Mais l'omnipotence de ce candidat Mitterrand se demande quel accueil recevra ce magazine dans la base populaire de la gauche à qui il est — aussi — destiné.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Le directeur de campagne de M. Le Pen devant les étudiants de Sciences-Po

### « Non aux Mègretbains ! »

« A poil, à poil, à poil... » Rien n'aurait été épargné à M. Bruno Mégret pour son grand oral de passage devant les étudiants de Sciences-Po. Le mercredi 16 mars, en fin d'après-midi, six à sept cents personnes étaient tassées dans l'amphithéâtre Emile Boumy. Une petite minorité de sympathisants FN de la puissance invaincue, le Cercle national, était venue applaudir le directeur de campagne de M. Jean-Marie Le Pen. Une autre minorité, celle-ci trois fois plus importante que la précédente, composée de militants de gauche et de SOS Racisme s'était rassemblée au centre et sur les hauteurs pour empêcher de prendre la parole. Enfin, une majorité silencieuse a assisté à un chahut mémorable qui tournera en fin de soirée à la bagarre.

S'appuyant sur la tradition de tolérance de l'Institut d'études politiques, le directeur, M. Alain Lancelot, avait repoussé la pétition demandant l'interdiction de la venue de M. Mégret ; pétition signée par quelques associations de mouvements d'étudiants de l'IEP. Seuls les étudiants roradins n'ont pas voulu apposer leur signature sur cette pétition estimant que le débat démocratique devait avoir lieu comme avec les autres hommes politiques invités régulièrement au Salon de la République. Un est en fait en lieu avant le débat à « La Péniche ». D'importantes forces de l'ordre avaient été déployées tout autour de Sciences-Po afin d'éviter tout affrontement entre les groupes d'extrême droite d'Assas.

Tandis que le calme régnait dans la rue, les boules pointues et les boules de papier volaient dans l'ampère. Imperturbable sous la pluie de quolibets, insensible aux bris d'honneur et autres coups de poing, M. Mégret a hurlé son discours pour tenter en vain de se faire entendre. Derrière lui, un drapeau du drapeau bleu, blanc, rouge, planté sur le tableau noir,

était rapiécé avec un morceau de tissu orange. « Le Pen facho, le peuple aura sa part ! bis », « Nous sommes tous des enfants d'immigrés : première, deuxième, troisième génération ! » scandaient crescendo, en tapant des pieds, les étudiants anti-Le Pen. « Je tiendrais cette conférence quoi que vous fassiez », s'écriait M. Mégret, qui avait du mal à cacher quelques sourires devant l'imaginaire d'une partie de la salle.

Devant la difficulté à se faire entendre, certains brandissaient des pancartes où l'on pouvait lire : « Mégret de conard ! » « Non aux Mègretbains ! »

#### Pugilat

« La gauche montre son vrai visage » ripostait à la craie, sur le tableau noir, un responsable du Cercle national. Des brèves de l'intervention du député surangelant par moment au-dessus du torrent des hurlements : « ...désolage idéologique entre le peuple et la classe politique française... ascension irrésistible... nous sommes un grand courant popu... aujourd'hui, nous ne sommes pas encore en démocratie, nous en avons la preuve aujourd'hui ».

« Pas de facho à Sciences-Po ! Au Chili ! Aux chortas ! Géralde Le Pen ! Pétaï ! », lui répondait l'écho. Le nom de François Mitterrand, lancé par M. Mégret, déclencha dans la salle des « Mitterrand président ! Mitterrand président ! » à faire claquer toutes les baies vitrées. « Vous avez peut-être vingt ans, mais vous êtes déjà des vieillards », contre-attaqua le député de l'Isère, soutenu par sa poignée de sympathisants.

Un semblant de silence se fit quelques instants pour des questions. Le député FN sèche sur une colle concernant la réforme Lancelot de l'IEP. « Il ne sait pas qui c'est ! Il ne sait pas qui c'est ! » « Pourquoi M. Le Pen a-t-il dit à Lille que l'on trouvait dans les

doubellies de la ville non seulement des rats mais des rats ? » interrogea un étudiant. « C'est assez désobligeant pour M. Mauroy, je croyais que sa ville était mieux tenue », répondit M. Mégret. « Casse-toi, casse-toi ! », scandèrent sur l'air desampions les étudiants hostiles. Certains tendirent le bras et chantèrent « Hello hello ». Les militants du Front national prirent leur revanche quand un membre de SOS Racisme voulut poser une question : ils se débattaient et montrèrent un talent certain dans les aboiements.

Deux étudiants, une fille et un garçon, s'avancèrent alors vers les premiers rangs. Ils montèrent sur les tables, tournant le dos à la tribune et présentèrent à leurs camarades une affiche sur le modèle de celle contre le SIDA sur laquelle on peut lire : « Le Pen, il ne passera pas par moi ! »

A ce moment-là, un membre du service d'ordre du Front national s'avança et releva brutalement la jupe de la jeune fille jusqu'au ventre. La jeune fille redescendit. Plusieurs de ses amis l'entourèrent. Elle pleurait. Deux ou trois étudiants foncèrent en direction des militants du Front national qui gardaient la tribune. Il y eut des coups de poing et des coups de pied. Mais très rapidement, dans les deux camps, des personnes s'interposèrent et calmèrent les combattants. Le pugilat prit fin.

En signe de protestation, la plupart des étudiants quittèrent l'amphi en criant : « Fachos, fachos ! » M. Mégret put terminer son intervention devant un public acquis ou silencieux. La silence, tout à coup, résonnait étrangement. « Cette bagarre, c'est ce que tout le monde attendait, c'est déprimant, s'indignait un étudiant en regagnant la sortie. Dites bien que ce sont des étudiants qui ont été responsables, mais pas tous les étudiants de Sciences-Po. Il ne faut pas généraliser. »

PIERRE SERVENT

### Les pièges cachés du parrainage

La publication du *Journal officiel* du jeudi 17 mars du décret portant élection du président de la République, des élections municipales, départementales et régionales du 24 avril et 8 mai ouvre la période durant laquelle sont reçues, par le Conseil constitutionnel, les présentations des candidats.

Opération apparemment simple, au demeurant facilitée par une notice explicative, l'envoi des formulaires certifiés de présentation d'un candidat à l'élection présidentielle paraît plonger de nombreux élus dans la perplexité et les conduire à des pratiques très approximatives de cet acte de parrainage.

Le Conseil constitutionnel a, par exemple, paru devoir rappeler, dans un communiqué diffusé le jeudi 10 mars, que des formulaires « ne doivent lui parvenir avant le jeudi 17 mars 1988, ni après le mardi 5 avril 1988 ».

Ce rappel précis et en apparence redondant, ne s'explique que par l'envoi prématuré de formulaires que le Conseil se voit contraint de retourner à leurs auteurs, puisqu'il ne peut en aucun cas en être le destinataire avant la première des deux dates fatidiques. Dans ces conditions, comment ne pas imaginer qu'un

certain nombre de maires pensent « au contraire » qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire ?

Le moment venu, il faut s'attendre que certains des formulaires envoyés présentent une nouvelle fois toute la gamme des erreurs ou omissions qui accompagnent traditionnellement cette opération. On verra sans doute — encore une fois — M. Mitterrand amputé d'un « e » ou d'un « t ». Et pour lui, ni pour les autres, des souffrances orthographiques ne sont toutefois compromettantes dès lors qu'il est impossible de se tromper sur l'intention de l'envoyeur. Nombreux seront encore les formulaires sur lesquels le code INSEE des communes figure en lieu et place du code postal. Ce n'est pas trop grave.

Des formulaires diversément et fausement retournés, des confusions dans le choix des tampons administratifs à apposer sont aussi à prévoir. Ces errements ne peuvent que conduire le Conseil constitutionnel à regarder de très près ces formulaires et à user de son droit de vérification.

Tout donne à penser que se glisseront aussi un certain nombre de formulaires non signés, ce qui, en revanche, est rédhibitoire.

M. K.

● La campagne à la radio. — France-Inter, qui a déjà reçu MM. Le Pen, Barre, Chirac et Lajoinie, a prévu de réserver son prochain « Intermédiaire » à un candidat retenu par le Parti socialiste. Date fixée : le mercredi 23 mars.

● Le 227<sup>e</sup> numéro des Cabinets ministériels est paru. — Les

Cabinets ministériels viennent de publier leur 227<sup>e</sup> numéro. Il contient la liste des membres des cabinets de la présidence de la République, du gouvernement de M. Chirac, du Sénat, de l'Assemblée nationale, du Conseil économique et social, ainsi que du maire de Paris et des préfets de Paris, d'Ile-de-France et de police. ● Les Cabinets ministériels, 30, rue Saint-Marc, 75002 Paris.

### M. Mitterrand en hausse selon un sondage BVA

Le sondage réalisé par BVA et publié, le jeudi 17 mars, dans *Paris-Match* (1) crédite M. François Mitterrand de 37,5 % des intentions de vote au premier tour (au lieu de 35,5 % il y a quinze jours), le place ainsi en tête devant MM. Jacques Chirac (22 % au lieu de 23 %) et Raymond Barre (19 % comme la fois précédente).

Selon cette enquête, le chef de l'Etat est également réélu au second tour quel que soit son adversaire. Il recueille 53,5 % des suffrages (au lieu de 52,5 %) dans l'hypothèse d'un duel l'opposant au candidat de

l'UDF et 54,5 % des voix (au lieu de 53,5 %) face au premier ministre.

Une courte majorité (44 % contre 42 %) des personnes interrogées souhaitent que le président de la République effectue un second mandat, alors que le mois dernier 43 % (contre 42 %) ne s'y déclaraient pas favorables.

Enfin, 59 % des personnes consultées estiment que M. Mitterrand se conduira toujours comme le président de tous les Français, 29 % jugeant qu'il agit en tant que chef de l'opposition. Le « chef de l'Etat-

rassembleur » obtient là son meilleur résultat depuis le début de la cohabitation.

D'autre part, 25 % des personnes interrogées (dont 43 % des électeurs socialistes et 89 % de ceux du PCF) considèrent que la « meilleure majorité gouvernementale » serait issue d'une union PC-PS, 19 % (dont 36 % des sympathisants du PS et 19 % des électeurs de M. Barre) penchent au contraire en faveur d'une alliance PS-UDF. Une majorité RPR-UDF bénéficie, pour sa part, du soutien de 24 % des personnes interrogées (dont 67 % des

partisans chiraquiens et 58 % des sympathisants de l'UDF). Enfin, un rapprochement entre la majorité et le Front national ne suscite l'approbation que de 13 % (dont 20 % des électeurs du premier ministre).

(1) Sondage effectué du 29 février au 4 mars auprès d'un échantillon représentatif de 1 949 personnes en ce qui concerne les intentions de vote lors de l'élection présidentielle. Dans la même période, 961 personnes ont été interrogées sur les autres éléments de l'enquête.

#### PROPOS DE CAMPAGNE

##### M. Chirac

###### Réaction

Invité du « Petit déjeuner » de TF1 le jeudi 17 mars, M. Jacques Chirac, interrogé sur les propos qu'il avait tenus à Marseille concernant « le xénophobie et le racisme » a précisé : « Le mouvement est dû à une réaction contre la politique qui a été pratiquée depuis 1981, contre la mortification du chômage et de la pauvreté, contre l'immigration clandestine, contre la dégradation des conditions de sécurité. J'ai dit que je n'approuvais pas mais que je pouvais comprendre le ras-le-bol éprouvé par certaines populations et que la politique que nous pratiquons tendait précisément à répondre aux problèmes ainsi posés ».

Interrogé sur le conseil donné par M. Pasqua à M. Mitterrand de ne pas se représenter, M. Chirac a répondu : « M. Pasqua est un homme généreux, pas du tout agressif, qui a le sens de la convivialité. Il exprime donc un sentiment amical pour M. Mitterrand ».

##### M. Mestre

###### Tous à l'UDF

M. Philippe Mestre, directeur de la campagne de M. Raymond Barre, a expliqué, le mercredi 16 mars au cours d'une conférence de presse, que ce qui avait été analysé dans le discours du Bourget de l'ancien premier ministre comme une critique de M. Chirac n'était que « des constatations que Raymond Barre a toujours faites sur les promesses et la cohabitation (...) ». Les attaques sur le projet socialiste ont été autrement plus virulentes.

A propos d'un éventuel rapprochement entre le RPR et le PR, il a

affirmé : « Il s'agit là de quelques petits ballons roses qui vont sans doute se dégonfler. » Mais il a ajouté : « Il peut y avoir des rapprochements à l'intérieur de la majorité, mais sous forme d'une confédération ; il en existe déjà une, c'est l'UDF ; pourquoi ne pas envisager que le RPR devienne la septième composante de l'UDF ? »

##### M. Mermaz

###### Dupont contre Dupond

M. Louis Mermaz, secrétaire national du PS, a comparé le mercredi 16 mars sur TF 1, le début de la campagne présidentielle à « une espèce de combat de Dupont contre Dupond, de la droite contre la droite ». Il a ajouté : « Je ne vois pas pourquoi le président de la République (...) se précipiterait pour être au rendez-vous de deux candidats empêtrés et enchevêtrés ».

##### M. Lajoinie

###### Régression

« Le septennat qui s'achève, a déclaré le mercredi 16 mars à Paris M. André Lajoinie, candidat communiste à l'élection présidentielle, entrera dans l'histoire comme un septennat de régression des libertés dans notre pays. » « Un à un, a précisé au cours du même meeting M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, qui accompagnait M. Lajoinie, vos libertés ont été attaquées, supprimées, depuis 1982. Et il faut le dire, car c'est la vérité, a encore affirmé M. Marchais, ce septennat sera à ranger parmi les pires pour ce qui est du recul des droits et des libertés démocratiques des salariés. »

### DES VOLS REGULIERS A PRIX CHARTER

**BANGKOK 3.990F\***

*La Compagnie des Voyages*

28 RUE PIERRE LESCOT 75001 PARIS - 45.08.44.88

\* A partir de, AR au départ de Paris. Conditions particulières d'inscription.

LC A 1581

## L'EVENEMENT

LAU SOMMAIRE CETTE SEMAINE

ENQUÊTE:  
**Le nouveau massacre des Arméniens**

DOCUMENT:  
**Bernard-Henri Lévy interpelle le gouvernement israélien**

DOSSIER:  
**Fausse factures, financement des partis: la magouille des super-marchés**

HISTOIRE:  
**Du nouveau sous Louis XVIII**

ET AUSSI...  
**Présidentielle: l'anatomie des candidats**

مكتبة الامم المتحدة

## Politique

## M. Bernard Pons annonce l'envoi de renforts de police et de gendarmerie en Nouvelle-Calédonie

NOUMÉA  
de notre correspondant

M. Bernard Pons a adressé, le mercredi 16 mars à Nouméa, une « mise en garde » à « tous ceux qui voudraient, d'une manière ou d'une autre, perturber » les prochaines élections régionales couplées avec le scrutin présidentiel. « Ceux qui voudraient se lancer dans cette entreprise seront immédiatement arrêtés et déferés à la justice », a expliqué le ministre des DOM-TOM à l'issue d'une visite de vingt-quatre heures en Nouvelle-Calédonie.

Sans vouloir les « dramatiser », M. Pons s'est déclaré « préoccupé » par les récentes déclarations des chefs du FLNKS appelant les militants indépendantistes à « faire échec par tous les moyens » au nouveau processus institutionnel. Il a indiqué avoir tenu récemment, à Paris, une réunion de travail en présence du haut commissaire en Nouvelle-Calédonie, M. Clément Bouhlin, et de spécialistes de la sécurité de la gendarmerie et du ministère de l'Intérieur, où « tous les scénarios et toutes les hypothèses furent envisagés ».

« Nous avons arrêté, a précisé M. Pons, toutes les dispositions permettant de donner aux forces de l'ordre les moyens de rapidité

d'intervention pour neutraliser immédiatement toutes les menaces à l'ordre public, où qu'elles puissent se développer. »

M. Pons a ainsi annoncé que les renforts de police et de gendarmerie seront doublés par rapport à ceux qui avaient été dépêchés sur l'archipel lors du référendum du 13 septembre 1987, soit seize escadrons de gendarmes (au lieu de huit) et douze compagnies de CRS (au lieu de six). Cela portera le total des forces de l'ordre à trois mille gendarmes et mille cinq cents policiers.

Le ministre a par ailleurs lancé un « appel au civisme » à tous les élus calédoniens, plus précisément aux maires des trente-deux communes du territoire (dont quinze sont contrôlés par le FLNKS). « Les maires, élus du suffrage universel, averti M. Pons, ont des devoirs mais aussi des responsabilités, notamment la responsabilité d'organiser les scrutins et de présider les bureaux de vote. Si par hasard un maire devait être défaillant il serait dans la minute sanctionné et relevé de ses fonctions, ce qui voudrait dire qu'au renouvellement de 1989 il n'aurait pas le droit de se représenter. »

F. B.

## Cocktails Molotov pour M. Ukeiwé à la Guadeloupe

POINTE-A-PITRE  
De notre correspondant

M. Dick Ukeiwé est arrivé le mercredi 16 mars à Pointe-à-Pitre et son premier meeting a été émaillé d'incidents. Deux personnes ont été blessées.

Le sénateur RPR de la Nouvelle-Calédonie devait tenir un meeting à la mairie du bourg de Gosier, banlieue résidentielle, dont le maire, ancien député, est M. Léopold Héline (RPR). Mais les allocutions de circonstance avaient à peine commencé, tandis qu'un groupe de gendarmes veillait paisiblement à l'entrée de la salle, qu'une vingtaine de jeunes manifestants ont lancé des pierres à travers les vitres. Puis, malgré d'importants renforts de gendarmes mobiles disposés autour de la mairie, une demi-douzaine de cocktails Molotov ont été lancés en direction du lieu de la réunion.

« Ce sont peut-être nos enfants qui les ont lancés, a commenté M. Ukeiwé. C'est depuis l'élection de M. Mitterrand que nos familles ne peuvent plus discuter ensemble. On leur a menti ! On les a trompés ! »

Dans la rue principale, l'avenue du Général-de-Gaulle, les badauds ne comprenant pas la présence du sénateur de la Nouvelle-Calédonie dans leur commune. Certains d'entre eux, favorables aux indépendantistes canaques, assimilaient M. Ukeiwé à un « traître ».

A. L.

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi matin 16 mars, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Aux termes des travaux, le communiqué officiel suivant a été rendu public :

CONVOCA-  
TION DES ÉLÉCTEURS  
POUR L'ÉLECTION  
DU PRÉSIDENT  
DE LA RÉPUBLIQUE

Sur proposition du ministre de l'Intérieur, le conseil des ministres a examiné le décret portant convocation des électeurs pour l'élection du président de la République.

La date du premier tour est fixée au dimanche 24 avril, celle du second tour au dimanche 8 mai.

Le scrutin sera ouvert de 8 heures à 18 heures. Les autorités compétentes auront toutefois la faculté, en fonction des circonstances locales, d'avancer l'heure d'ouverture ou de retarder l'heure de clôture du scrutin sans que cette dernière puisse dépasser 20 heures.

La publication de ce décret au Journal officiel du 17 mars ouvrira la période, courant jusqu'au mardi 5 avril, pendant laquelle les présentations des candidats pourront être reçues par le Conseil Constitutionnel.

STATUT DES PERSONNELS  
DE DIRECTION  
DES ÉTABLISSEMENTS  
D'ENSEIGNEMENT  
DU SECOND DEGRÉ

Sur proposition du ministre de l'Éducation nationale, le conseil des ministres a examiné deux décrets fixant le régime de rémunération applicable aux emplois de direction d'établissements d'enseignement du second degré et à certains emplois de direction d'établissements de formation relevant du ministre de l'Éducation nationale.

Ces décrets achèveront la réforme du statut des chefs d'établissements du second degré et à certains emplois de direction, recrutés par concours nationaux et tous extérieurs. Les personnels enseignants et d'éducation actuellement chargés de fonctions de direction seront intégrés dans ces corps et se verront offrir

des perspectives de carrière nouvelles.

BILAN ET PERSPECTIVES  
DE LA POLITIQUE  
BUDGÉTAIRE

Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et le ministre délégué chargé du budget ont présenté au conseil des ministres une communication sur la politique budgétaire conduite depuis deux ans, ses résultats et la préparation du budget de 1989 (Le Monde du 17 mars).

LA PRÉPARATION  
DU BICENTENAIRE  
DE LA RÉVOLUTION  
FRANÇAISE  
DANS L'ÉDUCATION  
NATIONALE

Le secrétaire d'État chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la préparation du bicentenaire de la Révolution française dans l'éducation nationale.

À l'école, le bicentenaire de la Révolution sera mis à profit pour développer la réflexion des enfants sur les valeurs universelles qui en sont résultées, notamment les droits de l'homme.

La participation de l'éducation nationale à la célébration du bicentenaire sera conçue de façon décentralisée. Les actions nationales s'enrichiront d'initiatives prises localement. Le ministre assurera la cohérence de l'ensemble.

Un comité scientifique national, composé de personnalités qualifiées,

apportera ses conseils et veillera à la qualité des projets. L'inspection générale de l'éducation nationale et les directions pédagogiques du ministère proposeront des orientations générales dans une perspective essentiellement pédagogique. Dans chaque académie, un responsable désigné par le recteur coordonnera les initiatives.

Les actions envisagées sont très diverses. Des expositions de documents d'intérêt national, complétées par des projets élaborés localement, seront organisées. L'Institut national de la recherche pédagogique présentera une exposition sur le thème « L'enfant et la Révolution » et organisera un colloque consacré à l'œuvre éducative de la Révolution.

De nombreux travaux sont d'ores et déjà engagés dans les établissements : expositions, publications, réalisations artistiques, animations théâtrales et audiovisuelles, etc. Les projets les plus originaux seront présentés en juin prochain dans le cadre de la manifestation « 89 - Avant Première » prévue à La Vilette.

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

- sur proposition de garde des sceaux, ministre de la justice, M<sup>me</sup> Marguerite Portet, présidente honoraire de tribunal administratif, est nommée conseiller d'État ;
- sur proposition du ministre de l'Industrie, des P et T et de tourisme, M. Francis Mer est nommé président-directeur général de la société Union-Satelor.

L'amiral Guirec Doniol  
reçoit sa quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. André Giraud, le conseil des ministres du mercredi 16 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● MARINE. — Est élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre le vice-amiral Guirec Doniol.

Est promu vice-amiral le contre-amiral Jean-Pierre Lucas.

Est nommé chargé de mission auprès du délégué général pour l'armement le vice-amiral Hervé Le Pichon.

● TERRE. — Sont promus : général de division, les généraux de brigade Alain Lacapelle et Michel Roquejoffre ; commissaire général de division, le commissaire général de brigade Yves Semon ; général de brigade, les colonels René Baud et Christian Dumontet.

Est nommé commandant la 15<sup>e</sup> division d'infanterie et la 43<sup>e</sup> division militaire territoriale, le général de division François Brusson.

● AIR. — Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Maurice Wolinski ; général de brigade aérienne, le colonel Roger Peiffer et Jean Prud'homme.

Est nommé commandant le génie de l'air le général de brigade aérienne Jean Paris.

● SERVICE DE SANTÉ. — Sont promus : médecin général, le médecin chef Jean-Pierre Anglade ; vétérinaire biologiste général, le vétérinaire biologiste chef Jean Foata.

● GENDARMERIE. — Est promu général de brigade le colonel Paul Ferrand.

OFFICIERS MINISTÉRIELS  
VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Cabinet de J.-P. LACAZE, avocat au Barreau de TARBES, 7, rue Roy à LOURDES, Tél. : 63-94-24-39. - Vente sur saisie immobilière aux enchères publiques à la barre du Tribunal de grande instance de TARBES, le JEUDI 31 MARS 1988 à 9 h 30. - EN DEUX LOTS

**Dans résidence du Petit Vignemale à CAUTERETS**

Quartier de la Gare

**1<sup>er</sup> lot - APPARTEMENT** au 1<sup>er</sup> étage, avenue ascense, séjour, 1 ch. S.-de-bain, coin cuisine, balcon (lot 90 du régl. de coprop.) avec UN GARAGE (lot 129 du régl. coprop.)

**2<sup>e</sup> lot - APPARTEMENT** au 5<sup>e</sup> étage à gîte ascense, séjour, coin cuisine, salle-de-bain av. balcon et Mezzanine au niv. supérieur (lot 102 du régl. coprop.) avec UN GARAGE (lot 130 du régl. coprop.)

Mise à Prix : 1<sup>er</sup> lot : 120 000 F. - 2<sup>e</sup> lot : 150 000 F

Solus au président de la SCI RESIDENCE DES SOURCES

Pour renseignements, consulter le cahier des charges au greffe du Tribunal de grande instance de TARBES ou s'adresser à M<sup>re</sup> LACAZE, avocat et à tous autres avocats inscrits au Barreau de TARBES.

(Publicité)

(Publicité)

Fem M. CHIL MYER STZERN

Il est demandé à Monsieur Raymond STZERN - ou à toute personne le connaissant - l'ayant connu - qui a résidé :

17, rue Saint-Denis à PARIS,

de bien vouloir contacter :

KLINER & Co. SOLICITORS,  
180 BOPE STREET, GLASGOW  
G2 2UE, Ecosse  
ROYAUME-UNI

## L'affaire Luchaire

Un juge italien  
chez le juge français

M. Michel Legrand, juge d'instruction à Paris chargé de l'affaire Luchaire, a reçu, jeudi 14 et mardi 15 mars, à Paris, M. Felice Casson, juge d'instruction à Venise. M. Casson avait procédé, en janvier, à plusieurs perquisitions en Italie, aux sièges des deux filiales italiennes de Luchaire, SEA et Consar, ainsi qu'au domicile de M. Mario Appiano, responsable de ces filiales et conseiller à l'exportation de Luchaire. Selon le *Nouvel Observateur*, l'enquête de M. Casson aurait prouvé que les ventes illégales d'armements français par Luchaire à l'Iran auraient continué après mars 1986 (Le Monde du 12 mars). Les affirmations de l'hebdomadaire avaient été démenties par Luchaire ainsi que par M. André Giraud, ministre de la défense.

Dans une déclaration à l'AFP, M. Casson s'est montré prudent : « L'enquête sera très longue et compliquée. On collabore très bien avec le juge Legrand. Je ne fais pas une enquête sur la société Luchaire mais sur ses filiales italiennes, et on va voir s'il y a eu des ventes d'armes à l'Iran par leur intermédiaire durant la période 1987-1988. Nous venons de commencer ce travail. Nous n'avons pas la preuve que Luchaire était au courant des agissements de ses filiales. »

## Carrefour du développement

Le juge Michau  
estime  
l'instruction terminée

M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction chargé du dossier du Carrefour du développement - à l'exception, donc, du cas de M. Christian Nucchi, désormais du ressort de la commission d'instruction de la Haute Cour de justice, - a rendu, mardi 15 mars, une ordonnance de refus de plus ample information.

M. Michau répond donc par la négative au parquet de Paris qui, le 9 mars, avait pris des réquisitions supplémentaires aux fins de nouvelles mesures d'instruction, demandant notamment de nouvelles expertises (Le Monde du 11 mars). Estimant que son instruction était terminée, M. Michau a transmis le dossier au parquet, qui peut encore faire appel de la décision du juge devant la chambre d'accusation.



Le 20 mars, ce n'est pas un septennat qui s'achève, c'est le formidable élan de l'avenir qui se prépare.

**RASSEMBLEMENT NATIONAL AU BOURGET**  
**le dimanche 20 mars 1988**  
**à partir de 9 heures**

**MESSAGE  
DE  
FRANÇOIS MITTERRAND**

(Accès autoroute A 1, suivre le fléchage.)

PIERRE JOUVE, ALI MAGOLOU  
Les dits et les non-dits  
de Jean-Marie  
**Le Pen**  
Enquête et psychanalyse

*La face  
cachée*

**de Jean-Marie Le Pen**

Fruit d'une enquête exceptionnelle

— 6 mois passés aux côtés de Le Pen —

ce livre multiplie les anecdotes

et les révélations

pour dresser un « portrait total »

du leader du Front national.

faisant notamment de la psychanalyse

une méthode d'investigation.

Un outil indispensable pour tous ceux

qui veulent s'opposer efficacement

à la vague xénophobe sur laquelle

surfe Le Pen. 85 francs.

**La Découverte**



# Politique

Le feuilleton du septennat

## 1984, Carl Lewis à Matignon

Après le tournant de la rigueur en 1982 et l'austérité confirmée en 1983, François Mitterrand n'est pas terminé avec les ennemis. La guerre scolaire de 1984 et une série de manifestations monstres plongent le pays au bord de la crise politique (le Monde des 15, 16 et 17 mars).

« C'était terrible, terrible, terrible » : à quatre années de distance, Pierre Mauroy parle ainsi de sa séparation d'avec François Mitterrand au mois de juillet 1984. Première réponse, sans un dixième de seconde de réflexion, avant de se reprendre et de raconter ce moment, le 16 juillet, dans le bureau du président de la République, fut chargé de tant d'émotion que les mots s'espacèrent, que les silences durèrent. Ni l'un ni l'autre n'y pouvait rien. « Alors on se lève, ajoute Mauroy. On ne sait trop pourquoi. Et l'on va vers la porte. On se regarde. On ne sait plus se parler. Les larmes, quatre ans plus tard, lui montent aux yeux. Ces deux-là, le 16 juillet, ont pleuré, c'est sûr. Une pitié, un deuil de la dire, un secret partagé. « Ce fut le moment le plus pénible de mon septennat », dira François Mitterrand à l'un de ses proches au terme de cette conversation qui, les mots manquant, n'en était pas vraiment une. Pierre Mauroy n'était plus premier ministre. La nouvelle sera officielle le lendemain, 17 juillet.

C'est la fin d'une époque. La fin de ce que Lionel Jospin avait appelé les « illusions lyriques » du tout

l'école, avec ou sans Dieu - donnaient un tour dramatique. François Mitterrand avait promis un grand service public laïc unifié, parce que c'étaient les idées de son camp. Les « privés » ne voulaient pas de cette messe noire. L'affaire avait provoqué une levée en masse des défenseurs d'une liberté que l'on disait menacée. La gauche laïque, celle des écoles de la République, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ne croyait plus en ses valeurs. Elle avait honte. K.O. déboul.

### Mitterrand mains jointes

Seuls quelques originaux, dont François Mitterrand, tenaient le discours de leurs convictions raisonnables, hors du temps, comme s'il fallait parler pour expliquer encore, tout en sachant que l'on n'avait plus aucune chance d'être cru, ni même entendu. « Le problème, répétait le président de la République le 22 mai à Angers la catholique, n'est pas de savoir s'il y aura durablement plusieurs écoles en France. Il y en a. Il y en aura. Nul ne songe à réduire pour personne le droit d'enseigner selon ses convictions. Le problème est de savoir si l'Etat doit et peut entretenir toutes les écoles et dans quelle mesure. Comment l'Etat pourra-t-il répondre à toutes les exigences quand une large part de l'école publique se trouve dans la difficulté ».

Face à la mairie d'Angers, ils étaient deux ou trois mille décidés à faire sa fête au président et à torréfier définitivement le cou à ses projets. Hues, gémissements des trompettes

Deux cents mille à Rennes, le 18 février, derrière sept évêques et encore plus à Lille, le 25, où l'on avait frété vingt-sept trains spéciaux et deux mille quatre cents autocars. Syndrome chrétien, syndrome chrétien. Les gros bris de la route, depuis le 16 février, bloquaient les autoroutes et, emportés par un mouvement incontrôlable, menaçaient le pays de thrombose. Dans les salons, le spectre du Chili d'Allende donnait le frisson à la « gauche caviar ». On commençait d'accorder crédit aux prophéties de Nostradamus des temps modernes, Alain Peyrefitte qui, dans une autre vie, en 1973, avait prédit : « MM. Mitterrand et Marchais nous promettent le Pérou. Ils ne nous donneront que le Chili. »

« Ça se déglutit », pensait Pasqua le prosaïque, en songeant à voix haute aux semaines qui avaient précédé la chute de la IV<sup>e</sup> République et le retour au pouvoir du général de Gaulle. Jacques Chirac brisait aussitôt cette rêverie facieuse : « Personne n'a intérêt à ce que notre pays s'installe dans le désordre. »

### Les évêques Maitressés

A Versailles, le 4 mars, Jacques Chirac et Charles Pasqua sont de la fête. « Qui êtes-vous ? Vous êtes la voix des Français ! » Mgr Lustiger formule les questions et les réponses face au flot montant de « l'école libre ». Combien sont-ils ? Cinq cent mille, huit cent mille ? A marée haute, on ne compte plus. Alain Peyrefitte, qui a limé l'expression de sa pensée à l'Académie française, suppute l'ampleur des réjouissances futures : « Si le gouvernement ne met pas les pouces, il nous faudra Paris ».

Paris sera submergé le 24 juin. Un million de manifestants, huit mille CRS et gendarmes sans compter la police parisienne. Les évêques béneissent mais ne défilent pas. Ils ont peur de la politique. Mgr Honoré, archevêque de Tours, les avait mis en garde au mois de mars : « Si le pouvoir devait succomber à une crise-dou, l'origine apparaît insoupçonnée à l'heure de l'enseignement privé, ce serait pour l'avenir un risque considérable. A la fois pour l'école catholique, pour les catholiques de France, pour l'Eglise. Dans la mémoire historique de la nation, un gouvernement serait tombé à cause de l'école catholique. Et ce gouvernement était celui qui portait les espoirs des couches populaires du pays. Il y a trois modes de la Chilly par le débarras le bitume des autoroutes. Les cardinaux qui, en 1925, avaient déclaré la guerre au laïcisme » et qui, en poussant deux millions de personnes dans la rue avaient fait reculer le Cartel des gauches, déboulent des nefs de cathédrales. Le 26 juin, le Monde titre en tête de « une » : « Le pouvoir sérieusement ébranlé par un puissant courant de contestation ».

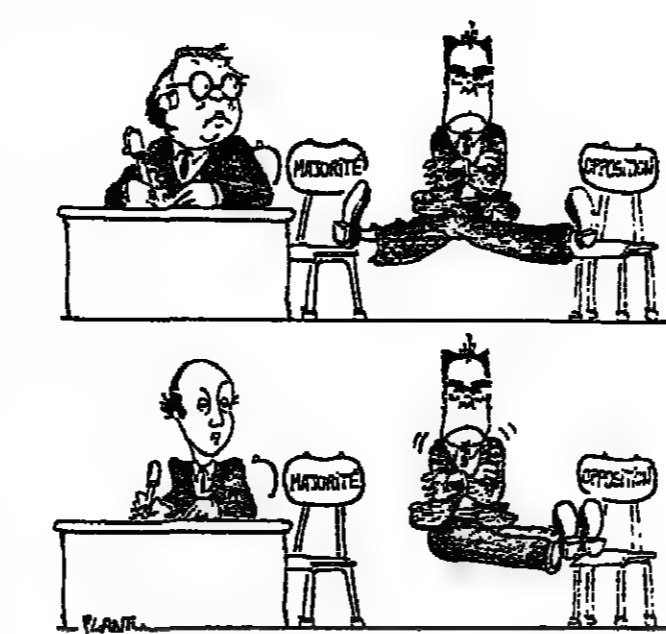
A la fin du mois de février, Lionel Jospin, inaccoutumé de complaisance envers les « papistes » avait recommandé publiquement l'abandon du projet Savary, l'aut de quoi les socialistes couraient tout droit à la catastrophe politique. François Mitterrand recevait bientôt le ministre de l'éducation nationale porteur de l'exposé des motifs de son projet de loi. « Votre texte est très beau, lui dira-t-il. Mais ce n'est plus possible. Je vous prie de bien vouloir l'annuler, mais nous n'y arriverons pas. C'est trop ambitieux. Déplacer une virgule pour sourire à l'un des camps, c'était s'obliger à en gommer deux autres pour complaire à ceux d'en face. Mgr Lustiger, pour un coup de crayon de trop, dénonçait, dans une interview au Monde, un « manquement à la parole donnée ».

La gauche souffrait du syndrome chrétien. Le dimanche 22 janvier, le comité national de l'enseignement catholique avait mobilisé, pour la défense de l'enseignement privé, 60 000 personnes à Bordeaux. En plein hiver et dans le Sud-Ouest laïc. « Je n'ai rien vu de pareil depuis de Gaulle », s'exalta Jacques Chaban-Delmas drapé dans son imperméable kaki des jours de résistance. Le 29 à Lyon, ils étaient 120 000 à chanter, en fin de parcours, une Marseillaise soutenue à l'harmonium. Une femme dit à l'envoyé spécial du Monde : « Ecrivez que nous sommes venus pour la défense de notre liberté contre un gouvernement un peu con ». Valéry Giscard d'Estaing qui continuait de regarder les Français dans le blanc des yeux sentit fleurir des étoiles sur un képi imaginaire et dit : « J'entends monter un immense appel, encore informé, à la dignité et à la liberté de la France ».

M. Paul Quilès, député socialiste de Paris, nous écrit après la publication, dans le « Feuilleton du septennat », publié par le Monde du 15 mars d'une partie des propos qu'il avait tenus à la tribune du congrès socialiste de Valence en 1981 :

Je pense que vous connaissez bien l'épisode historique auquel je me suis référé : le 9 thermidor 1794, Robespierre monta à la tribune de la Convention pour dénoncer ses adversaires, mais il omit de les nommer, ce qui coïncida contre lui tous ceux qui, à tort ou à raison, se sentaient visés. Cela entraîna sa chute.

C'est cette erreur que j'ai voulu rappeler à la tribune du congrès du PS. En effet, en cet automne 1981, alors qu'il était procédé au changement qui affecte traditionnellement la haute administration lors de l'arrivée d'un nouveau gouvernement, j'étais inquiet de l'attitude de cer-



La crise était inévitable, que l'on choisisse ou non de passer en force au Parlement. Dès lors, François Mitterrand commença de s'interroger sur la meilleure manière de s'en sortir. Comme souvent, il laissera mûrir jusqu'à pourrissement afin de créer, brutalement, un appel d'air au moment le plus favorable pour lui. Michel Chassagne, son spécialiste en coups institutionnels tordus sera chargé d'étudier, avant même la grande manifestation de Paris, les scénarios de sortie de crise et, singulièrement, l'organisation éventuelle d'un référendum sur l'extension, du champ d'application du référendum.

Du référendum sur le référendum et du retrait simultané du projet Savary, François Mitterrand discutera, à Latché, le 8 juillet, avec Michel Chassagne, l'inévitable, et Lionel Jospin. Le 12 juillet à la télévision, le président de la République annonce l'une et l'autre initiative. Du retrait du projet Savary, Pierre Mauroy n'a été prévenu qu'une heure avant l'allocution présidentielle. « Si le pouvoir devait succomber à une crise-dou, l'origine apparaît insoupçonnée à l'heure de l'enseignement privé, ce serait pour l'avenir un risque considérable. A la fois pour l'école catholique, pour les catholiques de France, pour l'Eglise. Dans la mémoire historique de la nation, un gouvernement serait tombé à cause de l'école catholique. Et ce gouvernement était celui qui portait les espoirs des couches populaires du pays. Il y a trois modes de la Chilly par le débarras le bitume des autoroutes. Les cardinaux qui, en 1925, avaient déclaré la guerre au laïcisme » et qui, en poussant deux millions de personnes dans la rue avaient fait reculer le Cartel des gauches, déboulent des nefs de cathédrales. Le 26 juin, le Monde titre en tête de « une » : « Le pouvoir sérieusement ébranlé par un puissant courant de contestation ».

A la fin du mois de février, Lionel Jospin, inaccoutumé de complaisance envers les « papistes » avait recommandé publiquement l'abandon du projet Savary, l'aut de quoi les socialistes couraient tout droit à la catastrophe politique. François Mitterrand recevait bientôt le ministre de l'éducation nationale porteur de l'exposé des motifs de son projet de loi. « Votre texte est très beau, lui dira-t-il. Mais ce n'est plus possible. Je vous prie de bien vouloir l'annuler, mais nous n'y arriverons pas. C'est trop ambitieux. Déplacer une virgule pour sourire à l'un des camps, c'était s'obliger à en gommer deux autres pour complaire à ceux d'en face. Mgr Lustiger, pour un coup de crayon de trop, dénonçait, dans une interview au Monde, un « manquement à la parole donnée ».

Il sera président.

Pierre Mauroy s'en va, discrédité dans l'opinion mais porteur, à l'Elysée, des honneurs de la guerre : « La marque de votre action restera dans l'histoire de notre temps, lui écrit François Mitterrand. Elle précèdera d'autres services que, j'en suis sûr, vous rendrez au pays. » Laurent Fabius arrive nimé d'une lumineuse réputation, jeunesse et modernité en un seul homme, suivi de peu par le 2 CV Charlestone de son épouse. Claude Sarraute les « adoubère ». Elle les appelle Fafa et Fabiola. Le RPR prend ce nouveau

chef du gouvernement de très haut. On le considère comme une « ectoplasme » et la presse, qui ne croit guère en ce jeune homme, titre : « Mitterrand se nomme à Matignon » (le Quotidien de Paris), ou, variante en sobriété : « Mitterrand premier ministre » (Libération). Laurent Fabius veut, en toute simplicité, « moderniser et rassembler ». Il parle clair et sans chichi. L'ectoplasme existe. Il a de la chair mais on s'aperçoit vite qu'il porte un masque. « Lui, c'est lui, moi, c'est moi », dira-t-il afin qu'on ne l'ennuie plus avec ces fariboles d'ombres portées du président. Qui est ce « moi » ? On n'en saura guère plus lorsque, deux ans plus tard, il cédera la place à Jacques Chirac. Laurent Fabius offre sa tête au milieu de l'affiche. Il est l'homme sandwich du socialisme gestionnaire. Il se fabrique, il communique. Il même une existence virtuelle. Il sera un jour président.

A Los Angeles, cet été-là, Pierre Georges, envoyé spécial du Monde, s'efforce de comprendre un monstre sacré de l'olympisme marchand, Carl Lewis, le meilleur sur 100 mètres, 200 mètres, au saut en longueur et 4 x 100 mètres. Il écrit : « C'est un peu irritant, tout de même, de voir ainsi l'accessoire dévorer l'essentiel, de regarder un magnifique champion se métamorphoser en cabot de soap opera. (...) Il aurait pu être de son temps. Seulement un look, pas seulement une couverture de magazine. »

Laurent Fabius porte en lui les espoirs de médailles de son camp. Il a plate netter. Pierre Mauroy avait quitté Matignon avec, dans son bali-hou, 25 % de confiance du pays. Son successeur y était entré à 53 %. L'ancien paraît archaïque contre toute vraisemblance. Le nouveau arrivait moderne, ce qui restait à démontrer.

François Mitterrand avait dégagé le terrain politique, en épantant la

galerie par l'annonce d'un référendum dont il se doutait qu'il serait mort-né. Il avait aplani le terrain économique en défendant, au printemps, le plan de restructuration de la sidérurgie tandis qu'en Lorraine, magasins fermés, on sonnait le tocsin. Le chef de l'Etat revenait d'une étonnante tournée américaine au cours de laquelle il avait vané, à Washington, San-Francisco, New-York, devant des assemblées financières et patronales, les vertus des capitaux à risque, de la libre concurrence et d'une France qui « préfère le risque - le beau risque - de la modernité au confort - le faux confort - de l'immobilisme ». Les Suisses, cette année-là, inventèrent les montres Swatch. Qu'attendaient donc les Français ?

Les Français, à force d'entendre, malgré les faux-semblants du discours politique, des analyses répétées sur le comportement économique de leur pays, commencent à s'intéresser aux « grands indicateurs » et plus seulement au prix des tomates et de la baguette de pain. La piste sur laquelle s'élançait Laurent Fabius avait été assainie. D'un peu plus de 93 milliards de francs fin 1982, le déficit du commerce extérieur était tombé, fin 1984, à moins de 25 milliards. L'inflation avait perdu deux points et demi en un an (9,3 % fin 1983, 6,7 % fin 1984). La purge et la recherche de l'équilibre se traduisaient - comment faire autrement ? - par une légère diminution du pouvoir d'achat des ménages en 1984, comme l'année précédente. Seul l'emploi se dégradait à nouveau, conséquence des abandons, de « canards boiteux », comme aurait dit, en son temps, Raymond Barre.

De guerre scolaire, on ne parlerait plus, c'était promis. On cita même le cas d'une hache enterrée sur un champ de foire dès la rentrée de septembre. A Simandre-sur-Suran (Ain), cinq cent deux habitants, l'école Saint-Charles et la laïque établirent un protocole d'accord pour se répartir les élèves. Des couches-culottes au CE2 : à Saint-Charles : CM1 et CM2 ; à l'école publique. La première pourrait donc continuer d'accueillir les tout-petits et la seconde, menacée de fermeture, à... exister. La solution reçut la bénédiction de l'inspecteur d'académie. Seul Gabetan, quatre ans, ne prit pas le chemin de Saint-Charles. Ses parents, farouches partisans de la laïque obtinrent par faveur spéciale qu'il use ses fonds de culottes à l'école de la République. Saint-Charles, en cachette, pria certainement pour lui.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Prochain article :

1985, il était un petit navire.



début du septennat. La fin d'un premier ministre qui avait incarné, en trois ans, deux changements radicaux dans l'histoire du pays et dans celle des socialistes : d'abord le socle des réformes économiques et sociales de la gauche puis la rigueur du socialisme gestionnaire. La fin d'un chef de gouvernement qui fut le plus populaire de la V<sup>e</sup> République et qui cessa de l'être lorsque la gauche changea, sous son impulsion, de politique économique.

La fin aussi d'une belle aventure, le rassemblement des gauches, esquissé en 1965 par François Mitterrand et Waldeck Rochet contre le général de Gaulle, dessiné par le nouveau du Parti socialiste en 1971, signé avec le programme commun de 1972. L'agonie d'une vague qui avait léché les digues du pouvoir en 1974 et qui, brisée par la rupture de l'union de la gauche en 1977, s'était à nouveau gonflée jusqu'au raz de marée de 1981. Quelques jours plus tôt, presque assailli du résultat, Charles Fiterman, chef de file des ministres communistes, avait dit à Pierre Mauroy : « Avec toi, on pourrait rester un peu. Tu pourrais nous faire avaler encore un budget (celui de 1985 qui devait être examiné au Parlement à l'automne 1984). Après... » Ce fut tout de suite. Le 19 juillet, la direction du Parti communiste annonça au pays - lequel paraît s'en moquer - qu'elle ne garderait pas plus longtemps un pied dehors un pied dedans et qu'il lui paraissait plus logique et plus confortable de sauter à pieds joints dans l'opposition. C'était marée basse.

Usé, Pierre Mauroy pensait qu'il avait encore suffisamment d'étoffe pour l'être un peu plus. Un mois plus tôt, il se voyait mener jusqu'à son terme deux débats parlementaires périlleux, le projet de loi sur la presse et surtout l'école privée. Mais Pierre Mauroy était devenu transparent. Il préchait dans le désert. On ne l'écoutait plus. Quand bien même aurait-il été entendu sur la nécessité de cette politique de rigueur dont il avait été, en 1982, l'initiateur, ses discours ne tenaient plus la route face à une opinion publique préoccupée par un autre débat, privé contre public, école « libre » contre laïque. Guerre scolaire relancée après cent ans d'empoignades auxquelles les extrémistes de chaque camp -

**Tout sur Barre**  
Minitel : 36.14 BARRE (tarif réduit)

JUSQU'AU 15 MAI 1988\*  
**LONDRES GRATUIT**  
Pour les moins de 16 ans\*  
Brittany Ferries  
Toutes agences de voyages.

هنا من الاصل

Les catholiques et l'aide au tiers-monde

L'épiscopat français soutient le CCFD  
attaqué par « le Figaro-Magazine »

A l'issue de la réunion du Conseil permanent de l'épiscopat, son président, le cardinal Decourtray, a rendu public, le jeudi 17 mars, un communiqué défendant l'action du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), qui vient d'essayer une nouvelle attaque du Figaro-Magazine.

Le CCFD est l'organisme officiellement chargé de collecter et de distribuer l'aide des catholiques français dans le tiers-monde. Sa quête annuelle doit avoir lieu dimanche prochain 20 mars.

Dans son édition du 12 mars, le journal de M. Robert Hersant accuse le CCFD, « organisme chrétien-marxiste », dit-il, d'avoir

versé d'importantes sommes d'argent aux communistes philippins par l'intermédiaire de son partenaire direct à Manille, le NASSA (Secrétariat national d'action sociale dépendant de l'épiscopat).

Figaro-Magazine fonde sa démonstration sur une déclaration du cardinal Jaime Sin, archevêque de Manille, en date du 5 février, selon laquelle l'argent venant d'organisations non gouvernementales en Allemagne, aux Pays-Bas, en France et en Belgique aurait servi à la guérilla communiste de son pays. Le NASSA, par lequel transite toute l'aide des Eglises européennes, serait « profondément infiltré » par les marxistes. Cet organisme aurait même été, selon le cardinal Sin, « dissous ».

Un autre évêque philippin, Mgr Antonio Fortich, ancien président de cet organisme, cible dans son pays de plusieurs tentatives d'attentat, a expliqué le 14 mars à Paris que le cardinal Sin lui-même s'était déclaré incapable de fournir les preuves de cette « infiltration marxiste ». Le Secrétariat national d'action sociale de l'épiscopat, a-t-il dit, n'a pas été dissous. Pour ne pas prêter le flanc à la critique des milieux militaires philippins, l'épiscopat de ce pays a simplement décidé de resserrer son contrôle sur tous les programmes et projets d'aide au développement qui passaient auparavant par des structures ecclésiastiques, dont le Figaro-Magazine écrit qu'elles sont « gérées par les communistes ».

## A contre-temps

Le Figaro-Magazine s'appuie sur la division de l'épiscopat philippin pour mener une nouvelle attaque contre le CCFD, à moins d'une semaine de la collecte annuelle de Carême qui, l'an dernier, avait rapporté en France 63,5 millions de francs.

Avec ses cent salariés permanents, ses vingt mille bénévoles, ses cinq cent mille donateurs réguliers, le CCFD est, en France, la première organisation non gouvernementale de développement. Déjà, les précédentes campagnes du Figaro-Magazine, la procraie intentée en février 1987 contre lui, pour diffamation, par le CCFD (qui avait été débouté), ont nui à l'image de cette organisation qui a été contrainte de supprimer une vingtaine de postes.

Mais, à bien des égards, cette nouvelle offensive arrive à contre-temps. Si le reproche a souvent été fait au CCFD de développer son action dans le tiers-monde avec des

partenaires indépendants des Eglises locales, il ne peut pas s'appliquer aujourd'hui au cas des Philippines. Le NASSA est un organisme officiel créé en janvier 1986 par l'épiscopat de ce pays et aujourd'hui présidé par un archevêque, Mgr Francisco Claver, jésuite.

En outre, si depuis des années de juin 1986 auxquels fait allusion le communiqué du cardinal Decourtray, la tutelle de l'épiscopat sur le CCFD a été renforcée, sa confiance ne lui est désormais plus mesurée. Parier sur des différences d'appréciation au sein de l'épiscopat français et sur l'opposition de Rome à l'action du CCFD devient un calcul risqué. « La malveillance qui se traduit par le rumeur ou la calomnie n'est pas acceptable », écrit-il, il y a un an, le cardinal Lustiger. Mgr. René Valette, nouveau président du CCFD, et son secrétaire général, M. Bernard Holzner, ont été reçus le 5 février en

audience privée par le pape. Ils étaient accompagnés du président de la Conférence épiscopale française.

De surcroît, cette attaque du Figaro-Magazine survient moins de trois semaines après la publication de l'encyclique de Jean-Paul II « Sollicitudo Rei Socialis » (le Monde du 20 février) qui, sur le thème de la solidarité avec le tiers-monde, fustige le capitalisme. A la surprise de beaucoup d'observateurs, le pape renvoie dos à dos le système capitaliste et le système socialiste qui, l'un et l'autre, écrit-il en substance, ont fait la preuve de leur inefficacité dans le monde sous-développé. Les frontières de la pauvreté passent désormais aussi bien à l'intérieur des blocs de l'Ouest et de l'Est qu'entre le Nord et le Sud. La volonté d'hégémonie et de profit du capitalisme occidental est aussi coupable, selon lui, que les atteintes au droit à l'interversion privée dans les économies socialistes.

Si, dans le domaine de la morale individuelle, la doctrine du pape est d'une remarquable stabilité, il faudrait être myope pour ne pas voir qu'en matière sociale le pape a évolué et que, après bien des avertissements aux théologiens de la libération (les « prêtres guerriers » selon le Figaro-Magazine), il a aujourd'hui clairement choisi le camp de ceux qui s'engagent, sans l'usage de la violence, auprès des plus pauvres. Après avoir déclaré en avril 1986 devant des évêques brésiliens que « la théologie de la libération est non seulement utile, mais nécessaire », la dernière encyclique consacre à cet égard un nouveau tournant.

Vouloir faire du pape le porte-parole d'une stratégie anticomuniste visent notamment les Eglises chrétiennes engagées aux Philippines, en Haïti, en Amérique latine, et ailleurs, dans des situations de violence, auprès des plus pauvres. Après avoir déclaré en avril 1986 devant des évêques brésiliens que « la théologie de la libération est non seulement utile, mais nécessaire », la dernière encyclique consacre à cet égard un nouveau tournant.

HENRI TINGO.

La déclaration  
du cardinal Decourtray

Le président de la Conférence épiscopale française a déclaré le jeudi 17 mars : « Je tiens à exprimer ma reconnaissance et à redire mon soutien au CCFD pour son irremplaçable contribution au combat que mène l'Eglise contre la faim et pour le développement, dans l'esprit des encycliques Populorum progressio et Sollicitudo rei socialis ».

A quelques jours de la quête de Carême, recommandée par l'Assemblée plénière des évêques, et des veilles de prière, l'encourage le CCFD à poursuivre résolument son action telle qu'elle a été redéfinie en accord avec les évêques en juin 1986.

Depuis les orientations adoptées par le Conseil permanent, le CCFD s'en tient à la règle de travailler avec l'épiscopat des pays où il a des projets et à redire son soutien au CCFD pour son irremplaçable contribution au combat que mène l'Eglise contre la faim et pour le développement, dans l'esprit des encycliques Populorum progressio et Sollicitudo rei socialis.

Je souhaite que le CCFD continue à informer l'opinion publique de la manière la plus objective et la plus complète possible. Ce sera sa meilleure réponse aux critiques. J'ai récemment présenté à Jean-Paul II le nouveau président du CCFD, M. René Valette, et ses plus proches collaborateurs. Le saint-père les a encouragés à poursuivre leur action avec générosité et lucidité, en accord avec les évêques. »

## SPORTS

FOOTBALL : Coupe d'Europe des clubs champions

## Les mauvais calculs des Girondins

L'Olympique de Marseille, qualifié aux dépens des Finlandais de Rovaniemi, sera le seul représentant du football français en demi-finales des Coupes européennes, les 6 et 20 avril prochains. Dans l'épreuve des clubs champions, l'aventure des Girondins de Bordeaux a pris fin, mercredi 16 mars, à Eindhoven. Tenu en échec au match aller (1-1), les Bordelais qui ont à nouveau fait match nul (0-0) sont éliminés à cause du but marqué par les Néerlandais en déplacement.

EINDHOVEN  
de notre envoyé spécial

L'Europe des petits comptables est en construction. La réhabilitation de cette corporation devra beaucoup au football moderne. Onze de ses représentants ont été salués comme des héros, le mercredi 16 mars, au Philips Stadion d'Eindhoven, après avoir réussi une étonnante victoire : deux buts égaient une victoire. Il s'agissait d'ajouter 0-0 au score du match aller (1-1) pour que les comptes du PSV Eindhoven se trouvent excédentaires, un but ayant été marqué à l'extérieur. Les joueurs néerlandais s'y sont employés avec méthode, gérant en père de famille leur petit capital de départ. Pas question de tout investir dans l'offensive. Un penchant, paraît-il, naturel de cette équipe qui collectionne les buts en championnat des Pays-Bas. Hormis un tir sur la barre transversale de Robert Erik Gerets, Eindhoven n'a pas confirmé sa réputation.

BASKET-BALL :  
Coupe des CoupesTroisième trophée  
européen  
pour Limoges

Premier club français vainqueur de la Coupe Korać (1982), le cercle Saint-Pierre de Limoges est devenu, le mercredi 16 mars à Grenoble, la première équipe de basket-ball à gagner la Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupes. En finale, les joueurs de Michel Gomez ont battu les Espagnols de la Juventud Badalona : le score étant de 86-86 à l'issue du temps réglementaire, le succès français a été arraché au cours des prolongations 96-89. Limoges prenant enfin le dessus sur une équipe de Badalona décimée par les fautes. Les meilleurs ont été Collins (30 points en dix-huit minutes) et Ostrowski (21 points) pour Limoges. Treize-trois paniers, dont trois à 3 points et vingt-sept lancers francs ont été marqués. C'est la troisième trophée européen du CSP après les deux Coupes Korać (1982, 1983).

L'Élan béarnais d'Orthez a été définitivement écarté des demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs champions en s'inclinant, le 16 mars, 91-82 face au Maccabi Tel-Aviv.

Fausses factures  
de NancyUn membre  
de la commission d'urbanisme  
suspend son mandatNANCY.  
de notre correspondant

M. Gilbert Thiel, juge d'instruction à Nancy, a confirmé, mercredi 16 mars, le maintien en détention de l'entrepreneur de Toul, M. André Gassat, inculpé dans l'affaire des fausses factures de Nancy. Ecroué depuis le 18 novembre 1987 à la maison d'arrêt Charles-III, M. Gassat reste le seul des huit inculpés dans cette affaire à être encore en prison.

L'affaire a, d'autre part, connu un prolongement inattendu à la préfecture de Meurthe-et-Moselle où se réunissait la commission départementale d'urbanisme commercial (CDUC). M. Jean-Paul Vincelin, conseiller général (PS) du canton de Neuves-Maisons, membre de la commission, annonçait dès l'ouverture de la séance sa décision de « suspendre son mandat jusqu'à ce que la justice ait fait toute la lumière sur l'affaire ». Il semble que les accusations portées contre certains membres de la CDUC-54 sont trop graves pour que le président actuellement poursuivi l'instruction de nouveaux dossiers », a expliqué le conseiller général avant de quitter la séance. — J.-L. B.

Dans un coin des tribunes réchauffées par d'énormes radiateurs à infra-rouge, un orchestre de cuivre imprimait un faux rythme à la rencontre. Jamais Bordeaux n'a pu forcer la cadence, comme engourdi par le confort de ce match sans excès. Pas d'incident, pas de but, peu d'occasions, aucune passion. Un match ordinaire en somme, subi sans révolte par les Français. Même Jean Tigana, entré en jeu à la soixante-quinzième minute, n'a pas réussi à enflammer le dernier quart d'heure.

Pour espérer se qualifier les Girondins de Bordeaux devaient pourtant à tout prix inscrire un but. C'est à croire qu'ils avaient en tête d'autres calculs plus mesquins. Eliminés, d'accord, mais avec les honneurs d'une non-défaite ! Après la rencontre, Aimé Jacquet, l'entraîneur bordelais, réservait d'ailleurs un demi-sourire de triomphe à « ceux qui nous avaient prêté une borne raciste à Eindhoven ».

Son homologue néerlandais, Guus Hiddink et lui-même emploient les mêmes mots pour constater la rareté des occasions de but et pour accepter cette réalité comme une fatalité. Il faudra s'y faire. Pour Aimé Jacquet « PSV ira loin grâce à sa maîtrise tactique et sa capacité à gérer son potentiel ». Ce compliment sincère résonne comme une ombre funèbre du football général, peu regardant de ses efforts, qui a écrit les meilleurs chapitres des Coupes d'Europe. C'était il y a dix-huit ans. Les chocs entre Saint-Etienne ou Bastia et une équipe nommée PSV Eindhoven...

Le rôle  
des étrangers

La rencontre de ce mercredi laissera moins de souvenirs. Elle est toutefois symbolique d'une autre évolution du football européen. Les champions de France ont certes été éliminés par une équipe néerlandaise, mais sur les douze joueurs utilisés par Guus Hiddink, il y avait cinq étrangers : un Belge et quatre Canots.

Un tel cosmopolitisme n'est pas rare dans ce pays. Ici, comme en Belgique, les règlements du football « assimilent » ces immigrés du ballon rond après deux ou trois saisons seulement. Mais la constatation est frappante car elle coïncide avec l'émergence en France d'un débat sur l'admission d'un troisième étranger par équipe.

Alors que l'Italie, pays de tradition protectionniste vient d'ouvrir ses frontières à un troisième joueur étranger, les clubs français les plus puissants ont relancé la discussion. Les dirigeants du Matra Racing et de Monaco viennent d'obtenir de la Fédération française de football (FFF) la constitution d'une commission d'étude sur le sujet.

Le passage de deux à trois étrangers est nécessaire aux yeux de Didier Conécou, délégué général des Girondins de Bordeaux. « Si nous voulons rester combattifs sur le plan européen, il faut suivre le mouvement amorcé dans les autres pays, dit-il. Pour la saison prochaine, nous avons d'ores et déjà prévu de recruter un troisième étranger de haut niveau ».

Henri Michel, le sélectionneur national, est opposé à cette solution. Et Jean Fournet-Fayard, président de la FFF souhaiterait « des mesures d'accompagnement » afin de ne pas nuire, par cette concurrence supplémentaire, à l'écllosion de talents hexagonaux et à la sélection nationale.

Balayant ces objections, Didier Conécou s'insurgeait sur ce thème : « Pourquoi se limiter à trois ? Anderlecht possède déjà dans ses rangs neuf joueurs étrangers et, en 1993, il n'y aura plus du tout de limitation. Les bons joueurs français ne trouveront pas de travail à Bordeaux pour aller à Milan ou ailleurs ».

Ce discours va dans le sens des recommandations de la Commission des affaires sociales de la CEE qui, à plusieurs reprises ces dernières années, a demandé aux responsables du football européen de le mettre en règle d'ici à 1992 avec la section de libre circulation des travailleurs.

Déjà aux prises avec le problème des étrangers — notamment des Africains — légalisant de la sorte l'immigration, mais non sélectionnables en équipe de France — soixante-trois joueurs sur trois cent quarante-neuf en première division — Jean Fournet-Fayard a-t-il une chance de faire admettre par la CEE « la spécificité du football » afin d'obtenir une dérogation ?

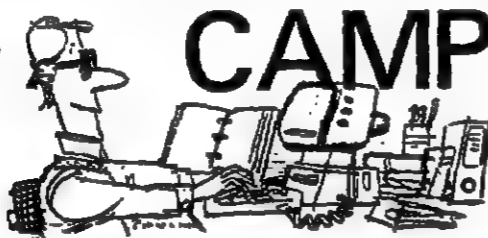
JEAN-JACQUES BOZONNET.

LES RÉSULTATS  
Coupe des Champions

PSV Eindhoven et Borussia Dortmund 0-1 (1-1)  
Aldershot et Benfica Lisbonne 1-0 (0-2)  
Glasgow Rangers et Steaua Bucarest 2-1 (0-2)  
Real Madrid et Bayern Munich 2-0 (2-3)

Entre parenthèses, les résultats des matches aller.

● TENNIS : Tournoi de Key-Biscayne (Floride). — Yannick Noah s'est qualifié, le mercredi 16 mars, pour le troisième tour du Tournoi de Key-Biscayne, doté de 2.400.000 dollars, en battant le Yougoslave Bruno Creste (6-1, 7-6, 6-2). Tarik Benhabib, lui-même éliminé par le Tchèque Tomáš Šmíd (6-2, 6-4, 6-3). Dans l'épreuve féminine, Isabelle Demongeot et Nathalie Tauziat accèdent au troisième tour en battant respectivement l'Argentine Adriana Panatta (6-3, 6-2) et la Sud-Africaine Dinky Van Rensburg (7-6, 6-3). Marie-Cristine Calleja a été battue par la Britannique Jo Durie (7-6, 6-2).

La finale du concours  
des journaux lycéens

La finale nationale du concours des journaux collégiens et lycéens « Scoop en stock » organisé par le Centre de documentation et d'information lycéens (CDIL) le soutien de l'Okapi, de l'Étudiant, du Monde et de la Mutuelle nationale des étudiants de France, aura lieu les 26 et 27 mars à Paris. Elle opposera les équipes sélectionnées dans les épreuves régionales.

## ● Journaux collégiens

La finale aura lieu à la Cité universitaire (salle des colloques) au 18, boulevard Jourdan, 75014 Paris, samedi 26 mars de 12 heures à 19 heures.

Les équipes devront réaliser un journal comprenant au minimum : une interview ; un reportage ; un billet d'humeur ; des illustrations. Les articles pourront être préparés sur des colonnes de 90 millimètres de large maximum.

Les équipes feront les maquettes de leur journal sur les lieux de la finale, selon un format imposé qui sera annoncé sur place, et devront réaliser une couverture.

Toutes les équipes non finalistes sont invitées à participer au Festival national des journaux collégiens qui se déroulera parallèlement à la finale.

Elles pourront à nouveau tenter leur chance au cours d'une épreuve qui leur sera réservée.

## ● Journaux lycéens et fanzines

La finale se déroulera du samedi 26 mars 12 heures au dimanche 27 mars 18 heures, au Salon de l'étudiant, à la grande halle de La Villette, 75019 Paris. Elle prendra la forme d'un marathon de vingt-quatre heures non-stop pendant lequel les équipes devront réaliser un journal sur des sujets libres et imposés dévolus sur place. Le journal devra obligatoirement comprendre un reportage exclusif sur le sujet de leur choix. Les équipes sont invitées à travailler sur ce thème dès la perception de cette annonce dans les colonnes du Monde.

Toutes les équipes non finalistes sont invitées à participer au Festival national des journaux lycéens et fanzines qui se déroulera parallèlement au marathon. Elles pourront participer à de nombreuses animations et tenter leur chance une nouvelle fois au cours d'une épreuve qui leur sera réservée.

● Pour tous renseignements : CDIL, 38, rue de Bellefond, 75009 Paris. Tél. : 45-26-29-32.

## MASTERS SPECIALISES ESSEC

L'ESSEC PROPOSE AUX DIPLOMES DES GRANDES ECOLES OU DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DEUX FORMATIONS DE SECONDE CYCLE A BUT PROFESSIONNEL EN :

- CONCEPTION DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DE DECISION

- INGENIERIE DE LA CONNAISSANCE ET SYSTEMES EXPERTS EN GESTION

RENSEIGNEMENTS : A.M. SIMPLAT - ECOLE SUPERIEURE DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DE DECISION - ESSEC - GROUPE ESSEC B.P. 105 - 95021 CERGY-TEL (130.38.38.00) Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé



Education & Société  
LES DEFIS DE L'AN 2000

Le rapport  
Lesourne  
enfin disponible

Unanimentement salué par la presse comme un événement, ce rapport aborde franchement et sans détour les questions fondamentales dont la société française doit débattre à propos de l'éducation et de la formation. Grâce à lui, de nombreux lecteurs disposent de tous les éléments nécessaires à la formation de leur propre jugement sur ce thème central pour la société de demain. 95 francs.

LA DECOUVERTE Le Monde  
DE L'EDUCATION

JANVIER / FEVRIER 1988

# *Plus de 650.000 auditeurs gagnent Europe 1*

12% DE PROGRESSION  
SOURCE MEDIAMETRIE  
JANVIER ET FEVRIER 1988  
AUDIENCE CUMULEE  
JOUR MOYEN LUNDI-VENDREDI



DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.

هكذا من الاصل

## Société

Innovation à la police scientifique et technique

## Un fichier informatisé des empreintes digitales

MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud ont assisté, mercredi 16 mars, dans les locaux parisiens de la sous-direction de la police scientifique et technique de la police judiciaire, à la présentation d'un système informatisé d'enregistrement, de traitement et d'identification des empreintes digitales.

Le système est l'aboutissement de quatre ans d'expérimentation. Celle-ci avait en effet été autorisée par la Commission nationale de l'Informatique et des libertés

(CNIL) en mai 1984. Il s'agissait alors d'entamer une recherche sur la saisie et la comparaison des empreintes digitales à partir de vingt-mille fiches d'empreintes réduites anonymes et sélectionnées de manière aléatoire parmi celles des individus condamnés (le Monde daté 23-24 septembre 1984).

La nécessité d'une telle expérimentation était imposée par le désordre régnant en matière de dactylographie, c'est-à-dire de reconnaissance des empreintes digitales : fichiers non compatibles, méthodes non unifiées, cloisonnement entre services...

Autorisée par la CNIL, la recherche fut facilitée par la loi de modernisation de la police nationale, qui, votée pour cinq ans, fin 1985, avait fait de la police scientifique et technique l'une de ses priorités. Elle devait aboutir au choix d'un matériel conçu par une société française, Morphosystèmes, et l'aval de la CNIL fut confirmé par un décret du 8 avril 1987.

En présentant ce système, M. Jacques Genthal, sous-directeur chargé de la police scientifique et technique, devait faire l'éloge de cette « méthode la plus universelle, la plus facile d'emploi » en matière d'identité judiciaire. « Il nous fallait à tout prix une base unique de données et de saisie », a-t-il ajouté, rappelant que l'actuelle dispersion des fichiers conduisait au fichage de huit millions d'individus alors que « la population criminogène française peut être évaluée à quatre millions de personnes ».

« La clarté, la rapidité, contre les fiches pléthoriques », c'est en ces termes que M. Genthal résume l'innovation, insistant sur le fait que n'est saisie que « ce qui est prévu par la loi » : empreintes de malfaiteurs mis en cause dans des procédures judiciaires, contre

lesquels il existe des indices graves et concordants : empreintes de détenus condamnés ; traces relevées sur les lieux de crimes ou délits.

Alors que seulement trois mille cinq cents fiches sont actuellement et saisies par le système central, « des performances sans communes mesures avec les fichiers manuels » ont été possibles : arrestation de neuf terroristes en Corse à partir d'une centaine de traces relevées récemment dans un appartement « conspiratif » ; élucidation de deux cambriolages et d'une ancienne affaire de terrorisme.

M. Genthal a enfin insisté sur le fait que « l'homme reste toujours le maître de la machine », celle-ci offrant « un listing de candidats » à partir de la comparaison des empreintes dans lequel le manipulateur doit faire le tri. Ce système central, qui est donc en cours de constitution, sera complété de « mesures d'accompagnement » : en 1988, les services de l'identité judiciaire bénéficieront de cent cinquante véhicules de plus, tandis que des stages de formation de « techniciens des scènes de crime » sont désormais organisés.

E. P.

Un singulier dialogue

## Les collégiens et le condamné à mort

Pendant une année scolaire, dans le cadre d'un projet d'action éducative (PAE) intitulé « Regards de collégiens sur la justice », vingt-cinq élèves de troisième d'un collège de Morlaix ont correspondu avec Philippe Maurice, qui fut le dernier condamné à mort français avant sa grâce en 1981. Toutes ces lettres sont aujourd'hui publiées.

MORLAIX  
de notre envoyée spéciale

« Je suis jeune, je suis sûr que dans quelques mois, je t'aurais oublié. Comme on dit, le temps efface tout, même les moments importants. Salut. Bonne chance. » Nous sommes le 3 juin 1986. En quelques mots impétueux, Alban, tout juste quinze ans, met fin à une correspondance de près d'un an avec Philippe Maurice, condamné à mort pour meurtre le 28 octobre 1980, et gracié par M. François Mitterrand cinq jours après sa condamnation, en 1981.

Alban, qui lançait amicalement en tête de ses lettres : « salut cow-boy ! » avant de conclure rituellement « au plaisir de te lire ». Alban, qui proposait fébrilement à Philippe Maurice de tester la censure pénitentiaire en effaçant le directeur de prison d'un nom « légèrement humiliant » afin de voir « si la machine arriverait à bon port ». Alban, qui demandait gravement dans une lettre du 15 janvier 1986 : « Sachant que tu as passé quelques temps dans le quartier des condamnés à mort [...], nous aimerions savoir si tu aurais préféré être exécuté que condamné à perpétuité. »

Deux ans plus tard, le même Alban, qui bougonne quelques mots le regard obstinément fixé sur le sol, admet avoir été un peu vite en besogne. Non, bien sûr, il n'a pas oublié. N'a-t-il pas rejoint, durant ce long échange, le camp des adversaires de la peine de mort ? Avez-vous ses mots, il lève d'une voix sourde : « Avant, pour moi, un prisonnier, c'était quelqu'un d'un peu monstrueux. Finalement, je pense que ce qui est arrivé à Philippe Maurice aurait pu m'arriver à moi. »

Compréhensif ? Certes. Mais il n'aboutit pas Philippe Maurice pour autant. Malgré le tutoiement, les confidences de plume et la complicité des échanges, le prisonnier reste ce « brigand » à qui il écrivait le 10 février 1986 : « Même si on commence à comprendre ton cas, on est loin de partager toutes tes idées. »

Les bien-pensants de la ville de Morlaix, farouchement opposés à cette correspondance périlleuse pour la « santé morale » des adolescents, auraient-ils eu tort de s'inquiéter ? Mme Françoise Porcher-Le Bars, la professeure de français à l'origine de cette initiative, en est convaincue.

## Un projet dangereux

Il y a deux ans, en 1985, son projet d'action éducative (PAE) intitulé « Regards de collégiens sur la justice » avait pourtant fait frissonner la bonne ville de Morlaix. Que les adolescents rencontrent des magistrats, soit. Qu'ils étudient quelques grandes affaires, la « Courrier de Lyon » ou Marie Besard, russe. Mais une correspondance entre de jeunes élèves et un condamné à mort... Inconcevable. Dans une lettre de novembre 1985, le directeur du journal local, invité à mettre sa documentation au service des élèves, écrivait d'ailleurs : « Votre projet [...] me paraît dangereux pour leur santé morale. Je suis d'ailleurs surpris que l'administration tolère qu'un enseignant prenne ainsi le risque de compromettre l'équilibre psychologique des jeunes enfants qui lui sont confiés. »

Lorsque l'échange, malgré tout, voit le jour, en novembre 1986, la classe ignore l'identité de son correspondant. Mme Françoise Porcher-Le Bars, qui s'est engagée à respecter l'anonymat du prisonnier et des élèves, se contente de leur dresser un portrait-robot des plus sombres : il se prénomme Philippe, il a été condamné à mort pour

meurtre et gracié. C'est tout. Mais l'esquisse est suffisamment précise pour qu'une collégienne découvre dans le Quid le nom de Philippe Maurice. Le bruit se répandra peu à peu.

Premiers échanges, premières questions, premiers embarras. Lorsque Philippe Maurice écrit dans l'une de ses premières lettres : « Je pense m'être progressivement révolté à l'idée d'être pauvre [...] La délinquance s'est offerte à mes yeux comme un moyen de rompre avec cette vie maussade », les adolescents bondissent. Chacun à leur manière. Prévenante, comme Alban, Philippe, et Olivier, qui avancent prudemment : « Tu nous expliques bien que tu es en une enfance difficile, mais en te relisant, on a l'impression que tu la présentes comme une circonstance atténuante. Qu'en est-il exactement ? » Scandalisée comme Marie-Lucie et Frédéric, les plus réticentes du groupe, qui lancent sèchement : « Maurice, votre position paraît facile : vous rejetez tous vos actes sur la société. [...] N'avez-vous donc jamais pensé à l'énormité de l'acte que vous avez commis ? »

## Un ton familier et exigeant

Au fil des lettres, la confrontation s'adoucit. Les élèves, réunis en petits groupes, finissent par trouver « leur » ton, à la fois familier et exigeant. Un déluge de questions aillent de la sexualité — « Décrivez-nous la situation telle qu'elle est, sans sous-entendus » — à la qualification du personnel pénitentiaire — « Les gardiens peuvent-ils être compréhensifs ? ». Tout au long de cette correspondance, Philippe Maurice engage le dialogue sans jamais se montrer agressif ou violent. Scrupuleux il avertit les élèves : « Je pense que chacun a sa vérité, et que la mienne n'est pas obligatoirement la vôtre. » Patient il redresse au besoin quelques malentendus : « Vous comparez ma vie ici à la vôtre à l'école [...]. Toutefois, il y a une différence de taille : vous êtes libres. »

Qu'ont retiré les adolescents de cette intrusion dans le monde carcéral ? « J'avais beaucoup d'idées toutes faites sur la prison, souligne Jeannick. J'ai découvert un monde à la fois plus dur et plus souple que celui que je ne me rendais pas compte de la violence qui y régnait. Plus souple parce que j'ignorais qu'il était parfois possible de faire du sport ou de travailler. Tout ce que Philippe Maurice nous a raconté m'a permis de me forger ma propre idée sur la question. »

N'était-ce pas le but recherché ? Mme Françoise Porcher-Le Bars tentait là d'ouvrir l'école à un lieu tabou et méconnu. « Il s'agissait de leur apprendre à se méfier des idées reçues afin qu'ils apprennent à trier et à analyser les informations avant de juger, explique-t-elle. Il s'agissait aussi d'un fantastique exercice d'écriture authentique. Dans un devoir, on écrit pour son professeur ou pour ses parents. Là, ils écrivaient à quelqu'un, ce qui les obligeait à être clairs et à rechercher le mot juste afin d'être bien compris. »

Cette aventure était celle d'une classe. Elle l'est restée. Les vacances passées, aucun des élèves n'a prolongé seul, dans son coin, cette correspondance inédite et passionnante.

Aujourd'hui, deux ans plus tard, l'échange a mûri. Certains ont oublié, d'autres demandent la nouvelle adresse de Philippe Maurice avec insistance. Est-ce la sortie du livre ? Beaucoup se déclarent prêts à renouer ce contact peu banal. « Comment voulez-vous que l'on devienne adulte si l'on nous présente de tout ? », demande Jeannick dans un haussement d'épaules. Il faudrait que nous ne sachions rien jusqu'à dix-huit ans et que subitement, à notre majorité, l'on ait des idées sur tout. »

ANNE CHEMIN.

\* Vingt-cinq collégiens et un condamné à mort, de Françoise Porcher-Le Bars. Éditions Syros-Alternatives. 184 p., 75 F.

L'INTELLIGENCE DE FRAMATOME, C'EST DE GAGNER  
LÀ OÙ CE N'EST PAS GAGNÉ D'AVANCE.

프라마토미  
핵심기술을  
핵심사업에  
투자하고  
이익을  
얻는다



Quand Framatome attaque le marché japonais en vendant « Systus », un logiciel de calcul de structures, c'est une preuve d'intelligence.

Quand Framatome s'impose à Taiwan grâce à la supériorité de ses équipements pour l'industrie agro-alimentaire, c'est une preuve de compétitivité.

Quand Framatome construit les 2 îlots nucléaires de la centrale de Daya Bay en Chine, conçoit et réalise la nouvelle centrale nucléaire qui alimentera en énergie les prochains Jeux Olympiques de Séoul, c'est non seulement une preuve d'intelligence, mais aussi un goût marqué pour les compétitions de haut niveau.

Alors, d'après vous, dans la grande course du futur, qui mérite la médaille d'or ?

**FRAMATOME**  
LE FUTUR EN TÊTE.

هكذا من الأصل

### Vladimir Nabokov l'enchanteur

« Bien entendu, aurait pu dire Nabokov, Lolita, c'est moi... »

Par Philippe SOLLERS

Il y a des écrivains qu'on découvre dans un éblouissement et qu'on aime une fois pour toutes (Proust, par exemple), et d'autres qu'on se sent préférer de plus en plus. Nabokov est de ceux-là, vous entraînant lentement dans ses subtilités, ses spirales, ses doubles fonds calculés. Le voici, ces temps-ci, en train de se révéler en même temps que l'Histoire qu'il a traversée à sa manière, à son rythme. De 1899 à 1977, quel voyage ! La Russie, l'Angleterre, l'Allemagne, la France, les États-Unis, la Suisse, qui dit mieux ? Changement radical de monde, deux guerres, une révolution, et, cas unique de virtuosité, transformation positive de langue. Destruction, transplantation, continuité, triomphe. Comment et pourquoi a-t-il survécu et vaincu ?

La réponse est d'abord dans un des plus beaux livres de souvenirs jamais écrits : *Autres rivages* (1) (le titre anglais est plus percutant : *Speak, Memory*). Il faut en conseiller la lecture à tous ceux qui n'ont de Nabokov qu'une

vision fragmentaire, trouble, exagérée à contresens par le coup de force de *Lolita* (2), désorientée par une personnalité hautement insaisissable et légère, aux antipodes des engagements lourds de notre siècle, champion de l'indépendance.

Puisque tout, en un sens, commence et finit dans la politique, voyons Nabokov politique. Eh bien, qui a eu plus que lui raison ? Son père, libéral aîné, assassiné en exil, à Berlin, par des fascistes. Sa surprise de rencontrer, à Cambridge, des démocrates progressistes lui donnant sans cesse, par ignorance, des leçons de socialisme (dans *Autres rivages*, le personnage s'appelle Nesbit, mais on peut y reconnaître l'écho de son malentendu permanent, à New-York, avec Edmund Wilson). Sa vie à Berlin, avec sa femme et son fils, alors que hurle, par les fenêtres ouvertes, la voix d'un dictateur : « du Néanderthal ». Sa solitude en France et en Amérique où, constamment, il va insister sur le fait que l'art ne peut s'expliquer que par l'art,

quelles que soient les pressions sociales.

Une vision singulière, une vie très singulière, répétant sans cesse l'importance du détail concret, de la sensation limitée et infinie, de la commotion nerveuse. Le secret ? L'enfance, maintenue envers et contre tout.

#### Un défi à l'esprit de groupe

N'est-il pas ahurissant d'entendre un écrivain parler du « charme de notre entente parfaite » à propos de son père ? Du « code secret des familles heureuses » lorsqu'il décrit sa complicité avec sa mère, hallucinations auditives ou cueillette de champignons ? De le contempler passionné par la naissance et le moindre geste de son jeune fils, comme s'il s'agissait d'un miracle impro-

bable, celui de toute vie humaine ? Nous avons bien entendu l'habitude de chercher, dans l'existence d'un artiste, le plan névrotique ou traumatique, le manque, la blessure, causes de toute création. C'est la vulgate marxiste ou psychanalytique, ou, plus simplement, collectiviste naturelle. Or Nabokov n'arrête pas de nous parler d'un noyau irradiant de joie, d'extase, de lévitation dans la perception privilégiée. Le jeu d'échecs, le tennis et les papillons sont inscrits sur son blason comme un défi à tout esprit de groupe. Partout, il s'enregistre la même volonté d'aveuglement et de mort, le suicide volontaire de masse, la démission intellectuelle, la servitude revendiquée, le désir de ne pas savoir et de se tromper sur ses désirs.

La *Vraie Vie de Sebastian Knight* (3), un de ses chefs-d'œuvre, nous montre cette passion peu connue (que *Don Quichotte* a pourtant fait apparaître dans la conscience moderne) : l'effort constant pour ne pas arriver à la vérité. Ou encore, dans *Feu pâle* (4) (satire subtile et féroce de l'enfermement universitaire qu'il a si bien connu) : la manie du commentaire inutile et de l'idéalisation maniérée. Un écrivain traverse tout cela comme sur une pointe d'épingle, grâce à presque rien aimant, à la vibration constante qui lui permet de « voir plusieurs choses à la fois ». Ouvrir un livre de Nabokov, c'est être immédiatement assailli par des plaques mobiles de descriptions simultanées, des superpositions, des enveloppements rapides. La phrase va, s'interrompt, reprend, saute, la musique intelligente est partout (la perception littéraire se fait directement, ou non, dans la « moelle épinière »). « L'échiquier est un champ magnétique, un système de forces et d'abîmes, un firmament qui s'étoile. »

(Lire la suite page 22.)

- (1) Gallimard.
- (2) Gallimard, « Folio », n° 899.
- (3) Gallimard, « Folio », n° 1081.
- (4) Gallimard, « L'Imaginaire ».



Vladimir Nabokov : insouciant insaisissable.

### Dominique Fernandez le Sicilien

Le Radeau de la Gorgone, voyage à travers l'île mystérieuse

EN 1984, Dominique Fernandez nous a entraînés dans un superbe voyage à travers l'Europe baroque, le *Barquet des anges*. Son compagnon de route, le photographe Ferrante Ferranti éclairait le périple de saisissantes images. Les deux complices se retrouvent aujourd'hui pour parcourir la Sicile. *Le Radeau de la Gorgone*, qui évoque une idée de naufrage et de fascination paralysante, enregistre les résultats de cette exploration.

Dans sa richesse, le livre n'est pas facile à définir. Il est à la fois guide pour une Sicile quasiment inconnue, essai de pénétration du tempérament insulaire, description d'un sol où l'on est d'abord « confronté à la violence originelle de la matière, au désordre du monde qui ne s'est jamais tout à fait apaisé ici » — les tremblements de terre en témoignent, — rappel d'une histoire que rythme une suite ininterrompue de dominations étrangères, les Grecs, les Romains, les Byzantins, les Arabes, les Normands, les Français, les Espagnols, les Piémontais et jusqu'aux Italiens, une fois l'unité faite, si différents des tactiques indigènes.

#### Vivre à Calataporio

Courir sous ces lièvres tient de la gageure et le livre s'y alourdit parfois, bien que Fernandez varie ses moyens d'approche. Tantôt il ressuscite un empereur, le grand Frédéric II de Hohenstaufen, si ouvert à l'islam. Tantôt il exhibe un sculpteur, comme ce Giacomo Serpotta, resté trop confiné dans l'île pour atteindre, au-delà, à la notoriété, alors que son talent original devrait le ranger parmi les maîtres baroques. Tantôt il croise un excentrique, ce prince de Palagonia qui avait orné les murs de sa villa d'une telle collection de monstres qu'on avait demandé sa destruction avant qu'elle fût complétée : on la rendait responsable des avortements et des naissances d'enfants difformes. Tantôt il analyse les œuvres de Bellini, son compositeur d'opéras préféré, né à Catane en 1801, pour en faire surgir l'héroïne-type : une femme déchirée entre deux maîtres et qui clame, impuissante, sa douleur. Il voit en elle l'incarnation de la Sicile bien plus que dans cette tête mâle du roi-Palermite, génie de

la ville, qui émerge des jardins de la villa Giulia.

Dominique Fernandez vient en Sicile depuis plus de vingt ans. Il s'est établi à l'extrême pointe sud-est, dans le petit village de Calataporio que l'histoire a visité deux fois : lors du tremblement de terre de 1693 et lorsque les premières forces alliées débarquèrent en Europe, le 10 juillet 1943. Bizarrement, c'est le malheur, non l'événement glorieux, que les habitants commémorent.

A son arrivée, Calataporio était dans un état proche de la misère. Fernandez a vu le temps passer sur le village, la classe moyenne supplanter l'aristocratie, le progrès s'étendre, les mœurs changer, les traditions demeurer. Cette part de souvenirs personnels, il l'utilise en sociologue, mieux en romancier, faisant vivre de pittoresques personnages qu'il croque dans leur langage, leurs rites immuables et déphasés, leurs aspirations contradictoires. Des scènes de vive comédie, pas toujours tendres pour les acteurs.

A côté de ce vécu sicilien se compose l'inventaire des richesses méconnues. Entre les quatre ou cinq civilisations qui ont laissé leurs traces, l'antique, l'arabe, la normande, la baroque, on ne s'étonnera pas que Dominique Fernandez, sans nier la beauté des autres, privilégie cette dernière, et on lui en sera reconnaissant. Rien n'afflige tant, à visiter Palerme, que l'état de dégradation où sont tombés les admirables palais des dix-septième et dix-huitième siècles dont la ville s'est couverte quand les nobles quittèrent leurs terres pour vivre dans l'entourage du vice-roi. Le visiteur éclairé repère les plus beaux édifices ; il pousse des portes sur des cours encore éventrées par les bombes de la guerre, où se dressent des escaliers monumentaux qui ne mènent plus nulle part ; il entre dans des oratoires que décorent des « putti » turbulents et quelquefois féroces. Aux alentours de la capitale, il recherche, entre des lotissements populaires, des garages, des usines, les splendides villas abandonnées.

La préférence accordée au baroque, le « promeneur amoureux » la justifie par un accord entre cet art exubérant et le tempérament insulaire.

JACQUELINE PIATIER.  
(Lire la suite page 19.)

### LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

La Tristesse du cerf-volant, de Françoise Mallet-Joris

#### Éloge de l'inachèvement

À la vie, on ne se demande pas pourquoi elle se termine : cela fait partie d'elle, le fini la définit. Mais une œuvre d'art ? Pourquoi s'arrête-t-elle en (si bon) chemin ? Pourquoi, là ? S'il est vrai que la toile de peintre se heurte au cadre, la fresque, elle, pourquoi ne pas la continuer aussi loin qu'on peut lui trouver de l'espace ? Et le livre, où le sens ne rencontre d'autres limites que celles du sens, au nom de quoi l'interrompre ? Et un sentiment, qui est une création comme une autre, pourquoi le borner, fût-ce en le nommant ? Si tant d'artistes ont laissé inachevés tableaux, symphonies et écrits, ce n'est pas par fatigue d'inspiration, mais pour que l'œuvre ressemble le plus possible au rêve informulé dont elle est issue...

Le dernier roman de Françoise Mallet-Joris me paraît être une méditation sur l'inachèvement, et un éloge du point de suspension. Mais à condition de préciser aussitôt qu'il est le contraire d'un prétexte à manier des concepts abstraits ; aussi vrai qu'il ne comporte pas le moindre point de suspension ! *La Tristesse du cerf-volant* est d'abord une tranche de vie familiale comme l'auteur sait les servir, avec leur épaisseur de sentiments rustiques, d'objets ménagers, de fantaisie quotidienne. A cet égard, Mallet-Joris n'a jamais été si flamande, ni autant artiste. Son « meilleur livre » ? En tout cas, le plus proche de ce qu'elle fait de mieux.

PAS de famille sans demeure, surtout en Flandre. Née là-bas, l'auteur de *La Maison de papier* le sait comme personne. Quelques part entre Lille et Anvers, se dresse la maison Matthyssen. C'est un semblant de château comme la bonne bourgeoisie lainière du siècle dernier aimait en édifier, avec tourelles en brique et vue sur l'usine qui a permis ces illusions nobiliaires. Nous suivons la famille d'une guerre mondiale à l'autre, ou plutôt d'une occupation à l'autre, en passant par les deux séismes que furent, aux yeux des Matthyssen, le surréalisme et le Front populaire.

Deux êtres dominent la dynastie, Christophe et Clara. Ils sont frère et sœur. Clara est l'aînée. Christophe est né en 1903. Ils ne se ressemblent pas : elle a le cheveu

noir, lui plutôt cuivre. Mais ils « appartiennent au même tableau ». Ils jouent à être jumeaux, à mêler leurs traits pour tenter de les fondre. Nez contre nez, ils poussent le jeu jusqu'au frisson. Le tabou de l'inceste tient bon, par miracle. Ils n'aimeraient personne d'autre. Ce sera leur secret.

Un secret de polichinelle. Tout le monde ressent au premier regard leur connivence de siamois. De telles amours impossibles donnent envie aux autres de s'y glisser. En vain : le mari de Clara ne posséderait qu'une charmante épouse. Quant à Christophe, il aura les bonnes, pour le chose ; pour le plaisir de séduire, un marchand de tableaux ; et comme seule passion, outre Clara, sa peinture.

SELON les époques, il ira du figuratif à l'abstrait ; on imagine de Chagall à Klee et Kandinski. Son chef-d'œuvre se situe au-delà des modes. Il est proprement in-montrable, puisque indéchirable de la maison Matthyssen. C'est une fresque qui monte le long de l'escalier familial. On y voit des enfants sautant pour attraper un fil invisible. S'agit-il d'un cerf-volant ? On y pense. Mais l'objet n'y est pas, pas encore. Figurera-t-il jamais ? Prendra-t-il la forme réductrice d'une banale étoile ? L'idéal serait de s'en passer. L'art meurt de mettre les points sur les i, comme les passions de se définir.

L'avantage de l'amour entre frère et sœur est qu'il se satisfait de rester sans nom. Antigone n'agit pas par sentiment pour ses frères mais par pitié. Les milliers de pages de *L'Homme sans qualités* ne sauraient épouser le mystère de ce qui unit Musil à sa sœur. Christophe et Clara s'ajoutent à une longue liste d'incestueux littéraires ou théâtraux. Rappelez-vous les troubles visites de Lani à son frère, le Séquestré d'Altona (Sartre), la complicité joueuse de Sébastien et de sa sœur dans *Château en Suède* (Ségan), les inséparables de *La Côte sauvage*, premier et dernier roman de Jean-René Huguenin. On dirait que le thème de l'inceste rôde dans l'air, ces temps-ci, car trois ou quatre romans récents s'y rapportent, dont *La Brasse coulée*, d'Hélène Soulié (Gallimard).

(Lire la suite page 19.)

## GILLES CARPENTIER

GILLES CARPENTIER

**Tous couchés**

ROMAN

85 F

Rien n'est plus beau que de mourir dans une ville en guerre ; c'est pour quoi, sans doute, on y meurt généralement en plus grand nombre que partout ailleurs.

Editions du Seuil

هنا من الاصل

## A LA VITRINE DU LIBRAIRE

## DERNIÈRES LIVRAISONS

## BIOGRAPHIE

● **ERIC VATRÉ** : *Léon Daudet ou le Livre Réactionnaire*. — Une biographie vibrante d'admiration du polémiste de l'Action française, collaborateur de la *Librairie de la France juive*, qui fut en littérature des options moins contestables (Proust, Bernanos, à qui il demandait cependant d'arrêter d'écrire des « histoires de curé », Claudel...) qu'en politique. (Ed. France-Empire, 346 p., 110 F.)

## CRITIQUE LITTÉRAIRE

● **FRANÇOIS RICHARD** : *L'Anarchisme de droite dans la littérature contemporaine*. — Haine de l'individualisme et de l'aristocratie, dérapage fréquent vers l'antisémitisme... sont quelques-unes des constantes de l'anarchisme de droite et de son illustration dans la littérature, de 1880 à nos jours. Si les filiations ne sont guère fiables, on ne peut qu'éprouver une gêne devant l'association de certains noms, qui occupent, dans l'échelle des valeurs littéraires et morales, des positions fort éloignées : Léon Bloy, Georges Bernanos ou même Céline à côté d'Edouard Drumont, Lucien Rebatet, Louis Pauwels ou Michel-Georges Micberth... (PUF, 242 p., 130 F.)

● **FRANÇOIS LAROCHE** : *Shakespeare et la fête. Essai d'archéologie du spectacle dans l'Angleterre élisabéthaine*. — Un essai qui tente de définir la symbolique des fêtes élisabéthaines et qui analyse son inscription dans le théâtre de Shakespeare. (PUF, 407 p., 220 F.)

## ÉCONOMIE

● **OUVRAGE COLLECTIF** : *Chiffres du monde 1988*. — En mille tableaux, cinq cents pages, deux cents cartes et cinquante photos, un inventaire mondial, pays par pays, de l'économie, sans négliger pour autant les données de base politiques ou religieuses : le tout précédé d'articles substantiels sur la conjoncture économique ou la francophonie, par des spécialistes comme Philippe de Saint-Robert, Régis Paraque ou Tristan Doelinitz. (Encyclopédie Universalis, 512 p., grand format, 180 F.)

## ETHNOLOGIE

● **OUVRAGE COLLECTIF** : *André Leroi-Gourhan ou les Voies de l'homme*. — Ce volume rassemble les actes d'un colloque d'hommage à

Leroi-Gourhan qui s'est tenu au CNRS en mars 1987, un peu plus d'un an après la mort du savant. Outre des études sur les différents aspects de son œuvre et un témoignage de Claude Lévi-Strauss, on trouvera dans ce livre un texte inédit de Leroi-Gourhan (*Réflexions sur l'art des cavernes*) et une bibliographie complète. (Albin-Michel, 258 p., 125 F.)

● **NEDJIMA PLANTADE** : *La Guerre des femmes. Magie et amour en Algérie*. — En Kabylie, au creux des maisons, un « champ de bataille où ensorcellements et désensorcellements se déploient ». Par une ethnologue berbérophone, élève de Georges Devereux, une plongée dans un Maghreb rural et féminin inconnu. (La Boîte à documents, diff. Chiron, 40, rue de Seine, 75006 Paris, 180 p., 89 F.)

## HISTOIRE

● **FRANÇOIS BÉRIAC** : *Histoire des lépreux au Moyen Âge. Une société d'exclus*. — La réalité de la vie quotidienne des lépreux, le savoir et le non-savoir de la médecine médiévale, les images mentales et les mythes liés à cette maladie, l'enfermement des lépreux et leur mort constituent les différents chapitres abordés dans ce livre qui se propose d'opérer une synthèse des travaux antérieurs. (Ed. Imago, diff. PUF, 278 p., 145 F.)

## POÉSIE

● **ROGER GARAUDY** : *A contre-nuit*. — Le philosophe marxiste, le chrétien de gauche, le néomusulman, efface tout et se retrouve, comme lorsque à dix-sept ans, il triomphait aux Jeux floraux de Marseille, seul face aux mots. « Forgeron ganté de buffle », il les maîtrise en un long chant « balayant toutes limites dans le plein vent des postulates ». (Ed. de l'Aire, Lausanne, 260 p., 240 F.)

## RELIGIONS

● **AMOS FUNKENSTEIN** : *Malmonide*. Dans les conférences prononcées à la radio israélienne et rassemblées dans ce livre, Amos Funkenstein s'attachait à « montrer le lien organique entre la conception de la nature, la vision de l'histoire et la foi messianique de Malmonide ». Catherine Chabot a traduit de l'hébreu ce livre d'un historien de la philosophie, professeur à Tel-Aviv et Los Angeles, encore peu connu en France. Préface de Roland Goetschal. (Cairn, 124 p., 85 F.)

## CORRESPONDANCE

## A propos de Sonia Delaunay

Après l'article de Philippe Dagen sur sa biographie de Sonia Delaunay (le Monde du 11 mars), Dominique Desanti a tenu à apporter les précisions suivantes.

Un critique a le droit de détester un livre, un genre (ici le « roman vrai »), un personnage (ici Sonia Delaunay). Il n'a pas le droit de feindre d'ignorer le texte dont il rend compte, ni de prétendre juger 354 pages sur trois lignes. Exemples :

1. D'après ce critique, les *Démotelles d'Avignon*, ayant été exposées en 1916, n'auraient pu faire scandale en 1907. Or je montre comment en 1907 ceux qui soutenaient et collectionnaient Picasso (Gertrude et Leo Stein, Ambroise Vollard, Fénéon) se détourneront en un premier temps de cette nouvelle manière. Je le conte d'après les *Mémoires* (Von Bismarck bis Picasso, édité en allemand en 1938), de Wilhelm Uhde, le premier mari de Sonia. Il en fut le témoin, et c'est lui qui envoya Kahnweiler au Bateau-Lavoir. Je souligne que Picasso est tout à fait latéral et à l'arrière-fond de mon récit.

2. Le critique traite de « psychologie de chic », d'« évocation romancée » une biographie entièrement de première main. Il y

oppose le livre de Bernard Dorival, excellent, mais comptant cinquante pages. Dorival figure parmi mes témoins : il m'a reçue, informée, et remerciée. Pour la première fois depuis qu'il est à la Bibliothèque nationale j'ai eu — grâce à la permission écrite de Charles Delaunay — accès au kilométrique *Journal* de Sonia (1903-1906 en russe, 1933-1967 en français). Les dialogues « comme si vous y étiez » que persifle le critique sont tirés du *Journal*. Ou bien relatés par les témoins retrouvés en France et à New-York et dont certains avaient fréquenté les Delaunay depuis 1928. J'ai même eu la chance d'écouter la sœur de Wilhelm Uhde âgée de quatre-vingt-dix-sept ans.

Les vues sur Picasso, Kandinsky, Franz Marc et les autres sont tirées soit de leurs lettres (à la BN), soit du *Journal* (et assez édulcorées : Sonia n'était pas indulgente). Mon propos n'était pas d'écrire un cours sur l'histoire de l'art. Mon souci ne fut pas de romancer, mais plutôt de choisir, situer, tenter de comprendre un personnage plein de contradictions. Et aussi d'obtenir un récit coulant, sans pédanterie, sans appareil d'allure érudite : visiblement cette coquette n'a pas été comprise par tous.

La malveillance du critique est évidente quand il « monte »

un fait (que les statuettes volées étaient en pierre et ibériques) concernant Picasso, personnage certes illustre mais, je le répète tout à fait latéral à cette histoire... Je suis bouleversée de l'inéquitable désinvolture, du mépris sans fondement appliqué à un travail long, minutieux, et qui a demandé beaucoup de soin pour paraître léger.

[Curios, les *Démotelles d'Avignon* seraient-elles fautes scandales. Elles ne l'ont pas fait, à moins que l'on ne dise pour un scandale la réaction, légalement réprobatoire d'ailleurs, d'une dizaine de personnes. Quant au témoignage de Uhde, esbèti, tardif et partiel, il ne saurait être tenu pour suffisant. Pour s'en convaincre, qu'on se réfère aux analyses de Pierre Dels sur Picasso.]

Que les « vues » sur Picasso, Marc et Kandinsky soient tirées du *Journal* de Sonia n'explique pas que Dominique Desanti les reprenne tout simplement. Desanti ne fait que le travail de l'historien traitant plutôt de garder ses distances et de signaler les incompréhensions de son héros. On aurait cru encore qu'il pouvait être imprudent de tenir pour certains et d'avoir des dialogues « relatés par les témoins » plus d'un demi-siècle après. Et l'on aurait sans doute pensé à la candeur jusqu'à imaginer que le désir de « paraître léger » ne contraindrait pas l'auteur à des erreurs, qu'elle ne soit pas mais qui seraient excusables parce qu'elles ne concernent pas directement Sonia Delaunay. Si coquette n'y a, c'est coquette aux dépens de l'exactitude.]

Ph. D.

## ESSAIS

## Le clin d'œil

## d'Alfred Sauvy

Les livres d'Alfred Sauvy sortent du four comme des petits pains. Le dernier est beaucoup plus croustillant que les autres, 350 pages consacrées à l'humour. On savait que notre grand démographe se délassait de la lecture des statistiques avec San Antonio, et que deux de ses meilleurs amis furent Tristan Bernard et Jacques Tati. Comme la plume le démange, il s'était déjà exercé sur le thème à la fin des années 70 en nous livrant un *Humour et Politique*. Voici *Aux sources de l'humour*, plus ambiteux, plus riche, mais qui n'a rien perdu de l'allégresse d'écriture, même si notre auteur s'exerce cette fois à une typologie.

Introduit par deux « paravents » en humour, Robert Escarpit et Georges Egazy, Alfred Sauvy ne s'acharne pas à rechercher une nouvelle définition du genre. Il préfère nous promener dans le jardin des humoristes et dénicher, dans les vieux bouquins qu'il adore, des auteurs célèbres ou parfaitement inconnus qui ont philosophé bien avant Bergson sur le rire.

Les classements auxquels s'essaye Sauvy sur les catégories d'humour, ses différences avec l'ironie, la malice, la farce, le burlesque, etc., ses variations suivant les pays, l'âge, le sexe, son analyse de la langue verte, seraient bien dessinés s'il ne truffait ses chapitres d'exemples drôles, de citations et de portraits, qui nous mettent en joie. (Un regret, il ne cite pas Bernard Héliot.) La comble de l'humour est peut-être été de nous ennuier avec le sujet. Alfred Sauvy, heureusement, n'y a pas réussi.

PIERRE DROUIN.

★ **AUX SOURCES DE L'HUMOUR**, d'Alfred Sauvy, Ed. Odile Jacob, 352 p., 110 F.

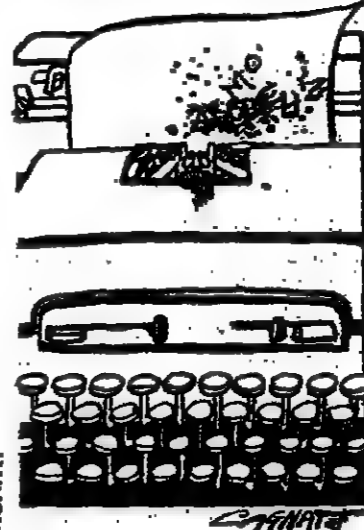
## L'énergie

## et les Lumières

Choisissant, dans un livre qui résume sa thèse de docteur d'Etat, d'étudier « l'idée d'énergie au tournant des Lumières », Michel Delon affronte en toute conscience une double difficulté : d'abord trouver, après les critiques faites par Michel Foucault à une certaine « histoire des idées », un mode d'approche qui ne se laisse pas d'illusions

cohérences, de totalités homogènes insoucieuses des conditions formelles dans lesquelles l'idée s'exprime ; ensuite, mener l'enquête sur une période — 1770-1820 — qui ne respecte ni la traditionnelle division séculaires ni la facile sanction des grands événements, fins de règne ou révolutions.

Ce double pari problématique est payant : à travers l'émergence de l'idée et du mot d'énergie, à la multiplicité de ses acceptions, à ses emplois et de ses enjeux — « on n'écrit de rien qu'on ne la place », ironise M<sup>me</sup> Du Defland, — c'est une lecture neuve d'une époque-charnière qui apparaît. Car l'énergie est, clame-t-on, partout : dans la langue et dans les beaux-arts, dans la nature comme dans l'histoire et dans l'homme, dans la science et



que dans le génie. Au-delà de cet engouement quelque peu bruyant, dans l'ubiquité même de la notion, se profile le désir d'échapper aux antagonismes simples, de promouvoir le devenir, le mouvement, la transformation, de donner son plein sens à l'être.

De Diderot à Stendhal, l'énergie russe avec la nostalgie et le régime la répétition — à la fois comme commencement du passé et préparation à l'identique du futur.

C'est pourquoi la lecture de cette étude propose bien plus que la traque érudite d'une « idée » : elle donne, exemplairement, l'image d'une période bouillonnante et paradoxale qui s'est dotée d'un mot d'ordre : *Cherchez l'énergie*. En ce journal de 200 pages et complètement « en « écho », l'inflection n'a rien de superflu.

MONIQUE NEMER.

★ **L'IDÉE D'ÉNERGIE AU Tournant des Lumières** (1770-1820), de Michel Delon, PUF, 521 p., 195 F.

## ROMAN

## Le puzzle

## des existences

Le *Cercle des sorcières*, premier roman de Louise L. Lambrichs, nous enveloppe d'une atmosphère mélancolique et troublante. Comme Merlin dans sa « prison d'air » de Brocéliande, les personnages sont enfermés dans le cercle magique des sorcières. Ainsi norme-ton, paraît-il, dans la région de Besançon, le contour plus foncé qui orne l'iris de certains yeux clairs.

Valentine, Éliane, Emilie, possèdent ce regard qui donne le vertige et semble tracer dans la famille Lefranc le chemin de la folie. Enfant terrifiée par des araignées imaginaires, Éliane adulte gardera de ses hallucinations nocturnes le sentiment de vivre perdue au milieu d'une toile d'araignée — qu'elle tisse et dont elle est captive — reliée au monde par des fils de fil invisibles. Un monde où, croyant se protéger, l'on s'enferme avec son pire ennemi : soi-même.

Tous les personnages de Louise L. Lambrichs contiennent ainsi leur image dans un miroir brisé, sans parvenir à se réunir les morceaux, comme dans le désordre d'un tableau cubiste où l'on perçoit plusieurs angles à la fois, mais où les facettes de visage ainsi fracturées ne s'assemblent jamais. Déracinées, dérangées à eux-mêmes, Éliane, Valentine, Edmond, Thomas ou Sarah, tentent désespérément de jeter des ponts au-dessus des gouffres, qui les séparent, les toiles d'araignée qui hantent Louise L. Lambrichs, comparativement, comme dans les vitraux, des ponts surplombés de vis étanches les uns aux autres. Et l'auteur esquisse le droit d'être à l'aise à penser, à vivre et à être à l'aise. Les petites phrases à l'ancienne sont citées. En dépit de quelques approximations, le style simple et direct, est parfois, suggère fort bien les milliers d'instants qui forment le puzzle des existences.

Ce premier roman souffre peut-être du fait, comme une personne, d'une insouciance à se raier sa grande Louise L. Lambrichs a pris le risque de l'écriture de réactualiser la fiction à l'histoire. Elle offre cependant quelques belles phrases sculptées dont on a plaisir à se souvenir.

FLORENCE NOVILLE.

★ **LE CERCLE DES SORCIÈRES**, de Louise L. Lambrichs, La Diffusion, 224 p., 79 F.

## EN BREF

● A l'occasion du centenaire de la mort des poètes **CHARLES CROS** et **JULIUS LAFORGUE**, la Société des études romantiques organise le vendredi 18 mars à 14 h 15 et le samedi 19 mars 1988, de 9 h 15 à 12 h et de 14 h 15 à 18 h, au lycée Henri-IV (23, rue Clotis, Paris 5<sup>e</sup>), un colloque international sur ces deux poètes.

Y prendront notamment la parole Marie-Claire Bancquart, Y.-A. Favre et L. Forestier, D. Grojnowski, éditeur des *Œuvres complètes* de Laforgue.

● L'INSTITUT CULTUREL ITALIEN organise deux tables rondes : le 21 mars sur le thème « Simplicité et complexité dans le domaine des sciences humaines, des arts et de la littérature » et le 22 mars, à l'occasion de la publication du numéro 25 de la revue *Nuovi Argomenti*, sur « Les jeunes romanciers français présentés par une

revue italienne » (Hôtel Gallifrey, 50, rue de Varenne, 75007 Paris, Tél. : 42-22-12-78).

● Deux **DÉBATS PUBLICS** sur LES ENJEUX PHILOSOPHIQUES DES ANNÉES 50 auront lieu au Centre Pompidou (petite salle) les 17 et 18 mars à 21 heures avec notamment la participation de Pierre Bourdieu, Vincent Descombes, Alain Robbe-Grillet, Elisabeth Roudiez et Christian Descombes.

● A l'occasion de la création des Éditions Fourbis, son animateur, Jean-Pierre Boyer, et la Librairie Biffures, 44, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris, organisent, le 18 mars à 18 heures, une lecture-signature du livre de **PHILIPPE MIKRIAMMOS**, *Ballade du voyageur* retournant vers sa maison inconnue, premier titre publié par Fourbis.

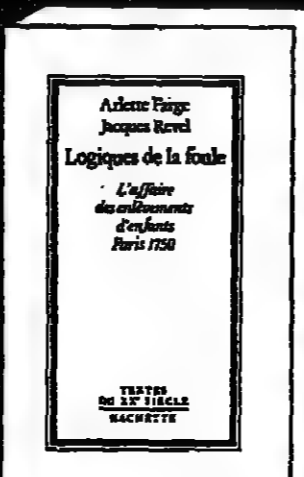
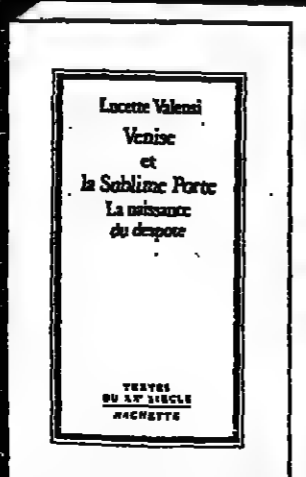
● La librairie Village Voix (6, rue Frédesco, 75006 Paris) organise une lecture-signature du livre de **STEPHEN KOCH**, *La Marée des civilisations* (Stock), le 23 mars, à 19 heures.

● **PRÉCISIONS**. — La traduction qu'Henri Latorcelle a donnée de *Capitaine Pic* de Dino Buzzati n'est pas, contrairement à ce que nous indiquions dans « Le Monde des livres » du 11 mars, la première en français. Anne Renoue et Vincent Roméo avaient traduit ce texte en 1985 pour les Éditions Obélisque qui l'avaient publié sous le titre : *Le Capitaine Pic ou le Triomphe du règlement*.

Par ailleurs, la traduction du roman de Joyce Carol Oates, *Marya (Sue)*, dont nous avons publié un compte rendu dans « Le Monde des livres » du 4 mars, est Anne Rabinovitch.

TEXTES DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Collection dirigée par Maurice Olender



Marc Augé. Un ethnologue dans le métro.  
Marcel Benabou. Pourquoi je n'ai écrit aucun de mes livres.  
Ernst Cassirer. Le problème Jean-Jacques Rousseau.  
Georges Charachidzé. La mémoire indo-européenne du Caucase.  
Florence Delay. Petites formes en prose après Edison.  
Marcel Deliaume. Dionysos à ciel ouvert.  
Arlette Farge et Jacques Revel. Logiques de la foule.  
Julia Kristeva. Au commencement était l'amour.  
J. Leplanché et J.-B. Pontalis. Fantasmagorie originelle.  
Fantasme des origines. Origines du fantasme.

Jacques Le Goff. L'histoire et la vie.  
Nicole Loraux. Façons tragiques de tuer une femme.  
Patrice Loraux. Les sous-mains de Mars.  
Introduction à la critique de la publicité.  
Georges Perec. Penser. Classer.  
Georges Perec. Je me souviens.  
Pascal Quignard. La leçon de musique.  
Jean Michel Rey. Colère du Pegu.  
Tzvetan Todorov. Frère bonheur. Essai sur Rousseau.  
Lucette Valensi. Venise et la Sublime Porte.  
Jean-Pierre Vernant. La mort dans les yeux.  
Figures de l'Autre en Grèce antique.  
Artemis. Gorgis.

Hachette

## ROMANS POLICIERS

## Collections d'hiver



Au royaume du polar, c'est comme dans un célèbre grand magasin : il se passe toujours quelque chose. A peine lui avez-vous tourné le dos quelques semaines que déjà le paysage a changé. Témoins, les trois nouvelles collections apparues en ce

premier trimestre 1988.

« Rivières/Noir », qui dirige François Guérif, a désormais un jumeau, « Rivières/Mystère » qui, comme l'indiquent son nom et le premier titre publié — *la Bande diabolique*, une enquête de Nero Wolfe, l'axécentrique et cérébral détective aux orchidées de Rex Stout — devrait privilégier l'énigme classique. Mais sans a priori : le deuxième titre paru, *Fata Morgana*, de William Kotzwinkle, est un roman incassable, flamboyant, plutôt proche de la veine « gothique », le Paris du dix-neuvième siècle servant de toile de fond aux exploits sanglants d'un érudite de Jack l'Éventreur. (33 F le volume.)

Guérif est passé par là, il repassera par là. Avec son complice Stéphane Bourgoin, il est aussi le créateur, chez l'éditeur Clancier-Guénaut, de « Série 33 », une collection de poche, inaugurée la semaine dernière avec *Les détectives n'ont pas froid aux yeux*, un best-seller de Kyotaro Nishimura, le grand rival de Seicho Matsumoto. Longtemps sévère de littérature policière japonaise, les lecteurs français apprécieront (1). D'autant que, dans la foule des « Série 33 », propose des inédits de deux géants américains, *Psychopathe* de Robert Bloch et *La mort et ses entrées* de Fredric Brown. Du beau monde pour 33 F le volume !

Albin Michel, enfin, est aussi de la fête. Il y avait « Spécial suspense » et, depuis quelques mois, « Spécial fantastique ». Voici maintenant « Spécial police » avec, d'entrée, un excellent roman, aux accents chandéliers, de Patrick Raynal, *Fenêtre sur femmes*, dérive débauchée — et alcoolisée — d'un agent d'assurances aux prises avec la faune du milieu et du beau monde nîçois.

C'est derrière une image, un « désir en creux », que cavale Philippe Clerc. A peine s'est-il rencontré Elise d'Horville que la jeune femme meurt, brûlée vive dans l'incendie de la somptueuse villa familiale. A vouloir éclaircir les circonstances de sa mort, Clerc découvre de lourds secrets, de ceux qui, « côte à côte, même s'il en coûte à certains, grande bourgeoisie, truands et policiers locaux préfèrent dissimuler aux yeux nîçois : on ne dérange pas impunément la tranquillité d'une ville, où les réseaux d'intérêts s'imbriquent et s'entremêlent.

Personne ici — pas même le héros — n'est tout à fait innocent. Personne, sauf peut-être, celle vers laquelle Clerc se tourne quand, décemment, le doute et le dégoût menacent de le

submerger : une lumineuse prostituée, qu'il a surnommée Chéro, comme la compagne de Pape Carvalho, le détective créé par l'Espagnol Montalbán, chanteur de Barcelone. Le clin d'œil n'est évidemment pas fortuit : comme son homologue catalan, Raynal s'essaye aussi, à travers ce roman doux-amer, à saisir la sensualité d'une ville ambiguë. On aura compris, sans doute, qu'il y réussit parfaitement. (222 p., 65 F.)

Familles, je vous hais ! Pour les auteurs de romans policiers, comme pour les autres, le thème est inépuisable. Ruth Rendell et Boileau-Narcejac en ont fait, avec une trame étrangement proche, le centre de leurs derniers romans.

Dans *Douces morts violentes*, le roman-œuvre anglaise met en scène deux jeunes filles opposées au mariage de leur père. A travers le journal de l'une d'elles, voici retranscrits l'amour idéaliste qu'elles lui vouent, leur rivales pour gagner son cœur, puis la rancune devant l'irruption de l'étrangère, qui se mue bientôt en une haine farouche, refus de la sexualité autant que de l'intruse. Dès lors, on l'épie, on l'ignore, on refuse ses avances et, pour finir, on la tue. Simple, trop simple. Car Ruth Rendell, comme toujours, glisse, avec un art souverain, d'une situation d'évidence à un monde d'ambiguïté, où le lecteur perd, sans y prendre garde, tous ses repères. Jusqu'à ne plus savoir qui est l'assassin, ni même s'il y a vraiment eu crime. Et si tout cela n'était que fantasmes d'une adolescente, soucieuse d'être enfin remarquée ? A moins que la sœur — si discrète — de la narratrice...

*Heartstones*, dit le titre original : entre le cœur et la pierre, Ruth Rendell distille le poison du doute avec une subtilité qui ne devrait pas masquer l'extrême élégance d'une écriture toujours juste. (Belfond, 129 p., 59 F.)

C'est encore un journal, encore une histoire de sœurs que proposent Boileau-Narcejac dans *Champ clos*. Mais les duettistes mettant, apparemment, un point d'honneur à vieillir leurs héros à leur mesure. La narratrice est donc, cette fois, une octogénaire qu'une implacable rivalité oppose à sa sœur... centenaire. Malade, la cadette ne supporte pas de disparaître avant son aînée. Quoi ? Après lui avoir sacrifié sa carrière — pianiste de talent, elle a perdu toute sensibilité dans un accident de voiture dont l'autre fut jadis responsable, — il faudrait que, encore une fois, elle lui cède la place ? Elle rêve meurtre, vengeance enfin assouvie et va déployer des trésors d'imagination pour créer la situation qui serait fatale au cœur usé de la centenaire. Laquelle, monstre d'apocryphe, se révèle décidément difficile à ébranler...

Le qui et le pourquoi nous étant donnés d'avance, Boileau-Narcejac exerce leur talent sur le comment, avec l'habileté qui leur est,

depuis longtemps, coutumière (2). Mais ce qui épata le plus, c'est la verve, l'humour — noir, évidemment — que les deux complices glissent dans cette rocambolesque histoire de mères-grand abusives. Comme si, tels des gamins, ils avaient décidé de tirer la langue à la camarade, en ne l'évoquant que pour mieux la narguer. Quelle santé ! (Denœl, coll. « Sœurs froides », 215 p., 68 F.)

## Télégrammes :

— Saint-Ouen-l'Aumône vit tout le mois de mars à l'heure du polar par le biais du premier festival du roman policier, organisé conjointement par l'Amalipo et la municipalité. Point d'orgue dimanche, avec un Salon du livre toute la journée, dans la salle des fêtes, en présence de nombreux auteurs : Pennac, Poy, Deltad, Jonquet, Kristy, Dancinckx, Bastid, Mosconi, etc.

— Les éditions du Fleuve noir organisent un grand concours « Polar-50 ». Douze questions qui supposent la lecture de quatre titres des années 50 — dont l'excellent *les Maléfices*, de Fred Noro — que le Fleuve vient de rééditer dans sa présentation d'origine. Réponses avant le 30 avril. Premier prix : une Tracton Citroën. Deuxième prix : un... tandem. Et jusqu'au dixième prix, la collection complète de San Antonio. (Concours Polar-50, 6, rue Garancière, 75278 Paris. Cedex 06.)

— La fièvre de l'élection présidentielle a aussi gagné le petit monde du polar. Après l'appel de sportifs pour Jacques Chirac, de chercheurs pour François Mitterrand, voici que, dans un texte public plein d'humour, intitulé « Les caves se rebiffent », Didier Dancinckx, Thierry Jonquet, Jean-François Vilar, Roger Martin, Michel J. Naudy, Claude Mesplade et Jean-Paul Schweighauser, toutes « personnalités » — auteurs, éditeurs, traducteurs — honorablement connues de l'édition policière, affirment : « Pour nous, pas d'hésitation, c'est Pierre Juquin. Une façon, en somme, d'illustrer Brel qui chantait : « Pour qu'un ciel flamboie, la rouge et noir ne s'épousent-ils pas ? »... (On peut se procurer l'appel auprès de Gilles Perrault, comités Juquin, 133, rue de Montreuil, 75011 Paris.)

## BERTRAND AUGUSSE

(1) Les éditions Clancier-Guénaut organisent une projection-débat, arrosée au saké, « Polar made in Japan », le lundi 21 mars à 18 h 30. Avec Jean-Christophe Bourrier (traducteur de Nishimura), Philippe Piquier (éditeur de Matsumoto et bientôt d'Edogawa Rampo), François Guérif et Olivier Trouillas, président de l'association 813. (A la Sorbonne, amphithéâtre de l'annexe, 16, rue de la Sorbonne, 75005 Paris.)

(2) Sous la direction de Jean-Paul Collin, les *Cahiers de l'imaginaire*, ont récemment publié un dossier très complet sur le célèbre tandem. Avec la participation notamment de Michel Lohré et Francis Lausson. (n° 32-34, 104 p., 45 F. Ramsay, gremois : Daniel Cougnet, L'Ardrais, 35580 Lallé.)

# Un mythe politique : la "République juive"

de Léon Blum  
à Pierre Mendès France  
par  
Pierre Birnbaum

Pierre Birnbaum  
Un mythe politique : la "République juive"

de Léon Blum  
à Pierre Mendès France



420 p.  
140 F

Une démonstration minutieuse, documentée, brillante.

Jean-Pierre Rioux - Le Monde

Une richesse d'information stupéfiante.

Alain-Gérard Slama - Le Point

Une spécificité française inscrite dans l'histoire même de la République.

Michèle Perrot - Libération

Une idée juste et forte : associer la fureur antisémite avec le rejet de régimes contestés.

Fred Kaprielian - L'Express

Magistral.

Guy Le Clac'h - L'Arche

FAYARD

## Mais pourquoi tuent-ils les femmes ?

L'étude de deux universitaires britanniques sur les crimes sexuels, *The lust to kill (la Soif de tuer)*, a fasciné l'auteur du *Journal d'Edith*.

par Patricia HIGHSMITH

PEU de cas suscitent plus d'intérêt et de curiosité que les crimes sexuels, de ceux où le meurtrier ajoute à sa liste une cinquième, puis une sixième victime, selon un rituel de mort inamovible : mutilation des organes génitaux, souvent éviscération, voire amputation d'un ou des deux seins.

Cette année voit le centenaire de Jack l'Éventreur, qui, en 1888 et en l'espace de quelques mois, tua au moins cinq femmes dans le quartier de Whitechapel à Londres. Par parenthèse, l'Éventreur ne fut jamais définitivement identifié, bien qu'il y eût trois ou quatre suspects.

Le caractère prévisible de la conduite du tueur sexuel est un des aspects que met en lumière *la Soif de tuer*. Les auteurs en sont deux universitaires : Deborah Cameron et Elisabeth Frazer. Leur analyse du meurtrier sexuel (on ne connaît pas de meurtriers sexuelles comparables à leurs homologues masculins) est en partie freudienne, mais s'appuie également sur les travaux de Krafft-Ebing et de Havelock Ellis. S'agissant de quelque chose d'aussi protéiforme que la psyché humaine, les auteurs, en bonnes scientifiques, se gardent bien de proposer une explication univoque et à l'emporte-pièce du meurtrier sexuel, dont le type demeure récurrent dans notre actuelle civilisation occidentale.

Elles risquent toutefois une analyse de l'attitude du meurtrier envers les prostituées et montrent comment elle est liée et modelée par son attitude envers sa mère, sa femme s'il en a une, et les femmes en général. Les victimes de l'Éventreur étaient toutes des prostituées occasionnelles ou avérées — comme l'étaient celles de Peter Sutcliffe, le récent « éven-

treur du Yorkshire », — à l'exception d'une jeune femme pour laquelle il fit probablement « une erreur ».

Sutcliffe, le tueur du Yorkshire, fut un cas particulièrement exemplaire : cet homme marié, qui avait un emploi régulier, tua dix ou onze prostituées en quelques années sans que la police, qui, durant l'enquête, lui rendit visite et s'entretint avec lui et sa femme, eût le moindre soupçon. L'étrange est que ces meurtriers de prostituées sont convaincus de rendre service à la société en « nettoyant les rues », selon la formule de Sutcliffe.

Le meurtrier « en série » du type de Jack l'Éventreur ou de Sutcliffe s'attaque donc spécifiquement aux prostituées, tandis que l'« évangéliste de Boston » par exemple sonne à la porte d'une jeune femme ordinaire, éventuellement d'une femme mère, après avoir pris un rendez-vous téléphonique en se faisant passer pour le releveur des compteurs, ou tout

autre employé du même genre. Il viole et tue « en chambre », très différent en cela du premier type, que le viol n'intéresse pas, et même qu'il récuse.

Pourtant, la thèse des auteurs de *la Soif de tuer* est que les prémices de leur psychose sont identiques : une relation complexe et immature aux femmes, s'enracinant dans la relation à la mère, à la fois objet d'amour et objet de frustration. A la puberté, et de préférence un peu avant, le garçon doit s'extraire de cette emprise maternelle et se tourner vers l'extérieur. Mais le chemin vers ce qui est tenu pour la normalité dans les comportements sexuels est difficile et comporte bien des risques de dérapages et d'errements.

« Alors que la fille désirera des objets sexuels masculins qui n'évoqueront pas pour elle la profonde ambivalence de ses sentiments pour sa mère, le garçon, lui, verra interférer ses violentes émotions enfantines avec son futur désir pour les femmes. Il en

résulte que l'hétérosexualité masculine est beaucoup plus imprégnée que l'hétérosexualité féminine de fortes pulsions de peur et de jalousie, de fantasmes d'inversion de rôle et de revanche envers les femmes. »

Egalement judicieuses sont les commentaires des auteurs sur les conséquences des intrusions, dans le christianisme, de la sexualité, du péché et du plaisir.

Enfin, Deborah Cameron et Elisabeth Frazer démontrent combien les meurtriers sexuels sont des produits de la culture ambiante. Les désirs, quels qu'ils soient, sont engendrés par les « représentations » — objets ou systèmes de valeur — offertes aux individus. Notre culture promeut comme hautement désirables la liberté (masculine) et le franchissement des normes — comme le plaisir et le sentiment de dépassement de soi qui naissent de la conduite d'une voiture hors des limitations de vitesse — ou du meurtre gratuit. Il n'y a donc rien de fortuit, disent les auteurs, à ce que notre époque soit aussi celle des meurtres sexuels sadiques.

La masse d'informations contenues dans ce mince volume est stupéfiante. Ainsi, des graphiques opportuns signalent par exemple les typologies de meurtriers, les années où ils ont sévi ainsi que les meurtres respectivement commis par des hommes et par des femmes. C'est un livre qui suscite réflexions et débats, et qui jette quelque lumière sur un bizarre phénomène de notre temps : les meurtres sexuels en série.

(Traduit de l'anglais par Monique Nemer.)

\* *THE LUST TO KILL: A FEMINIST INVESTIGATION OF SEXUAL MURDER*, by Deborah Cameron and Elisabeth Frazer, Polity Press, Oxford, 207 p., 25 livres.



LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS

3, place de l'Odéon - 75006 Paris - 46.33.18.18

مقدون الاصل

## ● ROMANS

## Enquête autour d'un masque

Autobiographie d'un autre, de François Bott, est un roman par lettres où l'écrivain scrute son passé par l'entremise d'un détective borgésien

par Hector BIANCIOTTI

« **P**OURQUOI écrire si, une fois au moins, on ne se demande ce que sont devenus nos visages et nos années dans le siècle ? », se dit François Bott quelque part dans son *Éloge de l'égoïsme* (1), où de-ci de-là, il avait naguère consigné, comme pour mémoire, certains événements relatifs à son existence, établissant un passage une sorte d'inventaire de ses préférences, Chamfort et Stendhal, et Mozart côtoyant les jolies femmes à voilette et le champagne. Et où, prêchant d'exemple, il affirmait son goût pour « le style sans larmes, qui conjugue les raccourcis de l'écriture et la retenue du sentiment ».

Tout cela, les notations à la fois précises et nonchalantes, les méditations et les perplexités, ressasses et polices jusqu'à l'aphorisme, allaient préparer cette *Autobiographie d'un autre*, roman par lettres, où, choisissant de s'avancer masqué, l'écrivain fait le portrait de cet inconnu que chacun trouve en lui-même lorsque, débarrassé de toute contrainte, la loupe du bijoutier ajustée à l'œil, il scrute son passé.

Le narrateur, ou plutôt le signataire des onze lettres que nous avons entre les mains, est l'un de ces détectives privés comme Chesterton, Borges ou Sciascia les affectionnent, qui sont avant tout des lecteurs — de livres et de vies — le commerce des uns ayant aiguisé leur faculté de déchiffrer les mystères des autres.

Le destinataire est ce client venu un jour lui demander, dans son bureau, rue de la Michodière, d'établir sa biographie, d'éclaircir les secrets de son existence, mais ne lui offrant, au fil des jours et des rencontres, que des dérobades en guise d'aveux, comme s'il rêvait obscurément de se conforter dans la méconnaissance de lui-même. Et cela, en dépit du besoin qu'il a ressenti d'avoir des nouvelles de son passé, de cette image de lui-même que la mémoire, sans cesse pétrée, malaxée par l'imagination, ne saurait plus lui restituer.

### Une vieille connaissance

Car il est arrivé à ce moment de la vie où l'on mesure, d'un coup, l'écart entre ce qu'on est et ce qu'on aurait voulu être. Où il arrive que la pensée ne trouve — comme Narcisse, selon Valéry, — qu'un monsieur, dans le miroir : quelqu'un que l'on a perdu de vue, une de ces vieilles connaissances qu'on hésite à regarder dans les yeux de peur qu'elle nous demande des comptes.

Comment fixer, comment épigler enfin ce moi qu'on n'a pas arrêté d'inventer, dont la conscience a la perception sans en avoir la maîtrise, balançant toujours entre l'essor et le piétinement, entre l'élan et le recul, au seuil de la vraie connaissance ? N'y aurait-il ni dessin, ni trame, ni

correspondance, pas même un labyrinthe, rien qu'un éparpillement ininterrompu, et pas d'autre moi que celui d'un instant ?

Tout en faisant confiance à la révérité, car il croit que la réalité garantit bien plus de choses qu'on ne le pense, et parmi elles les dérivés de l'imagination, notre coéquipier attelle à l'improbable dénombrement des circonstances qui ont tissé la vie de son client, essayant de les rabouter, de construire avec elles une histoire qui se tienne.

L'inconnu, qui est né en 1935, a passé son enfance à Reims, où son père exerçait la médecine. Il possédait une collection de soldats de plomb suffisamment copieuse pour lui procurer « toutes les voluptés de la stratégie dans une chambre ». A quatorze ans, il a envoyé Dieu, si l'on peut dire... au diable, le jour où, ses prières n'ayant pas été exaucées, ses parents ont divorcé, l'obligeant à se réfugier chez sa grand-mère corse, à Paris. Et là, petit provincial, il devait ajouter « l'incompréhension d'être pauvre à celui d'être démodé », ne prenant sa revanche sur ses camarades huppés de Janson-de-Sailly, que grâce à une « réelle dilection » pour le grec et le latin : « Vous avez la passion de la syntaxe ; vous aimez particulièrement la logique, la rigueur et la concision latines ».

Ensuite, la Sorbonne, l'amour de la philosophie, la fascination de Kant et de Sartre, la vocation de l'écriture ne tardant pas à se faire jour dans son esprit et à vite

s'affirmer : il serait journaliste ou écrivain, pour séduire Ava Gardner, comme Gregory Peck dans *Les Neiges du Kilimandjaro*. Mais Ava, il ne la trouve nulle part lorsqu'il commence à exercer le métier de journaliste, vers la fin des années 50. (Et même si, au hasard des reportages, il s'était trouvé à Madrid, il lui aurait été difficile de reconnaître la star dans la jeune femme jamais fardée et perpétuellement habillée d'une petite jupe et d'un chemisier, qui, dans les boîtes à la mode, soumettait ses amis torseurs aux langoures du slow.)

Responsable, plus tard, des pages littéraires d'un hebdomadaire, il va enfin entrer en contact avec ce milieu littéraire qui l'a tant fait rêver, pour découvrir que l'on y trahit volontiers « la littérature pour une heure de renommée », et que l'on y considère autrui « soit comme un obstacle, soit comme un moyen ».

Que reste-t-il de l'enfance dans la maison d'été, à Deauville ? De la femme qu'il a jadis épousée ? De l'écriture, et de cet amusement supérieur qui fut pour lui l'exercice obstiné du doute ? Et comment, de ce fatras de petites faits et de songes, dégager une image qui lui ressemble enfin ?

### Une lucidité péremptoire et irréparable

Tout passé devient immense, illimité, dès qu'on le fouille, et l'histoire d'un individu n'est qu'un grain de sable dans la seule histoire qui compte, celle du monde. La clé de l'existence de l'inconnu, le client, se trouverait-elle dans la mort de l'ami, dans un endroit perdu de l'Oranie, une lucidité péremptoire et irréparable — celle-là même que la jeunesse accorde volontiers à l'âge mûr, — ayant pris alors, une fois pour toutes, possession de lui ?

An fur et à mesure que l'enquêteur avance dans ses recherches, un masque se substitue à un autre, et encore à un autre, sans que l'on arrive à entrevoir le visage qu'ils cachent — mais les yeux qui nous regardent à travers la découpe sont toujours les mêmes, pleins de la même insoutenable interrogation qui n'aura pas de réponse. Au cours de l'investigation et au fil des lettres qui s'ensuivent pour en rendre compte au client — où c'est l'écriture qui mène à sa façon l'enquête, — le narrateur aura glissé de l'autre côté du masque qu'il a essayé d'enlever, et l'on ne sait pas lequel des deux, de l'enquêteur ou du client, a fait s'assembler l'autre dans ses dévants.

Une sorte de jubilation embrase les formules les plus sombres. Et c'est le bonheur du mot juste qui l'emporte, en désignant de façon indéfectible les espoirs, les amours, les errements, les lâchetés, les chagrins et ces remords qui s'éveillent tout à coup et piquent l'âme, qui sont le lot de tout un chacun.

Grâce à la littérature — et à l'égoïsme, qui est la seule religion qui nous reste en ces temps de nivellements forcés de bonne conscience, — aucun désespoir ne résiste longtemps à une phrase bien tournée. De sorte que, penchés sur ce livre, nous avons l'illusion de nous découvrir une mémoire, mise au net et imaginée par un autre. Une mémoire que l'on aimerait faire sienne parce que, enfin, dans son tréfonds, qui est le tréfonds de tous, elle a trouvé la juste et entraînante formulation de sa mélancolie.

★ **AUTOBIOGRAPHIE D'UN AUTRE**, de François Bott, Flammarion, 126 p., 39 F.

(1) Sous ce titre, on trouve rassemblés le *Traité de la distillation* (1977), la *Déception historique* (1979) et d'autres textes publiés en revue. Éditions de L'Instant, 164 p., 89 F. (« Le Monde des livres » du 12 février 1988).

## Une nuit au Tivoli-Jardin

Le Bonhomme d'Ampère, de Roger Vrigny, ou les courts-circuits du destin.

UN voyageur à l'identité non établie arrive un soir au Tivoli-Jardin à Lisbonne. Invité à présenter son passeport à la réception de l'hôtel, il rechigne et, arguant de sa fonction qui le place au-dessus de tout soupçon — il est expert au Fonds monétaire international, — il diffère cette formalité jusqu'au lendemain. Pour l'heure, il souhaite ne pas être dérangé : « Un haut fonctionnaire a besoin de repos », que diable !

Pourtant, dans la solitude de sa chambre, ce n'est pas précisément le repos escompté qui attend cet homme vieillissant et quelque peu désenchanté. Au contraire, et tant il est vrai qu'il suffit parfois

ne sait plus spéculer que sur un futur très antérieur.

Lucie, Marc, Albert, ils formaient un trio qui s'aimait depuis l'enfance, un trio à la Jules et Jim. Ils avaient vingt ans, à Périgueux, dans une France à la botte des Allemands. Bien sûr, les deux garçons étaient amoureux de Lucie. Marc était beau, brillant, inaccessible au doute et agissait toujours comme il convenait : un gagnant. Albert, plus timoré, ambitionnait déjà d'écrire un récit qu'il intitulerait *Le Bonhomme d'Ampère*. Mais Albert n'a rien réussi de tel, il n'a rien réussi du tout : un raté.

Même si le père Henriot, son directeur de conscience, affirmait que « nous sommes tous des ratés ».



Roger Vrigny : la vie tel un courant électrique

d'une idée, plus rapide qu'un éclair dans la nuit, pour nous découvrir le néant d'une vie, le temps perdu, la jeunesse et les amours mortes, il passera de longues heures d'insomnie aux prises avec l'imbécile énigme de l'être.

C'est l'apparition d'une vieille servante venue lui apporter un encas qui déclenche la sarabande des souvenirs. Elle s'appelle Lucia, et le seul énoncé de ce prénom a le pouvoir de ramener soudain la profuse matière du passé, qui se dévergonde devant les yeux du voyageur fatigué. A ce genre d'assaut, les remparts et les digues que nous opposons à la douleur ne résistent guère. Un rien peut faire sauter la bonde de la mémoire : dès lors, le passé se répand, envahit et submerge le moment présent.

Ses fragiles garde-fous emportés, l'homme du Tivoli-Jardin sera assailli par les images qui affluent en foule, ricochent, produisent de vertigineux remous, engendrant sans cesse de nouvelles images, d'autres scènes. Le temps défile en un surgissement continu de fragments qui s'organisent, semble-t-il, en dépit de la chronologie. Pour montrer l'incarté de cette mémoire qui ne prend pas de gants et livre tout pillé, Roger Vrigny jongle en virtuose avec les temps de la conjugaison, il épouse les virevoltes et les caprices de cette pensée affolée qui s'égare loin du présent, s'empale tantôt sur le passé lointain, tantôt sur le proche passé, et

au yeux de Dieu », que faire, à cinquante ans, d'un pareil constat et où trouver la consolation ? Où est le Bien ? Où est le Mal et quand finit-il ? Telles sont les questions, déjà obsédantes dans la jeunesse, qui reviennent harceler le voyageur en sa longue nuit au Tivoli-Jardin.

### Pourquoi la vie s'arrête

Chahuté par ses souvenirs, il prend des notes et même « il s'amuse à dessiner une silhouette, une tête, deux bras, deux jambes. Il trace une ligne au milieu avec une flèche figurant le sens du courant. En dessous, il écrit : la vie ». Il vient de représenter le bonhomme d'Ampère et maintenant, enfin, il pleure.

Cette figure qui le bouleverse n'est pas une simple résurgence des expériences de physique pratiquées jadis au lycée. Elle symbolise pour le voyageur « un certain genre d'individu, celui qui sait où il va, ne se trompe jamais de direction dans l'existence ». Et si l'on se réfère aux lois de l'induction électromagnétique, sachant que le courant circule entre deux pôles, l'un positif, l'autre négatif, on comprendra comment et pourquoi, à l'aube de cette nuit au Tivoli-Jardin, la vie s'arrête.

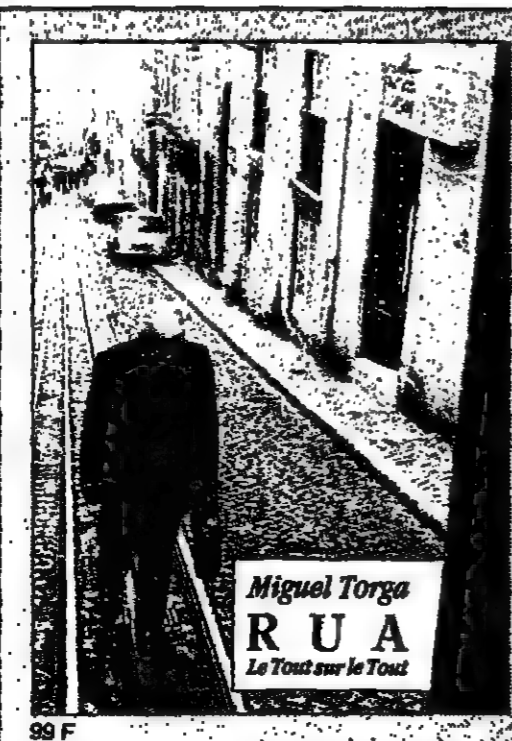
Roger Vrigny a exploité avec un rare bonheur cette étrange métaphore qui s'annonce déjà dans le titre et induit — bien sûr, — toute l'économie du livre. Champs magnétiques qui s'établissent en vertu des attractions réciproques, pannes temporaires, courts-circuits du destin, tout ici concourt à suggérer que la vie passe, tel un courant électrique, invisible, impossible à saisir. Et, fatalement, le noir, la mort, surviennent aussitôt que le mouvement s'interrompt.

ANNE BRAGANCE.

★ **LE BONHOMME D'AMPERE**, de Roger Vrigny, Gallimard, 250 p., 80 F.

DES LIBRAIRES LISENT, AIMENT, CONSEILLENT  
PARMI LES PARUTIONS DE MARS, ILS VOUS  
INVITENT A PARTAGER LEURS COUPS DE CŒUR...

**L'œil**  
de la lettre



Pierre Michon  
**Vie de Joseph Roulin**



ACTES SUD, passage du Méjan, ARLES. L'AIDE-MÉMOIRE, 8 rue Latapie, PAU. L'ARBRE A LETTRES, 2 rue Edouard-Quenu, PARIS 5<sup>e</sup>, 55 rue Cler, PARIS 7<sup>e</sup>, 14 rue Boulard, PARIS 14<sup>e</sup>. AUTREMENT DIT, 73 bd Saint-Michel, PARIS 5<sup>e</sup>. BIFFURES, 44 rue Vieille-du-Temple, PARIS 4<sup>e</sup>. LIBRAIRIE BLEUE, 16, rue de Montreuil, PARIS 11<sup>e</sup>. CALLIGRAMME, 75 rue Joffre, CAHORS. LE CHANT DU MONDE, 20, rue Mora, ENGHEN-LES-BAINS. COMPAGNIE, 58 rue des Écoles, PARIS 5<sup>e</sup>. GÉRONIMO, 31, rue du Pont-des-Morts, METZ. GRAFFITI, 8 place Pelisson, CASTRES. LIVRE STERLING, 49 bis, av. Franklin-Roosevelt, PARIS 8<sup>e</sup>. LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-Saint-Pierre, BORDEAUX. MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay, VINCENNES. DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 16, rue Bonnetière, AVIGNON. DES NOUVEAUTÉS, 26, place Bellecour, LYON. OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta, TOULOUSE. LA PAGE BLANCHE, 30, rue Saint-Guilhem, MONTPELLIER. QUAI DES BRUMES, 39 quai des Bateliers, STRASBOURG. LA RÉSERVE, 14, rue Henri-Rivière, MANTES-LA-JOLIE. LES SANDALES D'EMPÉDOCLE, 138, Grande-Rue, BESANCON. LA TERRASSE DE GUTENBERG, 9, rue Emilio-Castelar, PARIS 12<sup>e</sup>. LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ, 2, place Dr-Léon-Martin, GRENOBLE. VENT D'OUEST, 5, place du Bon-Pasteur, NANTES. VENTS DU SUD, 7, rue Maréchal-Foch, AIX-EN-PROVENCE. LA 25<sup>e</sup> HEURE, 8, place du Général-Berret, PARIS 15<sup>e</sup>. En Belgique, groupement Profil : A LIVRE OUVERT, 108, rue des Combattants, LA HULPE, 118, rue St-Lambert, BRUXELLES. CALLIGRAMMES, 7, rue Sambon, WAVRE. GRAFFITI, 9, avenue Léon-Journez, BRAINE L'ALLEUD. LA LICORNE, 38, rue X de Bue, BRUXELLES. LIBRAIRIE MOLIERE, 4, boulevard Audent, CHARLEROI. TROPISMES, 11 Galerie des Princes, BRUXELLES.

### OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, en par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
45-20-67-12

# La grâce solaire de Bertrand Visage

Angelica, troublante histoire d'une jeune femme, est aussi un chant d'amour pour Palerme et la Sicile

**R**ÉALISME et grâce : c'était déjà l'alliance de *Tous les soleils*, le précédent roman de Bertrand Visage, prix Femina 1984. Le romancier affine, avec ce nouveau livre, la combinaison d'apreté tragique et d'allégresse solaire, de malédiction terrestre et d'évasion imaginaire en incarnant l'ambiguïté de la Sicile dans le destin d'une jeune fille : Angelica.

Angelica parvient à traverser les épreuves de son adolescence — le départ de l'île natale de Favignana, l'exil à Palerme dans l'aile vétuste et sans eau d'un ancien palais, le mariage forcé avec un buissier lourd et indifférent — grâce à sa « malédiction de sauvegarde », en perpétuel qui-vive. Rien, pour Bertrand Visage, n'est sûr en Sicile, les sentiments et les demeures y sont aléatoires, les hommes sont soumis à d'incessantes transplantations qui les mènent à la déchéance.

## La permanence accablée de la ville

Le père d'Angelica, Joachim Ximenes, devient l'ombre de lui-même quand, à la suite du déclin de sa commanderie, il est contraint d'abandonner la pêche au thon qui, au moment où les poissons s'engouffraient dans « la chambre de la mort », prenait l'allure d'un rituel mythique. Déserté par la « maistría », cette qualité occulte qui le rattachait à l'aristocratie du labour, il se laisse consumer par la misère, harassante de Palerme, jusqu'à succomber à « un grand coma solaire ».

Ses compagnons de travail, en quête d'une pension d'invalidité ressentie comme « le salaire de la malice », chaloupent de tristesse et de désespoir au long des matinées vides de la cité sicilienne. Les habitants délogés du palais de la rue Abatellis sont obligés d'y revenir en fraude pour retrouver un peu de leur existence passée en s'asseyant quelques instants dans le silence des « beaux balcons mortuaires ».

Car Palerme — dont Visage décrit admirablement le faste corrompu, la splendeur ruinée — s'étend, tel un corps rouillé, aux couleurs d'abîme et livré aux mouches qui « butinent les blessures des toiles crées ». Le mari d'Angelica, Cesare Imposimato,



incarne la permanence accablée de la ville, la torpeur de ses sentiments enfantis. Hanté par la grâce furtive d'Angelica, dont il ne découvre qu'un médaillon de peau blanche à l'occasion d'une piqure qu'il lui fait, il la demandera en mariage pour rassembler les lambeaux de son corps. « ajuster le satin de sa peau et le velours de ses yeux ».

Il ne la possédera jamais vraiment, car Angelica s'évade du « puits noir de son existence » par sa faculté de songe, sa capacité de dédoublement magique. Lorsque « l'avalanche » du désir de son mari s'abat sur elle, elle regarde le lézard, accroché par ses pattes

roses au plafond comme à « une parcelle d'éternité ». Son vagabondage mental, sa facilité à croire qu'elle gobe un oursin au moment même d'une étreinte obligée, la sauvent et communiquent au roman sa poésie nomade. Mais c'est la mer, surtout, qui fait d'Angelica une « miraculée » en lui apportant un noyé magnifique avec sa « cathédrale de muscles ». Lorsqu'elle demande à ses camarades de procéder au déshabillage funèbre et amoureux du noyé, elle tente peut-être de retrouver les gestes d'un cérémonial légendaire datant de la naissance de l'île. Il finira pourtant par se confondre avec le sable gris d'une plage.

## « Enigmes opaques »

Comme Angelica, le lecteur est intrigué par ces « énigmes opaques » de la nature qui avaient déjà dévié la route des thons au large de Favignana. Alors que son livre prend l'allure aérienne d'un conte, Bertrand Visage laisse les interprétations croître comme des herbes sauvages. Sous la prose lisse et sans accroc, il s'aventure vers les profondeurs troubles de l'âme sicilienne. Il réussit à en restituer la beauté complexe grâce à son art du tragique souriant, à sa manière limpide et grave de jouer avec la fable.

JEAN-NOËL PANCRAZI.

★ ANGELICA, de Bertrand Visage, Seuil, « Fiction et C° », 152 p., 75 F.

## Dominique Fernandez le Sicilien

(Suite de la page 15.)

Le goût des formes bizarres, des couleurs éclatantes, l'explosion de la fantaisie ne seraient, comme l'humour, comme la tentation du néant ou le refuge dans le sommeil, qu'une réponse au constant malheur que l'histoire et l'instabilité du sol ont infligé aux habitants. Il y aurait chez le Sicilien un baroque ténébreux qui pousse à rechercher le baroque savant.

En dehors de Palerme, celui-ci se trouve principalement dans la région du Sud-Est dévastée par le tremblement de terre de 1693. C'est à Noto, ville entièrement reconstruite au début du dix-huitième sur un emplacement voisin de la cité détruite, qu'il atteint

son apogée, mais aussi à Syracuse, à Raguse, à Modica, à Catane... Fernandez en poursuit l'exploration systématique. Jaillissent alors, entre les pages, ces splendides églises juchées en haut de leurs marches, avec leurs façades à trois ordres de colonnes dont le dernier forme clocher, ces balcons ventrus dont les consoles à têtes de femmes ou de monstres rivalisent de grimaces.

## Un linceul étincelant

Aussi privilégié soit-il, l'art baroque n'est pas seul à fournir des surprises. Mais c'est toujours

à un tremblement de terre, récent celui-là puisqu'il date de 1968, qu'est due une création étonnante. Le séisme rase Gibellina au centre de la partie occidentale de l'île. Non seulement on fit du nouveau village reconstruit un manifeste de l'art moderne, mais on transforma en un gigantesque monument les ruines de l'ancien. Une couche de ciment chaulé de 1,5 mètre d'épaisseur, creusée de sillons selon l'ancien tracé des rues, fut répandue sur les décombres. Ces dalles blanches accrochant au flanc de la montagne un étincelant linceul.

La dernière surprise est fournie par la découverte en 1979 d'un éphèbe grec du cinquième siècle dans l'îlot de Mozia, situé en face des marais salants sur lesquels se termine l'île. Les images qu'en donne Ferrante ne peuvent que convaincre de sa beauté. Or son exhumation ne fit aucun bruit et Dominique Fernandez s'interroge. La provenance sicilienne d'une telle trouvaille n'expliquerait pas seule ce silence. En soulignant l'opposition entre la tête de la statue, celle d'un guerrier classique, et le corps très féminisé par son déhanchement et la longue, souple tunique dont il est revêtu, Fernandez avance l'hypothèse d'un hermaphrodite, et il ajoute, impavide : « Je vois dans cet éphèbe la sublimation la plus parfaite du mâle sicilien si peu homme malgré sa prétention à la virilité, si enclin secrètement à s'identifier à l'autre sexe. »

Il manque au *Radeau de la Gorgone* un index, une vraie bonne carte, de plus fréquentes légendes aux photographies qu'on n'identifie pas toujours sans peine. Mais avec son érudition enjouée, la malicieuse hardiesse de ses commentaires, le regard ironique et aimant qu'il porte sur les autochtones et leur vie, il nous immerge au plus profond de la réalité sicilienne et inventorie un riche patrimoine baroque à sauver de l'indifférence et de l'oubli.

JACQUELINE MATIER.

★ LE RADEAU DE LA GORGONE, de Dominique Fernandez, photographies de Ferrante Ferranti, Grasset, 380 p., 140 F.

## LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

## Eloge de l'inachèvement

(Suite de la page 15.)

**L**a Tristesse du cerf-volant ne se résume pas au couple Christophe-Clara, mais ce couple en est l'âme. Tout tourne autour d'eux : collatéraux, descendants, lieux, légendes familiales. Le temps lui-même suit les mouvements de cette passion centrale, à la façon dont les photographies s'ordonnent, dans les cadres, autour de visages essentiels. (Image à la fois juste et inadéquante, car Clara a horreur de ces petites figures sépia, accrochées aux murs comme une vigne morte à des anneaux rouillés.)

Les méandres du cœur commandent à la chronologie, la bousculent. Le récit saute de 1975 à 1913 et retour, sans prévenir. Et pourtant, rien ne sent moins l'artifice d'école. L'ordre est celui des gaietés et des chagrins tels que la mémoire de Clara les assemble en bouquet, et selon une multitude de points de vue, dont celui, capital, du marchand de tableaux amoureux de Christophe. Les perspectives se modifient sans cesse, comme dans le jardin de pierres aménagé chez les Matthysen. Ainsi est assurée la non-signification de l'ensemble ; ou, du moins, notre liberté de lui donner le sens qui nous plaît.

Christophe ne poursuit pas d'autre but, en peinture. Longtemps, il redoute son talent. Il se refuse l'étiquette de peintre, et fuit la perspective. Il craint que l'œuvre accomplie ne le fasse sortir hors du cercle enchanté où le monde n'est que spectacle et laisse l'artiste irresponsable.

**F**INIR la fresque du cerf-volant équivalait à nommer ce qui, tel l'inceste, ne doit pas être sous peine de perdre sa magie. Parachever, c'est risquer de tout détruire, comme l'air vicié polluant Lascaux ou les fresques dans *Roma* de Fellini. Christophe se souvient avec respect de l'Année des merveilles, cette année 1566 où, à Lille, iconoclastes et autres anabaptistes ont incendié chapelles et bibliothèques pour restituer la divinité dans son statut d'irreprésentable. Les tenants de l'art abstrait n'ont-ils pas réédité cette fureur contre le pittoresque et l'anecdotique ?

Christophe subira cette tentation jusqu'à la monochromie selon Mondrian, mais non sans revenir à la fresque de la tour, comme à une scène primordiale. Au fond, il n'aura pas renié la caste. De son temps, la bonne bourgeoisie n'avait pas encore ajouté à ses modes de reconnaissance l'ostentation et la fausse bohème. Il aura mêlé au culte de ses origines, sacrées par sa sœur, la dose d'indifférence que tout enfant de qualité éprouve pour sa famille. Sa mort lui ressemblera : une balle dans le cœur (1943) pour échapper à la Gestapo.

« Tout finit bien, puisque tout finit », écrivait un romancier de ces années de collaboration. Christophe dirait plutôt : tout finit bien, puisque rien ne finit. Clara le prolonge, et ses toiles, et ses nièces. Le roman est là, qui accroche nos propres songes au fil invisible du cerf-volant. Dans l'ombre, Maillet-Joris pose sur son petit monde un regard de nourricière païenne et mystique, que toute vie met en appétit.

La Tristesse du cerf-volant est le plus accompli de ses romans ; parce que le plus inachevé !

★ LA TRISTESSE DU CERF-VOLANT, de Françoise Maillet-Joris, Flammarion, 386 p., 109 F.

## LA MICROEDITION EN LIBRE SERVICE !!!

Tirez vos documents Macintosh ou IBM sur notre imprimante à laser LASERMARK 48 bit Richard Lenoir 75011 Paris Tél : 48 06 84 01 Lun - Ven 9.00-18.30, Sam 14.00-18.00

**LIVRES POLONAIS** et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est Catalogues sur demande **LIBELLA** 12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4 Tél. : 43-26-51-08

**HISTOIRE DE LA VIE PRIVÉE**

Sous la direction de Georges Duby de l'Académie française et de Philippe Ariès

Tome 1 : De l'Empire romain à l'an mil. 350 F  
Tome 2 : De l'Europe féodale à la Renaissance. 350 F  
Tome 3 : De la Renaissance aux Lumières. 350 F  
Tome 4 : De la Révolution à la Grande Guerre. 375 F  
Tome 5 : De la Première Guerre mondiale à nos jours. 375 F

Les 5 volumes sous coffret 1800 F

**Editions du Seuil**

L'Histoire de la vie privée est présentée à l'exposition-librairie de la mémoire "L'écrit intime dans tous ses états, à travers 8000 titres" jusqu'au 27 mars Domaine privé à Beaubourg Une initiative Flammarion 4 et Centre Pompidou

## l'enfant lecteur



Revue n° 97 Dirigée par Rolande Causse

Ils ne lisent plus, ils sont bouche bée devant la télévision... Une réflexion moderne sur l'apprentissage de la lecture complétée par un guide pratique présentant un grand choix de livres, de revues, de lieux, d'organisations...

Avec, entre autres : Claude Allard, Odile Berthemy, Claude Bellegarde, Claude Duneton, Nicole du Roy, Denise Dupont-Escarpit, Pef, Jean Perrot, Jean-Claude Pom-pougnac.

224 pages, 85 F.

**autrement EDITIONS**

مكتبة من الامم

## ● BIOGRAPHIE

## Une vie au service d'un pharaon mort

Jean-Philippe Lauer, architecte devenu égyptologue sur le tas, dresse, à quatre-vingt-six ans, le bilan roboratif de sa carrière.

C'EST un grand mur, simple et fort, en calcaire rose jaune, venu des carrières royales de Tura, là-bas de l'autre côté du Nil, sur la rive droite. Ce n'est pas un mur comme les autres dans cette Egypte où on a la passion de bâtir, débâter et rebâter depuis la nuit des temps. Nous sommes là en effet devant le plus ancien édifice en pierre de taille de l'histoire de l'architecture. Impressionnant, non ?

Il ne s'agit pas là d'une découverte récente. Notre source, depuis plus de deux millénaires, est Manéthon, méticuleux prêtre égyptien qui, dans un papyrus, nous parle du dieu Imhotep, inventeur de l'art de bâtir avec des pierres taillées, plus de deux mille cinq cents ans avant Jésus-Christ. Quand il n'était pas encore déifié et vénéré dans tout le monde antique, Imhotep avait été un homme en chair et en os, pas du tout mythique. Le Louvre conserve une statue en bronze de la vingt-sixième dynastie le montrant sagement assis en train de lire.

### L'éternel chantier de Sakkara

Il eut un éclatant cursus au service de la troisième dynastie, dont le pharaon-soleil fut Zoser. Son règne, d'un bon quart de siècle, eut entre autres bonheurs, dans cette Memphis située à une trentaine de kilomètres au sud de l'actuelle capitale égyptienne, de voir Imhotep tour à tour ou concurremment confidant du prince, ministre, écrivain, magicien, astronome, auteur du premier acte d'architecte et, si on en croit les anciens Grecs, qui en firent Esculape, également inventeur de la médecine. Joli palmarès, même pour une époque fabuleuse.

Le bon roi Zoser, lui, se souciait de pouvoir continuer à régner éternellement dans l'au-delà. Pour cela, selon les canons religieux du temps, il fallait que son âme, après la mort du corps, pût chaque année célébrer en grande pompe une cérémonie mi-parade, mi-pavane dans une large enceinte entourant le tombeau-pyramide.

Cette enceinte, c'est le mur primordial, le mur d'Imhotep et, peut-on affirmer aussi maintenant, le mur de Jean-Philippe Lauer. A quatre-vingt-six ans, selon la saison en cravate et veston pied-de-poule ou en saharienne, naguère coiffé d'un casque colonial, aujourd'hui d'un galurin de toile blanche, le « *khawaga Lauer* » — « le noble étranger Lauer » — passe une partie de l'année sur « son » éternel chantier de Sakkara. (Une transcription française en vogue écrit Saqqarah, mais c'est une erreur : le français doit être suivi d'un u et que le b muet final est ici inutile. Moins frivole, l'administration égyptienne s'en tient à « Sakkara » sur les panneaux routiers.)

### Le Tintin de l'égyptologie

Venu en visite en Egypte à l'âge de vingt-quatre ans, Jean-Philippe Lauer y est encore. Cela lui a réussi car, s'il est desséché comme une momie, il est serin comme un vieillard musulman et agile comme un cabri. Il n'y aura eu que la guerre de 1939 et l'expédition de Suez en 1956 pour le tenir quelque temps éloigné du plateau de Sakkara. Formé en égyptologie sur le terrain, ce qui n'était guère fait pour plaire aux égyptologues de cabinet, il a forcé leur respect jusqu'à devenir en France vice-président de la Société d'égyptologie et au Caire vice-président de l'Institut d'Egypte. Tout en ne reniant rien de sa qualité d'architecte, bien que, de toute sa vie, il n'ait rien fait d'autre que de reconstruire, avec une escouade d'ouvriers égyptiens polissant la pierre selon

les méthodes anciennes, cette « statue de monument », cet édifice « symbolique » destiné à la seule promenade des esprits, mais construit de main d'homme, qu'est l'ensemble de Sakkara.

A un fameux égyptologue allemand qui tempêtait : « Mon jeune ami, un mastaba (1) ne peut être que rectangulaire », Lauer, imperturbable, démontra, *in situ*, il y a plusieurs décennies, que le mastaba de Zoser, il fallait s'y faire, était carré.

A ceux qui prétendaient que les célèbres salles turquoises dissimulées à vingt-huit mètres sous

cohortes de dynastes nilotiques qu'Edouard Herriot préparant ses « sanctuaires » en buvant vers 1935, sous la fresque des cobras de Sakkara, les paroles du déjà presque légendaire architecte-égyptologue, ou que la reine Elisabeth de Belgique (« *Enfin une visiteuse qui savait de quoi elle parlait* »), voire Goebbels ou Norodom Sihanouk. Un message égyptien avait annoncé ce dernier comme « le roi des Français ». A Sakkara, où on a toujours vécu, hier comme aujourd'hui, sans téléphone et coupé de tout — même si Le Caire n'est qu'à



Jean-Philippe Lauer sur le site de Sakkara

la pyramide de Sakkara étaient l'ultime secret du monument, percé vers 1840 par un autre égyptologue allemand, Richard Lepsius. Lauer, pince-sans-rire, avec un collègue anglo-saxon, montra qu'il existait d'autres salles, plus enfouies encore : les vertigineux magasins où Pharaon, pour continuer à mener dans l'immortalité un train de vie digne de son rang, avait fait entasser trente à quarante mille assiettes, vases, coupes d'albâtre, grès ou autres matériaux. Nasser, que Lauer ne vit jamais à Sakkara, put distribuer *ad libitum* des vases aux épouses de ses pairs pour qu'elles y mettent des glaçons.

Lauer, ce Tintin de l'égyptologie, malicieux comme un singe et galant comme un homme d'avant le féminisme, a séduit un autre Tintin qui pourrait être son petit-fils, globe-trotter archéologique, frotté un moment à Malraux et passé par Angkor et Elephanta, l'île caverne de Bombay, Philippe Flandrin, venu filmer les caves bleues de Sakkara, y est revenu tout récemment pour écrire un livre avec et sur Jean-Philippe Lauer.

Le vieux serviteur de Zoser n'avait pas besoin de cela pour sa gloire. Il a déjà lui-même publié plusieurs ouvrages, dont les *Mystères des pyramides* — Tintin oblige, — mais la plupart sont épuisés. Aussi *Saqqarah, une vie* est-il bienvenu pour tous ceux, et Osiris sait s'ils sont nombreux, que l'Egypte hiéroglyphique fait saliver.

Dans ces « entretiens », on se perd délicieusement, un peu comme dans le Labyrinthe — dont les vestiges ne sont d'ailleurs pas très loin du mausolée de Sakkara, — entre les existences de Zoser, Lauer et autres Imhotep. On y rencontre aussi bien des

une petite heure de voiture, — ou on a toujours commercé avec les âmes bien vivantes des pharaons morts et embaumés, on s'étonna quand même un peu. Le message complet était : « *Arrive un roi avec des Français...* »

Quant à nos prosaïques présidents, le lointain mais fidèle successeur d'Imhotep n'en aura pas beaucoup vu : Valéry Giscard d'Estaing, tel Horus, s'est contenté de survoler Sakkara. François Mitterrand s'est annoncé en décembre 1987, mais n'est pas venu : au dernier moment un descendant très éloigné du roi Zoser, le raïs Moubarak, l'avait retenu à déjeuner de l'autre côté du Nil.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ  
★ SAQQARAH, UNE VIE, entretiens de Jean-Philippe Lauer avec Philippe Flandrin. Rivages, 235 p., 39 F.

(1) Mastaba : terme arabe signifiant banquettes, utilisé depuis le dix-neuvième siècle pour désigner les superstructures en pierre recouvrant de nombreuses tombes, notamment dans la région de Memphis. La pyramide à degrés de Zoser repose en partie sur un mastaba carré.

## ● LETTRES GERMANIQUES

## La Russie de Lou Andreas-Salomé

Rodinka, roman tissé de souvenirs d'enfance et de deux voyages avec Rilke

Si la vie, comme disait André Breton, demande à être déchiffrée comme un cryptogramme, celle de Lou Andreas-Salomé n'a pas fini de nous intriguer. Tour à tour égypte et théoricienne, cette jeune Russe née en 1861 à Saint-Petersbourg vécut à Rome, Berlin, Paris et Vienne à la fin du siècle dernier. Cinquante ans après sa mort, survenue en 1937, elle traîne encore à sa suite un cortège de partisans et de contempteurs. Michel Matarasso, professeur à l'université Paris-Nord, donne, dans un brillant texte intitulé *Anthropologie et approche biographique* : Lou Andreas-Salomé (1), quelques aperçus des polémiques autour de celle qui fut l'inspiratrice de Nietzsche, la compagne de Rilke et la séduisante recrue de Freud : « Dans le jeu du masque et de la plume, de l'aveu et de l'inavoué, note Michel Matarasso, Lou Andreas-Salomé se cherche sans cesse, et ce qu'elle trouve — venu de très loin —, elle l'ose, elle le dit, elle l'écrit... » Ce jeu du masque et de la plume, Lou Andreas-Salomé l'a mené à la perfection dans ses autobiographies (2), mais aussi dans quelques-unes de ses fictions dont *Rodinka*, roman tissé de ses souvenirs d'enfance et de ses réminiscences de deux voyages en Russie avec Rilke en 1899 et 1900.

Lou Andreas-Salomé était-elle un génie de la vie ou une monstruosité morale ? Une Messaline ou une Reine vierge ? Une théoricienne intuitive ou une roman-

cière sans imagination ? Une enfant autiste qui aurait mal grandi ou une Simone de Beauvoir avant la lettre ? Ce n'est pas le jugement mi-figue mi-raisin de Nietzsche sur cette passagère du désastre rencontré à Rome chez la comtesse Malvina von Meynsburg qui éclairerait notre lanterne : « L'énergie de sa volonté et l'originalité de son esprit la promettaient à de grandes choses : pour sa moralité effective, elle relève, certes, davantage de la prison ou de l'asile », affirmait le philosophe auquel elle avait proposé un « mariage à trois » avec Paul Rée.

### L'hymne à la vie et l'art de mourir

A Freud, elle écrivit une *Lettre ouverte* (3) pleine d'ambiguïté : « Rien, lui susurra-t-elle, ne me plaît davantage, quant à moi, que vous ne me teniez en laisse pour me guider — pourvu que la laisse ait une bonne longueur. » Dans *Rodinka*, qui signifie « petit pays natal », la narratrice, Margot, retrouve son amour de jeunesse, Vitaly, marié à une sylphide immature : « C'est la mère qui fait l'enfant, c'est l'homme qui fait la femme », clame l'apprenti Pygmalion. Vient le jour où Galatée se rebiffe et l'époux de s'écrier : « Fous que nous sommes ! Qui nous contentons toujours de protéger la femme, ou de jouer d'elle ou de la dominer ! Pourquoi ne savons-nous rien faire de mieux que de jouer

les chevaliers, les amoureux et les maîtres ? »

*Rodinka*, c'est le paradis de l'enfance qui fait naufrage, c'est l'affrontement entre la mère, la babouchka, et Vitaly, le révolutionnaire idéaliste. La babouchka prêche le Dieu-Nature, la religion de la Vieillesse Russe, le fils prétend que seul peut se mesurer à l'enfer celui qui a commencé par l'acte le plus pieux : s'enterrer soi-même. Les hymnes à la vie, chers à Lou Andreas-Salomé, s'accompagnent de liturgies sur l'art de mourir. La babouchka, dans son lit à baldaquin, fait ses adieux au monde : « Je reste couchée et je rentre en moi-même. J'exèpte mon impuissance. »

Certains passages de *Rodinka* rappellent *Père et fils* de Tourgueniev, d'autres sont dignes de Tchekhov. Et peu importe si *Rodinka* fait davantage penser à un album de famille ou à une fresque un peu naïve qu'à un roman. Après tout, nous des héros de Lou Andreas-Salomé ne dit-elle pas avec superbe : « Je ne retiens que ce qui est beau. Pourquoi se charger d'autre chose ? »

ROLAND JACCARD.

★ RODINKA, de Lou Andreas-Salomé. Traduit de l'allemand par Nicole Cassagne. Ed. Des Femmes, 360 p., 165 F.

(1) Dans *Diogenes*, n° 139, juillet-septembre 1967 (1, rue Molière, 75732 Paris, Cedex 15).  
(2) *Ma Vie*, Presses universitaires de France, 1979 et *Carnets intimes des dernières années*, Hachette, 1983.  
(3) « Pöten » Suhr.

## Le regard du Fou

Dans le dernier livre qu'il a publié, Robert Walser voit le monde comme à travers les vitres d'un aquarium.

La succession des livres de Robert Walser traduits ces dernières années chez Gallimard par Bernard Lortholary conduit insensiblement le lecteur dans un paysage de plus en plus désolé, désertique. Après deux romans — *les Enfants Tanner* et *le Commis* (1), qui datent des années 1907-1908, auxquels il faut ajouter l'*Institut Benjamin* (1909) (2), précédemment traduit et présenté par Marthe Robert, — après cet étrange et bouleversant récit, *la Promenade* (3), dans lequel la fiction et les personnages, les lieux et les situations se délitent sur place, confinent à l'existence, voici *la Rose*, dernier livre publié par l'écrivain suisse en 1925.

Robert Walser a construit ce très bizarre ouvrage plus de quinze ans après la période romanesque, et peu de temps avant son entrée, en 1929, dans l'exil définitif d'une institution psychiatrique où il demeura, écrivant encore, jusqu'à sa mort, le jour de Noël 1956. Construire ? C'est beaucoup, c'est trop dire ! Mises bout à bout, méchamment assemblées comme les pièces dépareillées d'un jeu, élevant involontairement la dissonance au rang d'esthétique, la quarantaine de proses qui composent ce livre sont l'une des



Robert Walser : un homme qui a franchi l'invisible frontière

choses les plus déconcertantes que l'on puisse lire actuellement.

Ce qui était, avant, en train de se dissoudre, a déjà, dans *la Rose*, subi la dissolution. L'écriture n'a plus la charge d'exprimer le réel, n'entretient plus avec lui, c'est-à-dire avec le monde, qu'un rapport de parfaite extériorité, purement conventionnel, que l'on pourrait comparer à une relation humaine réduite à sa plus formelle expression : formule de politesse, code des banalités scrupuleusement respecté... Le monde est regardé comme à travers les vitres d'un aquarium. L'ordinaire, le quotidien, transfiguré par le regard somnambulique d'un narrateur — d'un quasi-narrateur faudrait-il dire, tant le menège la perte dans le « on », — subissent une altération, une usure, une fatigue sans limite.

A propos du cheval ou de l'ours, d'Ibsen, de Keller ou de Dostoevski ou encore de Sacher-Masoch (l'ironie identifiatrice est, à propos de celui-ci, poussée très loin...), du singe, de quelques jeunes filles, d'un oncle, d'un précepteur, de l'initiation sexuelle (une étonnante confession à la fin

du volume), c'est toujours le même regard « d'innocence et d'effroi », celui du simple, du Fou, celui de l'homme qui a franchi l'invisible frontière et ne s'est plus retourné... On songe à Hölderlin, « le noble Hölderlin » des « poèmes de la folie », ou bien, en de bref instants, au Kafka du *Journal ou des Lettres à Felice*, comme dans cette phrase : « Une somnolence indescriptible envahissait mon être inextinguible. Il aurait fallu que je prenne un balai pour me pousser vers l'avant sur le sol. »

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ LA ROSE (Die Rose), de Robert Walser. Gallimard, 156 p., 72 F. Indiquons également la parution récente d'un très intéressant album sur Robert Walser qui comprend de nombreux textes inédits en français, des études et des documents iconographiques (Pro Helvetia, L'Age d'homme, 128 p.).

— Le groupement de libraires « FCB de la lettre » a placé la *Rose* parmi ses « coups de cœur ».

(1) Gallimard, 1985.  
(2) Gallimard, « L'Imaginaire », 1981.  
(3) « Le Monde des livres » de 21 mars 1987.

— LA VIE DU LIVRE —

LIVRES

**POLONAIS**

et livres français

sur la Pologne

et

l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

**LIBELLA**

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-26-51-09

**livres d'histoire**

neufs et épuisés

**LIBRAIRIE**

**PAGES D'HISTOIRE**

8, rue Bréa, 75006 Paris.

(1) 43-54-43-61

**CATALOGUES MENSUELS**

sur demande

## Les excellents débuts d'Erich Hackl

P OUR son premier texte, Erich Hackl, un Autrichien de trente-quatre ans, a réussi un tour de force : un récit sec, froid, implacable, qu'on lit sans reprendre souffle et qui laisse perplexe parce que le suspense n'aboutit à aucune « révélation ». Le *Mobile d'Aurora*, titre du texte, est aussi ce que l'on devrait découvrir. Pourquoi Aurora Rodriguez (1890-1955), qui a consacré toute son énergie à l'éducation de sa fille unique Hildegart, a-t-elle tué celle-ci ?

De ce fait divers, qui secoue l'Espagne des années 30, Erich Hackl — qui a vécu en Espagne et enseigné à l'université de Madrid — a tiré une fiction subtile où il recrée, pas à pas, le chemin qui mène Aurora Rodriguez, de sa naissance à la fin du siècle dernier, au meurtre, quelque quarante ans plus tard.

Dès son plus jeune âge, Aurora Rodriguez a eu accès à la bibliothèque de son père, Anselmo Rodriguez, avocat à El Ferrol, une importante ville portuaire. Anselmo Rodriguez était connu pour sa culture et ses idées socialistes, que certains normalisent ses « extravagances ». Ainsi Aurora fut-elle nourrie des socialistes utopiques français. Elle rêvait de voir, réaliser les théories de Fourier et souhaitait militer pour la libération des femmes. Mais elle se jugea trop faible pour accomplir cette « mission ».

Elle décida alors d'avoir un enfant, qui serait, lui, une sorte de messie. Elle choisit un géniteur, avec lequel, bien sûr, elle n'entendait pas vivre. Ainsi naquit une petite fille, Hildegart, « l'enfant de la sagesse ». Était-elle surdouée, ou fut-elle programmée par son éducation ? Qui le saura ? Mais à quel prix ? À quel âge, elle écrivait des textes importants, et déjà prenait une part active à la lutte pour l'émancipation des femmes. Étrange porte-parole d'une cause qui hantait sa mère, et dont Erich Hackl décrit l'éducation sans commentaires, avec une précision, qui, seule, exprime le caractère monstrueux.

Erich Hackl n'a justement aucune envie de commenter, de donner des solutions. Montrer lui suffit, mais il est rare de le faire avec une telle efficacité dans un premier ouvrage. En treize chapitres brefs, il donne au lecteur de quoi comprendre Aurora, sinon son « mobile ». Le *Mobile d'Aurora*, c'est la mise en place d'un système, d'une logique, qui, comme trop souvent, n'a pas laissé de place pour la moindre petite faille, pour un rêve, pour une respiration.

JOSEYANE SAVIGNEAU.

LE MOBILE D'AURORA, d'Erich Hackl, traduit de l'allemand par Jean-Claude Capelle, Fayard, 140 p., 79 F.

## Le crayon de Peter Handke

UN certain mysticisme peut agacer chez Peter Handke : « En écrivant, précise-t-il, je me purifie par la forme, moi, mes ancêtres et mon peuple... » Mais il faut être juste, nul n'a son pareil pour évoquer les petits riens qui forment la trame de nos jours. « Souvenir, écrit-il, en se démarquant de Marcel Proust, n'est pas pour moi l'odeur d'un gâteau ou le salon d'une duchesse, mais ce sont les gouttes de pluie dans le puitsiers des chemins de terre à l'aurore... »

Rassemblement les notes recueillies par Handke entre 1978 et 1980, à l'époque où il écrivait notamment *Le retour et l'histoire d'enfant*, l'histoire du crayon constitue une source de renseignements sur la manière de travailler de l'auteur. « Quel est l'outil qui me convient ? Interroge celui-ci. Non pas la caméra ni la machine à écrire (ni le stylo ni le pinceau). Mais quel est l'outil qui me convient ? Le crayon... »

Parlant de l'exercice de son métier, Handke estime : qu'il s'agit d'avoir « autant de présence d'esprit, d'être aussi sportif, malin et impétueux qu'un éditeur », sa méthode consistant à ne pas chercher à

livrer les événements tels quels, mais à attendre jusqu'à ce qu'ils deviennent « eux-mêmes langage ».

Quant aux auteurs favoris, il évoque pour Goethe un mélange d'admiration et d'écœurement, proclame son enthousiasme pour le peintre Cézanne en tant que créateur opposé à l'« éternel joueur » qu'est Picasso. Conçu sous la forme fragmentaire chère aux romantiques allemands (et déjà pratiquée par Handke dans ses premiers récits), l'histoire du crayon est un livre, il est vrai, déconcertant. S'agit-il d'un carnet intime, d'un journal de bord, d'un recueil d'aphorismes du genre : « Un enfant est une pensée qui relie le fini et l'infini », ou « Tout être vivant est un cri qui demande une autre lecture ? »

« Une épopée faite de halitus mais qu'on ne remarquerait nullement en tant qu'objets isolés, sans action, sans intrigue, sans drame, et qui pourtant raconte tout, d'est ce que l'entrevue comme but suprême », répond Peter Handke.

J.L.R.

L'HISTOIRE DU CRAYON, de Peter Handke, traduit de l'allemand par Georges-Arthur Goldschmidt, Gallimard, 266 p., 87 F.

## Autres parutions

● La bibliothèque Albin Michel réédite les *Textes interviewés*, une « légende indoue » de Thomas Mann. Traduit de l'allemand par Louise Servicen, (212 p., 32,70 F.)

● L'Arche publie une pièce du romancier autrichien Thomas Bernhard : *Au but*. Texte français de Claude Porcille, (132 p., 59 F.)

● Le philosophe Manfred Frank, professeur à l'université de Tübingen, médite sur le concept d'individu, dans *l'Ultime raison du sujet*. Traduit de l'allemand par Véronique Zanetti, (Actes-Sud, 104 p., 79 F.)

● *Hamlet ou la longue nuit prend fin*, d'Alfred Döblin est enfin accessible en français. C'est la dernière œuvre de l'auteur de Berlin Alexanderplatz, mort en 1957. Traduit de l'allemand par Elisabeth et René Wismen, (Fayard, 488 p., 150 F.)

● Né en 1940, Peter Schneider évoque dans *Cet homme-là*, une figure paternelle hâlesable : le « monstre », le « criminel de guerre ». L'Allemand et sa mémoire. Traduit de l'allemand par Patrice Van Eersel, (Grasset, 128 p., 58 F.)

● Dans *Schach von Wuthenow*, roman brandebourgeois, Theodor Fontane (1819-1898) relate les mésaventures sentimentales d'un officier trop montain. Traduit de l'allemand et présenté par Bernard Kraus, (Actes-Sud, 254 p., 100 F.)

● Deux récits de Botho Strauß datant de 1974 et 1975, *Théorie de la menace* et *La Sœur de Marlene*,

traduits par Agnès T. Hartig et Philippe Iwert, constituent la centième volume de la collection « Fiction & Co », dirigée par Denis Roche. (Seuil, 122 p., 75 F.) Chez le même éditeur, Eliane Rosenberg a traduit un récit autobiographique d'Heinrich Böll, *Mais que va-t-il devenir, ce garçon ?*, publié en Allemagne en 1981, quatre ans avant la mort de l'écrivain.

● Paul Celan, mort à Paris en 1970, est l'un des plus grands poètes de langue allemande. Trois nouvelles traductions viennent enrichir la connaissance de son œuvre : *Pavot et mémoire*, premier recueil du poète, traduit par Valérie Briet (Christian Bourgois, 160 p., 70 F.) ; la reprise de traductions anciennes, publiées par John E. Jackson dans la *Revue des belles-lettres* (Poèmes, éd. Unes, 83490 La Mure, 82 p., 81 F.) ; le commentaire que Hans-Georg Gadamer avait donné d'un livre de Celan, *Cristaux de souffre*, traduit par Elise Poulain. *Qui suis-je et qui es-tu ?* présente chaque poème avec, en regard, l'analyse de Gadamer (Actes-Sud, 174 p., 98 F.). Tous ces volumes sont publiés, pour les poèmes, en édition bilingue.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

## La symphonie aquatique de Doderer

Les Chutes de Slunj, premier volet d'une tétralogie inachevée.

LA France serait-elle en train de découvrir Heimito von Doderer ? Un an après une œuvre de jeunesse, *Un meurtre que tout le monde commet* (1), la traduction de l'ultime roman du grand écrivain autrichien paraît chez le même éditeur. Premier volet d'une tétralogie inachevée au titre énigmatique, *Roman n° 7*, double allusion à sa place dans la chronologie des œuvres de Doderer et à la *Septième symphonie* de Beethoven, modèle ayant servi à sa composition, les *Chutes de Slunj* ont pour cadre l'Autriche-Hongrie entre 1877 et 1910.

Deux industriels anglais installés à Vienne pour y vendre des machines agricoles, Robert Clayton et son fils Donald, sont les principaux protagonistes, faisant office à la fois de révélateurs et de figures symboliques. Gravitent autour d'eux une foule de personnages pittoresques — comme M<sup>me</sup> Wewerka, « végétal, troglodyte et bulbeux », exerçant les fonctions de concierge, ou Fini et Foverl, deux prostituées au grand cœur — qui constituent une comédie humaine haute en couleur de

l'empire K und K à l'heure du crépuscule.

Rien à voir pour autant avec la *Marche de Radetzky*, de Joseph Roth. Il ne s'agit pas pour Doderer de recréer un monde disparu, mais d'épouser la vie dans ses méandres, en réalisant un roman total et « muet », « lieu géométrique de tous les points qui sont à égale distance de l'art, de la science et de la vie telle qu'elle est ».

Projet peut-être un peu trop ambitieux, les *Chutes de Slunj* sont un livre débordant de notations subtiles, de portraits facétieux, de rebondissements cocasses, mais qui, paradoxalement, procure au lecteur une impression de piétinement, voire d'immobilisme. Mais peut-être convient-il de pénétrer dans le labyrinthe pour en découvrir le fil conducteur, en l'occurrence un mystérieux leitmotiv aquatique qui accompagne chacun des événements décisifs de la destinée des Clayton. Au terme d'une existence ratée où une averse malencontreuse l'a empêché de connaître la révélation de l'amour, Donald périra brutalement dans



Heimito von Doderer : un projet ambitieux.

les chutes de Slunj — une catastrophe de Croatie, — là même où, quelque trente ans plus tôt, il fut conçu, dans l'effusion provoquée chez ses parents par le spectacle terrifiant des flots « verrouillant la rivière par une paroi verticale et blanche d'une hauteur formidable ».

Heimito von Doderer mourra trois ans après la parution des *Chutes de Slunj* (1963), sans avoir réussi à achever son *Roman*

n° 7. « Ma vie, notait-il quelques mois avant sa disparition, est une boîte dans laquelle j'étais enfermé et d'où je me suis extrait... »

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

★ LES CHUTES DE SLUNJ, de Heimito von Doderer, traduit de l'allemand par Albert Kohn et Pierre Desbusses, éditions Rivages, 400 p., 99 F.

(1) Le Monde du 1<sup>er</sup> mai 1986.



Marie Naudin, directrice littéraire du Grand Livre du Mois vous invite à participer aux

## Gutenberg du Livre 1988

FAITES VOTRE PRONOSTIC sur le vote du Grand Jury...

Le meilleur roman français de l'année 1987

- A1 « LES PAYS LOINTAINS » Julien Green (Le Seuil)  
B1 « LE NAVIRE ARGO » Richard Jorif (François Bourin)  
C1 « EN AVANT, CALME ET DROIT » François Nourissier (Grasset)  
D1 « LES ROSES DE FLINE » Angelo Rinaldi (Gallimard)

Le meilleur document de l'année 1987

- A2 « GENERATION » Hervé Hamon et Patrick Rotman (Le Seuil)  
B2 « LA MACHINE EGALITAIRE » Alain Minc (Grasset)  
C2 « UN CHEMIN D'ESPOIR » Lech Walesa (Reynard)

La meilleure adaptation d'un livre à l'écran en 1987

- A3 « LES LUNETTES D'OR » Giorgio Bassani (Gallimard)  
B3 « FU-YI, LE DERNIER EMPEREUR » Edward Behr (Robert Laffont)  
C3 « CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE » Gabriel García Márquez (Grasset)

Choisissez vite votre gagnant dans chacune des 3 catégories ci-dessus et reportez sa référence sur votre Bulletin-Pronostic. N'oubliez pas, également, de répondre à la 2<sup>e</sup> question pour gagner peut-être 200.000,00 F.

REPONDEZ A LA QUESTION :

Combien Le GRAND LIVRE DU MOIS a-t-il diffusé de livres au total entre le 1-04-1987 et le 1-04-1988 ?  
2 millions 3,5 millions 5 millions

Cochez sur votre Bulletin-Pronostic celui des trois chiffres, ci-dessus, qui vous semble le plus proche du chiffre réel.

Extrait du règlement :

- Jeu de Pronostics sans obligation d'achat.
- Ouvert à toute personne sauf au personnel du GRAND LIVRE DU MOIS, aux membres du Grand Jury, à toute personne ayant participé à la mise en œuvre du jeu ainsi qu'à leurs familles respectives.
- Découpez le Bulletin-Pronostic ou recopiez-le (cases aux mêmes emplacements).
- Un seul Bulletin-Pronostic et une seule réponse par question pour chaque foyer familial.
- Il sera attribué un seul prix d'un montant de 200.000 F.
- Règlement complet sur demande écrite adressée à CODEM - LES GUTENBERG DU LIVRE - 3 bd Saint-Jean, 69000 BEAUVAIS avec enveloppe retour pré-adressée et non timbrée.

...ET GAGNEZ 200.000,00 F!

Les Gutenberg du Livre ont été créés en 1985 par Le GRAND LIVRE DU MOIS pour promouvoir les écrivains et la lecture. Ils seront décernés pour la 3<sup>e</sup> fois en France le 14 avril 1988.

La raison de leur succès ? Chaque année, ce sont les personnalités de l'édition qui, au cours d'un large vote, sélectionnent leurs trois ouvrages préférés. Et ceci dans 15 catégories différentes : meilleur roman français, meilleur roman étranger, meilleur essai, meilleure biographie...

Ensuite, un « Grand Jury » de deux mille professionnels du livre choisit, parmi les ouvrages de chaque catégorie, le Gutenberg. Il s'agit donc des seuls prix littéraires décernés à l'issue d'un vote aussi large.

Cette année, Le GRAND LIVRE DU MOIS vous offre de faire votre propre pronostic du vote du Grand Jury. Nous avons donc le plaisir de vous communiquer ci-contre, en avant-première, les « sélectionnés » dans trois catégories.

A vous de choisir et de nous indiquer votre pronostic à l'aide du Bulletin ci-dessous. A vous, aussi, de gagner peut-être 200.000,00 F!

En effet, si votre choix coïncide avec celui du Grand Jury, dévoilé le 14 avril prochain, et si vous avez correctement répondu à la deuxième question, vous avez des chances d'être le Super Gagnant et de recevoir le chèque de 200.000,00 F!

Répondez vite. Ce jeu est gratuit et libre de tout engagement.

Bulletin ci-dessous à renvoyer :  
LES GUTENBERG DU LIVRE CEDEX 3550  
93355 PARIS CONCOURS.

Les Gutenberg du Livre ont été créés par Le GRAND LIVRE DU MOIS.

Date limite d'envoi des réponses :  
31 MARS 1988

## Gutenberg du Livre 1988

WRP 044

VOICI MON PRONOSTIC :

Je vous indique ci-dessous, dans chacune des trois catégories, la référence de l'ouvrage qui va remporter le Gutenberg :

MEILLEUR ROMAN FRANÇAIS : ☐ MEILLEUR DOCUMENT : ☐ MEILLEURE ADAPTATION D'UN LIVRE A L'ECRAN : ☐

REPOSEZ A LA 2<sup>e</sup> QUESTION :

2 millions ☐ 3,5 millions ☐ 5 millions ☐

200.000,00 F A GAGNER !  
Parmi les participants dont le choix coïncidera avec celui du Grand Jury, et qui auront répondu correctement à la 2<sup>e</sup> question, un tirage au sort, devant huis-clos, désignera le gagnant.

Merci de renvoyer ce Bulletin au plus tard le 31 mars 1988 :  
LES GUTENBERG DU LIVRE CEDEX 3550 - 93355 PARIS CONCOURS

هنا من الاصل

هفتاد و نه

## Quand Nabokov se battait en duel pour Pouchkine

Le Centre national des  
**Lettres**

Présentent :

**JEAN TARDIEU**

L'œuvre poétique (1939 - 1959) sera  
du lundi au vendredi de 14 heures à 21 heures  
du 21 février au 21 mars 1988. Samedi 18 mars,  
l'accent grave et l'accent aigu,  
de 9 heures 1988 à 18 heures 30.  
Lecture par Jean TARDIEU aux Éditions du  
Mémoires du XX<sup>e</sup> siècle: Jean TARDIEU  
du 16 mars 1988 à 18 heures 30. Présentation en 1988  
d'une édition de la collection "Poèmes"  
Poèmes en acte: R. 24 mars à 20 heures 30  
Lecture par Jean TARDIEU  
du 25 mars 1988 à 18 heures 30.  
du 25 mars 1988 à 18 heures 30.

# Où est NEC?

**Les bonnes nouvelles n'attendent pas –**  
Les bipers NEC vous les écrivent et vibrent en silence pour vous en avertir, et ça c'est une bonne nouvelle!



**Les TV et les magnétoscopes d'une nouvelle dimension –** Haute fidélité, haute résolution et hautes performances, avec NEC, l'espace loisir atteint de nouveaux sommets.



**NEC, l'idéal des grands systèmes –** Pour répondre à l'idéal de vos grands systèmes, il fallait un système idéal, qui réponde à tous vos besoins, dans tous vos bureaux.



**Le portable NEC se pèle à tous vos besoins –** Il a beau être léger, le Multispeed portable NEC n'en est pas moins un ordinateur de poids. En voyage, il vaut bien son pesant d'or.



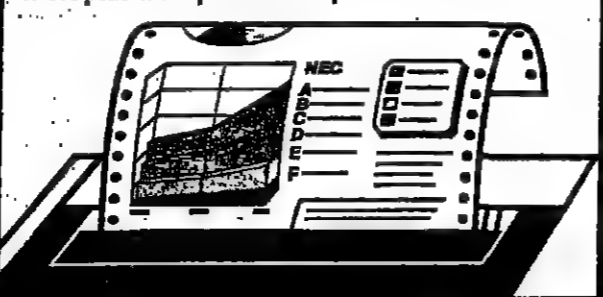
**Des milliers d'informations qui ne tiennent qu'à un fil –** Les fibres optiques NEC véhiculent toutes sortes d'informations, signaux vocaux, données, textes, images... aussi vrais que nature.



**Des puces qui grimpent dans votre estime –** NEC fabrique les semi-conducteurs et les composants électroniques intégrés à ses produits. Cela s'appelle la qualité NEC de A à Z.



**Pour faire bonne impression –** Offrez-vous une NEC: la Pinwriter P2200 imprime vos textes en qualité courrier à 56 caractères par seconde. Avec NEC faire bonne impression n'est plus une question de prix.



**Soyez synchro avec NEC Multisync –** Il balaie automatiquement toutes les fréquences de 15,5 à 35 kHz, et accepte toutes les cartes graphiques couleur compatibles IBM®.



**Des lecteurs de disquette à toute épreuve –** Dans le monde entier, les lecteurs de disquette NEC sont réputés pour leur résistance et leur fiabilité. Un atout important pour ne pas sans cesse changer de disque.



**L'information qui roule pour vous! –** Les téléphones de voiture NEC offrent un grand nombre de fonctions dans un tout petit boîtier. Rien d'étonnant à ce que la nouvelle circule!



NEC est fière de parrainer des manifestations sportives de renommée internationale, telles que la COUPE DAVIS, la COUPE DE LA FÉDÉRATION ou la WORLD YOUTH CUP. NEC sponsorise également la WORLD SERIES OF GOLF et le CLUB DE FOOTBALL D'EVERTON en Grande-Bretagne.



**Un télécopieur à rendre jaloux votre téléphone –** NEFAX, le télécopieur qui en quelques secondes achemine textes et graphiques à l'autre bout de la ligne depuis votre bureau.



**Le compact joue un nouvel air –** De réputation solide, les disques durs NEC jouissent d'une qualité irréprochable. Les CD-ROM confirment la règle.



**"Nous recherchons votre correspondant!" –** Si vous utilisez un standard PBX et le Keyphone System NEC, voilà une rengaine que vos correspondants n'auront plus à supporter.



**Les satellites n'ont pas forcément la tête dans les étoiles –** Grâce aux faisceaux Hertzien NEC, les entreprises des quatre coins de la France communiquent mieux et plus loin à travers le monde. Une nouveauté qui relie les hommes.



## mais partout...

NEC est un des leaders mondiaux dans l'informatique et les communications. Notre souci permanent est que la société tout entière tire profit de ces technologies. C'est pourquoi les avancées de NEC dans tous ces domaines font partie de votre vie quotidienne.

Où est NEC? Maintenant vous le savez, NEC est partout aujourd'hui et encore plus demain.

Parce que dans le monde de l'informatique et des communications, il y aura toujours du NEC quelque part.

# NEC

هكذا من الاميل

# Culture

## CINÉMA

« Empire du Soleil », de Steven Spielberg

### Le monde selon Jim

D'après le roman autobiographique de J.-G. Ballard, un film ambitieux et longuet sur l'absurdité de la guerre vue par un enfant

En 1941, il y avait encore un lieu civilisé en Asie, avec du vrai gazon, des églises de style Tudor, des limousines interminables et des domestiques zélés, silencieux, que l'on pouvait maltraiter à loisir, la concession internationale de Shanghai. Un petit Anglais de douze ans, pomponné comme un caniche, odieux comme un teckel, Jamie (Christian Bale) est persuadé, comme ses parents du reste, que cela durera toujours, qu'il jouera éternellement au cricket sur son carré de pelouse parfaite, protégé comme une réserve, un zoo du dix-neuvième siècle triomphant, et pourtant menacé par le temps, l'ennemi. Les Japonais en l'occurrence, massivement débarqués en Chine et qui se décident un beau jour à briser cette enclave, comme une noix.

Les Européens, les Anglais sortent brutalement d'un rêve où ils étaient les derniers endormis. La déroute des Blancs ressemble à une fin de bal masqué, interrompue par un orage, un désastre, certes, irréversible, on s'en doute, mais d'abord d'un extrême mauvais goût. Il y a, en effet, dans l'histoire, des moments bien déplorables où tout fut le camp. C'est de loin ce que le film de Spielberg montre le mieux, cet effondrement double, collectif et intime, celui d'un « petit monde » irréel en même temps que d'un monde intérieur, et le film garde par la suite ce même point de vue narquois — le regard de Jamie — sur les cours des choses.

Ce qui est à la fois touchant (malgré tout, ce petit morveux aubé, qui découvre la vie violente, est de plus en plus sympathique) et borné. Qu'un préadolescent ait quelques difficultés à se repérer dans une situation où les adultes et les historiens patissent, c'est normal, mais peu encourageant. Du moment où un resacc de la foule paniquée l'arrache à ses parents, Jamie est perdu, obligé d'apprendre les premiers



principes de la survie. Prisonnier dans un camp japonais, il est recueilli par un soldat américain, Basie (John Malkovich) qui essaie de le vendre avant de le rebaptiser Jim, l'adopter comme factotum, valet de pied. Le gamin sait tirer le maximum d'avantages et de profits du camp et rend de multiples services. Il sert d'interprète, de traducteur, d'objet transitionnel, véritable noukou entre les vaincus et les vainqueurs.

Chez les premiers, il a quelques amis plus ou moins solides. Basie n'est pas franc. M. et M<sup>me</sup> Victor sont un peu piliers. Les Japonais, en revanche, sont beaux, incompréhensibles, fanatiques et héroïques. Ils pilotent ces avions dont Jim est fou, auxquels il s'identifie, même lorsqu'ils n'offrent plus pour les kamikazes que le panache d'une der-

nière bière. Mais tout cela dans sa profusion, et sa complexité dépasse Jim, qui ne sait pas pourquoi son copain Basie le trahit, puis revient, comment l'on meurt ou l'on mange, qui veut quel, ou va-t-on ? Ni sur-tout où est passé le scénariste Tom Stoppard, dramaturge remarqué, dont on comprend mal qu'il ait pu déserter la cuisine en laissant ses intrigues en morceaux étacher au fond de ses ossuaires.

On nous dit que Spielberg, las de ses succès commerciaux, tels les *Aventuriers de l'Arche perdue*, et *ET* (l'immonde créature au télescope dérangé qui croit vous reconforter de son malentendu), a voulu faire sérieux, du cinéma d'auteur. Pourquoi pas ? Mais en adoptant la vision catotique de Jim, il se condamne à tout mettre sur le même plan hagar, indifféren-

cié, le copain trafiquant et l'ami impossible, la mort au ciel de l'âme de M<sup>me</sup> Victor et le grand éclair de la bombe atomique.

Evidemment, à une époque où les gentils Japonais s'apprêtaient à transformer l'humanité en un vaste assortiment de mushis pour les beaux yeux du Mikado, on était en droit de ne pas apprécier le menu ; de là à noyer les champions d'Hiroshima sous des flots de musique déconstruite, avec humour, il y a un décalage pour le moins inquiétant. Et qu'on ne reprenne pas le refrain sur la « magie de l'enfance » qui dédouanerait n'importe quoi. Le malheur ici, le malheur pour Jim en témoigne, son air triste et désemparé de la fin c'est qu'on lui ait volé précisément le temps de son enfance.

MICHEL BRAUDEAU.

« La Loi du désir », de Pedro Almodovar

### L'iconoclaste

Pedro Almodovar, cinéaste espagnol. Star de la movida en son âge d'or. N'a rien perdu de son humour iconoclaste. Ni de son art de l'exagération flamboyante.

Effet de la mode espagnole ? Pedro Almodovar fait une sortie groupée. Avec *Qu'est-ce que j'ai fait pour mériter ça ?* et d'abord, *La Loi du désir* — dont l'affiche représente un grand lit vide. A l'origine, sur le lit, deux hommes s'enlaçaient, dont la censure a exigé le retrait. Le film lui-même n'a pas été censuré. Il s'agit toujours d'un jeune homme dont le frère, à la suite d'une liaison malheureuse avec son propre père, décide de changer de sexe, et s'engage dans une liaison avec une dame.

Trente-huit ans, très mode, paré de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. — Canavies Surot version peñeta. — Pedro Almodovar est issu d'une culture pop anglo-américaine, de cinémas hollywoodien des années 30 et 40. Adolescent, il a chanté dans des orchestres rock, écrit dans des revues de bandes dessinées underground, organisé des happenings. A vingt-deux ans, en 1973, donc, il découvre le super-8 dont il devient un véritable mordu. Il ignore superbement les règles établies et, quand il les découvre, s'en moque. En 1978, ses amis se cocitent et lui offrent une caméra 16 mm. Un an après, il a réalisé son premier long métrage, bien iconoclaste, *Puppy, Lucy, Boom et tous les autres*, son *Pink Flamingo* à lui.

Pedro Almodovar possède le sens de la grande scène à faire, on public

comme à l'écran. Tout cela relève d'un talent : celui de retourner les clichés, avec une formidable aisance dans l'exagération flamboyante. *La Loi du désir*, d'ailleurs, se rattache ouvertement à Douglas Sirk, dont Pedro Almodovar admire le côté grand mélo pantelant et musclé. Pour décrire l'atmosphère d'une scène à tourner, il indique seulement à son opérateur « écrit sur du vent », manière de dire qu'il faut dramatiser sur la lumière, exagérer chaque geste. D'une façon générale, les films de Pedro Almodovar paraissent tenir du fottor. Il le reconnaît lui-même : quand il écrit un scénario, il imagine trente-six histoires. Un film entier pour chaque réplique.

Dans ses films, Pedro Almodovar accumule les stéréotypes : jésuites, hommes, rock stars. Il se considère comme un réaliste, et c'est vrai que son message est totalement attaché à la réalité : sexe, mort, plaisir, vie quotidienne de quartier. Dans sa présentation de *La Loi du désir*, il écrit : « *La Loi du désir* est le besoin qu'éprouve quelqu'un ou quelqu'une de vous entrer à tout prix dans la peau, de faire son plus préféré de tous les délices que peut offrir votre corps, de faire en sorte que simplement vous teniez dans ses bras fasse oublier les problèmes métaphysiques, sociaux, politiques, économiques... mais le désir est encore autre chose : c'est une affaire de possession. Quelqu'un veut posséder votre âme. »

Les personnages d'Almodovar revendiquent leur droit à « tout, tout de suite et comme je veux ». Ils savent que tout se paie, ont avis de payer le prix. Ils sentent l'heure de mourir. Seuls peut-être, les Espagnols savent ainsi mourir d'amour.

HENRI BEHAR.

« Ils étaient neuf célibataires », de Sacha Guitry

### Le roman d'un séducteur

Sur un thème difficile, une comédie pétillante, une mise en scène brillante, un film de Sacha Guitry.

Dans un restaurant parisien, Jean Lechryer, un homme qui approche de la cinquantaine et porte beau, confie à un ami les avantages qu'il y a à n'être pas honnête. A une table, il remarque une comédienne russe, très agitée. Elle lui plaît. Il veut la séduire. La dame est fort préoccupée par un décret-loi fraîchement décidé en conseil des ministres. Les étrangers résidents en France devront s'en aller, à moins de se faire naturaliser. Jean Lechryer voit tout de suite le parti à tirer de la situation. Il va résumer dans un hospice de vieux célibataires français qu'il « vendra » comme mariages honoraires à des étrangers en difficulté.

Sacha Guitry avait de ces idées. Jean Lechryer, c'est lui, et on dirait qu'il continue ses exploits du *Roman d'un tricheur*, son film en images commentées de 1936. Écrit et réalisé au printemps de 1939 à partir d'un thème d'actualité (la position délicate des étrangers, des émigrés, sur le territoire à la veille de la guerre), traité de façon purement fantaisiste, *Ils étaient neuf célibataires* est une comédie brillante, amoureuse, légèrement cynique,

pétillante d'esprit, mise en scène avec un rythme constant, une technique souple, élégante. Le film — jamais repris depuis un passage à la télévision en 1977 — est construit en deux mouvements qui se répondent : le recrutement des célibataires et les mariages ; le fait, non prévu, des hommes le soir de leurs nocces et ce qu'il advient de leurs rencontres avec leurs épouses.

*Ils étaient neuf célibataires* peut être considéré comme le triomphe du film à sketches, les différents histoires à rebondissement n'étant pas liées par un simple prétexte comme, disons... *Carnet de bal*. Sacha ne dédaigne pas la note sentimentale, avec la jeune Geneviève de Sérerville (rôle de la chanteuse américaine), nouvelle M<sup>me</sup> Guitry à la ville. Mais il nous fait traverser des milieux bourgeois, mondains et demi-mondains, où les femmes sont rapaces, entreteneuses, coquette, pas spécialement vertueuses. Et les maris d'occasion, choisis pour la plupart, se révèlent plus dévoués que les compagnons riches — et parfois mariés de leur côté — de ces dames.

Film d'auteur où se reflète une société futile, *Ils étaient neuf célibataires* est aussi un extraordinaire film d'acteurs, le Guitry des vedettes et des « seconds rôles » devant lesquels il arrive à Guitry de s'effacer.

JACQUES SICLER.

### MODE

### Le futur généreux d'Olivier Guillemain

« J'ai voulu proposer un univers de rêve qui ne soit pas caricatural... » Le mercredi 16 mars, Olivier Guillemain, vingt-six ans, présentait sa collection hiver 1988-1989 à l'Institut du monde arabe. Une histoire toute neuve, élégante, moderne, au-delà des images en sépia de la mode, de la féminité japonnante, des détails couturés. Là, pas de caprice ni de théâtre. Des vêtements à la fois vrais et personnels.

Dans une salle noire et blanche, hérissée de colonnes géantes, les filles ont d'abord défilé dans des pantalons dont la taille dessinait une vague, des tranches courts en croûte vaporisée de métal. A la fin, elles ont souri parce que le public (une centaine de journalistes, sept auteurs) battait des mains et que tout le monde avait envie de toucher ces tissus. Tels cet ottoman changeant qui accroche la lumière, donne à la robe des reflets d'argent, ce jersey cote de maille, ce Lycra clouté d'habitude utilisé par les fabricants de maillots de bain), qui, là, se

drape, se tend, s'arrondit et frissonne comme de l'eau.

Créateur et styliste (il a travaillé pour Demart, La Redoute, Monoprix, les cahiers de tendances de la Woolmark), Olivier Guillemain respecte le présent — le court, le cintré, l'envie de douceur, de courbes et de luxe — et l'emmène ailleurs, là où vivent les stars, les sirènes, les étoiles filantes, les extraterrestres. Il dessine puis découpe des globules sur les manches de ses blousons en agneau plongé. Il orne une longue robe de mousseline turquoise ou fuchsia d'une parure « vertèbre » en mousse. Il invente un futur généreux, doux comme ce long manteau sans col en drap de cachemire rose bonne mine, mauve, blanc, vert Nil. Le cuir épouse le corps sans le brusquer. En mai, grâce au soutien de son nouveau partenaire japonais (Angel Leather), il défilera à Tokyo.

LAURENCE BENAIM.

### Shanghai un passé toujours présent

Shanghai est une ville au passé. Elle semble n'avoir pas changé depuis les années 30, passant au travers de deux guerres et de la révolution culturelle.

Après trente-neuf ans de communisme, Shanghai d'aujourd'hui, celle que filme Spielberg, ressemble à s'y méprendre à celle dans laquelle vécut le jeune J.-G. Ballard et où non héros, Jim, passa la guerre. Les rues, mais aussi l'intérieur de ces bâtiments monumentaux — symboles du capitalisme triomphant, — n'ont pas changé, ils ont seulement pris de l'âge. Privés d'entretien, squattés par de nombreuses familles ou par une bureaucratie papivore, ils se défilent lentement sous l'immeuble crachin shanghaien, tandis que les machines rouillent dans les usines et que les vétérans de l'orchestre de jazz de l'Hôtel de la Paix n'en finissent pas de vieillir en égrenant leurs rengaines d'avant-guerre.

Seules les Shanghai Mansions, rendues célèbres dans le film de Mariène Dietrich, *Shanghai Express*, ont été restaurées. Le « plus long bar du monde » et le Cercle sportif français, au style kitsch, ont été la proie des nouveaux bâtisseurs. L'église de Zikawei et l'observatoire des jésuites français sont désormais surplombés par un hôtel géré par une grande chaîne américaine.

Ce décor vivant donne une plus grande vérité à la première partie du film, même si la foule de figurants se bousculant dans les rues ne montre qu'une faible idée du grouillement permanent de la métropole

chinoise, une des plus peuplées au monde. Le contraste entre ces résidents britanniques, protégés, dans leur concession, du bruit et de la fureur de la guerre sino-japonaise qui se déroule à leur porte — et dont Robert Guillemin a donné une extraordinaire description dans *Orient Extrême* (1) est criant de vérité. D'un côté ces riches déguisés, de l'autre, séparés par l'épaisseur d'une vitre de voiture, la misère d'une population prête à tout pour échapper à la guerre ou à la faim. Ce sont les images les plus poignantes d'*Empire du Soleil*. Plus sans doute que celles d'un camp reconstruit dans une Espagne aussi sèche et déserte que Shanghai dégoûtée de gens et d'eau.

E. T.  
made in China

Ceux qui ont vécu dans la Shanghai des années 30, ou même dans celle de ces premières années de la guerre, jusqu'à ce que les Japonais occupent les concessions, en décembre 1941, en ont gardé une grande nostalgie (2). Nostalgie d'un monde finissant mais où l'on s'étrouvait sur le champ de course, dans les bars avec les amitiés chinoises ou russes blanches, dans ce caravansérail du stupre qu'était le Grand Monde protégé par des gangsters travaillant en même temps pour la police, et où l'on vivait dans des villas qui n'avaient rien à envier à celles de Neuilly. Un monde protégé par des gardes et des barbelés, où l'on faisait fortune en un jour, où l'on s'endormait riche pour se réveiller ruiné le lendemain. Certains rêvent toujours de l'avenue Edouard-VII, ou de leur petite modiste de l'avenue Pétaï, à

moins que ce ne soit Joffre, artères bien entendu rebaptisées après 1949.

Spielberg a bien entendu rendu la violence contenue de cette armée d'occupation japonaise, de cette machine de guerre parée à la conquête d'un continent et qui, de victoire en victoire, s'est noyée dans l'immensité de la Chine. Ces soldats qui se comportent comme en pays conquis, qui ont entassé leurs prisonniers civils dans des camps plus affreux encore dans la réalité et dans le livre que dans le film, ce sont aussi eux qui se sont livrés à des massacres comme le sac de Nankin, qui fit des dizaines, ou des centaines, de milliers de victimes, ou qui ont rasé des quartiers surpeuplés pour anéantir toute résistance militaire. Cette violence, Ballard ne semble pas plus l'avoir oubliée que les Chinois ; encore aujourd'hui.

Il est difficile de savoir quel accueil le public chinois réserverait à *Empire du Soleil* s'il lui était montré. Il trouverait peut-être qu'on y parle beaucoup trop d'Occidentaux qui, au demeurant, ne leur étaient guère sympathiques, alors que, pendant les deux tiers du film on n'y voit pas un seul Chinois. Mais la Chine est tellement fascinée par tout ce qui est américain ! Il y a quelques années, les entreprises chinoises ont produit par millions des poupées de E.T., car c'était à la mode... sans que le film ait même été projeté en Chine. C'est pour le moment tout ce que les Chinois connaissent de Spielberg.

PATRICE DE BEER.

(1) *Arles/Le Soleil* 1986.  
(2) Lire *Le Monde* daté 13-14 décembre 1987 sur l'ambassadeur du sud de Nankin.

### THÉÂTRE

« La Ronde » d'Arthur Schnitzler

### Le partage ou la mort

Au centre de *La Ronde*, Schnitzler place un couple légitime, mari et femme. Autour, comme autant de variations, il tisse neuf scènes, où paraissent la vérité nue du désir et l'hypocrisie sociale, où virovolent dix personnages : de la prostituée et du soldat de la première scène jusqu'au comte de la dernière, la ronde, du haut en bas de l'échelle sociale, est bouclée.

On peut monter la pièce avec dix comédiens. Jean-Louis Hourdin choisit d'en jeter seulement deux dans cette valse des désirs : Sylviane Simonet et Daniel Briquet endossent tous les rôles. La mécanique répétitive et sans joie de la pièce prend d'autant plus de relief. Surtout, on s'attache aux comédiens, et toute la mise en scène nous y invite : on les voit changer de costumes, ils manipulent eux-mêmes les éléments du décor (signé Manuel Grynös) : éléments ludiques, simples et formels, rideaux de velours, larges coussins aux reflets chatoyants, fontaine très kitsch.

Sylviane Simonet et Daniel Briquet ont l'énergie et le charme de la jeunesse. Ils se présentent, sans en appuyer l'indécence et la cruauté, aux multiples situations. Mais ils restent sur une corde raide : sous leurs personnages, perce leur tendresse, leur générosité. Et le théâtre s'échauffe de ce corps à corps, tandis que la pièce de Schnitzler résiste, même si Jean-Louis Hourdin met parfois en scène les pauvres stratégies de séduction comme des jeux de grands enfants qui, un instant, voudraient croire au bonheur possible.

ODILE QUIROT.

★ Le 18 mars à Aix-en-Provence, le 24 à Aurillac, le 29 à Nevers. Du 26 au 30 avril au théâtre Les Ateliers à Lyon. Puis à Villeneuve-d'Ascq et Amiens.

## Culture

### VENTES

#### Succession Renand, deuxième acte

Le 16 mars, en nocturne, se jouait à la mairie du neuvième arrondissement le deuxième acte de la vente de la succession de Georges Renand, cagnotte des grands magasins de la Samaritaine.

Le Donatien Rousseau y tira fort bien son épingle du jeu avec un tableau assez terni, *Baroque*, adjugé pour 240 000 F à une galerie japonaise. *Rue du Marché à Saint-Tropez* (1907), toile de Marquet, fut adjugé 1 100 000 F à un collectionneur suisse. Deux toiles de Dufy, datant de la fin de sa vie, *Orchestre et Nu debout aux tableaux*, furent respectivement 1 160 000 F et 1 000 000 de francs. Un charmant pastel, *Vase de fleurs*, de Redon, que l'artiste ne put jamais terminer, fut vendu pour 1 800 000 F à un Français.

Mais les vedettes ne furent pas toujours celles que l'on attendait. Un Corot, *Souvenir d'Italie : le Vatican et Saint-Pierre-hors-les-Murs*, atteignit 1 220 000 F. Un dessin d'Ingres, adjugé 1 000 000 de francs, parut cher en comparaison d'un très beau Modigliani vendu 520 000 F. De même, les « attributs » concurrents des fortunes diverses. Un *Portrait d'un Nègre en chemise blanche*, attribué à Géricault, estimé à 1 200 000 F maximum, atteignit le million. En revanche, un autre portrait, attribué à Modigliani, fut repris par la famille Renand.

AUCIE SEDAR.

### THEATRE OUVERT

DERNIERE LE 26 MARS

Les Voix du Nord

L'ETALON OR

COMEDIE DE CAEN

Donatien Rousseau

Michel Dubois

PARIS-NORD

ATTRIBUTIONS

POUR NOCES ET BANQUETS

Jacques Bonnot

Catherine Jacob

JARDIN D'HIVER 42.62.59.49

### MUSIQUES

Création de « Noces de sang » à Montpellier

#### Dur comme la pierre

L'Espagne austère, sans pittoresque, de Lorca.

Un drame de la terre, saisi par une musique atonale.

Bien qu'encore très jeune, le nouvel Opéra de Montpellier, en coproduction avec le Grand Théâtre de Bordeaux, a pris le risque de créer, le mardi 5 mars, *Noces de sang*, une commande de l'Etat à Charles Chaynes (1925), d'après le pièce de Federico Garcia Lorca.

C'est une œuvre terrible, dans les paysages désolés de « l'Andalousie des steppes », près d'Almería, où se déroula ce fait divers authentique. Une fiancée s'enlève le jour de ses nocces avec l'homme qu'elle a aimé trois ans auparavant, mais qui était trop pauvre pour qu'on lui permette de l'épouser ; le fiancé rattrape les fugitifs, les deux hommes s'entre-tuent ; la mère et la fiancée se lamentent devant les cadavres.

La musique de Chaynes est aussi dure que le poème de Lorca. Le récit atonal en lignes brisées tend sans cesse vers l'aria et souvent fuse en vocalises irrégulières, dures comme la pierre, sous l'impulsion des émotions violentes, de la fureur, de la sensualité, du désespoir.

Cependant, sans appuis harmoniques, cette vocalité reste assez monotone, presque toujours au paroxysme, ce qui étonne peu à peu l'attention, d'autant plus qu'à travers ces cris on ne saisit presque rien du lyrisme de Lorca, excepté dans les passages parlés ou chantés.

En revanche, l'écriture orchestrale est très efficace. L'œuvre avance en une progression serrée et implacable, sur des motifs obsessionnels, avec une instrumentation minérale sans cesse renouvelée, qui fait appel aux moyens les plus variés, clavier, guitare, percussions de tout genre, bruits et manipulations électroniques. Les cassis pour intégrer directement le flamenco dans ce contexte atonal sont moins convaincants.

Les décors de Jean-Pierre Capcyron reflètent l'austérité des paysages, la misère intime des personnages. Tels que Michael Lonsdale les caractérise dans sa mise en scène, ils apparaissent à la fois ordinaires et archétypiques, en particulier la mère du fiancé (Hélène Josso), frustrée et castratrice, mais aussi *mater dolorosa*. La fiancée indomptable (brillamment interprétée par Carole Farley, ancienne Lulu) prendrait sans doute le même chemin si elle ne se laissait aller à son instinct pour rejoindre le grand courant de la vie : « Ton fils était un peu d'eau dont j'attendais des enfants, une terre, une santé. Mais l'autre était un fleuve obscur sous la ramée. »

A côté de ces senoritas, les hommes pâlisent : machos pitoyables, fort bien interprétés par Georges Gautier, Jean-Marc Salzman et Jean-Philippe Courty. L'expression est toujours d'une violence telle qu'elle ne permet guère d'apprécier la qualité des voix, sauf celle de Monique Baudouin (la femme de l'amant), dont la fraîcheur met un peu de tendresse féminine dans cette œuvre si noire, qui termine au plus haut point l'ange de la Mort, Martine Viard, proférie saisisante, habillée d'oripeaux somptueux sortis de Dali ou du Donatien Rousseau.

L'âme de ce spectacle, d'une parfaite mise au point, est comme toujours Cyril Diederich, qui survole son orchestre comme les chanteurs.

JACQUES LONGCHAMPT.

\* Dernière représentation à Montpellier le 19 mars (20 heures). Ce spectacle sera repris sur le Festival de France au Théâtre des Champs-Élysées les 24 et 26 mai (20 h 30).

## Communication

Après les incidents qui ont marqué la visite présidentielle

#### Le directeur de RFO-Réunion est relevé de ses fonctions

SAINT-DENIS de notre correspondant

Le directeur de la station RFO-Réunion, M. René Denis, relevé de ses fonctions, le rédacteur en chef adjoint, M. Gérard Pruter, muté à Paris. La sanction qui est tombée mercredi de la direction générale de RFO est l'épilogue d'un feuilleton qui a démarré le jour même de la visite du président de la République dans l'île.

La retransmission en direct sur les ondes de RFO-Réunion de l'arrivée du chef de l'Etat fut émaillée, le 9 février, de nombreux incidents techniques rendant le son parfois inaudible et parasite en permanence les images. Ces défailles avaient provoqué une vive réaction de M. François Mitterrand qui avait jugé le comportement de la chaîne publique « indigne de sa mission » (le Monde du 11 février).

Commentant les propos du chef de l'Etat dans le journal *Libération* du 9 février, le rédacteur en chef adjoint — fait unique dans les annales de la station — fit sursauter l'île en évoquant « ce Concorde chargé de menaces » qui venait d'arracher le président de la République de la terre réunionnaise.

Dès le lendemain, l'affaire s'emballait sur le terrain politique. A droite, notamment au RPR, on s'avouait scandalisé par les propos de M. Mitterrand contre RFO. M. Auguste Legros, maire de Saint-Denis (RPR) et président du conseil général, déclarant même,

« Parution d'un second quotidien anglophone à Montréal. — Le *Montreal Daily News*, un quotidien de format tabloïd tiré à 80 000 exemplaires et axé en une soixantaine de pages sur l'information locale de Montréal, a paru le 15 mars dans la métropole québécoise. C'est le second quotidien anglophone à être édité à Montréal. Son éditeur est le patron de presse Pierre Péladeau. Celui-ci s'est allié avec M. Robert Maxwell qui, bien que minoritaire dans le capital du nouveau titre, y a largement contribué en envoyant à Montréal une partie de l'équipe de l'un de ses titres londoniens, le *Mirror*. La nouvelle publication porte au nombre de cinq les quotidiens existant à Montréal : trois francophones et deux anglophones.

malgré les évidences, que « les gens qui détiennent les postes-clés, les véritables maîtres de RFO sont à gauche. Mitterrand ne le sait pas ! ». La gauche et les barristes buvaient du petit lait : le chef de l'Etat venait de confirmer leurs appréhensions quant à la « neutralité » de la station locale de RFO dans la campagne pour l'élection présidentielle.

Une mission d'inspection mandatée sur place par RFO a constaté, selon un communiqué de la chaîne, « de graves anomalies dans le fonctionnement de la station ». La CNCL avait, à son tour, jugé « inacceptable » la manière dont la station réunionnaise s'était acquittée de sa mission et demandé au président de RFO de prendre « des mesures » (le Monde du 5 mars).

Depuis deux ans, la pression du gouvernement et de ses intermédiaires sur la station locale de télévision publique s'est considérablement renforcée. L'équilibre du service public a la fâcheuse tendance de ne pencher qu'en faveur du RPR, en dépit des protestations des socialistes, des communistes et des barristes.

AUX DJOUD.

#### Le « Guide international de la presse 1988 »

De ABC, le grand quotidien espagnol, au magazine de photo Zoom, en passant par l'un des quatre grands quotidiens brésiliens *O Estado de São Paulo* ou *Freud*, le biennal ouest-allemand de la « jeune femme active et dynamique », le premier *Guide international de la presse 1988*, mis au point par l'Office français universitaire de presse (OFUP), recense sept cents titres publiés à travers le monde. L'équipe qui a consacré ce *Guide 1988* a sélectionné des centaines de quotidiens, de magazines ou de revues selon les critères de l'intérêt, de la richesse de l'information ou de l'analyse, voire de la bizarrerie. L'histoire, le tirage, ainsi que les noms de ceux qui réalisent ces organes de presse font l'objet de commentaires courts et incisifs. Plusieurs index par titres, nationalités et langues complètent ce large éventail de titres.

\* En kiosque à partir du 18 mars, le *Guide international de la presse 1988* est vendu 80 F (792 pages).



à partir des interviews de Maria Callas  
mise en scène Dominique Iardenois  
L'Atroupement 2, CON Reims  
15 MARS / 23 AVRIL  
47.42.62.27  
AGENCES, FNAC, CROUS,  
36.15 BILLET

**JACQUES GAUTIER**  
BIJOUX D'ART  
36, rue Jacob  
PARIS-6 • 42-60-84-33

LES MÉTIERS DE LA CULTURE  
VOUS INTERESSENT ?  
Formez-vous  
au management culturel  
ABC Formation, créé par  
Claude MOLLARD,  
vous propose un programme de  
formation professionnelle sur :  
**LE MANAGEMENT CULTUREL :**  
• Gestion Marketing et Communication  
• La culture et le public  
• Les médias de la culture  
• Les métiers de la culture  
• La culture et le territoire  
• La culture et le patrimoine  
• La culture et le développement  
Renseignements et inscriptions :  
ABC Formation  
36 rue Jacob - 75014 PARIS  
Tél. 42.20.73.73

# 7 JOURS QUI COMPTENT

ATTENTION PLUS QUE 4 JOURS  
JUSQU'AU 21 MARS  
CHEZ RENAULT

#### REPRISE ARGUS + 5.000 F

Vous possédez votre véhicule depuis plus de 6 mois. Pour tout acheteur d'un RENAULT marqué d'un point bleu, RENAULT reprend votre ancien véhicule 5.000 F en dessous de sa valeur aux conditions générales de l'Argus. Offre réservée aux particuliers.

#### L.O.A. 60 MOIS

Location avec option d'achat sur 60 mois, moyennant un versement initial de 17.800 F (dont 11.125 F de 1<sup>er</sup> loyer mensuel et 6.675 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat final) et 59 loyers de 559 F. Coût total en cas d'acquisition 50.781 F. SUPERCHINO FIVE 3 portes : prix tarif au 8/02/88, 44.500 F TTC, offre valable jusqu'au 21 mars sur toute la gamme VP sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC S.A.

RENAULT présente



#### CREDIT TOTAL

Pour les véhicules neufs V.P. et les véhicules d'occasion Garantie O.R. et Garantie O.R. PRIVILEGE, de moins de 3 ans, sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC S.A.

#### CREDITS EXCEPTIONNELS

Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC S.A., au capital de F 321.490.700, 27-33 quai La Galle, 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre 8702 002 221.

#### REPRISE 5.000 F

Pour tout acheteur d'un véhicule neuf ou d'un véhicule d'occasion, marqué d'un point rouge, reprise 5.000 F minimum de votre ancien véhicule quel que soit son état, si vous le possédez au moins depuis 6 mois. Offre réservée aux particuliers.

CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES RENAULT

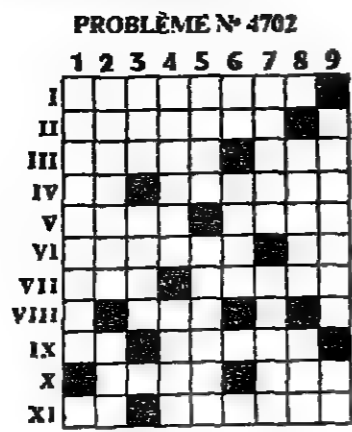
هنا من الامم





## Informations « services »

## MOTS CROISÉS



## HORIZONTALEMENT

1. Offrent la possibilité de marcher la tête haute. — II. Ses pieds sont souvent dans des bottes. — III. Oblige à rendre ce que l'on a pris. Réalisation du temps passé. — IV. Conjonction. On ne fait pas bonne figure quand elle est mauvaise. — V. Une fois qu'elle est installée, il arrive que l'on ne sache plus trop où se mettre. Des visages peuvent se fermer après qu'elle a été ouverte. — VI. Fort utile pour celui qui veut tout valser. Adverbe. — VII. Petit mot qui pouvait en amener de gros. De quoi se faire et ne pas se faire de la bile. — VIII. Est visible sous certaines robes. — IX. Note. N'a donc pas tout perdu. — X. Forcément bons quand ils sont généreux. Lettre grecque. — XI. Pour le travail ou bien pour le jeu. Qui ont peut-être droit à la bise.

## VERTICALEMENT

1. Autour de lui, on n'a certes pas la grosse tête. — 2. C'est parce qu'il sèche qu'il est amené à se mouiller. C'est en pêchant qu'elle incite à chasser. — 3. Il lui arrive d'en écar-

ser sur une banquette. A remporté le grand prix. — 4. N'est pas sans intérêt pour ceux qui ont accordé leurs violons. Où certains ont l'habitude de travailler à la loupe. — 5. Moyen de transport. Bête de somme. — 6. Possessif. Ne peut rien dire même s'il n'est pas tenu de garder le secret. — 7. Avait la bosse des maths. Devait mettre régulièrement pied à terre. — 8. Verses. Temps de cuisson. — 9. Mieux valait qu'elles ne soient pas à portée de voix. Un qui ne perd pas la tête.

## Solution du problème n° 4701

## Horizontalement

I. Empiéter. — II. Atours. Ta. — III. Irisé. Oïl. — IV. Gin. Naïre. — V. Ulster. — VI. Il. Reître. — VII. Sema. Dô. — VIII. Avoine. — IX. Bêta. Test. — X. Eiders. — XI. Epel. Sel.

## Verticalement

1. Aiguillable. — 2. Etrille. — 3. Moins. Matée. — 4. Pus. Travail. — 5. Irénée. Dô. — 6. Es. Aridité. — 7. Oc. Tuners. — 8. Etirer. Esse. — 9. Rôle. Eu.

GUY BROUTY.

● **COLLOQUE : l'Asie du Pacifique, cultures, stratégies, perspectives.** — Les fondements culturels (confucianisme, taoïsme, bouddhisme, hindouisme) expliqueraient l'assimilation si rapide des technologies occidentales dans cette partie du monde ?

H.-C. de Bettignies (INSEAD), D. Courmy (CR), le général Eyraud (CR) et J.-P. Gomme (CHEAM) traitent ce sujet au centre culturel Les Fontaines du 18 mars (20 h 30) au 19 mars (17 heures).  
\* Renseignements et inscriptions : Les Fontaines, route de Gouville, BP 205, 60301 Chantilly cedex. Tél. : (16) 44-57-24-60.

LOTÉRIE NATIONALE					
LISTE OFFICIELLE DES NUMÉROS À PAYER (J.O. du 23/12/87)					
Tous chiffres compris aux billets entiers					
TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	BONNUS GAGNÉS	TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	BONNUS GAGNÉS
0	90 970 9840 98480 146610 198080	200 400 15 000 100 000 30 000 100 000	4	88474 28484	50 100 30 100
1	8111 8841 34541 8081 018381 98881	2 800 2 800 15 000 15 000 100 000 30 000	5	8846 4178 8308 8318 8888	2 800 2 800 2 800 2 800 18 000
2	42 041882	200 100 000	6	8 1718 8888 01888 88818	100 2 800 2 800 18 100 18 100
3	83 8888 034883 118813 804878	200 2 800 30 000 30 000 30 000	7	887	400
4	4 84 884 034434 181884	100 300 800 30 100 100 100	8	888 888 888 2888 08878 18118	400 400 400 18 000 30 000 30 000
			9	488 888 888 1178 241878	400 400 400 2 800 8 000 000

88 **TRANCHE DE LA LOTÉRIE NATIONALE** 21

LOTÉRIE NATIONALE					
LISTE OFFICIELLE DES NUMÉROS À PAYER (J.O. du 23/12/87)					
Le règlement du TAG-O-TAC se trouve sous le code J.O. du 20/08/87					
Le numéro		3 5 5 2 4 0	gagne 4 000 000,00 F		
Les numéros approchant		0 5 5 2 4 0	gagnent		
à la centaine		1 5 5 2 4 0	gagnent		
de mille		2 5 5 2 4 0	40 000,00 F		
		4 5 5 2 4 0			
		5 5 5 2 4 0			

Les numéros approchant aux					
Numéros de mille	de centaine	de dizaine	de unité	gagnent	
205240	350240	355040	355200	355241	10 000,00 F
315240	351240	355140	355210	355242	
325240	352240	355340	355220	355243	
335240	353240	355440	355230	355244	
345240	354240	355540	355240	355245	
355240	355240	355640	355250	355246	
365240	356240	355740	355260	355247	
375240	357240	355840	355270	355248	
385240	358240	355940	355280	355249	
395240	359240		355290	355249	

Tous les billets	5240	gagnent	4 000,00 F
so terminant par	240		400,00 F
	40		200,00 F
	0		100,00 F

88 **TACOTAC** 22

TRANCHE DU MERCREDI 18 MARS 1988

## Le Carnet du Monde

## Décès

— M<sup>re</sup> Roger Beaufils, M. et M<sup>re</sup> Gérard Beaufils et Chloé, Les anciens du camp de Kibitz, ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Roger BEAUFILS**, ingénieur ESME, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 13 mars 1988, dans sa quatre-vingtième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le jeudi 17 mars, à 9 h 30, en l'église Sainte-Marie des Batignolles, Paris (17<sup>e</sup>).

— M. et M<sup>re</sup> Jean Valère, son fils et sa belle-fille, M<sup>re</sup> Françoise Lamoure, sa fille, Catherine Lamoure, sa petite-fille, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**M<sup>re</sup> Irène BLUM-WALLER**, survenue le 9 mars 1988, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 14 mars dans la plus stricte intimité.

7, rue Servandoni, 75006 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

**M. Roger BUDIN**, ingénieur des Arts et manufactures, survenu le 13 mars 1988, à Versailles-sur-Seine (Yvelines).

Les obsèques ont eu lieu en famille.

— M<sup>re</sup> Marcel FRAPIER, née Anne-Marie Ganneux, a quitté les siens dans l'espérance d'être accueillie par Celui en qui elle a cru toute sa vie, pour goûter, entourée de ceux qui l'ont précédée ou la suivront, une éternité de bonheur.

Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église Notre-Dame-de-Champs, Paris (6<sup>e</sup>), sa paroisse, le vendredi 18 mars, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu auprès de son époux bien-aimé au cimetière du Montparnasse.

De la part de Francis, Chantal, Marie-Odile, ses enfants, M<sup>re</sup> Geneviève Black, sa sœur, Et de toute la famille,

Ni fleurs ni couronnes mais, pour ceux qui le désirent, des dons au Secours catholique.

233, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

— Marseille. Iry-sur-Seine.

Joseph Guglielmi et ses enfants, Grazia D'Angelo, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>re</sup> Carline GUGLIELMI**, leur mère et grand-mère, survenue à Marseille le 15 mars 1988, dans sa quatre-vingt-onzième année.

« E il cuore quando d'un ultimo bacio l'aveva fatto cadere il muro d'ombra... » Giuseppe Ungaretti.

## PATRIMOINE

## Souscription pour l'acquisition d'un Latour

Le musée du Louvre, pour la première fois en France, lance une souscription publique pour l'acquisition d'un tableau de Georges Latour, Saint Thomas, qui date vraisemblablement de 1630, et appartient à l'ordre de Malte. Le prix demandé — 32 millions de francs — serait inférieur à une offre venue de l'étranger mais reste insurmontable pour un musée national.

Les souscripteurs doivent établir leur chèque à l'ordre de Fondation Franco-Latour, BP 100, 75363, Paris Cedex 08.

La souscription, ouverte le 22 mars, sera close le 30 avril.

## SOLDES

Joué 17 mars. Vendredi 18 mars. 9 h à 12 h / 14 h à 18 h.

**HERMÈS PARIS**

24, boulevard Saint-Hippolyte, Paris 6<sup>e</sup>

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CHAUSURES, TISSUS, CANTIS.

## — On nous prie d'annoncer le décès de

**Farchipêtre Elie MELIA**, recteur de la paroisse orthodoxe géorgienne Sainte-Nino, délégué pour l'œcuménisme du Comité interépiscopal orthodoxe de France, professeur à l'Institut de théologie orthodoxe de Paris.

survenu le 15 mars 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle géorgienne Sainte-Nino, 6-8, rue de la Vierge, Paris (15<sup>e</sup>), le vendredi 18 mars à 13 heures, suivie de l'inhumation au cimetière géorgien de Levallois-sur-Orge (Essonne).

De la part de M<sup>re</sup> Elie Melia, ses enfants et petits-enfants, La paroisse géorgienne Sainte-Nino, L'Association géorgienne de France, L'Association Solidarité Géorgie.

Ces avis tiennent lieu de faire-part.

5, square d'Aquitaine, 75019 Paris.

Joué le 20 février 1916 à Constantinople. Elie Melia a fait ses études à l'Institut de théologie orthodoxe Saint-Serge à Paris, où il est arrivé en 1924. Ordre en 1943, à la suite de sa participation à la Résistance, il a été arrêté par la Gestapo et détenu à la prison de Fresco, avant d'être libéré. En 1948, nommé recteur de la paroisse géorgienne Sainte-Nino de Paris, la seule existante en dehors de l'URSS. Elie Melia a enseigné la théologie patristique et l'histoire de la paroisse orthodoxe Saint-Serge. Très tôt, il a été consacré au dialogue avec les orthodoxes et les protestants français et était délégué à l'œcuménisme du Comité interépiscopal orthodoxe.

— M. et M<sup>re</sup> Jacques Bimbenet, M. et M<sup>re</sup> Patrick Meserlin, Bénédicte, Gilles, Jean, Anne et Pierre, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>re</sup> Alice MESSERLIN**, née Marguerite Gangeff, survenue le 3 mars 1988, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Giverny (Eure-et-Loire).

22, rue Théobaldin, 41700 Contres, 5701 Annand Road, Bethesda, Maryland, 20817 USA.

— M<sup>re</sup> Yvonne Samy-Simon, son épouse, M. et M<sup>re</sup> Jean-Paul Simon et leurs filles, M<sup>re</sup> Marianne Simon et son fils, ont la douleur de faire part du décès de

**SAMY-SIMON**, chevalier de la Légion d'honneur, journaliste, grand reporter à FORIT, survenue le 10 mars 1988, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu le 14 mars, dans l'intimité familiale.

**Remerciements**

— M<sup>re</sup> Jacques Farnier et ses enfants, adressent leurs remerciements émus à tous ceux qui se sont associés à leur deuil et les ont assurés de leur fidélité au souvenir de

**Farnier Jacques FARNIER**, 102, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

— Dans l'impossibilité de répondre aux nombreuses marques de sympathie témoignées lors du décès de

**Jean-Louis FRÉMONT**, aux lies Camille,

M<sup>re</sup> Jean-Louis Frémont, Pascale et Florence Frémont, remercient de tout cœur leurs familles et amis.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 17 mars 1988 :

**UN DÉCRET**

N° 88-250 du 16 mars 1988 portant convocation des électeurs pour l'élection du président de la République.

**DES ARRÊTÉS**

— Du 11 décembre 1987, instituant des réserves nationales de pêche sur les eaux du domaine public fluvial et sur les cours d'eau non domaniaux jusqu'au 31 décembre 1992.

— Du 9 mars 1988, autorisant des établissements d'enseignement supérieur public à délivrer, seuls, le doctorat.

— Du 11 février 1988 fixant la liste des centres de vaccination habituels à effectuer la vaccination antianthrax et à délivrer les certificats internationaux de vaccination contre la fièvre jaune.

**DES LISTES**

— Des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

— Des élèves de l'Institut national des sciences appliquées de Toulouse ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1984.

— Boris Pfendmacher, Bruno-Denis Pfendmacher, Anne et Philippe Lepage Et leur famille, très sensibles aux inévitables marques de sympathie qui leur ont été prodiguées lors du décès de leur si chère

**Leob,** adressent à tous leurs amis, à tous ceux qui furent ses « enfants », leurs remerciements reconnaissants et émus pour tant de marques d'affection à celle qui demeure inoubliable.

72, rue de l'Assomption, 75016 Paris.

**Anniversaires**

— Il y a douze ans disparaissait

**Léon CELLIER**.

Que soit associé à ce souvenir celui de son frère, tué à ses pieds lors du bombardement de l'officier 10-8 en février 1945.

— Il y a un an.

**Bernard HÉRICOTTE** et **Marcel HÉRICOTTE BEVAN**, nous quittent.

Que ceux qui les ont connus et aimés aient une pensée pour eux.

Jacqueline Comoy, leur mère, fera célébrer une messe le 20 mars à 11 heures, en l'église d'Avenas-sur-Oise.

**Soutenances de thèses**

— Université Paris-I, le mercredi 23 mars, à 10 heures, salle C 22-04, centre Pierre-Mendès-France, M. Thierry Pouch : « La théorie de la régulation :

essai sur le contenu et les conditions d'émergence d'un nouveau discours ».

— Université Paris-I, le samedi 26 mars, à 14 h, salle Louis-Liard, M. Bernard Bodi Nier : « Les biens nationaux dans le département de l'Eure de 1789 à 1827 ».

— Université Paris-I, le mercredi 13 avril, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Philippe Bachimon : « Les géographies de Tahiti. Mythes et réalités. Essai d'histoire géographique ».

— Université Paris-I, le mercredi 13 avril, à 14 h 30, salle C 22-04, centre Pierre-Mendès-France, M. Sébastien Martin : « Technologies avancées : chance ou handicap pour les pays en développement (le cas de l'Afrique de l'Ouest) ».

— Université Paris-I, le jeudi 14 avril, à 14 h 30, salle C 22-04, centre Pierre-Mendès-France, M. Agnès Bayani : « Régulation et reproduction en interdépendance des systèmes économiques et de leurs environnements naturels : l'impact des technologies dites avancées ».

**CARNET DU MONDE**

Les avis passent libre insérés

LE JOUR MÊME

5<sup>e</sup> rue de Valenciennes, 75011 Paris. Tél. : 42-47-17-11

7, rue de Valenciennes, 75011 Paris. Tél. : 42-47-17-11

Toutefois, les avis passent libre insérés

79 F

83 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F

82 F



## Le Monde EMPLOI

Un sondage Démoscopie sur les élèves des grandes écoles

### Les stratégies de la réussite

#### ● POLYTECHNIQUE LA « PANTOUFLE »

On utilise massivement le circuit de l'école (82 %) pour entrer dans la vie professionnelle en faisant particulièrement attention à la présence d'anciens (48 %). La taille, la dimension internationale ou même la position de leader de l'entreprise dans son activité n'influencent guère le choix pour un premier emploi qui, majoritairement (56 %), sera un poste d'ingénieur. Plutôt que de changer d'employeur, le polytechnicien accepte de se déplacer en province. S'il le quitte, il aura recours aux relations, de préférence aux chasseurs de têtes, et répugnera à répondre aux annonces de recrutement (5 %).

Il applique une stratégie réservée pour réussir, signe d'un certain détachement : il cherche peu à se distinguer des autres et donc à mettre en valeur ses résultats, et n'aime pas vraiment partir à l'étranger. Sa prise de risques personnels est relativement limitée et il souhaite d'abord faire autorité dans son domaine.

Est-ce en réaction avec ses études ? Toujours est-il que l'X accorde beaucoup d'importance à l'intuition, peu à la rationalité, mais s'attribue quand même des qualités de fermeté. Ce qui l'amène à porter moins d'attention à la sensibilité et à la motivation de ses collaborateurs. Il serait peu travaillé par la peur mais, sans doute par voie de conséquence, afficherait un relatif intérêt aux signes extérieurs de réussite — à l'exception de la Légion d'honneur... Par exemple, le polytechnicien se montre réticent à évoquer son salaire.

Toutes les générations manifestent un fort esprit de corps qui régit la stratégie professionnelle. N'ayant pas besoin de reconnaissance sociale, ils préfèrent, semble-t-il, une voie tranquille que Démoscopie définit ainsi : « Ce parcours conduit à une carrière réussie où tension et compétitivité sont très limitées sans qu'un apprentissage, intégrant l'angoisse et les stratégies de promotion individuelle, soit nécessaire ».

#### ● CENTRALE-PARIS : LE DÉTACHEMENT

L'entrée dans la vie professionnelle ne subit pas d'influence précise, sauf l'embauche après un stage avec une préférence pour la présence d'anciens dans l'entreprise. Là encore, on se soucie peu

de la taille, de la dimension internationale ou de la position de leader pour sélectionner son premier employeur et l'on y devient ingénieur (84 %) ou membre d'un bureau d'études et de recherches (13 %).

A la différence des polytechniciens, le centralien accepte plus facilement le changement d'entreprise, de fonction et surtout de secteur d'activité. Ce qu'il fait avec tous les moyens mis à sa disposition (annonces, chasseurs de têtes, candidatures spontanées) mais en évitant le recours à ses relations. Il ressemble sinon beaucoup au polytechnicien mais la fermeté, l'obstination et la séduction ne font pas partie des qualités qu'il retient alors qu'il se singularise par le goût de diriger un grand nombre de personnes (16 %).

Le centralien paraît protégé des inquiétudes professionnelles par sa technicité : ce qui lui permet d'afficher une certaine désinvolture face aux craintes les plus répandues chez les cadres. Soucieux de s'engager dans plusieurs conseils d'administration, il montre d'ailleurs peu d'intérêt pour les autres signes extérieurs de la réussite, son flegme étant un peu moins évident en ce qui concerne le salaire.

Il se caractérise, dit Démoscopie, « par ses attitudes non volontaires, excluant l'esprit de compétition ». « En retrait sur les différentes stratégies pour réussir », il a « peu de peur et un faible besoin affirmé de reconnaissance dans l'entreprise ».

#### ● CENTRALE LYON : LA RATIONALITÉ

On est influencé par le handicap régional jusque dans ses comportements. D'entrée de jeu, on sait ne devoir compter que sur ses propres moyens (annonces, candidatures spontanées) pour trouver un premier emploi. Les critères de choix sont donc différenciés, d'autant que l'on s'appuie peu sur la présence d'anciens dans l'entreprise (11 %) pour faire son choix. On se révèle plus casarier, la mobilité y est moins forte qu'ailleurs et quand elle se produit, s'exprime par des candidatures spontanées (35 %).

Les anciens de Centrale-Lyon, écrit Démoscopie, « limitent particulièrement la prise de risques ou de responsabilité » dans l'évolution d'une carrière pour laquelle ils adoptent une gestion prudente.

Rassurés par leurs compétences, ils mettent plus en avant

de l'autre la rationalité et l'opportunisme parmi les qualités de la réussite. « Plus démunis dans la course », ils affichent une disponibilité plus grande à l'égard des collaborateurs, une volonté de contribuer à leur succès. Il y aurait même un complexe du Centralien lyonnais, ombrageux quand il risque d'être privé du mérite d'une action ou d'un projet mené à bien. Il a tendance, pour la progression des salaires, à « situer la réussite [...] à un niveau inférieur à celui retenu par les autres ». « Les cadres issus de cette école paraissent moins sûrs

les plus élevés et, pour les commerciaux, vers les emplois de direction générale.

Il apparaît que les jeunes générations prennent en main leur carrière et que leurs démarches s'individualisent selon une stratégie très élaborée, note Démoscopie qui souligne cette tendance pour les HEC. Conséquence : sans vraiment quitter Paris, les anciens d'HEC bougent beaucoup et changent fréquemment de secteur d'activité (25 %) sont passés par plus de quatre entreprises). Le succès vient à ceux qui sont

comme ne pas atteindre un objectif que l'on s'était fixé (81 %), ne pas être convoqué à une réunion stratégique, connaître une mésaventure grave ou ne pas obtenir un poste pour lequel on avait postulé. « Leurs comportements combattifs s'associent donc d'une sensibilité accrue à la défaite ».

Tout est alors bon pour se rassurer, que ce soit s'engager dans plusieurs conseils d'administration, être interviewé à la télévision ou être personnellement invité par un ministre. L'indice le plus évident en est la place accordée au salaire. Les élèves d'HEC sont ceux qui, systématiquement, placent la réussite aux plus hauts niveaux de revenus. Ils sont les plus impliqués, donc les plus exigeants et se révèlent particulièrement individualistes.

#### ● ESCP : PAS D'EXCENTRICITÉS

On cultive les mêmes traits, un ton en dessous. L'entrée dans la vie professionnelle est facilitée par les relations (25 %). Les critères de sélection de l'entreprise sont aussi sévères que pour les HEC avec, toutefois, le désir d'accéder directement à un poste de responsabilité. La stratégie de carrière y est également individualisée et passe quelquefois par l'audit, le conseil, le contrôle de gestion et, dans de très rares cas, par des postes de direction générale.

Pour évoluer, l'ESCP attend beaucoup des chasseurs de têtes et accepte, en bon commercial, de changer d'entreprise comme de changer d'activité. Proche de l'ancien d'HEC dans ses recettes pour réussir, il développe des attitudes traditionnelles — pas d'excentricités vestimentaires, vie familiale équilibrée — mais cherche plus fréquemment à se distinguer des autres. Volontariste et individualiste, il prône « des stratégies de promotion de soi » où il préfère l'obstination à l'intuition. Attentif à la sensibilité et à la motivation de ses collaborateurs, l'ancien ESCP sacrifie moins au stress du battant qu'il veut être, sauf dans deux situations : il est très perturbé quand il n'est pas convoqué à une réunion stratégique, il craint le rachat de son entreprise (37 %).

Quant aux manifestations sociales de sa réussite, exacerbées pour le plaisir d'être interviewé à la télévision, ses goûts ne diffèrent pas de ceux d'un HEC : ses prétentions salariales étant

pendant un peu moins élevées. Les anciens de l'ESCP sont capables de choisir des orientations un peu marginales telles que le départ à l'étranger ou la création d'entreprise. Cela leur permet de juguler les tensions, observe Démoscopie, et ils sont enclins à choisir une voie médiane entre la réussite combattive, façon HEC et la « réussite maîtrisée » d'un Sciences-Po, par exemple.

#### ● SCIENCES-PO : DEUX STYLES

Les réponses montrent bien qu'il existe deux groupes distincts. Pour la recherche d'un premier emploi, on procède par relations (23 %) ou par annonces (28 %). Selon les cas, on se rapproche des valeurs des scientifiques ou des commerciaux, le dynamisme de l'entreprise étant à 80 % le critère de choix principal. Les fonctions de début sont financières (25 %) ou administratives (24 %) et l'on compense le caractère général de la formation par une forte propension à la mobilité « externe », comparable à celle d'un HEC.

Pour y parvenir, on fait comme les polytechniciens appel aux relations (36 %) mais on sure, plus que d'autres, accepte de commencer dans une PME. Refusant tout opportunisme (sic), l'ancien de Sciences-Po essaie de se conformer aux attitudes moyennes quand il s'agit d'établir les qualités et les critères de la réussite. Dans son travail, il portera attention à ses collaborateurs, par identification à des valeurs admises, et ne semble pas habité par de grandes craintes.

En retrait pour évaluer son salaire à trente ans, il se retrouve « ensablé » dans le moyen terme ; mais, plus facilement, il se laisse séduire par des annonces. Peu homogène, la population des anciens de Sciences-Po paraît choisir la voie de la réussite maîtrisée, tempérée, après avoir emprunté en début de carrière la direction de la réussite combattive à tout prix. En bifurquant, une fois atteint un certain niveau de revenus (400 000 francs par an), ce parcours permet à ses adeptes de satisfaire des orientations plus personnelles. On y est moins sensible aux signes sociaux de la réussite, les peurs et les angoisses sont domptées et les stratégies de promotion individuelles peuvent être mises en œuvre.



d'eux, commente Démoscopie. Ils cherchent moins souvent à accéder rapidement à un poste de responsabilité.

#### ● HEC : LE GOUT DU RISQUE

Le cliché est roi. Pour trouver un premier emploi, on y fait feu de tout bois, sans distinction, pour se concentrer sur les critères de choix de la première entreprise.

Elle doit être grande, dynamique, internationale et leader dans son métier et fera l'objet d'une forte implication personnelle, limitée dans le temps. Au début, l'ancien d'HEC y occupera des fonctions financières ou comptables et, à un moindre degré, commerciales ou administratives. Or ce sont ces postes qui déterminent l'évolution vers les postes

mobiles, qui créent leur entreprise le cas échéant et qui savent prendre des risques.

Mais les élèves d'HEC « complètent ce type de stratégie en utilisant plus que les autres certaines garde-fous : les relations familiales ou amicales », le soutien de « se couvrir ». Fortement impliqués dans la course à la réussite, ils vivent sous tension et tentent d'avoir un environnement protecteur. Préoccupés par leur mise en valeur, les HEC attachent moins d'importance à la démonstration de leurs compétences professionnelles, ou ne s'identifieraient pas à l'entreprise, à une équipe, et sont d'ailleurs peu disponibles pour les autres.

En revanche, ils redoutent davantage toutes les manifestations d'un échec personnel

### Les jeunes loups dans la carrière

(Suite de la première page.)

Cela conduit d'ailleurs à des aberrations. A les entendre, presque tous seraient d'une correction totale à l'égard de leurs collègues et, bien sûr, de leurs subordonnés. Ils n'oublieraient jamais de tenir ouverte la porte de leur bureau, symbole d'une aptitude au contact. Ils n'hésiteraient guère à favoriser la carrière de leur entourage et, mieux, estimeraient, à 99 %, que le fait d'afficher un engagement politique n'aide pas à la réussite. A certains moments, le portrait qu'ils offrent d'eux-mêmes est si convenu qu'il en perd toute crédibilité. On frise la naïveté ou la fausse candeur, dans un univers où « tout le monde il serait beau, tout le monde il serait gentil », pour reprendre l'expression de Jean Yanne.

Des différences, des nuances plutôt, existent cependant, qui rendent le résultat final plus intéressant. Scientifiques et commerciaux s'opposent avec des références qui leur permettent de tracer des parcours spécifiques. Polytechniciens et centraliens, peut-être parce qu'ils sont plus proches de la production, se montrent davantage terre à terre et ne recherchent pas spécialement les défis. Sûrs d'eux, de leur savoir comme de leur rang, ils se conduisent placidement et se révèlent peu aventureux. En revanche, les anciens de l'ESCP et, plus encore de HEC, font figure de conquérants, volontiers flagorneurs. La course au succès les entraîne loin et ils sont capables de mobilité, au moins professionnelle. Entre les deux se situent les sciences-po, parfaitement ambivalents. Tandis qu'une partie d'entre eux présentent les mêmes symptômes de la conduite

« pépère » que les scientifiques, milieu oblige sans doute, un autre groupe se rapproche par ses comportements des commerciaux dont ils seraient la caricature. L'origine provinciale, dans le cas de Centrale-Lyon, finit par influencer. Manifestement, on y est moins imbu de soi-même, moins agressif aussi, et les évolutions de carrière comme les perspectives d'avenir sont, en conséquence, plus modestes.

Ecole par école s'établit ainsi une typologie (lire notre encadré) qui reflète bien plusieurs systèmes de valeurs en état de cohabitation dans la France des chefs d'entreprise des professions libérales et des cadres supérieurs dont ces surdoués sont issus.

Cela correspond également à quelques profils précis, quant aux trajectoires suivies par les uns et les autres. Les scientifiques optent souvent pour une réussite tranquille, mesurée, dont le goût pour la pantoufle — le travail dans le privé — chez les polytechniciens serait le révélateur. Les commerciaux se lanceraient à corps perdu dans la réussite combattive à tout prix, selon une stratégie de promotion individuelle puissante et avec une fascination pour les signes extérieurs.

Bien entendu, les anciens d'HEC sont les champions de cette catégorie mais ils sont accompagnés, un temps, par les anciens de l'ESCP et par ceux de Sciences-Po. Tandis qu'il arrive aux premiers de bifur-

quer vers une voie médiane, plus personnelle, où joue l'appel de l'étranger et se manifeste le désir de créer son entreprise, les seconds représentent le gros du bataillon de ceux qui s'orientent vers une forme maîtrisée ou tempérée de la réussite.

En fait, il y aurait un partage subtil entre la fila et les moyens, qui caractériser la tête dévouée en France aux grandes écoles. Celle-ci servirait d'avantage à la formation de la classe dirigeante qu'à la préparation à des métiers spécialisés. Du coup, les systèmes de valeurs qu'elles diffusent prépareraient surtout à la compétition et paraissent moins adaptés aux qualités ou aux responsabilités nécessaires pour exercer des postes de direction générale. Les réflexes acquis par les anciens, tant d'activisme que de prudence excessive, peuvent se transformer à la longue en handicaps. C'est d'ailleurs ce qui amène Démoscopie à penser que « les grandes écoles préparent davantage à la conquête du pouvoir qu'à son exercice ».

L'enquête révèle en effet que, si la plupart participent à la course à la réussite et en prennent les moyens, beaucoup relâchent la pression en cours de chemin. Après le passage de la zone des tempêtes, et au-delà d'un niveau de salaire annuel de 400 000 francs, ils sont nombreux ceux qui s'assagissent. La véritable liberté individuelle réapparaît là, débarrassée des contraintes. La réussite assurée, on voit alors se dessiner la possibilité d'un état plus paisible, dépourvu des tensions et des rivalités. Les jeunes loups aspirent alors à devenir de vieux crocodiles.

ALAIN LEBLAISE

#### Quinze jours d'emploi dans «le Monde»

● Chômage : le silence des présidentiables. — Dans la campagne électorale, le chômage apparaît comme un bon exemple du débat économi- André Griboune, chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques (le Monde du 4 mars).

● Aux Etats-Unis, on licencie les fumeurs dans certaines entreprises. — Fumer n'est plus uniquement un risque pour la santé : aux Etats-Unis, chassés des bureaux et des lieux publics, les fumeurs peuvent aussi être licenciés. Les employeurs se sont aperçus que les intoxicants de la cigarette

coûtaient cher en prestations sociales (le Monde du 4 mars).

● Le taux de chômage américain au plus bas depuis 1979. — Avec 5,7 % de personnes officiellement privées d'emploi en février, les Etats-Unis retrouvent la situation d'avant le second choc pétrolier (le Monde du 6-7 mars).

● Un an de traitement social. — La politique de l'emploi évite du chômage mais augmente la précarité (le Monde du 8 mars).

● Le « plan Memory ». — Il disposera en 1989 de 2 milliards de francs pour un « traitement éducatif du chômage » (le Monde du 10 mars).

### Le Monde AFFAIRES

#### HAUTS FONCTIONNAIRES LA FRINGALE DU PRIVÉ

Inspecteurs des finances, conseillers d'Etat... De plus en plus nombreux — et de plus en plus vifs — les grands commis utilisent l'administration comme tremplin pour se hisser au sommet des entreprises. Loin de freiner le mouvement, la coparticipation et la privatisation ont plutôt accéléré le transfert des élites.

Egalement au sommaire :

UNE PASSION A SENS UNIQUE

Télémeccanique reste rétive aux charmes de Merlin-Gérin qui joue les séducteurs.

TÉLÉ-ACHAT

La vente-spectacle.

INVESTISSEMENTS

Zones franches à Saint-Domingue.

DEMAIN

DANS

Le Monde

Chaque vendredi, les affaires c'est l'affaire de tout Le Monde.

## SOMMAIRE

■ A la veille de la reprise des négociations du GATT sur l'aéronautique, Airbus accuse les Américains d'avoir subventionné les constructeurs Boeing et McDonnell Douglas de 23 milliards de dollars (lire ci-contre).

■ Redressement dans la construction de camions : RVI a dégagé en 1987 un bénéfice net de 200 millions de francs (lire page 32).

■ En raison de provisions sur les créances des pays du tiers-monde et des pertes de fonctionnement, le CIC a enregistré en février le premier déficit de son histoire (lire page 33).

■ Changeant de stratégie, Framatome se propose de racheter la totalité des actions de Télémécanique (lire page 33).

■ Dans le budget britannique qui couvrira la période avril 1988-mars 1989, les dépenses publiques progressent de 5,3 %, soit moins vite que la croissance en valeur du produit national (7 %). Mais les allègements d'impôts font craindre à beaucoup d'exportateurs que la consommation des ménages déjà forte ne s'accroisse encore (lire ci-contre).

Au cours des dix dernières années, le gouvernement américain a fourni, directement ou indirectement, aux constructeurs Boeing et McDonnell Douglas environ 23 milliards de dollars d'aides diverses identifiables, accuse le consortium européen Airbus Industrie.

Exaspéré par les accusations venues d'Europe-Atlantique qui estimaient déloyales les avances remboursables de 10 milliards de dollars d'origine gouvernementale lui ayant permis de lancer ses modèles A-300, 310, 320, 330 et 340, Airbus a contre-attaqué en lançant, pendant deux ans, aux États-Unis, une quarantaine de personnes à l'assaut de rapports universitaires ou parlementaires et de milliers de listings d'ordinateurs. Le résultat en est un rapport d'une trentaine de pages qui détaille les procédés utilisés par les États-Unis pour subventionner leur industrie aéronautique civile, où Boeing et McDonnell Douglas occupent une place de choix. Une façon pour les Européens de rappeler aux Américains la parabole de la paille et de la poutre, alors que s'ouvrira, le 18 mars sur le lac de Constance, une énième négociation entre les deux continents concurrents en matière d'industrie aéronautique.

## Le bombardier B-1

Pourquoi les États-Unis soutiennent-ils leur industrie aéronautique ? Comme tous les pays du monde, ils veulent protéger leur balance commerciale et leurs emplois dans les secteurs de haute technologie. Mais en raison de leur primauté dans le monde occidental, ils souhaitent aussi maintenir l'hégémonie commerciale de leurs constructeurs qui sont aussi, ne l'oublions pas, leurs fournisseurs de matériels militaires. L'agence spatiale NASA n'a-t-elle pas pour raison d'être officielle « la préservation du rôle des États-Unis comme leaders dans le domaine des sciences et des technologies aéronautiques et spatiales » ?

Comment 23 milliards de dollars d'aides diverses ont-ils été consentis

en dix ans à Boeing et McDonnell Douglas ? La première formule utilisée consiste en des subventions accordées à des programmes de recherche et de développement militaires qui donnent ensuite lieu à des applications civiles. Exemple : le Boeing-747 a profité de la technologie développée pour le C-5A militaire ou bien le corps haute pression du réacteur CFM-56 équipant les derniers Boeing-737 qui est dérivé de celui du bombardier B-1. Dans ce cas, c'est le budget de la défense qui finance ces dépenses particulièrement risquées par définition. D'autre part, les superbénéfices réalisés dans les contrats militaires ont représenté, pour les aviateurs américains, de véritables subventions.

Le deuxième canal par où transite l'aide officielle est la NASA. Celle-ci ne s'est pas contentée d'acheter des fusées et des navettes : elle a participé à de nombreux projets civils de recherche, notamment sur les matériaux composites et insoufflés dont sont équipés les Boeing-757 et 767 ainsi que le MD-80, sur l'empennage horizontal du 737, sur les barrières d'extrémité de voiture du 747, sur le moteur à hélice transsonique qui pourrait propulser le

Boeing-717 et le MD-90 et sur les nacelles des moteurs des 757 et 767. Il est vrai que certains constructeurs étrangers, comme le motoriste français SNECMA, profitent en partie de l'aide de la NASA, mais la diffusion volontairement retardée des résultats de ces recherches confère aux industriels américains une avance d'au moins deux ans.

Le ministère des transports et l'administration fédérale de l'aviation civile participent, eux aussi, à des financements de recherche et de développement. Ainsi ont-ils financé une nouvelle génération de radars météo et un système anti-collision. De 1957 à 1984, l'administration fédérale a aussi fourni des prêts à faible taux d'intérêt pour faciliter les ventes d'avions.

L'efficacité de la voie fiscale est loin d'être négligeable. D'une part, elle a consisté à autoriser les constructeurs à déduire de leurs impôts une bonne part de leurs investissements et un amortissement accéléré de leurs usines. D'autre part, en cas de ventes portant sur un grand nombre d'appareils et sur plusieurs années, les aviateurs ont la possibilité de reporter le paiement des taxes dues au Trésor public en fin de contrat, c'est-à-dire jusqu'à dix

ans après le début des livraisons ! Boeing aurait bénéficié, de 1982 à 1986, de 900 millions de dollars et McDonnell Douglas de 298 millions grâce à ce système.

Airbus a en outre recensé les subventions dont bénéficient les constructeurs étrangers associés par les Américains à tel ou tel projet d'avion. Les Japonais, qui participent pour 25 % au programme J17 de Boeing, ont joui de subventions directes du ministère japonais de l'Industrie couvrant le moitié de leurs coûts de développement. Le canadien De Havilland a été subventionné par le gouvernement d'Ottawa pour sa participation à la fabrication du Boeing-767. Aeritalia a reçu des aides du gouvernement italien pour sa contribution au projet avorté QJMA. Le français SNECMA a été aidé par le gouvernement pour développer avec General Electric le réacteur CFM-56.

L'hypocrisie atteint un sommet avec l'espagnol CASA : celui-ci est à la fois membre du consortium Airbus et sous-traitant de McDonnell Douglas et « il semble que, d'un point de vue américain, le financement par CASA du triacteur MD-11 soit jugé convenable alors que le

même système du même constructeur, mais finançant le projet concurrent du quadriacteur Airbus A-340, soit considéré comme une subvention », note le rapport d'Airbus.

## « L'intérêt public » américain

Le consortium européen fait aux Américains la réponse du berger à la bergère. Ceux-ci l'accusent-ils de ne pas vraiment rembourser les crédits avancés par les États pour construire ses avions ? Il leur retourne le compliment en recensant les chemins détournés empruntés pour que leurs aviateurs soient dispensés de remboursements. Dans les contrats de recherche de la NASA et du ministère de la défense, les remboursements des constructeurs ne commencent qu'avec des ventes effectives ; tous les coûts ne sont pas imputés ; les sommes avancées ne sont affectées d'aucun taux d'intérêt ; au bout de dix ans l'obligation de rembourser disparaît ; à tout moment, l'autorité de tutelle peut annuler la dette « dans l'intérêt public », ce qui contraste singulièrement avec les hymnes à la libre entreprise entonnés par Boeing et McDonnell Douglas.

Le rapport révélateur concocté par Airbus embarrasse pourtant celui-ci. Il n'a pas envie de trop ébruiter pour ne pas provoquer la colère des négociateurs de Washington, mais il tient à démontrer aux Américains qu'ils ne sont pas les modèles de vertu industrielle et commerciale qu'ils prétendent être. Comme le reste de la planète, ceux-ci subventionnent leurs constructeurs aéronautiques, mais leur coup de main prend la forme détournée et obscure d'une aide à la recherche et au développement alors que, de ce côté-ci de l'Atlantique, on finance directement sur fonds publics. Autrement dit, Airbus — qui discute activement avec McDonnell Douglas — propose que cessent l'hypocrisie et les agressions laudables dans le domaine de l'aéronautique civile.

ALAIN FAUJAS.

## Aides financières publiques fournies à Boeing et McDonnell Douglas de 1978 à 1987 (en millions de dollars)

Origine	Boeing	McDonnell Douglas	Total
Exonérations d'impôt à l'exportation (1)	397	323	720
Dépensements fiscaux pour investissements et reports de paiement des impôts à la fin des grands contrats (2)	2 610	1 610	4 220
Recherches financées par le budget de la défense en matière d'électronique et de communication (3)	4 737	5 760	10 497
Recherches diverses remboursées par le budget de la défense en cas d'applications militaires (4)	440	160	600
Bénéfices réalisés grâce aux subventions du budget de la défense (5)	1 965	2 491	4 456
Aide de la NASA (6)	656	2 012	2 668
<b>TOTAL</b>	<b>10 805</b>	<b>12 356</b>	<b>23 161</b>

Sources : (1) Harbridge House report on US Government support to civil aircraft.  
(2) Shearson Lehman : Equity research industry comment (5-16-86).  
(3) Federal Procurement Data Center.  
(4) Estimations du Cabinet Arnold and Porter-Washington.  
(5) Estimation Airbus.  
(6) NASA.

## ÉTRANGER

## Le budget britannique pour 1987-1988

## Un excédent de 3 milliards de livres

Le budget britannique achevant l'exercice avril 1987 - mars 1988 en excédent de 3 milliards de livres - une trentaine de milliards de francs - on n'avait pas vu cela outre-Manche depuis 1970, depuis Harold Wilson, le premier ministre travailliste, qui, après avoir réduit sévèrement les dépenses publiques, allait céder la place au conservateur Edward Heath.

Heureux accident de parcours, comme il y a dix-huit ans, l'excédent de 1987-1988 ? Ce n'est pas du tout l'opinion de l'actuel chancelier de l'Échiquier, M. Lawson, qui, le plus sérieusement du monde, a déclaré mardi 15 mars aux Communes que ce résultat allait devenir une règle universelle. Effectivement, le prochain budget, qui couvrira la période avril 1988-mars 1989, prévoit, lui aussi, un excédent de 3 milliards de livres, correspondant à presque un point du produit national.

Comment le chancelier de l'Échiquier a-t-il pu en arriver là ? Les dépenses prévues par le budget 1988-1989 atteignent 157 milliards de livres (1 644 milliards de francs environ), soit une progression en valeur de 5,4 % par rapport au bud-

get initial 1987-1988. Si l'on ajoute à ces dépenses les intérêts de la dette publique (17 milliards de livres, soit 178 milliards de francs) et 9 milliards d'ajustements divers, on arrive à un total de 183 milliards

de livres de dépenses publiques pour 1988-1989. Mais — et cela est notable — les recettes escomptées des privatisations (5 milliards de livres, comme dans le budget précédent) diminuent d'autant les dépenses de l'État qui, sans cela, atteindraient

188 milliards de livres. Telle est la façon anglaise de comptabiliser et d'utiliser les fonds tirés de la vente des entreprises publiques.

Les recettes prévues pour 1988-1989 sont estimées quant à elles à 185 milliards de livres (1 936 milliards de francs), en progression de 9,5 % par rapport aux recettes du budget initial 1987-1988. Si l'on ajoute 1 milliard de livres d'excédents des entreprises publiques, on arrive à des ressources totales de 186 milliards de livres (l'équivalent de 1 947 milliards de francs). Rapporté aux dépenses (183 milliards de livres), un excédent de 3 milliards de livres apparaît bien.

Dans la mesure où le produit national devrait croître de 3 % en valeur, selon les prévisions officielles, et les prix de 4 %, le produit intérieur brut en valeur (1) augmenterait de 7 % au cours du prochain exercice, pour des dépenses publiques qui augmenteraient de 5,3 %. Ce qui est la preuve d'une relative modération dans la progression des charges de l'État.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) PIB en valeur = PIB en volume multiplié par la progression des prix.

## Des recettes qui progressent beaucoup plus vite que les dépenses (En milliards de livres)

BUDGET AVRIL 1987	BUDGET AVRIL 1988	VARIATIONS 1987/1988 (%)
1) Dépenses	149 (146)	157 + 5,4
2) Intérêts de la dette (et ajustements)	25 (25)	26 + 0,4
3) Total des dépenses	174 (171)	183 + 5,2
1) Recettes	169 (174)	185 + 9,5
2) Excédent imputé par les entreprises publiques	1 (1)	1 -
3) Total des recettes	170 (175)	186 + 9,4
4) Déficit (-) ou excédent (+)	-4 (+ 3)	+ 3
En % du PNB	-1 (+ 0,7)	+ 0,7

Les chiffres de la première colonne sont ceux du budget initial, tel qu'il fut voté à l'origine. Les chiffres entre parenthèses correspondent à ce qui a effectivement été réalisé. Ils viennent d'être fournis par M. Lawson, l'interlocuteur 1987/1988 déjà pratiquement achevé.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

## ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations à taux variable janvier 1987

Taux 1988 : 8,1975 %

Les intérêts courus du 7 février 1987 au 27 mars 1988 seront payables à partir du 28 mars 1988 à 460,81 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 115,20 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,20 F, faisant ressortir un net de 336,41 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

## ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations à taux variable mars 1987

Taux 1988 : 8,1175 %

Les intérêts courus du 30 mars 1987 au 29 mars 1988 seront payables à partir du 30 mars 1988 à 405,88 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 101,47 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,10 F, faisant ressortir un net de 296,31 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

## SAPAR

## Obligations 1 % décembre 1986

Les intérêts courus du 23 mars 1987 au 22 mars 1988 seront payables à partir du 23 mars 1988 à 45,00 F par titre de 5 000 F après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 5,00 (montant brut : 50,00).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire au titre de 7,49 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 1,62, faisant ressortir un net de 599,90 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

## SAPAR

## obligations à taux variables mars 1987

Taux 1988 : 16,43 %

Les intérêts courus du 23 mars 1987 au 22 mars 1988 seront payables à partir du 23 mars 1988 à 821,75 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 205,43 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 16,42, faisant ressortir un net de 599,90 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

## TRANSPORTS

Grèves sur les ferris SNCF de la Manche. — Les fédérations maritimes CGT et CFDT appellent les marins dépendant de l'armement naval SNCF (qui exploite des ferris sur le trafic trans-Manche) à une grève illimitée à partir du vendredi 18 mars. Sont concernées les lignes de Dunkerque, Calais et Dieppe. Les deux syndicats annoncent que les négociations qui se sont déroulées avec la SNCF se sont sol-

dées par un échec. La CGT précise que les marins « s'opposent aux tentatives de la SNCF de modifier les conditions d'embarquement d'une partie des équipages de Dieppe qui subiraient une réduction de leur salaire de 2 000 francs par mois et un allongement de la durée du travail de sept cents heures par an ». Les syndicats redoutent aussi des projets de vente au secteur privé de la branche navale de la SNCF.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
RÉGION ET DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION

## AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

- Caractéristique du marché :
  - Marché d'étude.
  - Mode de passation choisi : appel d'offres ouvert.
  - Lieu d'exécution : département de la Réunion.
- Nature de la prestation demandée :
  - Réalisation d'un audit économique, financier et fonctionnel de la chambre de métiers de la Réunion.
- L'étude comportera notamment :
  - Une mission de contrôle des comptes et des procédures.
  - Une mission d'audit fonctionnel comprenant une analyse diagnostique du fonctionnement actuel et des recommandations et propositions d'actions.
- Délai d'exécution imposé :
  - Entre trois et six mois à compter de la notification de l'attribution du marché.
- Consultation des dossiers :
  - Les entreprises intéressées pourront consulter ou se procurer le dossier d'appel d'offres auprès :
  - Du conseil régional de la Réunion, direction de l'action économique, M. André Jacob. Tél. : 20-13-12. Téléc. : 916040 R.E. Télécopie : 21-11-08.
- Lieu de remise des offres :
  - Les offres sous double enveloppe seront adressées soit par pli recommandé avec accusé de réception postal, soit par dépôt contre récépissé à M. le président du conseil régional.
- Date limite de réception des offres :
  - Le 15 avril 1988 à midi.
- Langue utilisée :
  - Le français.
- Renseignements et justifications concernant les candidats :
  - Références des soumissionnaires.
  - Moyens techniques.
  - Compétences des personnels affectés à cette étude (formation, expérience, références).
  - Fiches de renseignements prévues aux articles 41.1 et 251.1 du code des marchés publics.
  - Déclaration prévue aux articles 41.2 et 251.2 du code des marchés publics.
  - Attestation d'assurance, références.
- Date d'envoi de l'avis :
  - Le 1<sup>er</sup> mars 1988.

هنا من الاصل

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

**SAPAR**  
Obligations à taux variable mars 1984  
Taux 1988 : 9,771666 %

Les intérêts courus du 2 avril 1987 au 1er avril 1988 seront payables à partir du 2 avril 1988 à 439,73 F par titre de 5 000 F après une retenue à la source de 10 % (montant brut : 488,50 F).  
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 73,25 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,76 F faisant ressortir un net de 356,72 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

**SAPAR**  
Obligations à taux variable mars 1986  
Taux 1988 : 8,2175 %

Les intérêts courus du 1er avril 1987 au 31 mars 1988 seront payables à partir du 1er avril 1988 à 369,79 F par titre de 5 000 F après une retenue à la source de 10 % (montant brut : 410,88 F).  
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 61,60 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,20 F faisant ressortir un net de 299,99 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

**BTP BANQUE DU BATIMENT  
ET DES TRAVAUX PUBLICS**  
Siège social : 253, boulevard Périère 75052 Paris Cedex 17 Tél. (1) 47.51.75.75

## LES RÉSULTATS DE LA BTP EN 1987

40,7 millions de francs de bénéfices net

Le directeur de la BTP a présenté au conseil de surveillance réuni le 9 mars 1988 les comptes de l'exercice 1987.

Il a souligné que l'activité de la banque s'est développée en 1987 dans un environnement très contraint.

En premier lieu la reprise des secteurs du Bâtiment et des Travaux publics a eu des effets positifs sur la distribution des crédits et sur la trésorerie des entreprises. Ainsi l'encours des crédits a augmenté de 23,2 %, passant de 1 569 millions de francs à 1 933 millions de francs. Dans le même temps, les dépôts de la clientèle s'accroissent eux aussi sensiblement en passant de 2 952 millions de francs à 3 381 millions de francs, soit une progression de 14,5 %.

En second lieu, la tension sur les taux et la crise boursière n'ont pas permis aux activités financières de la BTP de connaître le même développement qu'en 1986. En dépit de ce contexte défavorable, les capitaux gérés par la BTP, essentiellement au travers de ses OPCVM, sont restés stables à 11,7 milliards de francs.

Siège social, 253, boulevard Périère, 75052 Paris Cedex 17. Tél. 47-54-75-75.

Ce fort développement, compte tenu de l'érosion de certaines marges et commissions, n'a cependant pas permis de maintenir le niveau de produit net bancaire (y compris produits accessoires) atteint en 1986. Celui-ci passe à 240 millions de francs, en diminution de 10,9 %. La progression des frais généraux a été limitée à 4,8 % et les provisions, grâce à l'amélioration de nos risques, ont sensiblement baissé et s'établissent à 19,5 millions de francs contre 29 millions de francs en 1986.

En définitive, le bénéfice net atteint 40,7 millions de francs, en retrait de 6,5 % par rapport à l'exercice précédent.

Le directeur, avec l'avis favorable du conseil de surveillance, proposera à l'assemblée générale le versement d'un dividende global de 5,625 F (3,75 F + avoir fiscal) à chaque action d'un nominal de 25 F. La part des résultats mise en réserve ou inscrite en report à nouveau permettra aux fonds propres d'atteindre 291,4 MF, soit une progression de 10,6 % par rapport à l'année précédente.

Après affectation, les fonds propres seront portés à 385 millions de francs.

## Banque Demachy &amp; Associés

Le conseil d'administration, réuni le 15 mars 1988 sous la présidence de M. Claude Pierre-Bronolette, a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

Le bénéfice net consolidé (part du groupe)

s'élève à 84,3 millions de francs contre 80,4 l'année précédente.

Les principaux points à signaler concernant la formation des résultats sont les suivants :  
Le produit net bancaire consolidé s'est élevé à 320,4 millions de francs et est constitué pour moitié de recettes provenant de commissions.

Les filiales et participations de la banque ont apporté une contribution plus importante qu'en 1986 au résultat d'ensemble, dont elles représentent environ le tiers. Cette situation s'explique à la fois par la forte progression des résultats des sociétés du groupe intervenant dans le domaine de l'intermédiation, et par l'augmentation, durant l'exercice 1987, de la part du capital de certaines d'entre elles (STAFF-CSD) détenue par la banque.

Le résultat net a été obtenu après des dotations aux provisions plus importantes qu'au cours des années précédentes, dont 19,3 millions de francs de provision pour dépréciation des titres de placement.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale du 9 mai 1988 de fixer à 16 F le dividende, ce qui, compte tenu de l'avoir fiscal, correspond à un revenu global de 24 F par action et à une distribution totale de 32,1 millions de francs, en progression de 14,6 % sur celle de l'année précédente.

Après affectation, les fonds propres seront portés à 385 millions de francs.

## RÉSULTATS 1987

Filiale à 100 % de la BANQUE NATIONALE DE PARIS, BNP BAIL rassemble, sous la forme d'un groupe de sept sociétés, la totalité des affaires de location, de crédit-bail mobilier et de crédit-bail immobilier de la Banque, en France, et gère, également, ses filiales de leasing à l'étranger, dont les 3 principales sont situées en Italie, en Espagne et au Portugal.

La production de BNP BAIL s'est élevée, en 1987, à 7,5 milliards de francs contre 6 milliards en 1986, enregistrant ainsi une augmentation de 27 %.

- En crédit-bail immobilier, la progression est de 70 % avec une production s'élevant à 2,3 milliards de francs pour 370 contrats.

- En crédit-bail mobilier, elle est de 18 % avec une production de 4 milliards de francs.

- Enfin, la location financière et le financement des économies d'énergie représentent globalement 1,2 milliard de francs.

- A l'étranger, la production des 3 principales filiales a représenté 2 milliards de francs.

BNP BAIL a dégagé, en 1987, un résultat financier avant impôt de 518 millions de francs contre 527 en 1986.

Après provisions pour impôts différés et autres provisions pour risques divers, le résultat bénéficiaire net provisoire de BNP BAIL s'élève pour l'exercice 1987 à 323 millions de francs contre 329 millions en 1986. Ainsi, la réserve financière du Groupe serait portée de 1,750 milliard de francs au 31.12.1986 à 2.150 milliards de francs au 31.12.1987.

A ce résultat s'ajoute celui non consolidé de NATIOBAIL qui s'élève à 77 millions de francs. Le bilan consolidé totalisé, au 31 décembre 1987, 16 milliards de francs.

**BNP BAIL**

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## CLAUSE SA

Il est rappelé que les actionnaires de CLAUSE SA, ont bénéficié, au titre de l'exercice 1986-1987, d'une option de paiement de leur dividende en actions, la période d'exercice de cette option courant du 4 janvier au 5 février 1988.

Le jeu de cette option a entraîné la création de 16 741 actions nouvelles de 100 F nominal portant jouissance du 1er juillet 1987 et entièrement assimilées aux actions anciennes.

De ce fait, le capital social, précédemment fixé à 149 567 600 F, se trouve porté à 151 241 700 F.

Les actions nouvelles ainsi créées bénéficient, au même titre que les actions anciennes, de l'offre publique d'échange lancée par la Compagnie du Midi.

Une note d'information (visa de la COB n° 88-72) relative à cette OPE est à la disposition de toute personne qui en fait la demande auprès du Crédit parisien (33, rue Cambon 75001 Paris) ou du Crédit commercial de France (144, avenue des Champs-Élysées 75008 Paris).

**COMPAGNIE  
DES SALINS DU MIDI  
ET DES SALINES DE L'EST**

Lors de sa séance du 14 mars 1988, le conseil d'administration a examiné les comptes de l'exercice 1987 : à la suite d'un concours exceptionnel d'éléments favorables, le bénéfice net s'élève à 117 932 622 F contre 72 721 707 F en 1986, en augmentation de 62,2 %.

Ce bénéfice s'élève après une plus-value à long terme s'élevant à 10 902 332 F en 1987 (contre une plus-value à long terme de 1 058 080 F pour l'exercice précédent).

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 20 juin prochain, de distribuer un dividende de 26 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 13 F, soit un revenu global de 39 F (contre 34,50 F l'an dernier), et d'autoriser le conseil à opérer en Bourse sur les actions de la compagnie.

D'autre part, le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale extraordinaire qui se réunira à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de reconnaître certaines autorisations arrivant à expiration, d'adopter une disposition permettant à la Compagnie de relever certains de ses actionnaires et d'autoriser des augmentations de capital réservées aux membres de son personnel dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise à créer éventuellement.

## AFFAIRES

## Une renaissance industrielle

## Les camions Renault font des bénéfices

Incroyable, mais vrai : Renault-Véhicules Industriels (RVI) filiale poids lourds de la Régie, est sorti du « rouge » en 1987. Avec 199 millions de francs, (pour un chiffre d'affaires de 29 milliards de francs), c'est le premier véritable bénéfice consolidé de RVI depuis la constitution du groupe autour de Saviem et de Berliet en 1978 (les 18 millions de bénéfices de 1980 étaient dus à une cession immobilière). Une « étape importante », a souligné, le 16 mars, M. Philippe Gras, PDG de RVI, qui se fixe pour objectif de dégager des résultats de l'ordre de 1 milliard de francs en 1989. « Pour 1988, nous serions d'accord si nous n'arrivions pas à dépasser assez nettement les 600 millions de bénéfices ».

Qui aurait imaginé crédibles pareils objectifs naguère, alors même que l'industrie du poids lourd était jugée moribonde par nombre d'observateurs, qui ne donnaient notamment pas cher de la survie de RVI ? Aujourd'hui, le groupe français peut prétendre rivaliser avec les constructeurs les plus rentables de la profession, les suédoises Volvo et Scania, et, depuis peu, l'italien Iveco, filiale de Fiat. C'est le résultat du plan de redressement, engagé fin 1983, au plus noir de la crise, alors que RVI accusait un déficit énorme (près de 3 milliards en 1984). Le « point mort » - niveau de production à partir duquel un constructeur gagne de l'argent - se situait alors à 78 000 véhicules alors que la production réelle n'était que de 37 000 unités. Cette année, le point mort se réduira à 33 000 véhicules alors que RVI en produira 41 500 (voir graphique).

Ces performances ont été acquises au prix de suppressions d'emplois, qui ont touché le quart des effectifs ramenés aujourd'hui, pour l'ensemble du groupe - y compris la filiale américaine Mack, désormais propriété de RVI depuis le rachat en 1987 de 42 % du capital à la Régie - à 36 000 personnes (dont 21 700 en France) et de rationalisations drastiques des sites qui

auront conduit le constructeur à libérer quelque 20 hectares de bâtiments. La production annuelle en « équivalents 9 tonnes » atteint désormais 3,4 véhicules par salarié contre 2,1 en 1983.

## Bonne conjonction

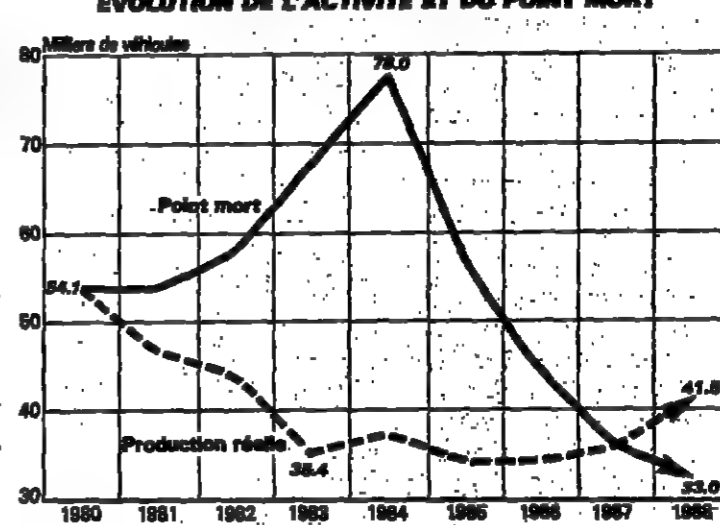
Un peu en avance sur les prévisions de son plan de redressement, RVI a bénéficié en 1987 à plein de la bonne conjonction du marché européen (+ 10 %) où sa pénétration atteint 12 %, et notamment en France dont RVI couvre 40 % des ventes. En revanche, Mack, qui a connu en 1987 une année de transition, n'a que faiblement contribué au résultat du groupe.

Doté d'un outil industriel désormais modernisé et rationalisé - un site par technologie et une technolo-

gie par site - qui tourne actuellement presque à 100 %, RVI peut aussi s'appuyer sur des structures financières assainies (4,9 milliards de situation nette pour 5,1 milliards de dettes à long terme, depuis la restructuration mise en œuvre en 1987 : augmentation de capital de 4 milliards de francs réalisée par Renault et concours de 1,2 milliard apporté (à parité) par le Crédit lyonnais, la BNP et la Société générale, sous forme d'obligations ou de prêts assortis de bons de souscriptions d'actions. En fonction de la progression des résultats de RVI, ces banques seront à terme (soit en juillet 1992) actionnaires à hauteur de 30 % du constructeur et ont prévu normalement d'introduire leurs titres en Bourse. Les camions français sont restés français et il sont sortis du tunnel. Exemple réconfortant d'une renaissance.

CLAUDE BLANDIN.

## SOCIÉTÉ RENAULT V.I. : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DU POINT MORT



A force de restructuration, Renault-Véhicules Industriels a réussi depuis 1984 à réduire considérablement son « point mort », niveau de production à partir duquel un constructeur gagne de l'argent.

## REPÈRES

## Etats-Unis

Les mises en chantier ont fait un bond de 8,9 % en février

Après une baisse de 15,8 % en décembre et de 1,9 % en janvier, les mises en chantier de maisons individuelles ont fait un bond de 8,9 % en février, le plus important depuis un an, tandis que les permis de construire accordés le même mois augmentaient de 11,6 %, rythme le plus élevé depuis décembre 1986. Par ailleurs, la production individuelle américaine a progressé de 0,2 % en février. Ces indications montrent que contrairement aux craintes nourries précédemment, le krach boursier d'octobre 1987 n'a pas pesé sur la demande des ménages, et que le spectre d'une récession aux Etats-Unis s'éloigne à grande vitesse.

## Prix

L'écart continue de se réduire entre la France et la RFA

Selon l'indice provisoire publié par l'INSEE, mercredi 16 mars, les prix ont augmenté en France de 0,2 % au cours du mois de février. Sur les douze derniers mois, la hausse reste donc, comme en janvier, de 2,4 %. Elle était de 3,1 % en décembre 1987.

Le bon résultat de février permet de réduire encore l'écart qui sépare la France de l'Allemagne fédérale. Ce dernier, qui était de 2,1 points en décembre dernier, a été ramené à 1,7 point en janvier et à 1,5 point en février.

En rythme annuel, sur les trois derniers mois, les prix ont progressé en France de 1,6 %. Rappelons que l'objectif du gouvernement pour 1988 est une augmentation de 2,5 %.

## SOCIAL

● L'affaire Clevaud devant la Cour de cassation. — La chambre sociale de la Cour de cassation a examiné, le mercredi 16 mars, le pourvoi formé par la société Dunlop de Montluçon, reprise par la société japonaise Sumitomo, contre l'arrêt de la cour d'appel de Riom annulant le licenciement et ordonnant la réintégration de M. Alain Clevaud. Celui-ci s'était expatrié dans un environnement publié dans le quotidien l'Humanité.

sur les conditions de travail d'un ouvrier posté.

Son avocat, M. Henry Escouth, a estimé que « la liberté d'expression n'est pas un concept à géométrie variable selon le temps, le lieu et les circonstances ». L'avocat de Dunlop a soutenu, lui, qu'on ne pouvait consacrer « une sorte de droit au bavardage médiatique ».

L'arrêt sera rendu le 28 avril.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
RÉGION ET DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION

## AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

- Caractéristiques du marché :  
- Marché d'étude.  
- Mode de passation choisi : appel d'offres ouvert.  
- Lieu d'exécution : département de la Réunion.
- Nature de la prestation demandée :  
Réalisation d'un audit économique, financier et fonctionnel de la chambre d'agriculture de la Réunion.  
L'étude comportera notamment :  
- Une mission de contrôle des comptes et des procédures.  
- Une mission d'audit fonctionnel comprenant une analyse diagnostique du fonctionnement actuel et des recommandations et propositions d'actions.
- Délai d'exécution imposé :  
Entre trois et six mois à compter de la notification de l'attribution du marché.
- Consultation des dossiers :  
Les entreprises intéressées pourront consulter ou se procurer le dossier d'appel d'offres auprès :  
du conseil général de la Réunion, direction du développement, 2<sup>e</sup> bureau (DE2), allée sud, rez-de-chaussée, avenue de la Victoire, 97400 Saint-Denis, tél. : 21-08-98, poste 1160. Téléc. : 916283. Télécopie : 21-73-03.
- Lieu de remise des offres :  
Les offres sous double enveloppe seront adressées soit par pli recommandé avec accusé de réception postal, soit par dépôt contre récépissé à M. le président du conseil général, direction du développement et de l'environnement, 2<sup>e</sup> bureau, allée sud, rez-de-chaussée, 97400 Saint-Denis.
- Date limite de réception des offres :  
Le 15 avril 1988 à midi.
- Langue utilisée :  
Le français.
- Renseignements et justifications concernant les candidats :  
- Références des soumissionnaires.  
- Moyens techniques.  
- Compétences des personnels affectés à cette étude (formation, expérience, références).  
- Fiches de renseignements prévues aux articles 41.1 et 251.1 du code des marchés publics.  
- Déclaration prévue aux articles 41.2 et 251.2 du code des marchés publics.  
- Attestation d'assurance, références.
- Date d'envoi de l'avis :  
Le 1<sup>er</sup> mars 1988.

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en  
**FONDS DE COMMERCE** bouiques, bureaux, locaux commerciaux  
alimentation, cafés, librairies, commerces divers, gérances  
Tous les jours, dans le journal  
spécialisé depuis 43 ans  
« LES ANNONCES »  
En vente partout 1,80 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. (1) 48-05-38-30

# Économie

## AFFAIRES

### Pour la première fois depuis 1859 le CIC de Paris en déficit

Le Crédit industriel et commercial (CIC) de Paris a enregistré, en 1987, un déficit de 237 millions de francs, le premier depuis sa fondation en 1859. En 1986, au contraire, il avait dégagé un profit de 91 millions de francs.

Cette inversion brutale de rentabilité est due, essentiellement, à un complément important (150 millions de francs) de provisions sur les créances dérivées par la banque dans les pays en développement. Ce complément, qui fait suite à une vérification de la Commission bancaire, porte à plus de 50 % le provisionnement du CIC de Paris sur les risques étrangers, c'est-à-dire un pourcentage très voisin de celui des grands établissements français. « Nous avons fait le ménage et comblé notre retard », reconnaît M. Jean-René Bernard, nouveau PDG de la banque depuis avril 1987.

Mais ce rattrapage conjoncturel ne suffit pas à expliquer le déficit de l'an dernier. S'y ajoutent une perte d'exploitation structurelle d'un peu moins de 50 millions de francs, plus des provisions pour le plan social à venir. Cette perte d'exploitation révèle une situation dégradée, avec une rentabilité inférieure à celle de la profession.

Le problème est certes beaucoup moins grave que celui du Crédit du Nord qui, avec ses 600 cents guichets, ses 9 200 personnes et ses 250 millions à 350 millions de francs de pertes en 1987 - après les 416 millions de déficit de 1986, - a dû mettre sur pied un plan d'action d'urgence comportant 900 suppressions d'emplois, volontaires ou forcées. En outre, le Crédit du Nord va devoir fermer ou transférer à des voisins (Crédit agricole et Crédit

mutuel) de nombreux guichets dans le Nord et en Picardie, trop petits pour être rentables.

Pour le CIC Paris, il n'est pas question de fermer l'un quelconque de ses 116 guichets en Ile-de-France (« cela serait idiot »). Mais, en revanche, un plan de redressement a été élaboré. Il passe d'abord par un programme de réduction d'emplois : 250 sur un effectif total de 4 650 en 1988, à poursuivre ultérieurement par départs volontaires, sans licenciements « secs », assure la direction. Ce plan prévoit en outre une réduction des frais généraux, aussi bien dans les succursales qu'au siège, devenu trop important : une tête trop grosse pour le corps, après la finalisation du groupe, entreprise en 1983 et 1984.

#### La clientèle des PME

Depuis cette date, le CIC de Paris est réduit à l'état d'une grosse banque régionale, filiale à 100 % d'une holding, la Compagnie financière du CIC, présidée, depuis avril 1987, par M. Jean Saint-Geours, qui coiffe 13 banques régionales et 3 établissements spécialisés, dont une banque d'affaires, la Banque de l'union européenne. C'est la Compagnie financière, riche de ses 700 millions de francs de bénéfices consolidés en 1987, qui encaisse les dividendes des banques régionales filiales (Lyonnaise de banque, CIAL, CIO, etc.), que le CIC d'avant 1982 percevait, pour une part moindre, il est vrai.

En outre, le CIC de Paris va devoir poursuivre son redéploiement massif en cours. Il y a trois ans, les deux tiers de ses crédits étaient accordés aux grosses entreprises ; aujourd'hui, moins de

40 %. Il est vrai que les grandes entreprises, dont la situation financière s'est sensiblement améliorée, ont de moins en moins besoin de crédits, ou à des conditions extrêmement tirées, voire ruineuses pour les banques, dans le cas notamment des lignes de crédits multi-options (les fameuses MOF).

Le CIC Paris veut donc se rabattre sur les PME et sur les particuliers avec des marges substantielles, à ceci près que les crédits aux PME donnent lieu à des provisions sur sinistres et que le marché des particuliers est absolument assésé par tous les réseaux et tous les établissements sans exception, que ce soit la BNP, le Crédit lyonnais, la Société générale ou le Crédit foncier, la Compagnie bancaire, etc., sans oublier, naturellement, les mutualistes. Ainsi, la Caisse régionale de crédit agricole d'Ile-de-France - le lapin blanc, - avec ses 2 400 personnes et ses 250 guichets, accorde autant ou davantage de crédits que le CIC Paris, à plus de 30 % aux ménages, et espère bien dégager 200 millions de bénéfices en 1988. C'est dire à quel point la concurrence est devenue féroce.

Le CIC Paris compte s'en tirer en valorisant un réseau homogène et très centralisé, en cultivant les produits moyens et haut de gamme, et en exploitant le gisement de sa clientèle traditionnelle de particuliers, très prometteur. Il mise également sur une salle des marchés modernisée, au prix de 60 millions de francs d'investissements et sur l'informatique, comme tout le monde.

Tout cela devrait entraîner une augmentation de 15 % du produit net bancaire en trois ans. Mais, rue de la Victoire à Paris, dans les immenses bâtiments du siège, le réveil est dur, et on y a un peu l'impression de vivre dans la Vienne impériale d'avant 1914, mais avec la petite Autriche d'aujourd'hui.

FRANÇOIS RENARD.

### Framatome modifie son OPA sur Télémechanique

### Le double entêtement

Nouveau rebondissement dans le dossier Télémechanique : Framatome a brusquement changé de stratégie en proposant de racheter la totalité des actions Télémechanique et non plus seulement 45 % de son capital, et en offrant pour cela 4 500 F par titre (nos dernières éditions datées 17 mars). Pour parvenir à ses fins, le constructeur de chaudières nucléaires met 7 milliards de francs sur la table soit trois milliards de plus que son offre précédente. Mais, si elle est spectaculaire, cette manœuvre ne garantit pas le succès au « chevalier blanc » de Télémechanique.

En effet, dans quelle situation se trouve-t-on ? D'un côté, Schneider, qui propose de racheter 45 % du capital de Télémechanique à 5 500 F l'action. De l'autre, Framatome, qui offre d'acquiescer 100 % de l'entreprise à 4 500 F, soit 100 F de moins que son concurrent. En bonne logique, un actionnaire aurait donc intérêt à répondre à l'OPA de Schneider et non à celle de Framatome. Simplement, il court le risque de ne pas voir tous ses titres achetés au cas où l'offre de Schneider rencontrerait un trop grand succès : comme dans toute opération de ce genre, Schneider se réserve la possibilité, si un nombre trop important de titres lui sont proposés, soit de les accepter tous, soit « de réduire proportionnellement, en tout ou partie, le nombre d'actions présentées ». A l'inverse, les porteurs qui répondront à l'offre de Framatome sont sûrs de réussir à les vendre toutes, mais moins cher.

En fait, les choses sont encore plus compliquées que cela : une fois que la Chambre syndicale des agents de change aura donné son feu vert à la nouvelle OPA de Framatome, rien n'interdit une reprise des cotations de Télémechanique. Les deux adversaires, Framatome et Schneider, peuvent alors, en marge de leurs OPA, ramasser des actions directement en Bourse au prix qui se fixera sur le marché. Il y a fort à parier que ce cours sera supérieur aux 4 500 F offerts par Framatome

et qu'il tournera autour des 5 500 F offerts par Schneider. Le dernier cours, le 1<sup>er</sup> mars, dépassait déjà ce prix puisqu'il s'élevait à 5 005 F. Certains porteurs pourraient donc estimer plus rentable de ne répondre à aucune des deux OPA et de vendre directement en Bourse. Car non seulement ils sont sûrs de vendre toutes les actions dont ils veulent se défaire, mais en plus ils en tireront vraisemblablement un bon prix. Ils cumulent donc les deux avantages.

#### Schneider ramasse

Schneider avait déjà profité de la reprise des cotations pour ramasser des titres en Bourse et porter ainsi à 24,47 % sa participation dans Télémechanique. Rien de l'empêchera, si elles reprennent une seconde fois, d'en faire autant. Et de passer de 25 % à 33 % (minorité de blocage) ou 50 % (majorité). Framatome avait bien compris le danger et avait porté l'affaire devant les tribunaux. Sans succès puisque les textes en vigueur en France n'interdisent pas ce genre de pratique (le Monde daté 6-7 mars).

Sa dernière manœuvre lui permet de gagner du temps et de montrer qu'il reste déterminé à défendre Télémechanique face à Schneider.

Car rien n'inquiétait autant le constructeur de chaudières nucléaires que la perspective de voir les cotations reprendre comme prévu le 16 mars. En cas de bataille boursière sur le marché, Schneider a pris une telle longueur d'avance avec ses 24,47 % que Framatome risque de ne pas pouvoir remonter son handicap puisqu'il part de zéro. En agissant ainsi, il prend de vitesse son rival, qui était également prêt, le 16 mars, à surenchérir à sa dernière offre. Les représentants des deux adversaires se sont d'ailleurs croisés dans les couloirs de la Chambre syndicale des agents de change, surpris de laquelle les projets d'OPA sont déposés.

Reste à savoir à quoi ce temps gagné sera mis à profit, alors que l'attitude des deux protagonistes et les sommes qu'ils abattent montrent à quel point ils sont l'un comme l'autre décidés à l'emporter. La meilleure solution ne serait-elle pas de les amener à négocier ? Leurs actionnaires les laisseront-ils engager des milliards de francs, sommes bien éloignées des réalités industrielles ? Des tentatives de négociation ont déjà échoué le week-end dernier. Trouvera-t-on cette fois une porte de sortie qui évitera que tout le monde y perde ?

FRANÇOISE VAYSSE.

### TÉLÉCOMMUNICATIONS

### Une centaine de réseaux à valeur ajoutée en France

Les réseaux télé-informatiques dits « à valeur ajoutée » sont moins nombreux et d'une taille inférieure aux prévisions. Telle est la constatation faite par la mission à la réglementation du ministère des P et T, le mercredi 16 mars. Après l'ouverture à la concurrence de ces réseaux décidée par le ministre délégué, M. Longuet, en septembre dernier,

les entreprises qui avaient développé de tels services ou qui projetaient d'en offrir un devaient se déclarer auprès de la mission.

Celle-ci n'a reçu qu'une centaine de dossiers. Aucun n'a franchi le seuil de taille qui l'oblige à obtenir une « autorisation » du ministre. Un quart des réseaux sont offerts par des entreprises étrangères.

# LENINGRAD L'OUVERTURE



27 Mars 1988

Leningrad au départ de Paris  
2 fois par semaine (samedi et dimanche)  
via Helsinki en Boeing 727.

AIR FRANCE  
INNOVÉ

هنا من الاصل

## Marchés financiers

## Sur le front des OPA

## Le Koweït dans le sucre espagnol

Le Koweït Investment Office (KIO) a lancé, le 16 mars, une OPA sur Ebro, l'une des deux plus importantes compagnies sucrières espagnoles. KIO contrôle déjà 20 % environ d'Ebro par le biais de la papeterie industrielle catalane Torras Hostench, et espère porter sa part à 51 % pour une dépense de 23,6 milliards de pesetas (près de 1 milliard de francs). Les Koweïtiens sont devenus l'an passé les plus gros investisseurs en Espagne avec 60 % des sommes placées. KIO possède déjà les assurances Amaya et 24,9 % du complexe chimique Union Explosivos Rio Tinto. En Grande-Bretagne, KIO a acquis 22 % de BP.

## Rhin-Rhône : Bolloré somme Elf de respecter son protocole d'intention

Après que Elf, faute de pouvoir arriver à un accord avec Bolloré Technologies, a lancé mercredi 16 mars une contre-OPA sur la firme de distribution de combustibles Rhin-Rhône, le groupe de M. Vincent Bolloré envisage des poursuites judiciaires. Ce dernier, tout d'abord, a envoyé le même jour une « sommation interpellative » pour l'exécution du protocole d'intention signé le 5 mars qui prévoyait l'aide d'Elf pour acquérir 51 % du capital de Rhin-Rhône. M. Bolloré s'est déclaré prêt, au cas où la société pétrolière persisterait à ne pas respecter ses écrits, à l'attaquer en justice. Cette sommation accordait un délai de vingt-quatre heures à Elf pour revenir sur sa décision.

## United Biscuits rachète Ross Young

United Biscuits, l'une des principales fabriques britanniques de biscuits, gâteaux et produits alimentaires, vient de confirmer le rachat, pour 335 millions de livres (3,5 milliards de francs environ), de la société de produits surgelés

Ross Young, qui a réalisé en 1987 un bénéfice avant impôt de 20,2 millions de livres sur un chiffre d'affaires de 348 millions. United Biscuits, de son côté, a annoncé une progression de 17 % de son bénéfice imposable, à 14 millions de livres pour un chiffre d'affaires de 1,9 milliard.

## Sears-Roebuck Western Auto Supply

Sears-Roebuck and Co, première chaîne de grands magasins aux États-Unis, va racheter pour 402 millions de dollars (2,3 milliards de francs environ) la société Western Auto Supply, qui possède deux cent quatre-vingt magasins d'équipements automobiles et de matériels de jardin. Sears acquiert d'abord 52,3 % du capital, détenu par les principaux actionnaires, et lancera ensuite une OPA sur le reste du capital, au prix payé aux principaux actionnaires. Western Auto Supply, qui appaillonne également mille six cents magasins indépendants, a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 930 millions de dollars et un bénéfice net de 10,8 millions.

## Suez va émettre 4,8 milliards de francs d'obligations convertibles

Pour financer l'acquisition de 20 % du capital de la Société générale de Belgique (SGB), qui lui a coûté 4,2 milliards de francs, Suez va faire appel à tous ses actionnaires en lançant une émission d'obligations convertibles (OC) en actions pour 4,8 milliards de francs. Malgré sa préférence pour une augmentation de capital directe, la Compagnie a dû tenir compte de l'état du marché financier en choisissant ce type d'émission. Les modalités retenues comportent cependant une forte incitation à convertir rapidement.

Sous réserve de l'avis des autorités boursières, l'émission qui devrait commencer le 5 avril, à 300 F l'OC, avec une priorité de souscription de quinze jours pour les actionnaires actuels, à raison d'une OC pour quatre actions possédées, présente l'originalité d'offrir une conversion « à deux vitesses » : une conversion courte à sept mois et demi (soit fin 1988), à raison de six actions pour cinq OC et un taux d'intérêt bas (3,33 %) ; une conversion plus classique à neuf ans (à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989) à raison d'une action pour une OC et un taux d'intérêt de 7 %.

Suez s'est assurée que ses « grands » actionnaires (UAP, Elf, Pernod-Ricard, SGB, Victoire...) et des actionnaires nouveaux (Crédit agricole) couvriront, en cas de besoin, l'émission. Ce qui pourrait porter le payu du projet de 35 % à plus de 40 %, avec des participations minimales de 5 %. En tout état de cause, ces grands actionnaires se sont engagés à reconvenir immédiatement leurs OC.

Par ailleurs, la Compagnie a décidé de mener une politique offensive de dividende en proposant un dividende de 6 francs par action (non compris l'impôt fiscal) soit une hausse de 30 % par rapport à 1986, et ce malgré un bénéfice total qui s'établit à 997 millions de francs en recul sur l'année précédente (1 262 millions). Le krach boursier oblige en effet les sociétés à mieux rémunérer leurs actionnaires alors qu'ils ne peuvent plus compter sur des plus-values importantes. Un impératif d'autant plus fort pour Suez qu'il fait appel à ses actionnaires pour renforcer ses fonds propres.

C. B.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**LOCINDUS**

SICOMI

Le conseil d'administration s'est réuni le 9 mars 1988, sous la présidence de M. Paul Albert, pour arrêter les comptes de l'exercice 1987, qui seront soumis à l'Assemblée générale ordinaire et pour examiner l'activité de la société durant ce même exercice.

## Engagements

Les engagements nouveaux signés en 1987 se sont élevés à 349 millions de francs, répartis en :

- crédit-bail : 307 millions
- location simple : 42 millions

Le montant légèrement supérieur à celui de l'année 1986 (325 millions de francs).

La plupart des contrats de crédit-bail ont été signés avec des sociétés importantes ou faisant partie de grands groupes, conformément à la stratégie menée par LOCINDUS depuis de nombreuses années.

La société a privilégié, en 1987, les opérations de crédit-bail, les conditions nécessaires au développement d'une politique patrimoniale (opérations de location simple) n'étant pas réunies, du fait de leur faible rendement, notamment pour les immeubles de bureaux parisiens et des prix du marché, jugés élevés.

Les résultats de l'exercice 1987 sont résumés sur le tableau suivant :

En millions de francs	1986	1987	Variation en %
Chiffre d'affaires hors taxe	398 943	412 089	+ 3 %
Dotation aux amortissements	140 243	149 224	+ 6,4 %
dont sur amortissements	22 247	26 124	
Charges financières	89 113	92 762	+ 4 %
Bénéfice de l'exercice	133 930	156 852	+ 17 %

Le bénéfice de l'exercice a été établi après dotation de 149 millions de francs d'amortissement contre 136 millions de francs de sur-amortissement ainsi que l'amortissement intégral de tous les frais d'acquisition (droits d'enregistrement), des immobilisations en location simple (F 6 700 000). Il inclut d'autre part 23 millions de francs de plus-values réalisées, à la suite de levées d'option anticipées de contrats de crédit-bail.

Ces plus-values seront réparties conformément aux possibilités données aux Sicomi sur les trois exercices, 1987, 1988 et 1989.

Par ailleurs, les frais de l'emprunt obligataire à taux annuel monétaire (TAM) émis en octobre 1987, d'une durée de douze ans, d'un montant de 400 millions de francs, ont été intégralement amortis dans l'exercice.

Le dividende proposé par le conseil à l'Assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 26 mai 1988, s'élève à F 62,27 par action, comprenant un avoir fiscal de F 0,27.

Ce dividende est en augmentation de 5 % sur celui de l'exercice antérieur (F 59,29).

## NEW-YORK, 16 mars ↑

## Reprise

Figé depuis plusieurs jours dans l'attente, le marché new-yorkais s'est légèrement redressé mercredi. Après un démarrage foudroyant, il était cependant retombé pour se relever en fin de séance. À la clôture, l'indice Dow Jones des industrielles s'établissait à 2 064,32, soit à 16,91 points, au-dessus de son niveau précédent, après être passé par un point bas de 2 027,02. Le bilan de la journée a été nettement positif. Sur 1 969 valeurs traitées, 945 ont monté, 340 ont baissé et 484 n'ont pas varié.

Les investisseurs ont, semble-t-il, très favorablement réagi à l'annonce de la forte augmentation (+ 8,9 %) en février des mises en chantier de maisons, la plus importante enregistrée depuis un an. Les ordinateurs ont continué à craquer quelques programmes d'achats. Autour du Big Board, les professionnels se disaient généralement très satisfaits du comportement du marché, surtout que l'activité s'est un peu accélérée avec 153,59 millions de titres échangés, contre 133,17 millions la veille. D'une façon générale, les boursiers paraissent moins redouter une aggravation du déficit commercial, qui, d'après certaines sources bien informées, ne devrait pas être très éloigné des 12,2 milliards de dollars enregistrés pour décembre.

VALEURS	Cours du 15 mars	Cours du 16 mars
Alcoa	45	45 3/8
Allegis (ex-UAL)	78 1/2	81 1/8
A.T.	28 5/8	28 3/4
Boeing	42 1/2	42 1/2
Chrysler	25	25 1/4
Deere	86 3/4	88
Du Pont de Nemours	41 1/8	41 1/8
Eastman	42 1/2	43 1/2
Exxon	43 1/8	44 1/8
Ford	43 1/8	44 1/8
General Motors	71 3/4	73 3/4
Goodyear	31 3/4	32 1/4
IBM	114	115 1/4
ITT	46 1/2	46 1/2
Johnson & Johnson	43 3/8	43 3/8
Kimberly-Clark	34 1/4	34 1/4
McDonald	38 3/8	38 3/8
Merck	44 7/8	44 7/8
Philips	34 1/8	34 1/8
Schlumberger	31 1/8	31 1/8
Union Carbide	80 3/8	80 3/8
Westinghouse	57 1/8	57 1/4
Yarn Corp.	57 1/8	57 1/4

## LONDRES, 16 mars ↓

## Baisse

Après plusieurs séances de hausse, la tendance s'est inversée mercredi sur le Stock Exchange. L'indice FT a efflué en baisse de 1 % à 1 455,9. Les valeurs ont évolué irrégulièrement dans un marché morose au lendemain de la présentation du budget 1988-1989 par le chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson. Les opérateurs attribuent ce tassement aux propos de M. Lawson, selon lesquels les taux d'intérêt seraient maintenus à leur niveau pour freiner l'inflation. En outre, les rumeurs sur les chiffres du commerce extérieur américain du mois de janvier, qui seraient moins bons que prévu, incitent les investisseurs à la prudence. Dans cette séance, où 481 millions de titres ont été échangés, les titres occupés par l'expectation ont poursuivi leur repli en raison de la fermeté de la livre. Après la publication de résultats annuels conformes aux prévisions, le constructeur automobile Jaguar a terminé en nette baisse. Les fonds d'État ont également reculé, déprimés par les propos du chancelier. Quant aux mines d'or, elles ont progressé.

## FAITS ET RÉSULTATS

● SGB : Gervert intente une action en nullité. Le président du groupe flamand Gervert, M. André Lysen, allié de Cerus, a entamé une action judiciaire à propos de 10 millions d'actions nouvelles de la Société générale de Belgique. Il estime que la SGB avait une option. Au total, 12 millions d'actions nouvelles avaient été créées le 18 janvier dernier lors d'une augmentation de capital décidée en toute hâte par le conseil d'administration de la SGB pour payer la participation de Cerus dans son actionnariat.

M. Lysen, allié à l'époque de la SGB, s'était rapidement porté acquiescent de 10 des 12 millions d'actions. En inventant une action en justice, M. Lysen pourrait donc chercher à « geler » ces titres. Ainsi, ils ne pourraient pas être pris en compte lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires annoncée pour le 14 avril. L'intention du patron de Gervert pourrait également obliger les deux groupes qui se disputent le contrôle de la SGB à entamer des négociations.

● La Charge Baudouin saisi le Conseil d'État. — M. Louis Baudouin, président de la société de Bourse Louis Baudouin SA, a décidé de saisir le Conseil d'État d'un recours pour excès de pouvoir contre sa suspension et celle de sa charge décidée le 2 mars par la chambre syndicale des agents de change. La charge demande également « la rétrocession » de l'ordonnance du président du tribunal de commerce désignant un administrateur provisoire en la personne de M. Albert Chassagnon.

## PARIS, 16 mars =

## Nul

Il y a des furies à la Bourse de Paris. On le subodorait. Confirmez. Ce mercredi, il pleuvait sur le parquet, non loin de l'ancienne corbeille. Heureusement que cet événement s'est produit. La séance a été dénuée de tout intérêt. Pour la deuxième fois, le marché a rejoint le film lamentable de l'effacement dans le désert. À la clôture, l'indice CAC 40 s'établissait à 1 185, soit à 0,27 % au-dessus de son niveau précédent. Mais le manque d'affaires a retiré toute signification à ce résultat. « Excellent pour le JTA » (Journal Télévisé des Nuits), diffusé sur Canal Plus, nous a dit, déabusé, un ancien agent de change, qui relevait seulement dans « cette merne plaine » un très léger courant d'achat étranger. Selon lui, « le facteur politique inhibe toutes les initiatives ». Mais, pour un gérant de portefeuille, l'affaire Baudouin jette la suspicion sur toute la profession.

Une chose est certaine : sans guide, la Bourse de Paris colle au plus près des grandes places financières internationales. Wall Street notamment. Ici comme ailleurs, l'attente mensuelle des résultats du commerce américain se poursuit.

Pendant ce temps-là, les professionnels se bornent à expédier les affaires courantes.

L'actualité boursière n'a cependant pas été complètement triviale. Il y a d'abord eu la contre-OPA d'Elf-Aquitaine sur Rhin-Rhône à 1 500 F par action (Bolloré en offre 1 100 F). Puis est venue la nouvelle surchère de Fraternité sur Télé-mécanique, dont la cotation, qui devait reprendre ce jour, a de nouveau été suspendue jusqu'à nouvel avis. La « chevalerie blanche » n'offre plus que 4 500 F (au lieu de 5 500 F) par action. Télé-mécanique, Météo à ce prix, il propose de racheter tout le capital alors qu'auparavant son offre ne portait que sur 45 % de celui-ci. On attend la contre-attaque de Schneider.

De l'avis des spécialistes, le marché obligataire a été complètement mort. « Il y a bien un intérêt acheteur, disaient-ils, mais rien à vendre. » Le MATIF s'est effrit.

## TOKYO, 17 mars ↑

## Au plus haut depuis le « krach »

Bien que ralenti, le mouvement de hausse s'est poursuivi au Kabuto-Cho. Encore une fois, il s'est développé crescendo. En fin de matinée, l'indice Nikkei progressait déjà de 93,30 points. À la clôture, son avancement atteignait 167,86 points (+ 0,65 %) et il s'établissait à 25 746,56, soit exactement à son niveau du 19 octobre 1987, quelques heures avant le krach.

Les investisseurs n'ont pas tenu compte du relèvement du taux des appels de marges porté de 50 % à 60 % dès le 17 mars. L'attention s'est concentrée sur les déclarations des électriciens de haute technologie (Toshiba, Pioneer), les pharmaciens, les chimistes et les pupes de la haute technologie des machines-outils et de l'automatisation.

L'activité, cependant, a diminué et n'a porté que sur l'échange de 1,1 milliard de titres, contre 1,6 milliard la veille.

VALEURS	Cours du 16 mars	Cours du 17 mars
Alfa	818	801
Industriale	1 330	1 380
Canon	1 180	1 170
Daikin	3 380	3 480
Honda Motor	1 720	1 740
Mitsubishi Electric	2 820	2 680
Mitsubishi Heavy	2 680	2 680
Sony Corp.	5 220	5 280
Toyota Motor	2 420	2 440

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.S.P.S.A.	228 50	228	La 1 <sup>re</sup> lire du mois	207	210
Amey & Associés	380	380 50	Lox Investment	249	251
Amey	313	314	Locatonic	155	155
B.A.C.	435	435	Martin Investment	288 80	289
B. Demichy & Assoc.	377	386	Metapac Média	95	98 70
B.I.C.M.	620	620	Métropole Invest	280	285
B.I.P.	480	474	Métropole Invest	133	133
B.N.P.	781	790	M.I.M.M.	468	468
Boulogne-Toulon	774	750	Molte	230	234
Cléon de Lyon	812	820	Novate-Delmas	517	517
Colson	827	830	Oliver-Lagard	164 30	161 70
Crédit Fin.	436 50	438	Orin Gas-Fin.	288	278
Crédit	1185	1188	Paraburg (C. In. & R.)	99 50	99 50
C.A.I.C.	255	255	Rozel	712	710
C.D.M.E.	127	128 50	St-Gobain Enthalpe	1125	1140
C. Equip. Elect.	286	286	St-Hippolyte Maitron	143 70	140
C.E.S.A.	471	475	S.C.G.P.M.	134	143 50
C.E.S.E.	158	158	Séglé	260	254
C.E.P. Communication	1140	1145	Serve-Hite	850	860
C.E.I. Informatique	545	545	S.E.P.	1185	1185
Comet d'Orsay	450	445	S.E.P.	1080	1080
C.N.I.M.	252	253 30	Sigis	1200	1152
Copax	210	208	S.N.T. (S.N.T.)	224	223
Cyprien	465	520	Sodis	860	860
Dal	141	145	Soyat	258	268
Dauphine	3304	3438	T.F.	184	186
Département	1181	1170	Union	111	111
Delle	840	854	Union-France de R.	428	410 80
Edison Bell	117	121 70	Valeurs de France	305	317
Exp. S. Desm.	400	400			
Financ.	20 40	20 05			
Genet	414	419			
Guy Degrange	885	885			
L.C.C.	230	230			
IDA	150	148			
I.B.	108	122 70			
Int. Mutual Service	124 80	122 80			
La Compagnie Bancaire	189	170			
	218	230			

## LA BOURSE SUR MINTEL

**36-15 TAPEZ LEMONDE**

## Marché des options négociables

le 16 mars 1988

Nombre de contrats : 6 322

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars	Juin	Mars	Juin
EX-Aquitaine	246	25	—	8,30	—
Lafarge-Capex	1 188	40	117	9,18	59
Nickel	146	41	46	—	3
Nickel	1 208	50	139	25	97,50
Paraburg	246	66	76	—	3,60
Paraburg	928	28	95	—	18
Saint-Gobain	448	1,50	18	27	—
Thomson-CSF	128	34,50	43	—	—

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 16 mars 1988

Nombre de contrats : 34 301

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 88	Juin 88	Sept. 88	Oct. 88
Dernier	102,50	100,90	100,25	100,45
Précédent	102,60	101,45	100,45	100,45

## INDICES

## CHANGES

Dollar : 5,70 F ±

Le dollar a continué de se raffermir jeudi 17 mars sur toutes les places financières internationales, sauf à Tokyo. Il a coté ainsi 5,6975 F (contre 5,6810 F), Toutefois, dans l'attente de la publication, à 14 h 30, des résultats du commerce extérieur américain pour janvier, les affaires ont été plus calmes.

FRANCFORT 16 mars 17 mars

Dollar (en DM) : 1,6701 1,6730

TOKYO 16 mars 17 mars

Dollar (en yen) : 127,50 127,40

MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)

Paris (17 mars) : 71/473/85

New-York (16 mars) : 63/847/16

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

15 mars 16 mars

Valeurs françaises : 1842 1846

Valeurs étrangères : 1079 1085

C<sup>o</sup> des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général : 2947 2941

## NEW-YORK

(Indice Dow Jones) 16 mars

Industrielles : 2047,41 2064,32

## LONDRES

(Indice « Financial Times »)

15 mars 16 mars

Industrielles : 1 470,40 1 455,90

Mines d'or : 243 246,8

Fonds d'État : 91,83 90,53

## TOKYO

(Indice Dow Jones) 16 mars 17 mars

Nickel Dow Jones : 25 794,45 25 872,29

Indice général : 2 506,18 2 521,30

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ haut	Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.	
S.E.U.	5,6950	5,6980	+ 42	+ 58	+ 110	+ 135	+ 320	+ 410
S. can.	4,5254	4,5284	- 43	- 16	- 47	- 9	- 143	- 36
Yen (100)	4,4695	4,4753	+ 110	+ 137	+ 246	+ 284	+ 848	+ 965
DM	3,4043	3,4075	+ 117	+ 137	+ 267	+ 292	+ 785	+ 867
Finl.	3,6293	3,6325	+ 110	+ 137	+ 246	+ 284	+ 785	+ 867
FR (100)	16,2621	16,2777	+ 213	+ 305	+ 598	+ 631	+ 1498	+ 1936
FS	4,1134	4,1185	+ 230	+ 251	+ 443	+ 471	+ 1222	+ 1313
E (1 000)	4,5761	4,5822	- 159	- 108	- 277	- 221	- 695	- 567
L	10,5756	10,5809	- 110	- 63	- 161	- 98	- 408	- 197



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 L'attentat de Belfast. 3 La visite de M. Shamir à Washington et les affrontements dans les territoires occupés. 4 Attentat meurtrier en Afrique du Sud. 6 Panama : le général Noriega aux abois.	7 La campagne dans la majorité. 9 Le PS vulgarise ses propositions. 11 Le feuilleton du septennat, par Jean-Yves Lhomme.	12 L'épiscopat français soutient le CCDF, attaqué par le Figaro-Magazine. 14 Innovation : un fichier informatisé des entreprises digitales. — Un singulier dialogue : les collégiens et le condamné à mort.	24 Cinéma : l'Empire du Soleil, de Steven Spielberg ; la Loi du désir, de Pedro Almodovar ; ils étaient neuf célibataires, de Sacha Guitry. 25 Communication : le directeur de RFO-Réunion est relevé de ses fonctions.	31 Le contentieux entre le consortium Airbus et le gouvernement américain. 32 Renault Véhicules Industriels bénéficie. 33 La bataille pour le contrôle de Télémaïque. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements ..... 4 Annonces classées ..... 29 Campus ..... 12 Carnet ..... 28 Loto, Loterie ..... 28 Météorologie ..... 27 Mots croisés ..... 27 Radio-télévision ..... 27 Spectacles ..... 28	• Chaque matin, 10 h 30, le mini-journal de la rédaction... JOUR • Présidentielle : J-39. Tous aux sondages... TELO Actualité, International, Bourse, Abonnements, Télématel, Campus. 3615 Taper LEMONDE

## Face à la flambée de la livre

## La Banque d'Angleterre abaisse son taux d'escompte d'un demi-point

Prenant tous les marchés par surprise, la Banque d'Angleterre a annoncé, jeudi 17 mars à 11 heures, qu'elle abaissait d'un demi-point son taux d'escompte, le ramenant de 9 % à 8,5 %. Elle a été accusée à cette décision par la flambée de la livre sterling, qui, dans la matinée du jeudi, débordait la barre des 3,10 DM et frôlait les 10,60 F. C'est une déclaration de M. Nigel Lawson, le chancelier de l'Échiquier, qui, mercredi, avait provoqué cette flambée. Il avait déclaré qu'il était « vital de maintenir les taux au niveau jugé nécessaire à la lutte contre l'inflation » et que ces taux « constitueraient le seul instrument efficace pour contrôler l'inflation et maintenir l'économie sur ses rails ».

Il relayait, ainsi, M<sup>me</sup> Thatcher, qui, le 8 mars, devant les Communes, affirmait : « L'envolée de la livre ne

sera pas freinée par une baisse des taux d'intérêt ou des interventions de la Banque d'Angleterre », donnant le priorité à la lutte contre la surchauffe qui est indéniable en Grande-Bretagne : flambée des salaires (plus 8,5 %), des prix de l'immobilier et du crédit à la consommation.

Les taux d'intérêt en Grande-Bretagne étant les plus élevés d'Europe, les capitaux du monde entier se ruent sur les placements en livres sterling, et cette ruée a fini par faire « craquer » les autorités britanniques. Une montée trop rapide de la devise britannique pourrait finir par handicaper les exportations et déséquilibrer un peu plus une balance commerciale déjà affaiblie par une consommation intérieure qui se nourrit largement d'importations à des prix de plus en plus bas, grâce à la hausse de la livre.

F. R.

## BOURSE DE PARIS

## Matinée du 17 mars

## Morne

Dans l'attente de la publication, en début d'après-midi, du montant du déficit commercial américain de janvier, la Bourse demeurait extrêmement calme. Dans cette morne séance, l'indicateur de tendance se maintenait à + 0,22 %, après avoir ouvert en repli de 0,15 %. Parmi les plus fortes hausses figuraient BIC (+ 5,1 %), Europe 1 (+ 5,1 %), Marine Wendel (+ 5 %), Hutchinson (+ 4,6 %), et SAT (+ 3,7 %). En baisse, on notait Nord-Est (- 9,5 %), Schneider (- 3,2 %), Electrofinancière (- 2,8 %), Fives-Lille (- 2,5 %) et GTM (- 2 %).

## Un supplément du « Monde »

## Terres d'été

Le Monde publie aujourd'hui un magazine spécial sur les voyages, « Terres d'été ». Ce supplément est distribué uniquement dans la France métropolitaine.

## Un marché de plus de 10 milliards de francs

## Air Canada commanderait 54 Airbus A-320

Air Canada devrait annoncer prochainement l'achat de trente-quatre bi-réacteurs Airbus A-320 et la prise d'option sur vingt appareils supplémentaires. Le montant total de cette commande dépasse le chiffre de 10 milliards de francs.

Ce nouveau succès européen sera vraisemblablement acquis au même moment où le canadien Canadair et le français Aérospatiale signeront un accord portant sur la fabrication de pièces destinées aux Airbus A-320 et A-340. Cette coopération permettrait à Canadair, contrôlée par Bombardier, de recevoir, en dix ans, 1 milliard de dollars en commandes et de créer un millier d'emplois.

Les Américains, et notamment Boeing qui contrôle l'avionneur canadien De Havilland, ressentiront douloureusement cette rentée en force d'Airbus sur un marché qu'ils considéraient comme une chasse gardée.

(Lire nos autres informations page 31.)

## ITALIE : la crise politique

## M. De Mita a été pressenti pour former un nouveau gouvernement

ROME de notre correspondant

Comme pour conjurer le sort, c'est le mercredi 16 mars, jour du dixième anniversaire de l'enlèvement d'Aldo Moro, dernier leader charismatique de la démocratie chrétienne italienne, que le chef de l'Etat, M. Francesco Cossiga, a choisi pour demander à l'actuel secrétaire général du parti, M. Ciriaco De Mita, de former un gouvernement. Il est vrai que le 16 mars est aussi le jour du saint patron de l'intérieur : Syrius, martyr romain !

En apparence, tout s'est passé le mieux du monde. En cinq journées seulement, après la démission de la présidence de conseil de M. Giovanni Cona : un record pour une crise italienne. On a vu le principal parti italien, pour une fois unanime, proposer son propre chef pour gu-

der le prochain cabinet. Les alliés habituels des démocrates-chrétiens n'ont opposé aucun veto à cet engagement au plus haut niveau, qui pourrait laisser présager un « gouvernement fort », à la hauteur des graves problèmes institutionnels, économiques et sociaux du pays. En particulier, le Parti socialiste, toujours soucieux d'entraver la marche du grand adversaire-partenaire, ne s'est pas opposé cette fois à la désignation de M. De Mita, contrairement à ce qu'il avait fait l'été dernier après les législatives.

Le Parti communiste — tout en confirmant son hostilité à une réédition de l'alliance à cinq qui a peu ou prou gouverné le pays dans les années 80 — a tenu à répéter qu'il était cependant disponible pour une solution concertée des problèmes institutionnels en suspens.

JEAN-PIERRE CLERC.

## Au tribunal de Paris

## L'amiral de Gaulle débouté au nom de la liberté de la presse

La censure n'existe pas en France. C'est en substance la réponse donnée par le tribunal civil de Paris à l'amiral Philippe de Gaulle, qui avait engagé une procédure en référé afin d'obtenir, avant la diffusion publique, une projection du film *De Gaulle ou l'éternel défi*, réalisé par Jean Labib d'après l'œuvre de Jean Lacouture et coproduit par TF1 KJUV Production et l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Ce film doit être diffusé en six émissions de cinquante-deux minutes chacune. Il contient notamment le témoignage de nombreuses personnalités, et le général Alain de Boissieu figure parmi elles. Cependant, le 3 février dernier, le genre du général de Gaulle, tout en affirmant qu'il ne souhaitait pas apparaître dans la même émission que M. François Mitterrand, avait obtenu, en référé, la suppression totale de son intervention au nom du respect du droit à son image (*Le Monde* daté 7-8 février).

Le 9 mars, l'amiral Philippe de Gaulle et les éditions Pion s'adressaient à leur tour à la justice pour demander non seulement de pouvoir se faire projeter le film, mais aussi qu'il soit provisoirement interdit d'en diffuser les épisodes. L'éditeur craignait qu'il ne soit porté atteinte aux droits qu'il détient sur l'œuvre de Charles de Gaulle. De son côté, le fils du général évoquait le droit des héritiers sur les textes qui pourraient avoir été utilisés dans le film. Il redoutait aussi une atteinte à l'intimité de la vie privée de sa famille et « au respect de la mémoire et du message historique du général de Gaulle ». Pour justifier la procédure d'urgence, les demandeurs affirmaient qu'il était impossible d'attendre que le film

soit diffusé à l'antenne pour constater les éventuelles atteintes, car, dès lors, le préjudice serait irréparable, « notamment dans le contexte de la campagne électorale ».

Dans son jugement rendu mercredi 16 mars, le tribunal, présidé par M. Robert Diet, rappelle d'abord que l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme, repris dans le préambule de la Constitution, « reconnaît à tout citoyen le droit de parler, d'écrire, d'imprimer librement, sans à l'exception de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ». Les magistrats insistent en soulignant que ces libertés, consacrées par la loi sur la presse de 1881 figurent également dans la loi de 1982 sur la communication audiovisuelle, tout en admettant que des mesures d'interdiction peuvent être ordonnées « s'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve du fait dont pourrait dépendre la solution du litige ». Toutefois, le tribunal observe avec sévérité que ces mesures ne peuvent servir de moyen de pression d'une partie sur l'autre, ni permettre de découvrir un fondement juridique pour une future demande en justice, stigmatisant ainsi certains abus dans le recours aux juges des référés.

Sur le fond, il est constaté que l'ouvrage de Jean Lacouture intitulé *De Gaulle*, dont le troisième tome est paru en 1986 et qui sert de base au film, n'a fait l'objet d'aucune action en justice de la part de l'amiral de Gaulle ou de la Librairie Pion. Les demandeurs « n'ont donc pu de motif légitime de suspecter a priori l'objectivité ou la délicatesse de l'adaptation télévisée ».

MAURICE PEYROT.

## L'audience des radios

## Progression de NRJ, France-Inter et Europe 1

Forte augmentation d'audience pour les radios privées FM, notamment NRJ, remontée de France-Inter et d'Europe 1, et légère baisse de RTL, qui demeure largement en tête : tel est le verdict du dernier sondage Médiamétrie concernant les deux premiers mois de l'année.

Le mouvement le plus notable depuis un an est la progression de l'audience de l'ensemble des radios privées FM, qui réalisent 29,9 % en audience cumulée contre 27,2 % les deux derniers mois de l'année 1987, et 25,2 % en janvier-février 1988 (1 point = 443 000 personnes). France-Inter fait aussi un bon et gagne deux points par rapport à la fin de l'année (16,4 % contre 14,4 % en novembre-décembre, mais 17,1 % en janvier-février 87). Europe progresse et passe de 13 points à la fin

de l'année 1987 à 14,2 ; NRJ continue de gagner des auditeurs et de battre ses records d'audience (10,9 contre 9,8 à la fin de l'année 1987 ; 8,9 il y a un an). Enfin, si RMC s'élève (6,5 contre 6,6 fin 1987, RTL passe à 20,1 contre 20,7 en novembre-décembre, 22 début 1987).

Toutes ces radios sont cependant très loin d'être écoutées de la même façon. De leur format et de leur grille dépend étroitement leur durée moyenne d'écoute. Ainsi Europe 1 ou France-Inter, radios de contenu dense et de rendez-vous, sont écoutées beaucoup moins longtemps que NRJ, radio musicale d'accompagnement : 107 minutes quotidiennes en moyenne pour Europe 1, 112 pour Inter, 159 pour NRJ. Ce qui influe sur la part d'audience ou la part de marché de chaque radio, marché dont le classement se compose désormais ainsi : RTL (22,6 %), France-Inter (12,8 %), NRJ (12,1 %), Europe 1 (10,7 %), RMC (6,5 %) et Nostalgie (4,1 %).

Le numéro du « Monde » daté 17 mars 1988 a été tiré à 498 618 exemplaires

A B C D E F G

A C

## Sur le vif

## Pour un trombone

Vous, je sais pas, mais nous, moi, au canard, c'est le gros malade. Hier soir, je quitte sur le coup de cinq heures et demi-été heures, je rattrape une copine dans l'escalier. Tu rentres en métro ? Attends-moi, je pars avec toi. Arrivées devant le gardien de la rue des Italiens, elle baisse le tête, elle presse le pas et elle me fait : Allaz, vite, dépêche-toi !

— Pourquoi, qu'est-ce qu'il y a ?

— Paraît qu'ils auraient dans l'idée de surveiller la sortie du personnel : contrôle des sacs à main, fouille à corps, enfin, tu vois.

— Pourquoi ils feraient ça ?

— T'es bien vu ce qui se passe dans les hypermarchés. Ils sont littéralement dévalisés par les employés. C'est effarant ce qu'elles se permettent. Piquer en fin de journée, avant de le fourrer à la poubelle, un carré d'annuaire offert à la dégustation de la clientèle, prendre une prune à moitié pourrie au rayon des fruits et légumes. Non, mais c'est di-

que. On en a choppé une, tu devineras jamais ce qu'elle a eu le culot de voler : une paire de lacets, les siens avaient péti.

— Bon, d'accord, OK, mais le Monde, c'est une boîte sérieuse.

— Ben, justement, un trombone par-ci, une gomme par-là, au bout du compte, ça pèse lourd sur un bilan. Le seul moyen de le redresser, c'est ça, c'est de balancer les salariés. Licenciement sans solde. Normal, ils ont des frais, les patrons, déjeuners d'affaires, voitures de fonction, tout ça.

— Ouais, seulement, moi, c'est nous les patrons. On est actionnaires.

— Ah ! tiens, c'est vrai, j'y pensais pas. Ouvre ton sac de gym un peu, pour voir. D'où ça sort cette poubelle, on peut savoir ? Et ne vient pas me dire qu'elle était usée. Tu sais où ça mène le coup de la corbeille à papiers ? Au panier à salade.

CLAUDE SARRAUTE.

## EN BREF

• RFA : Rudolf Hess finalement enterré dans le nouveau familial. — L'ancien dauphin de Hitler, Rudolf Hess, qui s'était suicidé le 17 août 1987 dans la prison internationale de Spandau à Berlin-Ouest, a été enterré, jeudi matin 17 mars, dans le cimetière familial des Hess à Wunstorf en Bavière (sud de la RFA). Rudolf Hess, mort à l'âge de quatre-vingt-trois ans, avait provisoirement été inhumé dans un lieu tenu secret. Il s'agissait d'empêcher que ses obsèques ne donnent lieu à des démonstrations de manifestants nazis. — (AFP.)

• Merin-Gerin lance une OPA sur le britannique Yorkshire Switchgear. — Merin-Gerin lance

une offre publique d'achat « amicale » visant à acquérir au moins 75 % du capital du groupe britannique Yorkshire Switchgear, spécialisé dans l'appareillage électrique. L'opération se réalisera par le biais de la firme Merin-Gerin UK. La firme précède que des actionnaires totalisant 54 % du capital de Yorkshire Switchgear « ont d'ores et déjà signé un engagement irrévocable d'acceptation de cette offre ». Ce groupe converti, dont le siège se trouve à Leeds, emploie 800 personnes. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 25,7 millions de livres en 1987 (environ 280 millions de francs). Merin-Gerin est une filiale de Schneider, qui convoite par ailleurs la Télé-mécanique.

## SCIENCE VIE

## LE CERVEAU ET LA MÉMOIRE

## EXCLUSIF : 30 images en direct avec le cerveau.

- Voyage au cœur de la mémoire.
- La neurophysiologie du langage.
- Cerveau gauche, cerveau droit.

## NUMÉRO HORS SÉRIE EN VENTE PARTOUT

POLICES MUNICIPALES  
HYERES : LES RIPOUX  
CONTROLENT LA VILLE  
Dans

## Politis

LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI

AU SOMMAIRE DU N° 9

- Le débat sur le revenu minimum garanti : Le droit à la paresse ?
- ORSTOM : le libéralisme s'attaque à la recherche

## QUE CHOISIR ?

DANS LE NUMÉRO DE MARS 2 DOSSIERS EXCLUSIFS

## BEAUJOLAIS 86

Que Choisir dénonce les pires et conseille les meilleurs.

Nous les avons testés : un sur deux est à éviter ; trop de sucre et adieu la qualité !

## PLAGES EN EUROPE

Que Choisir fait l'état des lieux.

Résultat : de l'eau, du sable et de la pollution. Nous vous disons où, comment et quand partir en Europe sur mer.

## QUE CHOISIR ?

Le journal qui chaque mois attaque pour vous défendre